

Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761114688831>

RAPPORT FINAL
(Annexes - Volume I)

AUTEUR: J. Brazeau

TITRE: Essai sur la question
linguistique en Belgique

DIV: VIII-B Rapport no 13

CA1 Z1
-63 B500

ESSAI SUR LA QUESTION
LINGUISTIQUE EN BELGIQUE

ANVERS

Rapport **VOLUME I** pour la
Commission royale d'enquête sur le
bilinguisme et le biculturalisme

Jacques Horeau
Louvain 1966

ESSAI SUR LA QUESTION
LINGUISTIQUE EN BELGIQUE

ANNEXES

Rapport final préparé pour la
Commission royale d'enquête sur le
bilinguisme et le biculturalisme

Jacques Brazeau
Août 1966

CONTENU DES VOLUMES

VOLUME	I	Annexes	I
			II
			III
			IV
VOLUME	II	Annexe	V - A
			- B
			- C
			- D
			- E
			- F
VOLUME	III	Annexes	V - G
			- H
			- I
			- J
			VI

TABLE DES ANNEXES

Annexe		Pages
I	Bibliographie du premier chapitre	1- 2
II-A-1	La révision de la Constitution	1-23
A-2	Du rôle des partis politiques dans la révision des institutions	24-25
A-3	De l'évolution des idées maîtresses en matière d'harmonisation des rapports politiques entre les deux communautés	26-34
A-4	La Constitution belge du 17 février 1831 et les modifications par les révisions constitutionnelles de 1893 et 1921	35-54
II-B	The Evolution of Social Arrangements Made in Multilingual States: Belgium as a Case Study	1-22
III-A-1	L'Organisation des effectifs des services publics	1- 8
A-2	Déflation administrative: 33,000 fonctionnaires de plus en huit années	9-11
III-B-1	Fonction publique, proportion linguistique du personnel au date du 1er mai 1962	1- 9
B-2	Haute fonctionnaires belges selon le régime linguistique	10
IV-A-1	La Confédération des Syndicats Chrétiens de Belgique	1-17
A-2	Les statuts de la Confédération des Syndicats Chrétiens de Belgique	18-34
IV-B-1	La Fédération Générale du Travail de Belgique	1-30
B-2	Lettre d'André Renard de la F.G.T.B. à M. Auguste Cool, président de la C.S.C., et réponse de M. A. Cool, relative à sa position vis-à-vis la Loi unique	31-38
B-3	Lettre de démission d'André Renard	39-40
B-4	Le projet Renard relatif à la structure interne de la F.G.T.B.	41-43

Annexe		pages
IV-B-5	Le point de vue flamand sur les relations culturelles et linguistiques	46-56
IV-C-1	La Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique	1-12
C-2	Les Statuts de la C.G.S.L.B.	13-37
C-3	Le syndicalisme libéral dans le monde d'aujourd'hui et de demain	38-43
C-4	Le programme linguistique du Parti de la Liberté et du Progrès	44-45
V-A-1	Le Boerenbond Belge	1-17
A-2	Comité directeur du Boerenbond Belge	18
A-3	Données statistiques concernant le Boerenbond	19-21
A-4	Discours de Constant Boon, président du Boerenbond Belge	22-37
V-B-1	La Ligue Economique Flamande	1-11
B-2	Lieven Gevaert (1868-1935), fondateur de la Ligue Economique Flamande	12-13
B-3	"Pourquoi faut-il aussi des mesures législatives pour la néerlandisation du monde des affaires?"	14-22
B-4	The U.S. and Belgium: Evidence of Long-Standing Cooperation	23-28
V-C-1	Le Conseil Economique Flamand	1-11
C-2	Circulaire du Conseil Economique Flamand à l'occasion de la visite en Flandre de journalistes français	12-13
C-3	Passage d'une lettre du Conseil Economique Flamand au Premier Ministre	14-15
V-D-1	Le Mouvement Populaire Flamand	1-11
D-2	Programme du Mouvement Populaire Flamand, Congrès de Malines, 1960	12-19
D-3	Quarante ans de nationalisme Flamand	20-41
V-E-1	La Fondation Lodewijk de Raet	1-21
E-2	Comité directeur et conseil d'administration de la fondation Lodewijk de Raet	22
V-F	Fondations culturelles flamandes: Davidsfonds, Willemsfonds et Vermeylenfonds	1-21
V-G-1	Le Conseil Economique Wallon	1-14
G-2	Statuts du Conseil Economique Wallon	15-22
G-3	Comité de direction du Conseil Economique Wallon	23-24

Annexe		pages
V-H-1	L'Institut Jules Destrée	1-11
H-2	Jules Destrée, 1863-1936	12-17
H-3	Lettre au Roi sur la séparation de la Wallonie et de la Flandre	18-40
H-4	Le Compromis des Belges	41-43
V-I-1	La Fondation Charles Plisnier	1-12
I-2	Membres fondateurs de la Fondation Charles Plisnier	13
I-3	Conseil d'administration de la Fondation Charles Plisnier	14
I-4	Lettre à mes concitoyens sur la nécessité d'une révision constitutionnelle	15-39
V-J	Le Mouvement Populaire Wallon	1-14
VI-A-1	La Flandre occidentale et son Conseil Economique	1-8
A-2	L'Arrondissement d'Ostende	9-26
A-3	Les frontaliers de la Flandre occidentale dans le nord de la France	27-35
A-4	Le chômage structurel	36-45
A-5	Données statistiques sur le chômage en Flandre occidentale	46
A-6	La pêche maritime belge	47-59
VI-B-1	Le Conseil Economique Limbourgeois	1-8
B-2	Membres du Conseil Economique Limbourgeois	9-10
VI-C-1	Le Bureau Economique de la Province de Namur	1-12
C-2	Statuts du B.E.P. Namur	13-21
VI-D	L'économie de la région liégeoise	1-7

ANNEXE I

SOURCES BIBLIOGRAPHIQUES UTILISEES

POUR L'APERCU HISTORIQUE

Becquet, C., L'ethnie française d'Europe. Nouvelles Editions Latines.
Paris, 1963. 238 pp.

Bertraux, L., La romanisation de la Wallonie. Connaître la Wallonie.
Institut Jules Destrée. Charleroi, 1964. 72 pp.

Chlepner, B.S., Cent ans d'histoire sociale en Belgique. Institut de
Sociologie Solvay. Bruxelles, 1956. 425 pp.

Cliquet, R., "On the Differential Population Development of the Flemings
and the Walloons and its Influence on the Flemish-Walloon Relations,"
Homo, Zeitschrift für die vergleichende Forschung am Menschen.
Musterschmidt - Verlag - Göttingen - Berlin - Frankfurt, 1960.
Band XI, 1-2. Heft, pp. 67-88.

De Volder, N., o.f.m., Sociale Geschiedenis van België.
Partie II: Socialisme en Christelijke Arbeidersbeweging
(1830-1945).
Editions Sint-Franciscus. Malines, 1965. pp. 201-517.

De Vooy, C.G.N., Geschiedenis van de Nederlandse Taal. Edition De
Sikkel. Anvers, 1952. 269 pp.

Elias, H.G., Geschiedenis van de Vlaamse Gedachte.
Partie 3: Verwezenlijkingen en Onthoochelingen. De Scheiding
der wegen 1860-1883. 373 pp.
Partie 4: Taalbeweging en cultuurflamingantisme. De Groei van
het Vlaamse Bewustzijn 1883-1914. 432 pp.
Editions De Nederlandse Boekhandel. Anvers, 1963.

Herremans, M.-P., La question flamande. Librairie Meurice. Bruxelles,
1948. 205 pp.

Herremans, M.-P., La Wallonie, ses griefs, ses aspirations. Marie-
Julienne, Bruxelles, 1951. 363 pp.

- Houtman, W., Vlaamse en Waalse documenten over Federalisme. Editions Studiegroep van het Tijdschrift Het Pennoen. 1963. 275 pp.
- Lamberty, M., De Vlaamse Beweging Nu. De Nederlandse Boekhandel. Anvers, 1948. 87 pp.
- Levy, P.M.G., La querelle du recensement. Institut Belge de Science Politique. Bruxelles, 1960. 166 pp.
- Liège et l'Occident. Editions de l'A.S.B.L., Le Grand Liège. Liège, 1958. 290 pp.
- Luyks, T., Politieke Geschiedenis van België. Van 1789 tot heden. Editions Elsevier. Bruxelles/Amsterdam, 1964. 559 pp.
- Picard, L., Van Vlaamse Beweging naar Sociale Revolutie. Editions Ontwikkeling. Anvers, 1961. 266 pp.
- Poukens, J.B., s.j., Geschiedenis van België. Editions N.V. Standaard-Boekhandel. Anvers, Louvain, 1954. 364 pp.
- Rousseau, F., La Wallonie, terre romane. Editions Institut Jules Destrée pour la Défense de l'illustration de la Wallonie. Charleroi, 1962. 60 pp.
- Van Haegendoren, M., De Vlaamse Beweging nu en morgen.
 I. Na Honderd dertig jaar
 II. Oogmerken voor morgen
 Editions Heideland. Hasselt, 1962. 2 parties: 181 + 290 pp.
- Van Haegendoren, M., Vlaanderen. Eisende Partij!!!. Editions Heideland. Hasselt, 1966. 208 pp.
- Van Mechelen, F., De Ontwikkeling van de Volkskracht in Vlaanderen. Editions Davidsfonds. Louvain, 1957. 259 pp.
- Wullus-Rudiger, J.A.V., En marge de la politique belge, 1914-1956. Ed. Berger-Levrault. Paris, 1957. 358 pp.

ANNEXE II-A-1

LA REVISION DE LA CONSTITUTION

A. INTRODUCTION: SITUATION DU PROBLEME

B. REVISIONS CONSTITUTIONNELLES ANTERIEURES

1. Revision de 1893
2. Revision de 1920-21

C. PROCEDURES DE REVISION

1. Des constitutions souples et des constitutions rigides
2. Les différents stades de revision
 - a) Mise en marche de la procédure
 - b) Elections
 - c) Revision proprement dite

D. LA REVISION PREVUE EN 1965

1. Historique
2. Objectifs principaux
 - a) Réformes des institutions centrales
 - i) Pouvoir législatif
 - ii) Pouvoir exécutif
 - iii) Pouvoir judiciaire
 - b) Harmonisation des relations entre les communautés
 - i) Reconnaissance des régions linguistiques
 - ii) Garanties aux minorités
 - iii) Autonomie culturelle et compétence des Conseils culturels
3. Conclusions de la Commission pour la réforme des institutions
 - a) Décentralisation relative à l'autonomie administrative
 - i) Travaux communaux et provinciaux
Travaux publics - Santé publique - Logement - Urbanisme -
Affaires sociales - Agriculture
 - ii) Décision des provinces et des communes
 - b) Décentralisation économique et mission des sociétés pour le développement régional
 - c) Les institutions internationales

ANNEXE II-A-1

LA REVISION DE LA CONSTITUTION

A. INTRODUCTION: SITUATION DU PROBLEME

La Constitution belge fut promulguée le 7 février 1831, huit mois environ après le début de la révolution déclenchée contre la politique du Roi Guillaume Ier des Pays-Bas. ⁽¹⁾

La Constitution belge, puisqu'elle remonte au début du siècle dernier, est actuellement avec celles des Etats-Unis et de la Suède, l'une des plus anciennes constitutions écrites encore en vigueur. ⁽²⁾ Jusqu'à maintenant, elle n'a fait l'objet que de deux revisions. En Belgique, une revision constitutionnelle n'est pas chose courante. Le Constituant lui-même, à savoir le Congrès National de 1830-1831, l'a voulu ainsi et non sans raison. Ce pacte fondamental est toujours à la base de la structure politique du pays. Il va de soi que cet ensemble de dispositions, où l'organisation entière de l'Etat trouve ses fondements, ne peut être modifié à la légère. C'est pourquoi, en matière de revisions constitutionnelles, le Congrès National a prévu une procédure très lourde. ⁽³⁾

Cependant, la structure politique de l'Etat belge, aussi rigoureusement arrêtée soit-elle, doit pouvoir être adoptée lorsque les aspirations des habitants, profondément modifiées, le justifient. Depuis 1830, date de l'indépendance du pays, cela ne se produisit que deux fois, notamment en 1893 et en 1920-1921. La Belgique connaîtra probablement de nouveau

-
- (1) De 1815 à 1830, les provinces qui constituent actuellement la Belgique étaient insérées dans le royaume du Roi Guillaume Ier des Pays-Bas, jusqu'à l'indépendance de la Belgique.
 - (2) Chambre des Représentants: Projet de déclaration relatif à la revision de la Constitution. (Session 64-65). Bruxelles, le 3 mars 1965, p. 2.
 - (3) Voir bibliographie:
Wigny, P., Droit constitutionnel. 2e édition. Bruxelles, 1952.
De Meyer, J., Staatsrecht (droit public). Cours à l'université de Louvain, Chap. 3: "Suprematie van de Constitutie" (Suprématie de la Constitution), pp. 61-79.
Mast, A., Overzicht van het Grondwettelijk Recht (Aperçu de Droit constitutionnel). 3e édition. Gand, 1957.

une revision constitutionnelle bientôt. A l'occasion des dernières élections en mai 1965, on espérait que le Parlement actuel serait en effet une nouvelle Constituante.

Les revisions auxquelles il fut procédé en 1893 et en 1921 eurent, certes, une portée politique considérable, puisque la première a instauré le vote plural, et la seconde le suffrage universel, mais elles n'ont point touché au régime constitutionnel du pays. Les préparations à une nouvelle revision de la constitution belge, touchent cette fois le régime constitutionnel. On peut dire que la Constitution demeura presque inchangée, tandis que le pays a fortement évolué sur le plan politique, social et économique. C'est maintenant, sans nul doute, une étape dans l'histoire politique de la Belgique.

Nous croyons qu'il n'est pas sans intérêt de livrer un aperçu restreint des revisions constitutionnelles précédentes, d'esquisser aussi la procédure qui doit être suivie et d'ajouter brièvement les buts que poursuit la revision actuelle de la Constitution de la Belgique.

B. LES REVISIONS CONSTITUTIONNELLES ANTERIEURES

LES REVISIONS DE 1893 ET DE 1920-21

Les deux revisions constitutionnelles précédentes avaient principalement pour but de réformer le système électoral en vigueur à ce moment-là.

La Constitution du 7 février de 1831 était démocratique de "conception", du moins pour son époque. Dans le domaine électoral, l'application du suffrage universel semblait à ce moment encore impossible. La Constitution belge se rallia à une combinaison de deux systèmes:

1) le système censitaire:

jouissaient du droit de vote, les personnes qui payaient un certain montant déterminé, appelé le cens électoral, ou bien une somme plus élevée, à titre d'impôt.

2) le système capacitaire:

jouissaient également du droit de vote, abstraction faite du cens électoral, ceux qui avaient reçu une certaine scolarité: les fonctionnaires, les magistrats, les ministres du culte, les officiers supérieurs et les diplômés universitaires.

Ces dispositions faisaient naturellement obstacle à l'octroi du vote à la grande masse de la population. Au début, la Belgique ne comptait qu'à peine plus de 50,000 votants. Cela signifiait qu'on ne dénombrait qu'un électeur sur 95 habitants.

Le système en vigueur avait évidemment des répercussions tout d'abord sur la composition du Parlement, où ne siégeaient que les représentants de la haute bourgeoisie, de la noblesse et du clergé et puis sur la direction politique du pays: le système était, en réalité, une conséquence du libéralisme économique. C'étaient des intellectuels exceptionnels qui se souciaient de temps en temps des questions sociales. Cette situation impliquait déjà, cependant, le germe de l'évolution ultérieure.

1. La revision de 1893

Pendant un demi-siècle, la vie politique belge a été caractérisée par la lutte pour la conquête du suffrage universel. La relation détaillée de ce long combat nous mènerait ici trop loin. Nous nous limitons à relater les grandes étapes de l'évolution.

Aux environs de 1840, le paupérisme et ses suites régnaient dans les couches inférieures de la population belge. Le désespoir social accumulé trouvait régulièrement un exutoire dans les émeutes inorganisées du peuple. Ces réactions firent souvent verser le sang. ⁽¹⁾

Le Parlement et le Gouvernement se résolurent avec hésitation à prendre des demi-mesures qui, en aucun cas, ne pouvaient remédier à la situation. La lutte sociale continuait donc mais tant que lui manquerait direction et réflexion, elle était condamnée à ne connaître qu'un seul destin: la répression.

(1) Parlant de la classe inférieure du siècle précédent, J. Van Houtte cite:

"La classe inférieure n'avait pas d'intérêt pour les idées de la bourgeoisie, avec une apathie complète vis-à-vis les classes supérieures à qui elle obéissait, la classe inférieure n'attendait que quelques améliorations de sa misère par la Providence..."

"Zelfs de volksklasse toonde geen belangstelling voor hun gedachten, daar zij in volslagen apathie en ontzag voor de hogere standen alleen van de Voorzienigheid enige verbetering verwachtte van haar lot van grauwe ellende..."

Van Houtte, J., Geschiedenis van België. Standaard-Boekhandel, Louvain, 1955. p. 191.

La masse en vint rapidement à se rendre compte que nulle réforme sociale en profondeur n'était possible aussi longtemps qu'elle ne pourrait, elle aussi, envoyer ses représentants au Parlement. Dans cette perspective, seul le suffrage universel pourrait réaliser ses objectifs.

C'était au cours des années soixante, que sous l'impulsion des Libéraux Progressistes, la campagne en faveur de la réforme du système électoral débuta effectivement. En 1866, le "Manifeste des Travailleurs" réclamait cette même réforme. Quelques journaux commencèrent également à militer en faveur du même but.

Les diverses associations de travailleurs (coopératives, syndicats et petits partis) s'unirent pour former en 1885 le Parti des Travailleurs Belges qui allait se consacrer presque entièrement à la lutte pour la conquête du suffrage universel.⁽¹⁾

A cause du système électoral qui était en vigueur, le Parti ne comptait pas de représentants aux chambres législatives. Par conséquent, ce parti était obligé d'agir sur un terrain extra-parlementaire. L'année 1886 fut l'année caractérisée par des troubles violents. La dépression économique du pays plongeait la classe des travailleurs dans une misère profonde. Cela mena finalement à l'adaptation d'une première législation sociale par l'autorité belge.

Cela fut le commencement d'une nouvelle époque.

En 1890, on entama la campagne en faveur de la revision de la Constitution. Une proposition de revision constitutionnelle fut présentée au parlement belge par le député Paul Janson (libéral-radical) dans le mois de novembre de la même année. Cette proposition n'était pas opportune alors. La pression de certains catholiques-sociaux et l'influence de l'Encyclique "Rerum Novarum" n'avaient que peu d'importance. En 1892, une grève des ouvriers mineurs, impressionnante par son organisation et sa discipline,

(1) De Volder, N., o.f.m. Sociale Geschiedenis van België (L'histoire sociale de la Belgique). Imprimerie St-François, Malines, 1965, p. 266.

"Strijd voor betere arbeidstoestanden en het algemeen stemrecht" (La lutte pour de meilleures situations ouvrières et pour le suffrage universel). pp. 261-281.

força finalement la décision d'une revision de la Constitution belge par le gouvernement. Au début, la Constituante ne pouvait se mettre d'accord sur un nouveau système électoral. Une grève générale en avril 1893 obligea cependant les autorités à poursuivre et terminer la revision constitutionnelle.

A la suite des événements, on a adopté la proposition Nyssens qui était un compromis entre le système censitaire et capacitaire et le suffrage universel: le suffrage universel tempéré par le vote plural. Tous les hommes âgés de 25 ans avaient droit à une voix. Il y avait cependant des citoyens qui disposaient d'une deuxième voix, notamment ceux qui pouvaient payer au moins un montant fixé ⁽¹⁾ à titre d'impôt (système censitaire). Une voix supplémentaire fut attribuée également aux détenteurs d'un diplôme décerné par un établissement de l'enseignement moyen supérieur, aux fonctionnaires (système capacitaire) et finalement aux chefs de famille. Ainsi, il pouvait se produire qu'une personne ait droit à trois voix, ce qui était le maximum de voix qu'on pouvait obtenir. ⁽²⁾

Le nombre de 137,772 de ceux qui furent appelés à voter, fut remplacé par 1,370,687 de nouveaux électeurs. ⁽³⁾ Cela signifiait que le chiffre précité représentait en fait, 2,111,217 voix, dont environ 850,000 voix simples, émanant donc d'électeurs qui disposaient d'une voix simple. Par ce nouveau système électoral, la chambre des représentants élut alors 111 catholiques, 28 socialistes et 14 libéraux.

Il va de soi qu'il y avait encore plusieurs autres modifications à la Constitution de 1893. Limitons-nous à citer les changements relatifs au statut du Roi, à l'élection et à la composition du Sénat. Pour la pre-

(1) C'était un montant de 2,000 francs belge (40 dollars américains). Cf. De Meyer, J., Belgisch Staatsrecht. Louvain, 1958. p. 129.

(2) De Volder, N., o.f.m., Sociale Geschiedenis van België (L'histoire sociale de la Belgique). Impr. St-François. Malines, 1965. p. 267.

(3) Idem. p. 267.

mière fois en Belgique, le vote n'était plus seulement un droit, mais aussi une obligation.⁽¹⁾

2. La revision de 1920-21

Déjà depuis le début du XXe siècle, le Parti des Travailleurs Belges,⁽²⁾ soutenu par les Libéraux-Radicaux et plus tard aussi par les Démocrates chrétiens, continuait sans cesse la lutte pour le suffrage universel pur et simple. C'est ainsi qu'en 1901 (Vandervelde-Janson) et en 1912 (Vandervelde) furent présentés à la Chambre, de nouveaux projets de revision constitutionnelle dont le but était encore une fois d'obtenir d'autres formules électorales.

Comme pour la revision de 1893, des troubles sociaux éclatèrent à deux reprises. Juste avant la Première Guerre mondiale (1913), le Gouvernement belge chargeait une commission parlementaire de l'étude des réformes proposées.

La guerre de 1914-1918 n'empêchait pas seulement la solution de ces questions, mais était également la cause de changements sensibles dans les relations sociales, politiques et économiques. En janvier 1916, le Gouvernement belge, se trouvant au Havre et où siégeaient pour la première fois des représentants du Parti des Travailleurs Belges, annonça pour après la guerre les réformes électorales dans le sens du suffrage universel pur et simple.

(1) Cette obligation existe encore en Belgique (Article 48, par. 3 de la Constitution contemporaine). En général, cette obligation n'existe pas dans la plupart des pays. De là, par exemple, en Allemagne, en France, en Grande-Bretagne, un nombre considérable de la population n'utilise pas son droit de vote.

A titre d'information, citons quelques données des pays voisins de la Belgique:

en Allemagne	-	aux élections du	6 sept. 1953	-	13.8%	d'absences
en Grande-Bretagne	-	"	"	26 mai 1955	-	23.2%
en France	-	"	"	2 janv. 1956	-	17.2%

Ces absences sont différentes d'une élection à l'autre: par exemple, en France en 1946, il y eut 21.9% d'absences.

Cf. De Meyer, J., Belgisch Staatsrecht. Louvain, 1958. p. 133.

(2) Parti des Travailleurs Belges, Conseil Général, Rapport du XXXIIe Congrès annuel. Bruxelles, 1921. p. 10.

Dans des déclarations gouvernementales de novembre 1918, et même dans le discours du trône du Roi Albert, l'introduction du suffrage universel dans le système électoral belge figurait parmi les listes des réformes proposées et estimées nécessaires. La guerre était la cause immédiate de ces réformes. En réalité, il n'était plus possible de maintenir une discrimination en matière de droits politiques à l'égard de soldats rentrant du front, qui n'appartenaient, en général, ni aux capacitaires, ni aux censitaires. En plus, la pression en faveur de la réforme du système électoral fut tellement grande que le nouveau système fut même appliqué avant la fin des travaux de la revision constitutionnelle: c'est un fait unique dans l'histoire politique de la Belgique. L'application du suffrage universel date de 1919 lors des élections qui eurent lieu le 16 novembre de cette année. L'achèvement de la revision de la Constitution date du mois d'octobre 1921.

Les modifications les plus importantes s'expriment comme suit: tous les hommes âgés de 21 ans, habitant depuis six mois au moins dans la même commune, et qui n'étaient pas visés par l'un des cas d'exclusion prévus par la loi, ont obtenu le droit de voter. En outre, dorénavant chaque électeur ne disposait que d'une voix. Les femmes demeuraient toutefois exclues, mais le texte du nouvel article de la Constitution déterminait qu'une loi pourrait octroyer ce droit de vote aux femmes.⁽¹⁾ Ce ne fut qu'en 1948 que cette loi fut adoptée.

Après les élections de 1919, la chambre des représentants était composée de 73 députés catholiques, 70 socialistes, 34 libéraux et 9 élus par des petits partis.⁽²⁾

Quant aux autres modifications à la Constitution, les changements les plus importants traitent de la composition du Sénat, et l'instauration du système de la représentation proportionnelle.

-
- (1) Le droit de vote aux femmes fut surtout proposé par les catholiques, mais les partis de gauche avaient peur que les femmes augmentent principalement le parti catholique. Cf. Van Houtte, J., Geschiedenis van België. Libr. Standaard-Boekhandel. Louvain, 1955. p. 218.
- (2) On doit signaler pour le bénéfice du lecteur canadien, que la représentation est établie dans chaque province proportionnellement aux votes obtenus par chaque parti. Le choix des candidats élus au sein du parti tient compte du vote accordé préférentiellement à chaque candidat et des votes accordés à la liste du parti selon une formule complexe de comptage dans lequel le vote au parti est subdivisé selon l'ordre de candidature dans la liste. Cet ordre est déterminé lors de congrès pré-électoraux.

C. PROCEDURES DE REVISION

1. Des constitutions souples et des constitutions rigides

Comme nous l'avons dit, la procédure à suivre pour la revision constitutionnelle est extrêmement lourde et répond, en effet, au souci de rendre la Constitution stable et d'empêcher une majorité parlementaire fortuite de procéder à des revisions.

Les juristes ont souvent fait une comparaison entre des constitutions souples et des constitutions rigides, une constitution souple étant celle qu'on change facilement. En général, une constitution qui se base sur la coutume est plus flexible, tandis qu'une constitution écrite est davantage une constitution moins souple. La constitution belge se range parmi les constitutions rigides.⁽¹⁾

Les dispositions pour la revision constitutionnelle sont contenues dans les articles 84 et 131 de la Constitution que nous citons ci-dessous:

Art. 84: "Aucun changement de la Constitution ne peut être fait pendant une régence."

Art. 131: "Le pouvoir législatif a le droit de déclarer qu'il y a lieu à la revision de telle disposition constitutionnelle qu'il désigne. Après cette déclaration, les deux Chambres sont dissoutes de plein droit. Il en sera convoqué deux nouvelles, conformément à l'article 71. (2) Ces chambres statuent, de commun accord avec le Roi, sur les points soumis à la revision. Dans ce cas, les chambres ne pourront délibérer

(1) Cette classification entre les constitutions rigides et souples n'est pas une classification par laquelle on pourrait diviser toutes les constitutions existantes en deux catégories. Il y a des exceptions: en Angleterre: le principe "Decisis" basé sur la coutume est très stable; mais il y a aussi des parties de la constitution anglaise qui sont très souples. Même la renommée Magna Charta de 1215, le Bill of Rights de 1689 et l'Act of Settlement de 1701 pourraient être modifiés en tout temps, par une simple loi. (Cf. De Meyer, J., Staatsrecht. p. 7.

(2) Art. 71 de la Constitution belge: "Le Roi a le droit de dissoudre des Chambres soit simultanément, soit séparément. L'acte de dissolution contient convocation des électeurs dans les quarante jours et des Chambres dans les deux mois." L'article 84 est inséré dans la Constitution parce que le Constituant, présumant que les Régences coïncident avec des périodes de tension, a voulu éviter, par mesure de sûreté, que la Constitution ne soit modifiée en de semblables conjonctures.

si deux tiers au moins des membres qui composent chacune d'elles ne sont présents, et nul changement ne sera adopté s'il ne réunit au moins les deux tiers des suffrages."

2. Les différents stades de revision

a) Mise en marche

Selon l'article 131, seul le Pouvoir législatif est habilité à déclarer qu'il y a lieu de procéder à la revision d'articles déterminés de la Constitution. C'est là une application du principe suivant lequel tous les pouvoirs émanant de la nation sont représentés par le Parlement. Les dernières années ont montré plus clairement qu'auparavant, et pas seulement à l'occasion de la prochaine revision de la Constitution, que la première impulsion vient de l'opinion publique.

Les groupes de pression, la presse, les manifestations, obligent en définitive les partis politiques et donc aussi leurs mandataires à prendre des décisions. Il s'agit, bien sûr, d'une évolution que le Constituant n'avait pas prévue, mais qui mène, par une autre voie, à l'effet recherché par lui.

Le Pouvoir législatif doit aussi préciser quels sont les articles à reviser, dont il doit indiquer les chapitres, les articles, le paragraphe et si nécessaire les mots qui seront sujets à revision. Ces restrictions sont nées du désir d'éviter les revisions inconsidérées. La revision totale de la Constitution est exclue.

Après la déclaration de la revision constitutionnelle faite par les deux chambres, elles sont dissoutes de plein droit.

b) Les élections

La dissolution des chambres implique, selon l'article 71 de la Constitution, que les électeurs doivent être appelés aux urnes en dedans de 40 jours.

Par cette disposition, le Constituant a donc voulu que l'Etat puisse se prononcer sur la revision proposée, que les jugements et sentiments favorables ou défavorables à la revision puissent se manifester au sein de la population et qu'elles puissent, plus clairement, s'exprimer lors de la campagne électorale.

En outre, cette précision est encore une fois une mesure de garantie contre les revisions inconsidérées: les parlementaires savent que, par la déclaration de revision, ils perdent immédiatement leur mandat. Ils se demanderont donc au préalable si les modifications et changements qu'ils proposent, ont une chance d'être approuvés par la nation. L'élection législative est une élection habituelle. Le Parlement issu de ces élections sera appelé "Constituante". La durée du pouvoir des nouvelles chambres coïncidera avec celle de la législature.

c) La Revision proprement dite

Les chambres constituantes ont le droit de rejeter toute revision. En ce cas, le ou les chapitres, et les articles non revisés restent en vigueur. Le rejet de revision n'est pas soumis au quorum des deux tiers des votes prévu par l'article 131 de la Constitution.

S'il n'y a pas de rejet, les nouvelles chambres législatives prennent, de concert avec le Roi, les décisions relatives aux points qui furent désignés pour être soumis à la revision.

Ce sont les travaux de revision proprement dits qui, jusqu'au moment du vote, suivent la procédure parlementaire habituelle. La Chambre et le Sénat connaissent respectivement le problème entier, par le biais du travail en commissions et au cours de débats publics.

Notons à nouveau que seuls les articles préalablement indiqués peuvent être considérés et qu'il n'est pas nécessaire d'apporter des changements dans tous les cas proposés.

Pour toutes ces opérations, on est supposé tenir compte de l'opinion de la population, telle qu'elle s'est exprimée lors des élections. Dans cette perspective, le Constituant a prévu une mesure de sûreté, notamment la majorité qualifiée des deux tiers dans les deux Chambres. L'opinion minoritaire, contraire à une modification, doit donc être faible pour ne pouvoir empêcher celle-ci. Cette garantie contre une revision facile prouve le caractère rigide de la Constitution belge, car une très grosse majorité est exigée en faveur de n'importe laquelle modification.

Dès que les nouvelles dispositions dans la constitution sont approuvées aux deux tiers des voix, elles sont promulguées et lors de la publication du Moniteur belge, elles entrent en vigueur.⁽¹⁾

Finalement, quant aux différents articles dans la constitution contemporaine, il y a des dispositions qui sont considérées comme irrévocables. Elles ont trait à trois principes dont l'adoption a précédé la formulation de la Constitution:

- l'indépendance de la Belgique;
 - la monarchie;
 - l'exclusion à perpétuité de l'accession au ^{Trône} de la Maison d'Orange-Nassau.
- Plusieurs juristes commencent à douter, cependant, de l'irrévocabilité de ces principes.

D. LA REVISION CONSTITUTIONNELLE PREVUE EN 1965

1. Historique

L'ouverture de la procédure de la revision constitutionnelle qui est actuellement en cours remonte à l'année 1953.

Au cours des douze dernières années, la procédure revisionnelle fut entamée à trois reprises en 1953 d'abord, en 1958 et finalement, en 1962.

La procédure commencée en 1953 aboutit en 1954 à la publication⁽²⁾ au Moniteur d'une déclaration de revision de la Constitution, contenant une série de 22 déclarations conformes de la Chambre et du Sénat ainsi qu'une déclaration de revision. Tous les Ministres du Gouvernement de l'époque apportèrent leur signature à la suite de celle du Roi.

La deuxième déclaration de revision en 1958⁽³⁾ diffère un peu dans la forme de la déclaration de 1954. L'arrêté royal comporte une déclaration des Chambres sur la revision de 22 dispositions de la Constitution, qui sont numérotées. Contrairement à la déclaration de 1954, la déclaration de 1958 n'était pas accompagnée de la signature de tous les membres du Gouvernement.

Ces deux déclarations n'ont pas dépassé le stade prérévisionnel et elles n'ont pas abouti à une revision.

(1) Le Moniteur belge est le journal officiel du Royaume.

(2) Moniteur belge, 14 avril 1954.

(3) Moniteur belge, 30 août 1958.

Finalement en 1962, le Gouvernement belge ⁽¹⁾ prit de nouveau l'initiative de mettre en marche la procédure de revision en chargeant un groupe de travail d'une étude préparatoire des questions constitutionnelles.

Cette dernière procédure prérevisionnelle aboutissait à la déclaration de revision de 1965 ⁽²⁾ et à la dissolution des Chambres.

2. Objectifs principaux

Ci-dessous, nous allons énumérer brièvement ⁽³⁾ les objectifs que se sont assignés les hommes politiques en rapport avec ce projet de revision constitutionnelle. Les textes suivants tiennent généralement compte des points de vue des trois partis politiques principaux: le Parti Social-Chrétien, le Parti Socialiste Belge, et le Parti pour la Liberté et le Progrès.

En général, on peut constater qu'il y a quatre principes qui sont à la base de la revision constitutionnelle: ⁽⁴⁾

- 1- Les institutions doivent être organisées de façon à augmenter leur efficacité et à mieux servir les intérêts fondamentaux de la collectivité.
- 2- Grâce à un système de garanties, la compréhension et la coopération entre les Flamands et les Wallons doivent être assurées dans le cadre d'un seul Etat dont la force repose sur l'union des communautés linguistiques.
- 3- Une large décentralisation doit être introduite quant à tout ce qui est d'intérêt régional, afin qu'on puisse administrer et réglementer

(1) Il s'agit d'un gouvernement présidé par M. Théo Lefèvre, Premier Ministre.

(2) 1^o Chambre des Représentants, Projet de déclaration relatif à la revision de la Constitution, (Session 1964-65). Bruxelles, 3 mars 1965. Voir I- Exposé des motifs, II- Annexes.

2^o Moniteur belge, 17 avril 1965.

(3) La déclaration de 1965 compte plus de 100 pages.

(4) Chambre des Représentants, Projet de déclaration relatif à la revision de la Constitution. Bruxelles, 3 mars 1965. pp. 2-5.

sur le plan régional sans mettre en danger l'intérêt général de la nation.

4- La Constitution doit tenir compte de l'existence et de l'action des institutions supranationales.

a) Réforme des Institutions Centrales (1)

i) Pouvoir législatif: Parlement

Si le système bicaméral et le principe de la compétence égale de la Chambre des Représentants et du Sénat sont maintenus, il est toutefois suggéré d'apporter une précision nouvelle relative aux fonctions des deux chambres. Une revision des fonctions du Parlement est considérée nécessaire afin d'éviter d'inutiles répétitions et le renvoi des projets de loi d'une chambre à l'autre. Le sénat s'occuperait principalement du travail législatif proprement dit, alors que la Chambre des Représentants se verrait attribuer surtout des compétences d'ordre financier (le vote des budgets) et la surveillance du pouvoir exécutif (la politique générale et les interpellations).

Différentes réformes techniques ont été proposées dans le dessein d'améliorer l'efficacité du système dont:

- une coopération organique entre les commissions permanentes des deux assemblées;
- la collaboration des fonctionnaires spécialisés avec les commissions;
- un débat accéléré à la Chambre des Représentants où les projets sont discutés pour la seconde fois.

En outre, l'adaptation automatique du nombre des sièges aux chiffres respectifs des populations des divers arrondissements a été reconnue, étant entendu qu'un nombre fixe de mandataires serait arrêté pour la Chambre des Représentants (212 membres) et le Sénat (178 membres).

ii) Pouvoir exécutif: Gouvernement

Afin de diminuer le nombre des ministres, on a suggéré de recourir à un regroupement des ministères. Par contre, le Gouvernement aurait alors

(1) Chambre des Représentants, Projet de déclaration relatif à la revision de la Constitution, (Session 1964-65). Bruxelles, 3 mars 1965. I- Exposé des motifs, pp. 9-26.

des Secrétaires d'Etat responsables des départements ministériels dépourvus d'un ministre titulaire.

iii) Pouvoir judiciaire: Juridictions judiciaires et administratives et Conseil d'Etat

La réforme la plus importante en ce domaine consisterait à augmenter le nombre des Cours d'Appel de trois à cinq. On aurait alors deux cours unilingues dans chacune des régions linguistiques et une cour bilingue dans la capitale, Bruxelles.

On a recueilli l'unanimité sur la proposition d'un contrôle de la constitutionnalité des lois.⁽¹⁾ Il y aurait l'obligation de soumettre tous les projets de loi, même urgents, au Conseil d'Etat. L'existence du Conseil d'Etat et ses attributs seraient mentionnés dans la Constitution.

b) Harmonisation des relations entre les communautés

Le groupe de travail pour la revision de la Constitution a considéré que l'harmonisation des relations entre Flamands et Wallons constitue, avec la modernisation de l'Etat, l'objectif majeur de la nouvelle revision constitutionnelle.

(1) Cela est un aspect fondamental dans la revision de n'importe quelle constitution. Jusqu'à maintenant, dans la Constitution belge, il n'existe pas d'article qui accorde aux cours le droit de contrôler la constitutionnalité des lois.

Il y a des pays où l'on peut examiner juridiquement la constitutionnalité des lois, dont la République Fédérale Allemande.

La Belgique est dans la même situation que les Etats-Unis, où d'après la Constitution fédérale, les cours n'ont pas le droit de contrôle sur la constitutionnalité des lois de l'Union. La Cour Suprême, par exemple, ne peut qu'interpréter la loi fédérale. Elle ne peut juger de la constitutionnalité des lois des Etats membres de l'Union que par rapport à la Constitution des U.S.A. Voir l'article VI § 2, qui se lit:

"This Constitution and the Laws of the United States which shall be made in pursuance thereof, and all treaties made, or which shall be made, under the authority of the United States, shall be the supreme law of the land; and the judges in every state shall be bound thereby, anything in the Constitution or laws of any State to the contrary notwithstanding."

i) Reconnaissance des régions linguistiques

On a estimé que la Constitution devrait consacrer l'existence et la fixité des quatre régions linguistiques et déterminer les principes fondamentaux de leur statut. Ces régions sont: la région de langue néerlandaise, la région de langue française, Bruxelles-Capitale et la région de langue allemande.

La région de langue néerlandaise et la région d'expression française sont unilingues; les deux langues nationales sont placées au même niveau à Bruxelles-Capitale; la région de langue allemande est aussi unilingue, excepté pour les actes publics.

ii) Garanties aux minorités

Un double mécanisme a été proposé pour protéger les communautés néerlandaise et française.

- 1- Le premier de ces mécanismes intervient d'office pour quelques affaires qui sont essentielles aux relations entre les communautés et le développement de celles-ci. On vise particulièrement ici le statut des régions linguistiques mentionné à la rubrique précédente (b-i). Une modification législative peut devenir légale si la moitié plus un des parlementaires qui appartiennent à un même groupe linguistique s'y opposent. Une majorité simple ne suffit pas; une double majorité est nécessaire, c'est-à-dire une majorité chez les parlementaires de chaque groupe linguistique.⁽¹⁾
- 2- Un second mécanisme intervient lorsqu'une majorité qualifiée (trois quarts des élus d'un même groupe linguistique) indique au moyen d'une "motion d'ordre" qu'un projet ou une proposition de loi est susceptible de mettre sérieusement obstacle aux relations entre les deux communautés. Le projet ou la proposition incriminés sont alors soumis à une procédure spéciale: en cas d'opposition lors du vote des deux tiers des membres appartenant à l'une des communautés, il est présenté en seconde lecture. Si l'opposition se maintient, le projet est automatiquement renvoyé au gouvernement.

(1) Mentionnons que cette règle suppose l'identification des parlementaires comme représentants exclusifs d'une communauté linguistique donnée à cet égard.

iii) Autonomie culturelle et compétence des Conseils culturels

Les communautés de langue française et de langue néerlandaise bénéficient de l'autonomie culturelle. Le contenu d'une réelle autonomie culturelle suppose des compétences d'avis, de décision et d'exécution.

A cette fin, l'existence d'un Conseil culturel serait reconnue pour chacune des communautés linguistiques.⁽¹⁾ Les Conseils culturels auraient chacun 40 membres; ils seraient choisis par un Collège électoral composé de mandataires nationaux et provinciaux de la région intéressée et de Bruxelles. Chacun des conseils veillerait au développement de la culture dans sa région linguistique et dans l'agglomération bruxelloise. Pour les matières d'intérêt commun, les deux conseils délibéreraient ensemble. Au sein de chaque conseil, la création d'une commission permanente pour l'agglomération bruxelloise serait prévue.

Les Conseils culturels doivent jouir d'une compétence étendue et réelle. On a prévu à leur endroit, les dispositions suivantes. Ils doivent étudier, chacun en ce qui le concerne, les problèmes relatifs au développement culturel de la Nation. Siégeant séparément ou conjointement, ils émettent des avis, en se prononçant à la majorité ordinaire mais en faisant état des opinions minoritaires; leurs responsabilités s'énumèrent ainsi:

- 1- Ils peuvent formuler de leur propre initiative des avis sur tout problème relatif au développement de la culture.
- 2- Le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif peuvent et, en certains cas, doivent demander leur avis. Les ministres peuvent donc demander l'avis motivé des Conseils culturels et les charger de certaines recherches afin qu'ils puissent donner un avis.
- 3- Les ministres soumettent à l'avis des Conseils culturels les textes des avant-projets de loi et de règlements qui intéressent fondamentalement le développement culturel, notamment dans les domaines suivants:
 - l'emploi des langues,
 - l'enseignement,

(1) Les Conseils culturels existent depuis plusieurs années, mais leur existence n'est pas reconnue par la Constitution. Ajoutons encore que les Belges d'expression allemande disposeraient eux aussi d'une institution culturelle.

- les beaux-arts et les lettres,
 - les bibliothèques et les musées,
 - l'éducation populaire et les loisirs,
 - les organisations et oeuvres de jeunesse,
 - la radiodiffusion et la télévision,
 - les monuments et sites,
 - les relations culturelles avec l'étranger,
 - les oeuvres et institutions qui exercent une activité en rapport avec les objets visés ci-dessus.
- 4- Les Conseils culturels peuvent se voir conférer le pouvoir de faire des règlements d'exécution dans les cas prévus par la loi.
 - 5- Ils ont la compétence de donner avis sur le budget culturel établi pour leur région linguistique respective.
 - 6- Ils informent le Gouvernement par rapport aux dispositions à prendre au sujet de dotations spéciales à accorder à des initiatives privées.
 - 7- Ils proposent des candidats à certains postes.
 - 8- Ils ont la compétence de faire des propositions au Parlement.
 - 9- La loi fixe les modalités de la consultation des Conseils culturels et les délais, notamment d'urgence, dans lesquels ces Conseils doivent émettre leur avis.

Les dispositions essentielles des avis et décisions des Conseils font l'objet d'une publication officielle en français et en néerlandais, mais le texte rédigé dans la langue d'un des Conseils a caractère prioritaire. Les traductions seront effectuées par le Département de l'Education Nationale et de la Culture.

3. Conclusions de la Commission pour la réforme des institutions

a) Décentralisation et déconcentration

La proposition de revision a aussi pour but le renforcement de l'autonomie des provinces et des communes. Etant donné que les besoins des diverses régions du pays, en ce qui concerne l'épanouissement économique et social, ne sont pas nécessairement les mêmes, il s'imposerait d'accorder à l'autorité régionale intéressée une large participation aux décisions et, voire même, un droit de décision.

Décentraliser signifie que des pouvoirs originellement attribués à l'administration centrale du Royaume seraient conférés aux autorités

régionales et locales qui les exerceraient dans un contexte d'autonomie sous la tutelle du pouvoir exécutif.

La déconcentration, en revanche, est la délégation par une autorité administrative de son pouvoir de décision à un subordonné, avec cette restriction qu'il existe un droit d'évocation réservé à l'administration centrale.

La Belgique est actuellement entrée définitivement dans la voie de la déconcentration et de la décentralisation par l'effet de deux arrêtés — lois du 14 août 1933 —, qui ont reconnu de nouveaux pouvoirs dans le chef des gouverneurs de province.

Il faut mentionner en passant qu'il semble inéluctable qu'un nombre important de communes disparaissent — soit par rattachement, soit par fusion — pour que ne subsistent que des centres qui soient à même d'assumer leurs responsabilités sur le plan financier, économique et administratif. La solution de ce problème est activement recherchée en Belgique, en même temps qu'une large politique de décentralisation et de déconcentration à l'échelon provincial et communal sera poursuivie.

a) La décentralisation relative à l'autonomie administrative

i) Travaux communaux et provinciaux

Travaux publics. — Les grands travaux d'infrastructure relevant d'un programme à moyen terme — voies de communication importantes, ports, voies d'eau, etc. — demeurent de la compétence de l'autorité centrale.

La construction et l'administration des bâtiments de caractère public seraient dans la mesure du possible confiées à des instances déconcentrées. Les autres travaux pour lesquels l'Etat accorde présentement des subventions seraient confiés aux provinces et aux communes.

La province ou la commune, et non plus le pouvoir central, aurait la compétence de décider de la nécessité des travaux à entreprendre. Dorénavant, l'Etat ne disposerait plus que d'une supervision technique sur le projet et sur la conduite des travaux entamés.

Les subventions par l'Etat pour les travaux relevant de la compétence de l'autorité régionale seraient à l'avenir versées en partie à un fonds provincial destiné aux travaux publics, et en partie, à un

fonds communal. Le montant global de ces interventions financières serait au moins égal à ce qui est maintenant octroyé.

Les fonds répartiraient leurs ressources entre les différents maîtres d'oeuvre, selon des critères objectifs.

Santé publique.--- Quant aux travaux relevant du domaine de la santé publique: sont visés ici, les travaux que les communes (ou les Commissions d'Assistance publique) et les provinces réalisent déjà avec l'aide financière et sous le contrôle du Ministère de la Santé publique et de la Famille.

Ces travaux sont désormais soumis au même régime que celui préconisé pour les travaux publics communaux et provinciaux, sauf que le contrôle technique des projets est assuré par l'Etat.

Logements.--- Pour ce qui est de la construction des habitations sociales, il est préconisé d'accorder plus d'importance aux particularismes régionaux. Les crédits seraient désormais distribués entre les provinces. Un comité provincial spécial mettrait sur pied un programme sous le contrôle d'un organe central.

Urbanisme.--- Dans ce domaine également, une décentralisation et une déconcentration sont présentées, dans le sens provincial.

Affaires sociales.--- La même réglementation serait adoptée pour quelques affaires sociales (les pensions, les travailleurs étrangers, les allocations de chômage, etc.).

Agriculture.--- Une réforme semblable est proposée pour les travaux dans le domaine de l'agriculture (amélioration de cours d'eau non navigable ou flottable, voies d'évacuation, digues, polders, etc.).

ii) Décisions des provinces et des communes

Le but recherché est de limiter la tutelle administrative de l'autorité centrale sur les pouvoirs subordonnés (provinces et communes). En plus, l'Etat aurait à motiver ses décisions en fait et en droit.

b) Décentralisation économique et mission des sociétés pour le développement régional

Les buts de la décentralisation économique peuvent s'énoncer de la façon suivante: prendre en main l'expansion ou la renaissance économique des régions du pays; intéresser étroitement leur population; adapter et simplifier l'action des institutions compétentes.

La politique économique générale continuerait de ressortir de la compétence de l'autorité centrale, surtout, du Bureau de Programmation Economique et de la Direction Générale pour l'Aménagement du Territoire.

La participation de la population se ferait au sein des institutions déjà existantes (provinces, communes, intercommunales) et d'institutions spéciales à organiser: les sociétés pour le développement régional et les sociétés d'investissements régionaux.

Les sociétés pour l'épanouissement économique régional peuvent être créées par les communes et les provinces, sur la base de la réalité économique qui, d'ailleurs, ne coïncide pas toujours avec la géographie administrative. Différentes provinces, par exemple, peuvent instituer une seule société pour une région économique s'étendant sur leurs territoires respectifs.

En général, les sociétés pour le développement régional auraient les tâches suivantes: dresser l'inventaire des besoins régionaux, déterminer ensuite les objectifs à atteindre, élaborer les règles qui permettraient finalement la reprise économique. Egalement, l'exécution du programme défini pourrait-elle leur être confiée.

Dans le cadre de ces sociétés, les milieux économiques et sociaux seraient représentés, à côté des provinces et des communes, dont les représentants seraient en majorité.

c) Les Institution internationales

A l'occasion de la participation de la Belgique à la création d'institutions supranationales européennes, et, en tout premier lieu, à l'occasion de la signature du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier et de celui qui avait pour but d'établir une Communauté européenne de défense, le problème de l'adaptation de la Constitution belge à cette nouvelle évolution fut également posé.

La question soulevée concerne principalement:

- l'adjonction de dispositions relatives au transfert de certaines compétences à des institutions internationales ou supranationales;
- la procédure de ratification de certains traités internationaux (pour les traités de courte durée, qui ne tombent pas sous l'application du Titre II de la Constitution, libellé: "Des Belges et de leurs Droits", une procédure d'adoption simple et rapide serait d'application).

Finalement, en ce qui concerne un point important mais difficile à résoudre, la commission d'étude pour la révision de la Constitution a laissé ouverte la question de l'opportunité d'énoncer dans la Constitution des règles relatives à la primauté du droit international sur le droit interne.

ANNEXE II-A-2

DU ROLE DES PARTIS POLITIQUES DANS LA REVISION DES INSTITUTIONS (1)

Il convient d'ouvrir une parenthèse et de souligner le rôle des partis politiques dans la réforme des institutions en Belgique.

Aux yeux de la quasi-totalité des Belges, la démocratie parlementaire représente malgré ses imperfections, la forme la meilleure, et en tout cas la seule forme admissible de gouvernement. Pour la très grosse majorité des citoyens, le Parlement, émanation de la volonté du peuple souverain et pouvoir suprême du régime parlementaire, constitue la clef de voûte de la démocratie.

L'attachement profond du citoyen belge à cette forme de gouvernement procède de ce que le régime parlementaire est le seul à garantir une totale liberté politique et à mettre les citoyens en mesure d'exprimer une appréciation sur leurs gouvernants. Or, le bon fonctionnement de la démocratie parlementaire serait inconcevable en Belgique sans les trois partis traditionnels: le parti social-chrétien, le parti socialiste belge et le parti de la liberté et du progrès. Ces formations politiques solidement organisées, ayant chacune leur direction et leurs bureaux d'études, tiennent lieu, en réalité, d'organes régulateurs de la démocratie; ce sont elles, en effet, qui ménagent aux électeurs la pos-

(1) Texte emprunté de la brochure La Revision de la Constitution belge et l'adaptation des institutions aux réalités contemporaines par Robert Senelle, professeur à l'Université de Gand.
(Publiée dans la série Textes et Documents, Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur.)
Bruxelles, juin 1965, p. 18.

sibilité de se prononcer, à l'occasion des élections législatives, sur des programmes déterminés. Les partis politiques sont ainsi le reflet des diverses tendances de l'opinion publique. Le Parlement a lui-même consacré ces divisions en prévoyant la constitution de groupes politiques représentant en fait les partis. La majorité qui se forme au Parlement et sur laquelle le gouvernement au pouvoir doit nécessairement s'appuyer, reflète de la sorte la majorité de l'opinion publique. Ce sont, par la suite, les citoyens eux-mêmes qui se font, à chaque élection, les juges du gouvernement.

Il n'est donc pas étonnant de constater quel rôle essentiel a été dévolu aux partis politiques dans ce problème majeur que représente la revision des institutions belges. Le gouvernement peut être mis en minorité au Parlement. Celui-ci d'autre part varie en principe dans sa représentation à chaque nouvelle législature. Seuls donc les partis politiques ont le privilège d'engager l'avenir en matière de revision constitutionnelle puisque leurs représentants aux Chambres sont en principe tenus de respecter la ligne politique du parti qui est arrêtée par des congrès composés de délégués des fédérations et par là même représentent la majorité des citoyens électeurs.

Il est, en effet, de tradition depuis un quart de siècle que toutes les grandes options politiques, sociales et économiques soient soumises à l'approbation des congrès organisés par les trois grands partis traditionnels.

Ce fut bien le cas cette fois encore lors de l'adaptation des institutions belges aux nécessités de l'évolution de la conjoncture politique. Le problème fut non seulement discuté à une table ronde où siégeaient les délégués de ces partis, mais les conclusions qui s'en dégagèrent furent soumises par les délégations des deux partis qui les acceptèrent à l'approbation des congrès extraordinaires tenus au sein de ces partis.

ANNEXE II-A-3

DE L'EVOLUTION DES IDEES MAITRESSES EN MATIERE
D'HARMONISATION DES RAPPORTS POLITIQUES ENTRE
LES DEUX COMMUNAUTES. JUSQU'A L'ADOPTION PAR
LES CHAMBRES ET LE ROI DE LA DECLARATION DE
REVISION DE LA CONSTITUTION (1)

Réuni sous la présidence de M. Théo Lefèvre, Premier Ministre, le Conseil des Ministres décida le 6 avril 1962 de constituer un groupe de travail politique qui aurait pour mission d'examiner les problèmes qui se posaient à l'occasion de la revision constitutionnelle et chargea le Premier Ministre de prendre les contacts nécessaires à cette fin. Il résulte des déclarations faites par des membres du Gouvernement et notamment par M. Arthur Gilson, Ministre de l'Intérieur, qu'il s'agissait dans l'esprit du Gouvernement, de réunir des parlementaires mandatés par leur parti, c'est-à-dire des personnalités ayant une responsabilité politique et qu'il s'agissait aussi d'un groupe de travail et non d'une vaste commission d'étude. Aussi la tâche du groupe de travail fut-elle axée sur l'action: préparer la déclaration de revision constitutionnelle. Soulignons toutefois qu'en raison de la participation gouvernementale aux travaux du groupe, le P.L.P. (2) déclina l'invitation qui lui fut faite d'y participer. Le Groupe de travail se composa donc de ministres ainsi que de parlementaires des deux partis de la majorité. Ce Groupe de travail composé de 17 membres et présidé par le Premier Ministre s'est attaché avant tout à la recherche des garanties mutuelles aptes à faciliter la solution institutionnelle du problème des relations entre Flamands et Wallons.

(1) Texte emprunté de la brochure La Revision de la Constitution belge et l'adaptation des Institutions aux réalités contemporaines par Robert Senelle (Cf. annexe II-A-2) p. 19-25.

(2) Parti de la Liberté et du Progrès,
(parti libéral).

Le 24 octobre 1963, le groupe de travail remit au gouvernement la synthèse de ses travaux. Le 7 novembre 1963, le Gouvernement après en avoir délibéré, transmet ce document avec un message, aux présidents des trois partis traditionnels. Simultanément, il invita les trois partis à élaborer un accord portant sur les grandes lignes de la révision de la Constitution et en tout premier lieu sur les garanties mutuelles des communautés et la modernisation de l'Etat. Il leur demanda de s'engager à défendre cet accord, lors des travaux de la future Constituante, qu'ils participent ou non au Gouvernement.

De l'examen du rapport de synthèse et du message du Gouvernement, on peut dégager les points sur lesquels les différentes tendances représentatives de l'opinion nationale avaient pu se mettre d'accord.

Le groupe de travail a considéré que l'harmonisation des relations entre Flamands et Wallons constitue, avec la modernisation de l'Etat, l'objectif majeur de la révision de la Constitution. Les échanges de vues préliminaires du groupe de travail avaient mis en lumière les faits essentiels qui rendent ces réadaptations nécessaires.

La communauté flamande désire que, dans le cadre et en fonction d'une stricte égalité entre les Belges, les populations de langue néerlandaise exercent l'influence qui leur revient dans les affaires publiques et trouvent dans les institutions, en droit comme en fait, les moyens qui sont nécessaires à la poursuite de leur épanouissement social, économique et culturel.

La communauté wallonne désire que son infériorité numérique n'ait pas pour effet de la soumettre de manière fatale à une majorité flamande pour les questions qui touchent à ses intérêts fondamentaux, au moment où elle doit plus que jamais trouver dans l'Etat les moyens qui sont nécessaires à son renouveau démographique et économique ainsi qu'à la poursuite de son épanouissement social et culturel.

Les deux communautés désirent que les pouvoirs législatif et exécutif, renonçant à une centralisation qu'elles jugent excessive, accordent aux institutions décentralisées ainsi qu'aux organes déconcentrés une plus

grande liberté de décision et de gestion, spécialement dans les domaines culturel et économique.

Le groupe de travail a dès lors examiné comment il serait possible de répondre à ces aspirations, en aménageant l'appareil institutionnel sur les plans du pouvoir législatif, du pouvoir exécutif, des autorités déconcentrées et des institutions décentralisées, ainsi que de l'organisation judiciaire.

Tous les membres ont estimé souhaitable le maintien du système bicaméral. Outre les raisons de bonne technique législative, plusieurs membres ont fait valoir, à l'appui de ce maintien, diverses considérations ayant un rapport direct avec l'harmonisation des relations entre Flamands et Wallons. Les uns ont observé que la double épreuve imposée aux projets et propositions de lois empêche toute surprise dans la solution législative qui intervient finalement.

D'autres ont insisté sur la nécessité ou l'opportunité de rendre possible, par le maintien du Sénat, une représentation législative plus adéquate des intérêts régionaux. En toute hypothèse, même dans le cas du maintien pur et simple de sa composition actuelle, le Sénat permet, par la désignation de sénateurs provinciaux, une représentation des intérêts régionaux plus marquée qu'à la Chambre ⁽¹⁾.

Tous les membres étaient également d'avis que la compétence et la composition de la Chambre des Représentants, émanation directe du suffrage populaire, doivent rester inchangées. La plupart des membres ont estimé que le Sénat doit, comme la Chambre, conserver sa compétence actuelle. Ils fondèrent cette opinion sur la considération que les garanties offertes aux citoyens flamands et wallons par leur représentation dans les deux Assemblées législatives sont, par définition, d'ordre politique: il faut donc que le Sénat, comme la Chambre, exerce à la fois la fonction législative et le contrôle politique.

(1) Le Sénat est composé de 106 sénateurs élus directement, de 48 sénateurs provinciaux, de 24 sénateurs cooptés, et de 1 sénateur de droit, actuellement le Prince de Liège, frère du Roi.

Certains membres ont toutefois observé que cette conception n'a pleine valeur que pour autant que le Sénat conserve, dans le principe, sa composition actuelle et reste l'expression politique du corps électoral; s'il devait être porté atteinte à ce principe, le pouvoir de décision du Sénat serait remis en question.

D'autres membres ont fait valoir que la nécessité de renforcer l'efficacité des institutions pourrait commander de spécialiser davantage les fonctions de chacune des assemblées.

Il fut unanimement considéré que si la compétence du Sénat est politique, sa composition devait l'être également.

Aussi n'a-t-on point estimé devoir retenir la représentation directe d'intérêts économiques, sociaux et culturels: l'importance de tels intérêts est malaisée à mesurer, et leur représentation ne permet pas toujours de dégager l'intérêt général, qui suppose des options politiques.

Ceci ne signifie cependant pas qu'il ne faille tenir compte de l'existence de ces intérêts ni qu'on puisse méconnaître l'opportunité d'assurer, par d'autres voies que leur représentation directe, leur collaboration au travail législatif.

A cet égard, les conditions requises pour être élu sénateur pourraient mettre l'accent sur les qualifications précises éventuellement exigibles pour les sénateurs provinciaux et pour les sénateurs cooptés, dans l'hypothèse où ces derniers seraient maintenus.

D'autre part, le Sénat comme d'ailleurs la Chambre, devrait, de manière plus régulière et peut-être systématique, consulter les groupes d'intérêts matériels ou moraux dont la représentation serait assurée par des conseils consultatifs spécialement habilités à cette fin.

En ce qui concerne la répartition des sièges sénatoriaux, trois groupes de solutions avaient été envisagés:

-- la représentation égale des deux groupes flamand et wallon;

- une représentation régionale pondérée;
- le statu quo.

La plupart des membres ont écarté la structure fédérale parce que dans leur opinion, elle conduirait à la dislocation du pays. Ils ont souligné que, contrairement à la situation qui prévaut dans les Etats fédéraux, les institutions fédérales auraient en Belgique l'impossible mission de concilier en permanence les tendances de deux entités seulement, composées sur des bases exclusivement linguistiques et culturelles et dotées, selon toute vraisemblance, de majorités politiques différentes. La situation de Bruxelles devait poser d'ailleurs, dans leur opinion, un problème constant. D'autre part, compte rendu du fait que l'économie belge constitue un ensemble au sein de l'économie européenne en voie d'unification, le cloisonnement des régions flamandes et wallonnes, dont les interdépendances sont multiples, entraînerait à leur avis un affaiblissement inéluctable des deux communautés qui pourrait les mettre dans l'impossibilité de résoudre certains de leurs problèmes vitaux.

La plupart des membres ont, d'autre part, estimé que le système du Sénat paritaire, où le groupe wallon et le groupe flamand seraient également représentés, ne constituerait pas une solution appropriée.

En effet, la parité heurterait le système d'une représentation nationale proportionnelle; une différenciation idéologique entre une Chambre composée à la représentation proportionnelle et un Sénat paritaire risquerait de rendre impossible la constitution de gouvernements homogènes. Ce risque serait encore aggravé si la parité du Sénat était assortie de règles spéciales de majorité; au demeurant, cette parité risquerait de diviser le Sénat en deux groupes dont l'opposition pourrait cristalliser artificiellement certains différends et serait susceptible de différer inconsiderablement certaines décisions, en rendant plus difficiles des solutions négociées.

Les membres ont été unanimes à considérer que l'harmonisation des relations entre Flamands et Wallons rend hautement souhaitable qu'en

certaines matières ayant une importance fondamentale pour les deux communautés, l'adoption des lois s'opère à une majorité renforcée. Ce système de garantie implique que tout projet et toute proposition de loi relatifs à ces matières devraient nécessairement recueillir cette majorité. Au nombre des matières réservées il faudrait notamment compter: l'emploi des langues dans l'administration, l'armée, l'enseignement et la justice; la modification des limites territoriales des provinces et des communes; les principes contenus dans le pacte scolaire; le système électoral.

Quelques membres ont estimé que les matières fondamentales pour les deux communautés devraient comporter, outre celles mentionnées ci-dessus:

- la législation relative aux provinces et aux communes;
- l'enseignement;
- la culture;
- l'organisation judiciaire;
- la législation sociale (notamment la politique familiale et la politique du logement);
- la législation relative à l'économie, en ce qui concerne l'infrastructure, l'aménagement du territoire, les investissements publics.

Pour le choix de la majorité spéciale, des solutions différentes furent avancées.

Plusieurs membres préconisèrent que cette majorité soit exprimée par un pourcentage global des voix, par exemple, les deux tiers.

Plusieurs autres membres, observant qu'une telle majorité pourrait ne comprendre qu'une faible quotité d'élus appartenant à l'un des groupes linguistiques, proposèrent que, dans les matières en cause, la majorité comprenne un pourcentage, la moitié sans doute, de voix des élus francophones d'une part, d'expression néerlandaise d'autre part, ou même si l'on veut éviter le partage des élus bruxellois entre l'un et l'autre de ces groupes, un pourcentage de voix des élus flamands d'une part, des élus wallons d'autre part.

Les partisans de la première solution notèrent cependant que ce système aurait l'inconvénient de donner au vote un caractère trop exclusivement linguistique.

Quelques membres enfin suggérèrent que la majorité comportant la moitié des voix des élus flamands et la moitié des voix des élus wallons, soit dégagée par des scrutins séparés des deux groupes linguistiques. Ce système suscita des objections de la plupart des membres, qui redoutaient qu'il ne cristallise les opinions les plus radicales, créant ainsi un danger d'affrontement plus grand; les mêmes membres craignaient encore que ce système n'amorce une modification plus profonde des institutions parlementaires, susceptible de mettre en danger leur unité.

Suite à l'invitation du Gouvernement une commission réunit, en janvier 1964, des délégations des trois partis nationaux qui entamèrent la discussion directe sur les rapports et les propositions des premiers examinateurs. Il est certes utile de rappeler brièvement ici les diverses phases de ces importantes négociations:

- réunion, à partir de janvier 1964, de délégations des trois partis traditionnels;
- ces délégations prennent pour point de départ la synthèse du groupe de travail;
- rapidement elles arrivent à la conviction que, pour couvrir tout le champ de la matière à négocier, elles doivent consacrer leurs travaux à trois thèmes principaux: la réforme des institutions centrales, la décentralisation et la déconcentration, l'autonomie culturelle;
- les points difficiles de la négociation sont: la procédure parlementaire d'harmonisation des relations entre les représentants des deux communautés (question sur laquelle le groupe de travail n'avait pu aboutir à des conclusions formelles) et la décentralisation, notamment économique (question que le groupe de travail n'avait pu étudier de manière approfondie); sur toutes les autres questions, un large accord se dégage rapidement;
- fin décembre 1964, les présidents des trois délégations, assistés de quelques membres de celles-ci, aboutissent à un accord de principe sur les points difficiles et conviennent de soumettre le résultat de leurs entretiens sur ces points à la commission tripartite plénière;

dès que cette commission se réunit (13 janvier 1965), cette unanimité est remise en question par le P.L.P. à propos d'un point précis: l'introduction d'un article 3bis dans la Constitution, qui consacrerait le contenu des lois linguistiques et subordonnerait pour l'avenir leur modification à une large majorité au sein de chacune des deux Chambres.

En effet, le P.L.P., dans un communiqué daté du 20 janvier 1965, déclarait estimer qu'une Commission Nationale créée avant les élections législatives devait examiner la question et présenter un rapport dans un délai de six mois. Les deux autres partis nationaux, le P.S.C. (1) et le P.S.B., (2) réagissaient en constatant dans un communiqué daté également du 20 janvier 1965, que cette procédure consistait en fait à reporter après les élections la recherche de la solution d'une question essentielle mettant ainsi en danger l'ensemble des propositions de la Commission pour la réforme des institutions.

Le P.L.P. persistant dans son attitude, les deux autres délégations décidèrent alors d'achever les travaux entamés en dépit de l'absence du P.L.P.

Le 26 janvier 1965, les délégations du Parti Social Chrétien et du Parti Socialiste Belge transmettaient au Gouvernement les conclusions définitives de leurs travaux. Elles s'engageaient, en outre, à défendre ces conclusions devant le congrès national de leurs partis respectifs.

Cette défense eut effectivement lieu le 13 février 1965 et les conclusions de la Commission obtinrent une majorité considérable pour le P.S.C. (362 oui, 86 non, 5 abstentions) et pour le P.S.B. (889 oui, 86 non et 21 abstentions). C'est ce qui permit à M. Théo Lefèvre, Premier Ministre, de conclure en ces termes: "Maintenant, nous pouvons songer

(1) P.S.C. Parti Social Chrétien.

(2) P.S.B. Parti Socialiste Belge.

à l'avenir en termes nouveaux." Cette ratification vaut pour la réalisation de ces réformes institutionnelles tant avant qu'après l'élection des Chambres constituantes et quelle que soit la conjoncture politique du moment.

Enfin le 3 mars 1965, le Gouvernement, au nom du Roi, déposait sur le bureau de la Chambre des Représentants un projet de déclaration relatif à la revision de la Constitution. Par cette initiative, toute la question parvenait ainsi au stade du mécanisme légal prévu pour la revision constitutionnelle.

De l'examen du projet de déclaration, il ressort que ce document s'inspire largement des conclusions auxquelles sont parvenues les personnalités politiques qui ont mené les négociations évoquées ci-dessus.

Quelques dispositions ont cependant été ajoutées, dont les principales seront mentionnées au cours de l'exposé qui va suivre.

Il sera fait état également des rares points où le Gouvernement n'a pas cru pouvoir suivre les recommandations de la Commission pour la réforme des institutions, soit qu'il ait estimé la revision constitutionnelle inutile soit qu'il ait exprimé des craintes à propos des conséquences de cette revision. Il convient de souligner que cette dernière divergence n'a eu lieu qu'à propos d'une unique question, celle de l'instauration d'un état d'urgence.

Enfin les Chambres ont été appelées à se prononcer sur le projet. Là également on citera les points sur lesquels le Parlement n'a pas cru devoir suivre les conclusions de la Commission ni celles du projet gouvernemental.

Annexe II-A-4

LA CONSTITUTION BELGE DU 7 FEVRIER 1831
ET LES MODIFICATIONS PAR LES REVISIONS
CONSTITUTIONNELLES DE 1893 ET 1921. ⁽¹⁾

La Constitution a été modifiée les 7 septembre 1893, 15 novembre 1920, 7 février, 24 août et 15 octobre 1921. (Le texte des articles de la Constitution de 1831 est inséré sous les articles modifiés). Le texte néerlandais a été adopté par Arrêté royal du 25 novembre 1925.

TITRE Ier.

Du Territoire et de ses Divisions.

Art. 1er.-- (La Belgique est divisée en provinces.

Ses provinces sont: Anvers, le Brabant, la Flandre occidentale, la Flandre orientale, le Hainaut, Liège, le Limbourg, le Luxembourg, Namur.

Il appartient à la loi de diviser, s'il y a lieu, le territoire en un plus grand nombre de provinces.

V. art. 31 et 103.

Les colonies, possessions d'outre-mer ou protectorats que la Belgique peut acquérir sont régis par des lois particulières. Les troupes belges destinées à leur défense ne peuvent être recrutées que par des engagements volontaires.)

Modifié le 7 septembre 1893; l'article primitif se composait des deux premiers alinéas de l'article actuel, avec addition à la fin du premier alinéa des mots "sauf les relations du Luxembourg avec la Confédération germanique".

Art. 2.-- Les subdivisions des provinces ne peuvent être établies que par la loi.

Art. 3.-- Les limites de l'Etat, des provinces et des communes ne peuvent être changées ou rectifiées qu'en vertu d'une loi.

TITRE II.

Des Belges et de leurs Droits.

Art. 4.-- La qualité de Belge s'acquiert, se conserve et se perd d'après les règles déterminées par la loi civile.

Cf. Senelle, Robert, La Revision de la Constitution Belge et l'Adaptation des Institutions aux Réalités Contemporaines, Textes et Documents, no. 200, Juin 1965 - Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur, Bruxelles, pp. 73-94.

La présente Constitution et les autres lois relatives aux droits politiques déterminent quelles sont, outre cette qualité, les conditions nécessaires pour l'exercice de ces droits.

Art. 5.-- La naturalisation est accordée par le pouvoir législatif.

La grande naturalisation seule assimile l'étranger au Belge, pour l'exercice des droits politiques.

Art. 6.-- Il n'y a dans l'Etat aucune distinction d'ordres.

Les Belges sont égaux devant la loi; seuls ils sont admissibles aux emplois civils et militaires, sauf les exceptions qui peuvent être établies par une loi pour des cas particuliers.

Art. 7.-- La liberté individuelle est garantie.

Nul ne peut être poursuivi que dans les cas prévus par la loi, et dans la forme qu'elle prescrit.

Hors le cas de flagrant délit, nul ne peut être arrêté qu'en vertu de l'ordonnance motivée du juge, qui doit être signifiée au moment de l'arrestation, ou au plus tard dans les vingt-quatre heures.

Art. 8.-- Nul ne peut être distrait, contre son gré, du juge que la loi lui assigne.

Art. 9.-- Nulle peine ne peut être établie ni appliquée qu'en vertu de la loi.

Art. 10.-- Le domicile est inviolable; aucune visite domiciliaire ne peut avoir lieu que dans les cas prévus par la loi et dans la forme qu'elle prescrit.

Art. 11.-- Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique, dans les cas et de la manière établie par la loi, et moyennant une juste et préalable indemnité.

Art. 12.-- La peine de confiscation des biens ne peut être établie.

Art. 13.-- La mort civile est abolie; elle ne peut être rétablie.

Art. 14.-- La liberté des cultes, celle de leur exercice public, ainsi que la liberté de manifester ses opinions en toute manière sont garanties, sauf la répression des délits commis à l'occasion de l'usage de ces libertés.

Art. 15.-- Nul ne peut être contraint de concourir d'une manière quelconque aux actes et aux cérémonies d'un culte, ni d'en observer les jours de repos.

Art. 16.-- L'Etat n'a le droit d'intervenir ni dans la nomination ni dans l'installation des ministres d'un culte quelconque, ni de défendre à ceux-ci de correspondre avec leurs supérieurs, et de publier leurs actes, sauf, en ce dernier cas, la responsabilité ordinaire en matière de presse et de publication.

Le mariage civil devra toujours précéder la bénédiction nuptiale sauf les exceptions à établir par la loi, s'il y a lieu.

Art. 17.-- L'enseignement est libre; toute mesure préventive est interdite, la répression des délits n'est réglée que par la loi.

L'instruction publique donnée aux frais de l'Etat est également réglée par la loi.

Art. 18.-- La presse est libre; la censure ne pourra jamais être établie; il ne peut être exigé de cautionnement des écrivains, éditeurs ou imprimeurs.

Lorsque l'auteur est connu et domicilié en Belgique, l'éditeur, l'imprimeur ou le distributeur ne peut être poursuivi.

Art. 19.-- Les Belges ont le droit de s'assembler paisiblement et sans armes, en se conformant aux lois qui peuvent régler l'exercice de ce droit, sans néanmoins le soumettre à une autorisation préalable.

Cette disposition ne s'applique point aux rassemblements en plein air, qui restent entièrement soumis aux lois de police.

Art. 20.-- Les Belges ont le droit de s'associer; ce droit ne peut être soumis à aucune mesure préventive.

Art. 21.-- Chacun a le droit de s'adresser aux autorités publiques des pétitions signées par une ou plusieurs personnes.

Les autorités constituées ont seules le droit d'adresser des pétitions en nom collectif.

Art. 22.-- Le secret des lettres est inviolable.

La loi détermine quels sont les agents responsables de la violation du secret des lettres confiées à la poste.

Art. 23.-- L'emploi des langues usitées en Belgique est facultatif; il ne peut être réglé que par la loi, et seulement pour les actes de l'autorité publique et pour les affaires judiciaires.

Art. 24.-- Nulle autorisation préalable n'est nécessaire pour exercer des poursuites contre les fonctionnaires publics, pour faits de leur administration, sauf ce qui est statué à l'égard des ministres.

TITRE III.

Des Pouvoirs.

Art. 25.-- Tous les pouvoirs émanent de la nation.

Ils sont exercés de la manière établie par la Constitution.

Art. 26.-- Le pouvoir législatif s'exerce collectivement par le Roi, la Chambre des représentants et le Sénat.

V. art. 27, 28, 32 et suiv.

Art. 27.-- (L'initiative appartient à chacune des trois branches du pouvoir législatif.)

Modifié le 15 octobre 1921; le texte de 1831 portait un second alinéa: "Néanmoins, toute loi relative aux recettes ou aux dépenses de l'Etat, ou au contingent de l'armée, doit d'abord être votée par la Chambre des représentants."

Art. 28.-- L'interprétation des lois par voie d'autorité n'appartient qu'au pouvoir législatif.

Art. 29.-- Au Roi appartient le pouvoir exécutif, tel qu'il est réglé par la Constitution.

V. art. 64, 67 et 73.

Art. 30.-- Le pouvoir judiciaire est exercé par les cours et tribunaux. Les arrêts et jugements sont exécutés au nom du Roi.

V. art. 92 et suiv.

Art. 31.-- Les intérêts exclusivement communaux ou provinciaux sont réglés par les conseils communaux ou provinciaux, d'après les principes établis par la Constitution.

V. art. 103.

Chapitre I. -- Des Chambres.

Art. 32.-- Les membres des deux Chambres représentent la nation, et non uniquement la province ou la subdivision de province qui les a nommés.

V. art. 46.

Art. 33.-- Les séances des Chambres sont publiques.

Néanmoins, chaque Chambre se forme en comité secret, sur la demande de son président ou de dix membres.

Elle décide ensuite, à la majorité absolue, si la séance doit être reprise en public sur le même sujet.

Art. 34.-- Chaque Chambre vérifie les pouvoirs de ses membres, et juge les contestations qui s'élèvent à ce sujet.

La vérification des pouvoirs a lieu dans les formes de l'art. 2 du règlement de la Chambre et des art. 2 à 4 du règlement du Sénat.

Après la vérification des pouvoirs est prêté le serment.
Voir Décret 20 juillet 1831, art. 1er; texte néerlandais:
Arr. roy. 13 septembre 1894; texte allemand: Arr. roy.
17 juillet 1926.

Art. 35.-- On ne peut être à la fois membre des deux Chambres.

Art. 36.-- (Le membre de l'une des deux Chambres nommé par le gouvernement à tout autre fonction salariée que celle de ministre et qui l'accepte, cesse immédiatement de siéger et ne reprend ses fonctions qu'en vertu d'une nouvelle élection.)

Modifié le 7 septembre 1893; le texte de 1831 portait: "Le membre de l'une ou de l'autre des deux Chambres, nommé par le gouvernement à un emploi salarié, qu'il accepte, cesse immédiatement de siéger et ne reprend ses fonctions qu'en vertu d'une nouvelle élection."

Voir loi du 6 août 1931 sur les incompatibilités et interdictions.

Art. 37.-- A chaque session, chacune des Chambres nomme son président, ses vice-présidents, et compose son bureau.

Art. 38.-- Toute résolution est prise à la majorité absolue des suffrages, sauf en ce qui sera établi par les règlements des Chambres à l'égard des élections et présentations.

En cas de partage des voix, la proposition mise en délibération est rejetée.

Aucune des deux Chambres ne peut prendre de résolution qu'autant que la majorité de ses membres se trouve réunie.

Des majorités spéciales sont imposées par les art. 47, 56bis, 62 et 131.

V. aussi art. 81 et 84.

Art. 39.-- Les votes sont émis à haute voix ou par assis ou levé; sur l'ensemble des lois, il est toujours voté par appel nominal et à haute voix. Les élections et présentations de candidats se font au scrutin secret.

Art. 40.-- Chaque Chambre a le droit d'enquête.

V. loi du 3 mai 1880 sur les enquêtes parlementaires.

Art. 41.-- Un projet de loi ne peut être adopté par l'une des Chambres qu'après avoir été voté article par article.

Art. 42.-- Les Chambres ont le droit d'amender et de diviser les articles et les amendements proposés.

Art. 43.-- Il est interdit de présenter en personne des pétitions aux Chambres.

V. art. 21.

Chaque Chambre a le droit de renvoyer aux ministres les pétitions qui lui sont adressées. Les ministres sont tenus de donner des explications sur leur contenu, chaque fois que la Chambre l'exige.

Art. 44.-- Aucun membre de l'une ou de l'autre Chambre ne peut être poursuivi ou recherché à l'occasion des opinions et votes émis par lui dans l'exercice de ses fonctions.

Art. 45.-- Aucun membre de l'une ou de l'autre Chambre ne peut, pendant la durée de la session, être poursuivi ni arrêté en matière de répression, qu'avec l'autorisation de la Chambre dont il fait partie, sauf le cas de flagrant délit.

Aucune contrainte par corps ne peut être exercée contre un membre de l'une ou de l'autre Chambre durant la session, qu'avec la même autorisation.

La détention ou la poursuite d'un membre de l'une ou de l'autre chambre est suspendue pendant la session et pour toute sa durée, si la Chambre le requiert.

Art. 46.-- Chaque Chambre détermine par son règlement, le mode suivant lequel elle exerce ses attributions.

Section I. -- De la Chambre des représentants.

Art. 47.-- (Les députés à la Chambre des représentants sont élus directement par les citoyens âgés de vingt et un ans accomplis, domiciliés depuis six mois au moins dans la même commune, et ne se trouvant pas dans l'un des cas d'exclusion prévus par la loi.

Chaque électeur n'a droit qu'à un vote.

Une loi pourra dans les mêmes conditions attribuer le droit de vote aux femmes. Cette loi devra au moins réunir les deux tiers des suffrages.)

Modifié le 7 février 1921; le texte nouveau remplace celui du 7 septembre 1893. Le texte de 1831 portait: "La Chambre des représentants se compose des députés élus directement par les citoyens payant le cens déterminé par la loi électorale, lequel ne peut excéder 100 florins d'impôt direct, ni être au-dessous de 20 florins."

Le droit de vote a été attribué aux femmes par la loi du 27 mars 1948.

Art. 48.-- (La constitution des collèges électoraux est, pour chaque province, réglée par la loi.

Les élections se font par le système de représentation proportionnelle que la loi détermine.

Le vote est obligatoire et secret. Il a lieu à la commune, sauf les exceptions à déterminer par la loi.)

Modifié le 15 novembre 1920; le texte nouveau remplace celui du 7 septembre 1893. Le texte de 1831 portait: "Les électeurs se font par telles divisions de provinces et dans tels lieux que la loi détermine.

Art. 49.-- La loi électorale fixe le nombre des députés d'après la population; ce nombre ne peut excéder la proportion d'un député sur 40,000 habitants. Elle détermine également les conditions requises pour être électeur et la marche des opérations électorales.

Loi du 18 mai 1949 fixant le nombre des membres des Chambres législatives élus directement par le corps électoral.

Art. 50.-- (Pour être éligible, il faut:

- 1° Etre Belge de naissance ou avoir reçu la grande naturalisation;
- 2° Jouir des droits civils et politiques;
- 3° Avoir atteint l'âge de vingt-cinq ans accomplis;
- 4° Avoir son domicile en Belgique.

Aucune autre condition d'éligibilité ne peut être requise.)

Modifié le 15 novembre 1920; le texte de 1831 portait: "Pour être éligible, il faut: 1° Etre Belge de naissance ou avoir obtenu la grande naturalisation; 2° Jouir des droits civils et politiques; 3° Etre âgé de 25 ans accomplis; 4° Etre domicilié en Belgique. Aucune autre condition d'éligibilité ne peut être requise."

Art. 51.-- (Les membres de la Chambre des représentants sont élus pour quatre ans.

La Chambre est renouvelée tous les quatre ans.)

Modifié le 15 octobre 1921; le texte de 1831 portait: "Les membres de la Chambre des représentants sont élus pour quatre ans. Ils sont renouvelés par moitié tous les deux ans, d'après l'ordre des séries déterminé par la loi électorale. En cas de dissolution, la Chambre est renouvelée intégralement".

Art. 52.-- (Chaque membre de la Chambre des représentants jouit d'une indemnité annuelle de 12,000 francs.

Il a droit en outre, au libre parcours sur toutes les voies de communication exploitées ou concédées par l'Etat.

La loi détermine les moyens de transport que les représentants peuvent utiliser gratuitement en dehors des voies ci-dessus prévues.

Une indemnité annuelle à imputer sur la dotation destinée à couvrir les dépenses de la Chambre des représentants peut être attribuée au président de cette assemblée.

La Chambre détermine le montant des retenues qui peuvent être faites sur l'indemnité à titre de contribution aux caisses de retraite ou de pension qu'elle juge à propos d'instituer.)

Modifié le 15 novembre 1920; le texte nouveau remplace celui du 7 septembre 1893. Le texte de 1831 portait: "Chaque membre de la Chambre des représentants jouit d'une indemnité mensuelle de 200 florins pendant toute la durée de la session. Ceux qui habitent la ville où se tient la session ne jouissent d'aucune indemnité."

Section II. -- Du Sénat.

Art. 53.-- (Le Sénat se compose:

1° De membres élus à raison de la population de chaque province, conformément à l'article 47. Les dispositions de l'article 48 sont applicables à l'élection de ces sénateurs;

V. note sub art. 47 et 48.

2° De membres élus par les conseils provinciaux dans la proportion d'un sénateur sur 200,000 habitants. Tout excédent de 125,000 habitants au moins donne droit à un sénateur de plus. Toutefois, chaque conseil provincial nomme au moins trois sénateurs.

3° De membres élus par le Sénat à concurrence de la moitié du nombre des sénateurs élus par les conseils provinciaux. Si ce nombre est impair, il est majoré d'une unité.

Ces membres sont désignés par les sénateurs élus par application des nos. 1° et 2° du présent article.

L'élection des sénateurs élus par application des nos. 2° et 3° se fait d'après le système de la représentation proportionnelle que la loi détermine.)

Modifié le 15 octobre 1921; le texte nouveau remplace celui du 7 septembre 1893. Le texte de 1831 portait: "Les membres du Sénat sont élus, à raison de la population de chaque province, par les citoyens qui élisent les membres de la Chambre des représentants."

Art. 54.-- (Le nombre des sénateurs élus directement par le corps électoral est égal à la moitié du nombre des membres de la Chambre des représentants.)

Modifié le 7 septembre 1893; le texte de 1831 portait: "Le Sénat se compose d'un nombre de membres égal à la moitié des députés de l'autre Chambre."

Voir aussi loi du 18 mai 1949 fixant le nombre des membres des Chambres législatives élus directement par le corps électoral.

Art. 55.-- (Les sénateurs sont élus pour quatre ans. Le sénat est renouvelé intégralement tous les quatre ans.)

Modifié le 15 octobre 1921; le texte de 1831 portait: "Les sénateurs sont élus pour huit ans; ils sont renouvelés par moitié tous les quatre ans, d'après l'ordre des séries déterminé par la loi électorale.

En cas de dissolution, le Sénat est renouvelé intégralement."

Art. 56.-- (Pour être élu sénateur, il faut:

- 1° Être Belge de naissance ou avoir reçu la grande naturalisation;
- 2° Jouir des droits civils et politiques;
- 3° Être domicilié en Belgique;
- 4° Être âgé au moins de quarante ans.)

Modifié le 15 octobre 1921; le nouveau texte remplace celui du 7 septembre 1893. Le texte de 1831 portait:

"Pour pouvoir être élu et rester sénateur, il faut:

- 1° Être Belge de naissance ou avoir reçu la grande naturalisation;
- 2° Jouir de ses droits politiques et civils;
- 3° Être domicilié en Belgique;
- 4° Être âgé au moins de 40 ans;
- 5° Payer en Belgique au moins 1,000 florins d'impositions directes, patentes comprises. Dans les provinces où la liste des citoyens payant 1,000 florins d'impôt direct n'atteint pas la proportion de 1 sur 6,000 âmes de population, elle est complétée par les plus imposés de la province, jusqu'à concurrence de cette proportion de 1 sur 6,000."

Art. 56bis.-- (Pour pouvoir être élu sénateur par application du no. 1 de l'article 53, il faut, en outre, appartenir à l'une des catégories suivantes:

- 1° Les ministres, anciens ministres et ministres d'Etat;
- 2° Les membres et anciens membres de la Chambre des représentants et du Sénat;

- 3° Les porteurs d'un diplôme de fin d'études délivré par un des établissements d'enseignement supérieur dont la loi détermine la liste;
- 4° Les anciens officiers supérieurs de l'armée et de la marine;
- 5° Les membres et anciens membres titulaires des tribunaux de commerce ayant été investis d'au moins deux mandats;
- 6° Ceux qui ont exercé, au moins pendant dix ans, les fonctions de ministre d'un des cultes dont les membres jouissent d'un traitement à charge de l'Etat;
- 7° Les membres titulaires et les anciens membres titulaires d'une des académies royales et les professeurs et anciens professeurs d'un des établissements d'enseignement supérieur dont la loi détermine la liste:

V. loi du 22 octobre 1921 déterminant la liste des établissements d'enseignement supérieur visés aux no. 3° et 7°.

- 8° Les anciens gouverneurs de province; les membres et anciens membres des députations permanentes; les anciens commissaires d'arrondissement;
- 9° Les membres et anciens membres de conseils provinciaux ayant été investis d'au moins deux mandats;
- 10° Les bourgmestres et anciens bourgmestres, échevins et anciens échevins de communes chefs-lieux d'arrondissement et de celles ayant plus de 4,000 habitants;
- 11° Les anciens gouverneurs généraux, les vice-gouverneurs généraux du Congo Belge, les membres et anciens membres du Conseil colonial;
- 12° Les anciens directeurs généraux, les anciens directeurs et les anciens inspecteurs généraux des divers ministères.
- 13° Les propriétaires et usufruitiers de biens immeubles situés en Belgique dont le revenu cadastral s'élève au moins à 12,000 francs; les contribuables payant annuellement au trésor de l'Etat au moins 3,000 francs d'impôts directs;
- 14° Ceux qui, en qualité d'administrateur-délégué, directeur ou à un titre analogue, ont été placés pendant cinq ans à la tête de la gestion journalière d'une société commerciale belge par actions, dont le capital est libéré à concurrence d'au moins un million de francs;
- 15° Les chefs d'entreprises industrielles occupant, d'une façon permanente, au moins 100 ouvriers et des entreprises agricoles comprenant au moins 50 hectares;
- 16° Ceux qui, en qualité de directeur-gérant ou à un titre analogue, ont été placés, pendant trois à la tête de la gestion journalière d'une société coopérative belge comptant, depuis cinq ans, au moins 500 membres;
- 17° Ceux qui, en qualité de membres effectifs, ont exercé, pendant cinq ans, les fonctions de président ou de secrétaire d'une mutualité ou d'une fédération mutualiste comptant, depuis cinq ans, au moins 1,000 membres;
- 18° Ceux qui, en qualité de membres effectifs, ont exercé, pendant cinq ans, les fonctions de président ou de secrétaire d'une association professionnelle, industrielle ou agricole comprenant depuis cinq ans, au moins 500 membres;

19° Ceux qui, pendant cinq ans, ont exercé les fonctions de président d'une chambre de commerce ou d'industrie comprenant depuis cinq ans, au moins 300 membres;

20° Les membres des conseils de l'industrie et du travail, des commissions provinciales d'agriculture, des conseils de prud'hommes, ayant été investis d'au moins deux mandats;

21° Les membres élus d'un des conseils consultatifs institués auprès des départements ministériels.

Une loi pourra créer des catégories nouvelles d'éligibles; elle devra réunir au moins les deux tiers des suffrages.)

Modifié le 15 octobre 1921; le texte ajouté à la Constitution le 7 septembre 1893 portait: "Les sénateurs élus par les conseils provinciaux sont dispensés de toute condition de cens; ils ne peuvent appartenir à l'assemblée qui les élit ni en avoir fait partie pendant l'année de l'élection ou pendant les deux années antérieures."

Art. 56ter.-- (Les sénateurs élus par les conseils provinciaux ne peuvent appartenir à l'assemblée qui les élit ni en avoir fait partie pendant l'année de l'élection ou pendant les deux années antérieures.)

Article nouveau (15 octobre 1921).

Art. 56quater.-- (En cas de dissolution du Sénat, le Roi peut dissoudre les conseils provinciaux.

L'acte de dissolution contient convocation des électeurs provinciaux dans les quarante jours et des conseils provinciaux dans les deux mois.)

Article nouveau (15 octobre 1921).

Art. 57.-- (Les sénateurs ne reçoivent pas de traitement.

Ils ont droit toutefois, à être indemnisés de leurs débours. Cette indemnité est fixée à quatre mille francs par an. Ils ont droit, en outre, au libre parcours sur toutes les voies de communication exploitées ou concédées par l'Etat.

La loi détermine les moyens de transport qu'ils peuvent utiliser gratuitement en dehors des voies ci-dessus prévues.)

Modifié le 15 octobre 1921; le texte de 1831 portait:
"Les sénateurs ne reçoivent ni traitement ni indemnité."

Art. 58.-- (Les fils du Roi ou, à leur défaut, les princes belges de la branche de la famille royale appelée à régner, sont de droit sénateurs à l'âge de dix-huit ans. Ils n'ont voix délibérative qu'à l'âge de vingt-cinq ans.)

Modifié le 7 septembre 1893; le texte de 1831 portait:
"A l'âge de 18 ans, l'héritier présomptif du Roi est de droit sénateur. Il n'a voix délibérative qu'à l'âge de 25 ans."

Art. 59.-- Toute assemblée du Sénat qui serait tenue hors du temps de la session de la Chambre des représentants est nulle de plein droit.

Chapitre II. -- Du Roi et des Ministres.

Section I. -- Du Roi.

Art. 60.-- (Les pouvoirs constitutionnels du Roi sont héréditaires dans la descendance directe, naturelle et légitime de S.M. Léopold-Georges-Chrétien-Frédéric de Saxe-Cobourg, de mâle en mâle, par ordre de primogéniture et à l'exclusion perpétuelle des femmes et de leur descendance.

Sera déchu de ses droits à la couronne, le prince qui se serait marié sans le consentement du Roi ou de ceux, qui, à son défaut, exercent ses pouvoirs dans les cas prévus par la Constitution.

Toutefois, il pourra être relevé de cette déchéance par le Roi ou par ceux qui, à son défaut, exercent ses pouvoirs dans les cas prévus par la Constitution, et ce moyennant l'assentiment des deux Chambres.)

Modifié le 7 septembre 1893; le texte de 1831 portait:
"Les pouvoirs constitutionnels du Roi sont héréditaires dans la descendance directe, naturelle et légitime de Son Altesse Royale Léopold de Saxe-Cobourg, de mâle en mâle, par ordre de primogéniture, et à l'exclusion perpétuelle des femmes et de leur descendance."

Art. 61.-- (A défaut de descendance masculine de S. M. Léopold-Georges-Chrétien-Frédéric de Saxe-Cobourg, le Roi pourra nommer son successeur avec l'assentiment des Chambres, émis de la manière prescrite par l'article suivant.

S'il n'y a pas eu de nomination faite d'après le mode ci-dessus, le trône sera vacant.)

Modifié le 7 septembre 1893; le texte de 1831 portait:
"A défaut de descendance masculine de Son Altesse Royale Léopold de Saxe-Cobourg, il pourra nommer son successeur, avec l'assentiment des Chambres, émis de la manière prescrite par l'article suivant.
S'il n'y a pas eu de nomination faite d'après le mode ci-dessus le trône sera vacant."

Art. 62.-- Le Roi ne peut être en même temps chef d'un autre Etat, sans l'assentiment des deux Chambres.

Aucune des deux Chambres ne peut délibérer sur cet objet, si deux tiers au moins des membres qui la composent ne sont présents, et la résolution n'est adoptée qu'autant qu'elle réunit au moins les deux tiers des suffrages.

Art. 63.-- La personne du Roi est inviolable; ses ministres sont responsables.

Art. 64.-- Aucun acte du Roi ne peut avoir d'effet s'il n'est contresigné par un ministre, qui, par cela seul, s'en rend responsable.

Art. 65.-- Le Roi nomme et révoque ses ministres.

V. art. 86 et suiv.

Art. 66.-- Il confère les grades dans l'armée.

Il nomme aux emplois d'administration générale et de relation extérieure, sauf les exceptions établies par les lois.

Il ne nomme à d'autres emplois qu'en vertu de la disposition expresse d'une loi.

Art. 67.-- Il fait les règlements et arrêtés nécessaires pour l'exécution des lois, sans pouvoir jamais ni suspendre les lois elles-mêmes, ni dispenser de leur exécution.

Art. 68.-- Le Roi commande les forces de terre et de mer, déclare la guerre, fait les traités de paix, d'alliance et de commerce. Il en donne connaissance aux Chambres aussitôt que l'intérêt et la sûreté de l'Etat le permettent, en y joignant les communications convenables.

Les traités de commerce et ceux qui pourraient grever l'Etat ou lier individuellement des Belges, n'ont d'effet qu'après avoir reçu l'assentiment des Chambres.

Nulle cession, nul échange, nulle adjonction de territoire ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une loi. Dans aucun cas, les articles secrets d'un traité ne peuvent être destructifs des articles patents.

Art. 69.-- Le Roi sanctionne et promulgue les lois.

V. art. 26.

Voir loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires.

Art. 70.-- Les Chambres se réunissent de plein droit, chaque année, le deuxième mardi de novembre, à moins qu'elles n'aient été réunies antérieurement par le Roi.

Les Chambres doivent rester réunies chaque année au moins quarante jours.

Le Roi prononce la clôture de la session.

Le Roi a le droit de convoquer extraordinairement les Chambres.

Art. 71.-- Le Roi a le droit de dissoudre les Chambres, soit simultanément, soit séparément. L'acte de dissolution contient convocation des électeurs dans les quarante jours, et des Chambres dans les deux mois.

Voir loi du 1er juillet 1893 relative aux effets de la dissolution des Chambres à l'égard des projets de loi antérieurement déposés.

Art. 72.-- Le Roi peut ajourner les Chambres. Toutefois, l'ajournement ne peut excéder le terme d'un mois, ni être renouvelé dans la même session, sans l'assentiment des Chambres.

Art. 73.-- Il a le droit de remettre ou de réduire les peines prononcées par les juges, sauf ce qui est statué relativement aux ministres.

V. art. 91.

Art. 74.-- Il a le droit de battre monnaie, en exécution de la loi.

Art. 75.-- Il a le droit de conférer des titres de noblesse, sans pouvoir jamais y attacher aucun privilège.

Art. 76.-- Il confère les ordres militaires, en observant, à cet égard, ce que la loi prescrit.

Art. 77.-- La loi fixe la liste civile pour la durée de chaque règne.

Art. 78.-- Le Roi n'a d'autres pouvoirs que ceux que lui attribuent formellement la Constitution et les lois particulières portées en vertu de la Constitution même.

Art. 79.-- A la mort du Roi, les Chambres s'assemblent sans convocation, au plus tard le dixième jour après celui du décès. Si les Chambres ont été dissoutes antérieurement, et que la convocation ait été faite, dans l'acte de dissolution, pour une époque postérieure au dixième jour, les anciennes Chambres reprennent leurs fonctions, jusqu'à la réunion de celles qui doivent les remplacer.

S'il n'y a eu qu'une Chambre dissoute, on suit la même règle à l'égard de cette Chambre.

A dater de la mort du Roi et jusqu'à la prestation du serment de son successeur au trône ou du régent, les pouvoirs constitutionnels du Roi sont exercés, au nom du peuple belge, par les ministres réunis en conseil, et sous leur responsabilité.

Art. 80.-- Le Roi est majeur à l'âge de dix-huit ans accomplis.

Il ne prend possession du trône qu'après avoir solennellement prêté, dans le sein des Chambres réunies, le serment suivant:

"Je jure d'observer la Constitution et les lois du peuple belge, de maintenir l'indépendance nationale et l'intégrité du territoire."

Art. 81.-- Si, à la mort du Roi, son successeur est mineur, les deux Chambres se réunissent en une seule assemblée, à l'effet de pourvoir à la régence et à la tutelle.

Art. 82.-- Si, le Roi se trouve dans l'impossibilité de régner, les ministres, après avoir fait constater cette impossibilité, convoquent immédiatement les Chambres. Il est pourvu à la tutelle et à la régence par les Chambres réunies.

Loi du 19 juillet 1945 tendant à pourvoir à l'exécution de l'article 82 de la Constitution (Monit. du 3 août 1945):

Article unique. -- Lorsqu'il a été fait application de l'article 82 de la Constitution, le Roi ne reprend l'exercice de ses pouvoirs de la Constitution qu'après une délibération des Chambres réunies constatant que l'impossibilité de régner a pris fin.

Art. 83.-- La régence ne peut être conférée qu'à une seule personne. Le régent n'entre en fonctions qu'après avoir prêté le serment prescrit par l'article 80.

Art. 84.-- Aucun changement à la Constitution ne peut être fait pendant une régence.

Art. 85.-- En cas de vacance du trône, les Chambres délibérant en commun, pourvoient provisoirement à la régence, jusqu'à la réunion des Chambres intégralement renouvelées; cette réunion a lieu au plus tard dans les deux mois. Les Chambres nouvelles, délibérant en commun, pourvoient définitivement à la vacance.

Section II. -- Des Ministres.

Art. 86.-- Nul ne peut être ministre s'il n'est Belge de naissance, ou s'il n'a reçu la grande naturalisation.

Art. 87.-- Aucun membre de la famille royale ne peut être ministre.

Art. 88.-- Les ministres n'ont voix délibérative dans l'une ou l'autre Chambre que quand ils en sont membres.

Ils ont leur entrée dans chacune des Chambres, et doivent être entendus quand ils le demandent.

Les Chambres peuvent requérir la présence des ministres.

Art. 89.-- En aucun cas, l'ordre verbal ou écrit du Roi, ne peut soustraire un ministre à la responsabilité.

Art. 90.-- La Chambre des représentants a le droit d'accuser les ministres et de les traduire devant la Cour de cassation, qui seule a le droit de les juger, chambres réunies, sauf ce qui sera statué par la loi, quant à l'exercice de l'action civile par la partie lésée et aux crimes et délits que des ministres auraient commis hors l'exercice de leurs fonctions.

Une loi déterminera les cas de responsabilité, les peines à infliger aux ministres et le mode de procéder contre eux, soit sur l'accusation admise par la Chambre des représentants, soit sur la poursuite des parties lésées.

Art. 91.-- Le Roi ne peut faire grâce au ministre condamné par la Cour de cassation que sur la demande de l'une des deux Chambres.

Chapitre III. -- Du pouvoir judiciaire.

Art. 92.-- Les contestations qui ont pour objet des droits civils sont exclusivement du ressort des tribunaux.

Art. 93.-- Les contestations qui ont pour objet des droits politiques sont du ressort des tribunaux, sauf les exceptions établies par la loi.

Art. 94.-- Nul tribunal, nulle juridiction contentieuse ne peut être établi qu'en vertu d'une loi. Il ne peut être créé de commissions ni de tribunaux extraordinaires, sous quelque dénomination que ce soit.

Art. 95.-- Il y a pour toute la Belgique une Cour de cassation. Cette cour ne connaît pas du fond des affaires, sauf le jugement des ministres.

Art. 96.-- Les audiences des tribunaux sont publiques, à moins que cette publicité ne soit dangereuse pour l'ordre ou les moeurs; et, dans ce cas, le tribunal le déclare par un jugement.

En matière de délits politiques et de presse, le huis-clos ne peut être prononcé qu'à l'unanimité.

Art. 97.-- Tout jugement est motivé. Il est prononcé en audience publique.

Art. 98.-- Le jury est établi en toutes matières criminelles et pour délits politiques et de la presse.

Art. 99.-- Les juges de paix et les juges de tribunaux sont directement nommés par le Roi.

Les conseillers des Cours d'appel et les présidents et vice-présidents des tribunaux de première instance de leur ressort, sont nommés par le Roi, sur deux listes doubles, présentées l'une par ces Cours, l'autre par les conseils provinciaux.

Les Conseillers de la Cour de cassation sont nommés par le Roi, sur deux listes doubles, présentées l'une par le Sénat, l'autre par la Cour de cassation.

Dans ces deux cas, les candidats portés sur une des listes peuvent également être portés sur l'autre.

Toutes les présentations sont rendues publiques au moins quinze jours avant la nomination.

Les Cours choisissent dans leur sein leurs présidents et vice-présidents.

Art. 100.-- Les juges sont nommés à vie.

Aucun juge ne peut être privé de sa place ni suspendu que par un jugement.

Le déplacement d'un juge ne peut avoir lieu que par une nomination nouvelle et de son consentement.

Art. 101.-- Le Roi nomme et révoque les officiers du ministère public près des cours et tribunaux.

Art. 102.-- Les traitements des membres de l'ordre judiciaire sont fixés par la loi.

Art. 103.-- Aucun juge ne peut accepter du gouvernement des fonctions salariées, à moins qu'il ne les exerce gratuitement et sauf les cas d'incompatibilité déterminés par la loi.

Art. 104.-- Il y a trois cours d'appel en Belgique.

La loi détermine leur ressort et les lieux où elles sont établies.

Art. 105.-- Des lois particulières règlent l'organisation des tribunaux militaires, les attributions, le mode de nomination de leurs membres, et la durée des fonctions de ces derniers.

Il y a des tribunaux de commerce dans les lieux déterminés par la loi. Elle règle leur organisation, leurs attributions, le mode de nomination de leurs membres, et la durée des fonctions de ces derniers.

Art. 106.-- La Cour de cassation prononce sur les conflits d'attributions, d'après le mode réglé par la loi.

Art. 107.-- Les Cours et tribunaux n'appliqueront les arrêtés et règlements généraux, provinciaux et locaux, qu'autant qu'ils seront conformes aux lois.

Chapitre IV. -- Des Institutions provinciales ou communales.

Art. 108.-- Les institutions provinciales et communales sont réglées par des lois.

Ces lois consacrent l'application des principes suivants:

1° L'élection directe, sauf les exceptions que la loi peut établir à l'égard des chefs des administrations communales et des commissaires du gouvernement près des conseils provinciaux;

2° (L'attribution aux conseils provinciaux et communaux de tout ce qui est d'intérêt provincial et communal, sans préjudice de l'approbation de leurs actes, dans les cas et suivant le mode que la loi détermine.

Plusieurs provinces ou plusieurs communes peuvent s'entendre ou s'associer dans les conditions et suivant le mode à déterminer par la loi, pour régler et gérer en commun des objets d'intérêt provincial ou d'intérêt communal. Toutefois, il ne peut être permis à plusieurs conseils provinciaux ou plusieurs conseils communaux de délibérer en commun.)

Le paragraphe 2° a été modifié le 24 août 1921; le texte de 1831 portait: "L'attribution aux conseils provinciaux et communaux de tout ce qui est d'intérêt provincial et communal sans préjudice de l'approbation de leurs actes, dans les cas et suivant le mode que la loi détermine."

3° La publicité des séances des conseils provinciaux et communaux dans les limites établies par la loi;

4° La publicité des budgets et des comptes;

5° L'intervention du Roi ou du pouvoir législatif, pour empêcher que les conseils provinciaux et communaux ne sortent de leurs attributions et ne blessent l'intérêt général.

Art. 109.-- La rédaction des actes de l'état civil et la tenue des registres sont exclusivement dans les attributions des autorités communales.

TITRE IV.

Des Finances.

Art. 110.-- Aucun impôt au profit de l'Etat ne peut être établi que par une loi.

Aucune charge, aucune imposition provinciale ne peut être établie que du consentement du conseil provincial.

Aucune charge, aucune imposition communale ne peut être établie que du consentement du conseil communal.

La loi détermine les exceptions dont l'expérience démontrera la nécessité, relativement aux impositions provinciales et communales.

Art. 111.-- Les impôts au profit de l'Etat sont votés annuellement. Les loi qui les établissent n'ont de force que pour un an, si elles ne sont renouvelées.

Art. 112.-- Il ne peut être établi de privilège en matière d'impôts. Nulle exemption ou modération d'impôt ne peut être établie que par une loi.

Art. 113.-- Hors les cas formellement exceptés par la loi, aucune rétribution ne peut être exigée des citoyens, qu'à titre d'impôt au profit de l'Etat, de la province ou de la commune. Il n'est rien innové au régime actuellement existant des polders et des wateringues, lequel reste soumis à la législation ordinaire.

Art. 114.-- Aucune pension, aucune gratification à la charge du trésor public, ne peut être accordée qu'en vertu d'une loi.

Art. 115.-- Chaque année, les Chambres arrêtent la loi des comptes et votent le budget.

Toutes les recettes et dépenses de l'Etat doivent être portées au budget et dans les comptes.

Art. 116.-- Les membres de la Cour des comptes sont nommés par la Chambre des représentants et pour le terme fixé par la loi.

Cette cour est chargée de l'examen et de la liquidation des comptes de l'administration générale et de tous comptables envers le trésor public. Elle veille à ce qu'aucun article des dépenses du budget ne soit dépassé et qu'aucun transfert n'ait lieu. Elle arrête les comptes des différentes administrations de l'Etat et est chargée de recueillir à cet effet tout renseignement et toute pièce comptable nécessaire. Le compte général de l'Etat est soumis aux Chambres avec les observations de la cour des comptes.

Cette cour est organisée par une loi.

Art. 117.-- Les traitements et pensions des ministres des cultes sont à charge de l'Etat; les sommes nécessaires pour y faire face sont annuellement portées au budget.

V. art. 14 et 16, 114 et note.

TITRE V.

De la Force publique.

Art. 118.-- Le mode de recrutement de l'armée est déterminé par la loi. Elle règle également l'avancement, les droits et les obligations des militaires.

Art. 119.-- Le contingent de l'armée est voté annuellement. La loi qui le fixe n'a de force que pour un an, si elle n'est renouvelée.

Art. 120.-- L'organisation et les attributions de la gendarmerie font l'objet d'une loi.

Voir loi du 2 décembre 1957 sur la Gendarmerie.

Art. 121.-- Aucune troupe étrangère ne peut être admise au service de l'Etat, occuper ou traverser le territoire, qu'en vertu d'une loi.

Art. 122.-- (L'organisation d'une garde civique est éventuellement réglée par la loi.)

Modifié le 24 août 1921; le texte de 1831 portait: "Il y a une garde civique; l'organisation en est réglée par la loi."

Art. 123. (Abrogé).

Abrogé le 24 août 1921; le texte de 1831 portait: "La mobilisation de la garde civique ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une loi."

Art. 124.-- Les militaires ne peuvent être privés de leurs grades, honneurs et pensions, que de la manière déterminée par la loi.

TITRE VI.

Dispositions générales.

Art. 125.-- La nation belge adopte les couleurs rouge, jaune et noire, et pour armes du royaume le Lion Belgique avec la légende: "L'Union fait la force".

Art. 126.-- La ville de Bruxelles est la capitale de la Belgique et le siège du gouvernement.

Art. 127.-- Aucun serment ne peut être imposé qu'en vertu de la loi. Elle en détermine la formule.

Voir obligation du serment, Décr. 20 juillet 1831.

Libre choix de l'une des langues usitées dans le pays: L.

30 juillet 1894.

Formules: langue néerlandaise: Arr. roy. 18 septembre et 17 novembre 1894, et modifications.

langue allemande: Arr. roy. 17 juillet 1926.

Art. 128.-- Tout étranger, qui se trouve sur le territoire de la Belgique, jouit de la protection accordée aux personnes et aux biens sauf les exceptions établies par la loi.

Art. 129.-- Aucune loi, aucun arrêté ou règlement d'administration générale, provinciale ou communale, n'est obligatoire qu'après avoir été publié dans la forme déterminée par la loi.

Art. 130.-- La Constitution ne peut être suspendue en tout ni en partie.

TITRE VII.

De la Revision de la Constitution.

Art. 131.-- Le pouvoir législatif a le droit de déclarer qu'il y a lieu à la revision de telle disposition constitutionnelle qu'il désigne.

Après cette déclaration, les deux Chambres sont dissoutes de plein droit.

Il en sera convoqué deux nouvelles, conformément à l'article 71. Ces Chambres statuent de commun accord avec le Roi, sur les points soumis

à la revision.

Dans ce cas, les Chambres ne pourront délibérer, si deux tiers au moins des membres qui composent chacune d'elles ne sont présents; et nul changement ne sera adopté, s'il ne réunit au moins les deux tiers des suffrages.

V. Déclarations portant qu'il y avait lieu à revision de certains articles de la Constitution: Moniteurs des 23-24 mai 1892, 23 octobre 1919, 14 mars 1954 et 30 avril 1958.

TITRE VIII.

Dispositions transitoires.

Art. 132.-- Pour le premier choix du chef de l'Etat, il pourra être dérogé à la première disposition de l'article 80.

(Disposition devenue sans objet.)

Art. 133.-- Les étrangers établis en Belgique avant le 1er janvier 1814, et qui ont continué d'y être domiciliés, sont considérés comme Belges de naissance, à la condition de déclarer que leur intention est de jouir du bénéfice de la présente disposition.

La déclaration devra être faite dans les six mois, à compter du jour où la présente Constitution sera obligatoire, s'ils sont majeurs, et dans l'année qui suivra leur majorité, s'ils sont mineurs.

Cette déclaration aura lieu devant l'autorité provinciale de laquelle ressortit le lieu où ils ont leur domicile.

Elle sera faite en personne ou par mandataire, porteur d'une procuration spéciale et authentique.

(Disposition devenue sans objet.)

Art. 134.-- Jusqu'à ce qu'il y soit pourvu par une loi, la Chambre des représentants aura un pouvoir discrétionnaire pour accuser un ministre, et la Cour de cassation pour le juger, en caractérisant le délit et en déterminant la peine.

Néanmoins, la peine ne pourra excéder celle de la réclusion, sans préjudice des cas expressément prévus par les lois pénales.

Art. 135.-- Le personnel des cours et des tribunaux est maintenu tel qu'il existe actuellement, jusqu'à ce qu'il y ait été pourvu par une loi.

(Disposition devenue sans objet.)

Cette loi devra être portée pendant la première session législative.

Art. 136.-- Une loi, portée dans la même session, déterminera le mode de la première nomination des membres de la Cour de cassation.

(Disposition devenue sans objet.)

Art. 137.-- La loi fondamentale du 24 août 1815 est abolie, ainsi que les statuts provinciaux et locaux. Cependant, les autorités provinciales et locales conservent leurs attributions jusqu'à ce que la loi y ait autrement pourvu.

(Disposition devenue sans objet.)

Art. 138.-- A compter du jour où la Constitution sera exécutoire, toutes les lois, décrets, arrêtés, règlements et autres actes qui y sont contraires, sont abrogés.

Dispositions supplémentaires.

Art. 139.-- Le Congrès national déclare qu'il est nécessaire de pourvoir, par des lois séparées, et dans le plus court délai possible, aux objets suivants:

- 1° La presse;
- 2° L'organisation du jury;
- 3° Les finances;
- 4° L'organisation provinciale et communale;
- 5° La responsabilité des ministres et autres agents du pouvoir;
- 6° L'organisation judiciaire;
- 7° La revision de la liste des pensions;
- 8° Les mesures propres à prévenir les abus du cumul;
- 9° La revision de la législation des faillites et des sursis;
- 10° L'organisation de l'armée, les droits d'avancement et de retraite, et le Code pénal militaire;
- 11° La revision des Codes.

Charge le pouvoir exécutif de l'exécution du présent décret.

ANNEXE II-B

THE EVOLUTION OF SOCIAL ARRANGEMENTS MADE IN MULTILINGUAL

STATES: BELGIUM AS A CASE STUDY (1)

INTRODUCTION

There are many national states that contain distinct societies: these nation's populations are made up of people of different origins, languages and cultures. Among states whose societies are plural, some have the advantage of counting only two major languages and cultures. Belgium, to an even greater extent than Canada, is in this position. Accordingly, Canada might be able to learn something from Belgian history and contemporary public affairs.

The Land and the People

In 1961, Belgium had roughly half Canada's population in a land area three hundred times smaller. A pictorial representation of Belgium's density of population can be obtained best, perhaps, if we think that her national borders, which enclose nine million people, are about a hundred miles from the centrally located capital, Brussels. The territory comprises nine provinces with little political autonomy; there is in fact a unitary system of government, with two elected houses and a central public service that control all public matters from the central capital.

The country has two major language groups, the Dutch-speaking Flemings and the French-speaking Walloons. Belgium has also a minute German-speaking population, along her border with Germany, but we can neglect this group in the present discussion. Centuries of inter-marriages between Flemings and Walloons give most of them a common ethnic origin. A good indicator of this fact is that family names cannot be used to ascertain mother tongue. Mijneer Lefèvre was the Prime Minister of Belgium until May the 23rd and Monsieur Spaak was the Vice Premier.

Language Practices

Since 1932, the principle of territorial unilingualism has been adopted

(1) Conférence au Lac Couchiching, le 3 août 1965, par Jacques Brazeau.

in Belgium. The four northern provinces and the northern half of the central one, Brabant, recognize Dutch as their language. The four southern provinces and the southern half of Brabant, French. Brussels, located in the Flemish Brabant but close to the language border line, is officially bilingual. With exceptions for tourists and other displaced persons under some specified conditions, public services in schools, churches, law courts, municipal offices, railway stations, post offices, etc., are now offered only in Dutch in the Flemish region and, as it has always been the case for time immemorial, only in French in the Walloon region. In Brussels, the law requires that these services be offered in both languages.

The arrangements made in 1932, and reinforced in 1962 by changes in provincial borders and the setting-up of an extensive language control machinery, deprived of public facilities in French the Flemish well-to-do classes of cities like Antwerp, Ghent and Brugge. They had adopted French as their usual language and the language for the education of their children in both private and public institutions. The removal of this privilege meant a democratisation of Flemish society since, previously, these families formed a caste that spoke another tongue than the masses and prevented the rise of their fellow Flemings through its control of public office, top positions in enterprises and the universities. Some forty years ago, Flanders had no higher education in Dutch; now, it has little left in French. Nowadays educated Flemings are still bilingual, however, and Wallons seldom.

The Dutch-speaking region includes roughly 50 per cent of the population; the French-speaking counts 35 per cent; the remaining 15 per cent is located in Greater Brussels but the Bruxellois are probably French-speaking by background or preference in the proportion of seven or eight out of ten. An estimate that the population is 55 per cent Dutch-speaking, 44 per cent French- and 1 per cent German-speaking may not be exact but, in the absence of official statistics on language since 1947 because of a boycott of the 1957 decennial census, it gives an order of magnitude that is acceptable for descriptive purposes here.

Industries

Belgium is both an agricultural and an industrial country. The standard of living of her population is higher than that of neighbouring countries. The Walloon provinces of Hainaut and Liege developed in the 19th century a

coal mining and steel production industrial complex at the onset of the industrial age on the Continent. But large parts of Wallonia, to the exclusion of the woody and hilly southwest and of the industrial belt, continued to have a productive agriculture. In opposition, the northern provinces, which had put Flanders at the forefront of world leadership during the Early Renaissance period, remained agricultural and relatively unindustrialized until recently. Nowadays, however, the southern provinces suffer from relative economic stagnation: many of their coal mines have been closed because coal is now less important and since it can be imported more cheaply than if it is produced in Hainaut; the steel, glass and machinery industrial complexes suffer from the ageing of their equipment; the labour force is highly skilled but in old methods. Since 1945, on the other hand, benefiting from closeness to sea transportation, an ample manpower alleged to be docile, government aid as a less developed area, and foreign investments, largely American, Flanders is knowing rapid industrial expansion.

Religion

Belgium is a Catholic country, that is, a country that has only very small Protestant and Hebrew minorities. It is probably, as a matter of fact, the religious wars that made Belgium possible in the long run by dividing people who spoke Dutch into Protestants and Catholics. What we have seen about the industrialization of Belgium allows us to guess that Belgium has ideological differences. Her urban and old industrial regions count a high proportion of free thinkers and of non-practising Catholics. It was the forefathers of the inhabitants of the Walloon industrial belt who knew the slavery of mine and shop at the beginning of the industrial age. It was they who were, besides, proximate culturally and geographically to the French Revolution and subsequent movements of liberation. Flemings who remained in Flanders thus have remained of the Church more than Walloons have done. Traditional Flemish society gave her clergy a leadership role in many fields of activity. This is not surprising since their lay leaders were foreign to them in language and culture. Flemish urban and industrial areas have, nonetheless, some anticlerical, free thinking and leftist elements, just as Walloons have conservative groups, traditionally Catholic rural regions and Christian progressive elements.

Political Parties

Ideological and religious differences are very important in party politics and the labour movement in Belgium. The Social Christian Party draws two thirds of its strength from Flanders, not the whole of it. The Socialist Party counts on the southern provinces for only two thirds of its strength as well. Belgium's two large labour unions are the Socialist and the Catholics; they have members also on both sides of the linguistic border. Brussels is the stronghold of the Party for Liberty and Progress, formerly called liberal, which has abandoned its ideological sternness on religious issues in order to gain the support of some Catholics in its program for defending linguistic freedom and fighting government interventions.

Social Change

What social dramas lie behind the few figures and facts that I have given so far? It is mainly those of social change and of its effects on the possession of privileges. Flemings have never been a numerical minority in Belgium but with the early industrialization of the south and the dominance of the French language throughout the country, they have been a socio-economic minority. Their population excedents were assimilated in the past by the Walloon. During the present century, the French-speaking have seen their ascendancy threatened and curtailed in certain activities. At the same time, the French provinces and Brussels having one of Europe's lowest birth-rate prior to 1940, the Walloons have become a dwindling minority just when they lost some of their power for assimilating their Flemish compatriots at both ends of the social ladder. It must be said, however, that a stabilisation is within view because, with urbanisation and industrialization, Flemish birth rates are decreasing and the Walloon's have increased in the post war years.

Upon losing some of its ascendancy and assimilatory power, the French group took steps to guard against the eventuality of becoming in its turn an oppressed minority. Many of its people claim that it is already, just as many Flemings consider that collectively they are still one. The fact probably is that, with progress still to be made to arrive at a just set of complementary roles for Walloons, Flemings and Bruxellois in the division of labour, Belgium has come closer to realizing social justice than she has ever done.

Political Unrest

Reaching and keeping social justice is probably never done without creating disturbing side effects. Feeling threatened with political minorisation in a unitary state, many Walloons want Belgium to become a federation or to join France. Flemings, who considered a division of the country when they felt a lack of political power, are less in favour of it now. The Bruxellois, seeing how much they might lose from governmental and administrative decentralization and from a redistribution of finance, transport and commerce, remain against federalism or further splitting of the Belgian nation. In their own eyes at least, their stand makes them truer Belgians than the Flemings and the Walloons. The fact is that Bruxellois form a third group that neither region counts as being of its people but that neither will allow the other to claim.

Compromise

As a compromise for being each masters at home, the Flemings and the Walloons gave Brussels a bilingual public framework in central administration, local government and education. This did not correspond to the capital's social reality in demographic terms but it was meant to transform this social reality and to insure that Flemings, as well as Walloons, would have a place in the country's administrative center. The creation of two unilingual regions with a fixed border line and the adoption of measures to give Brussels a bilingual character have been defined as a federal arrangement without the name and without, besides, the decentralization of Brussel's power that both north and south wanted. This compromise testifies to the Belgian's acute political ability and also to the existence of strong cohesive forces within the country. First, if being a Fleming and being Walloon have emotional meaning, being a Belgian has some as well. It is a quality that Belgians want to keep, if at all possible. Second, Belgium is a small country whose regions are economically interdependent and Belgians know it. The southern provinces need access to the sea, and the north, even with its own industries, counts on being the gateway in and out for the south's imports and exports. No doubt, economic pathways would continue to exist through the territory with other political arrangements than the present but these political arrangements are tried and, furthermore, they are controlled by Flemish and Walloon deputations, which have shown their ability to bluff, bargain and win in turn. Belgium needs to main-

tain unity, besides, to play the role of a host, to Common Market institutions and to enhance Brussel's chances of becoming the capital of an eventual European federation. Finally, voluntary associations in Belgium -- the political parties, the unions, the Church, the liberal movement, the associations of industrialists and trade people, the insurance companies, the banks -- have interests on both sides of the language barrier. Many of these associations, insomuch as they act as pressure groups, would be so unimportant on one side or the other of the language line that they would become there an easy prey to their opponents. And, consequently, in accord with the Bruxellois, the leaders of these groups work to seek compromises and save Belgian unity.

Summary

Interregional competition, a history of past inequalities, ideological differences and the work of pressure groups on each side, thus, have to be taken into account in order to look at the language question in Belgium. My remarks so far would need refinements and shade effects. I hope that as a lengthy summary they have not sounded too opinionated. They were meant to give you an overall view. They might give you a first idea on the difficulties presented by international comparisons and some elements as well to think of Quebecois when I say Flemings and of English-speaking Canadians when I say French-speaking Belgians.

PRECAUTIONNARY NOTE ON SOURCES OF INFORMATION

Since it is a set of opinions without references that I was expressed so far, I should tell you how I reached them. With the much appreciated aid of a C.D. Howe Memorial Fellowship for post-doctoral research, I have spent the last academic year in Brussels. The additional sponsorship of the Lau-
rendeau-Dunton Commission and of the Université de Montréal gave me access to some Belgian government departments, universities and research institutes. My close association with the staff of Brussel's Centre de Recherche et d'In-
formation Socio-Politique and, particularly, Dr. Maurice-Pierre Herremans, a po-
litical scientist, made it possible for me to interview, between January and June, over 150 Belgian leaders in the government- central, provincial and lo-
cal- the political parties, ethnic organizations, the civil service, crown
corporations, the mass media, business and industrial associations, educatio-
nal associations, educational institutions, enterprises and labour unions. I saw these people throughout the country, within all three language groups

and across all political persuasions. Most of them prepared a documentation for me, ranging from one newspaper article to a series of fifteen 200-page volumes. Most of this material, I have not yet read and half of it, at least, is written in Dutch. You will appreciate that my present conclusions are subject to corrections after analysis of my documentation and further reflection.

If my words were to have, however, less of an impressionistic character, we would not feel that our main task here is to judge the Belgian's past or present wisdom. Since Canada is our concern, even my inadequate portrayal of Belgian social arrangements for dealing with linguistic diversity can be useful. It can take us out of our own environment and bring us back to it with accrued imagination. It is in the hope of serving a little in this didactic rôle that I have accepted addressing the present conference. These orientating remarks made, may I give now some historical perspective to the language question in Belgium.

HISTORICAL BACKGROUND

Permanency of the language frontier

A few dates are inadequate to tell the history of an important aspect of a nation's political life. May I mention a few without making any claim to exhaustive thoroughness.

If Belgium goes back only to 1830 as a nation, the people of her territory have come under Dutch and French linguistic influences for many centuries. The frontier between the Germanic and the Latin worlds cuts through Belgium from west to east before taking a north south direction in Luxembourg and France. It is ascertained that this frontier has hardly changed in eight centuries, except that in the North in France, in the Lille to Dunkirk area, and in Brussels French has replaced the Dutch-Flemish dialects. As far as Brussels is concerned, the change has taken place over the last hundred years.

Original Dialects

In past centuries, the ancestors of today's Belgians spoke various Dutch dialects in the north and various Latin-French dialects in the south. The two groups of dialects, both characterized by regional variations as most languages are, came to be known as the Flemish and Walloon tongues. They were spoken by the common people, while learned Latin ~~then~~ French were successively the language of the court, of scholars and of the mercantile bourgeois. The

political influence of France was repeatedly important in this territory, when counties, dukedoms, principalities were vassals to France's dukedoms or central power. During the 17th and 18th centuries, furthermore, French became the language for the bourgeois in Flemish and Walloon cities just as it was, at the time, the language of the bourgeois in many European countries. The occupation of the region by French troops repeatedly between 1792 and 1815 just increased the preponderance of the use of French. This pattern was hardly limited under union with the Netherlands between 1815 and 1830. When Belgium became a country in 1830, her leaders were French-speaking but her common people spoke dialects that had little in common with it.

Article 23

The language question was not foremost in the mind of Belgian leaders or of the population in 1830. An article was added at the last minute to the 1831 Constitution, which Belgian parliamentarians now expect to change. Article 23 guarantees linguistic freedom, it makes the use of languages optional. It states, furthermore, that the choice of languages may be regulated only by the Law and, then, exclusively for acts of the public authorities and in judiciary matters. It was nonetheless taken for granted in 1830 that French would be the language of administration, as it was that of good society, and only people of means had the franchise.

The Choice of French

The choice of French was a foregone conclusion also because the creation of Belgium resulted from rebellion against the Dutch. Walloons and Bruxellois had wanted Flanders and Wallonia to join France. The Great Powers, so soon after the Napoleonic era, wanted instead the creation of a new state, Belgium. The Flemish clergy, horrified by the prospect of joining revolutionary France, was of similar mind. But previously, both Flemings and Walloons had opposed the attempts of William of Holland to impose the language of Amsterdam in his Belgian provinces. The Flemings were long in appreciating that their speech was dialectical forms of the Dutch language. They resisted "nederlandisation" for fear of Protestantism and to have their own language.

Early Recriminations

In the new nation of Belgium, tolerance was necessarily manifested toward the regional dialects, Flemish and Walloon. As soon as 1835, however, a Royal Order stated that French would be the language of university teaching

but it left to the minister concerned the possibility of establishing eventually courses in Flemish. Flemings then had to await those courses for close to a century but it was not at the birth of the nation that the language issue was raised. It waited for two decades.

Between 1840 and 1850, Flanders suffered depressions and famines. The Belgian parliament created a commission to examine Flemish grievances. Its report recommended in 1856 the adoption of a serie of parliamentary, educational and judiciary measures that would have given Flanders a bilingual character. Parliament refused categorically these recommendations. Until 1870, the language question for Flanders occupied Belgian parliamentary life but with constant refusals of concessions. The French-speaking bourgeoisie of Flanders, generally, was against formal recognition of Flemish in Flanders. The creation of the Flemish Popular Movement goes back to this period when only the "censitaires" enjoyed franchise and they were French-speaking north and south. Flemish thus was the home language of the uneducated, farmers, unskilled workers and servants. Flemings who could escape it, because they lived in Brussels or migrated further south, saw in their adoption of French a measure for self-improvement. Flemings became bilingual, Walloons did not.

First Concessions and Democratization

Between 1870 and 1890, concessions limited in character were made in Flanders. The use of Flemish was allowed in courts of criminal justice, in local administration and in primary education. In 1893, however, representative government came to Belgium with a plural system of voting which favoured still the possessive classes but which gave some voice to the masses. At the time of World War I, the plural vote was replaced by universal suffrage. The evolution of the political system was to lead to a social revolution in which Flanders' bourgeoisie no longer would be able to prevent, with the aid of a language barrier, the social mobility of the masses who formed the country's numerical majority. It is not too surprising, hence, that once they became politically conscious the Flemish masses defined as their major enemies, not the Walloons, but their former masters whom they call "geographical Flemings and fransquillons", that is, Flemings who would rather speak only French.

Evolution of Dialects

The dominance of the French language in Belgium during the 19th century and at the beginning of the 20th, permitted the Walloons to abandon their

dialects. The Flemings, on the other hand, were not given access to the parent tongue of their dialects, Dutch. Thus, linguistic arrangements cumulated with a difference in regional developments to keep the Flemings a socio-economic minority harassed by minority feelings. Walloons, on the other hand, more generally had the opportunity to acquire success and a sense of their own merits.

World War I

The events of World War I must be mentioned because they mark a turning point in Belgium's internal politics. The occupation of most of Belgium by a Germanic people led some Flemings to collaborate with an enemy of similar language background and who promised, furthermore, to redress internal injustices. Besides activists in occupied Flanders, the Flemish troops in the lines joined the Flemish nationalist movement. These troops, quite often, were commanded by officers whom they could not understand and who could not understand them. Resolving to fight for God and Flanders rather than for Belgium, they also promised themselves that, if they survived, Belgium would change or they would not be of it. These war events had two effects: the recruitment of broader leadership and of popular support for the Flemish movement and the decision of King Albert and parliament to take measures that would insure linguistic equality in the country.

RECENT LANGUAGE LAWS

The Military

Laws were passed in 1928 and 1938 which set matters right in the Armed Forces. They adopted as principles: the training of troops in their own language, French, Dutch and even German for the conscripts of Belgium's eastern townships; the obligation for all officers to be bilingual and to interact with all subordinates in the language of the latter; the proportional representation of the two main language groups among officer-candidates and, gradually, officers of all ranks in all sectors of the Armed Forces. With a lag caused by World War II and a second one introduced by the years required for attaining seniority and promotion, the Belgian Armed Forces are becoming representative of the country's ethnic composition. They are a fine example of a successful experience in planned social change.

Territorial Unilingualism

The Armed Forces of Belgium produce the bilingualism of the educated, who have positions of responsibility, and they do not require it at all of the less educated. This type of inducement to bilingualism has not been adopted, however, in civilian activities. Before the 1932 language laws were adopted, creating a linguistic border, Flemings sought to make the whole of Belgium bilingual in public administration, judicial matters and education. The Walloons refused this social transformation. They would not allow Flemish immigrants to have services in their own language similar to those which the French-speaking had in Flanders' large cities. Insisting on a Wallonie française, they gave support to the Flemish nationalists' motto: In Flanders, the Flemish language!

Confirmation of the principle of territorial unilingualism, with facilities for important minorities along the language frontier and in Brussels' suburbs, was adopted by Flemish and Walloon representatives. The principle created a problem for the population that made up the traditional elites of Antwerp, Brugge and Ghent but they could not be saved together with a Wallonie française.

Appraisals

Nowadays, most Belgians agree that the 1932 laws were necessary in order to set right real prior injustices. But new laws have been voted in 1962 and 1963. Friends of the Flemings say that they were voted because the 1932 laws were left inoperative. Their antagonists say that the Flemings rapidly became greedy imperialists, who wish to conquer Brussels then Wallonia but who shall be stopped!

The laws of 1932 created a language line based on census results. They admitted equal representation for Flemings and Walloons in the central public service, but they left to municipal administrations the choice of their own administrative language in Brussels and her suburbs. Examining 1937 and 1947 statistics on language most frequently used, the Flemings concluded that Flanders would lose some of her territory along her southern border and, especially, by the spread of Greater Brussels caused by the movement of well-to-do Bruxellois to surrounding Flemish villages. Brussels was seen as an oil-stain. This perception was helped by the manifestation of Brussels' opposition to bilingualism. The census was then defined by the Fleming nationalists

as a referendum to permit Brussels' expansion of her French influence.

Unrest in the 1950's

So new language laws were passed in 1962 and 1963, after the government had had to face several crises, including a boycott of the 1957 census, marches on the capital, etc. They followed upon the report of a commission, the Centre Harmel, created to look into the country's demographic, economic, cultural and political problems. This was Belgium's Laurendeau-Dunton Commission, so to speak. Its lengthy report and studies helped the newly formed Lefèvre-Spaak coalition government formulate laws still in the spirit of those of 1932 but more detailed and accompanied by control measures.

Present laws

The frontier between Flemish and Walloon regions was fixed permanently; bilingual services were made mandatory within the 19 communes of Greater Brussels; only 6 surrounding communes were allowed to offer school facilities and translations of public documents to their French-speaking inhabitants upon request; unilingual cadres both Dutch and French were set up in the public administration; provincial frontiers were changed in order to trace a border line that would be as exact a language partition as possible and would make eight provinces and two districts each unilingual; Brabant, the province which contains the capital, was given a vice-governor responsible for the application of the language laws in the capital district; a permanent commission accountable to parliament, was created to supervise the application of the language laws throughout the country, to receive complaints regarding breaches and to advise on all language matters.

Consequences

It is too early to say what consequences the new laws will have in long terms. They are too recent, mechanisms for their application have just been installed but not tried. Furthermore, the Laws are so detailed and cumbersome that, in some areas, many jurists and statesmen consider them inapplicable. A number of immediate consequences are apparent, however: they put Brussels' natural expansion in a straight jacket: as long as Walloons will persist in refusing the creation of a bilingual area to the south of the city, the Flemings will insist on maintaining the unilingual character of the northern periphery; the laws have lead also to a hardening of positions and to the use of political propaganda in order to defeat the work of moderates.

BRUSSELSOther Less Important Points of Friction

The new language laws are acceptable, generally, in Flanders and in Wallonia. The Flemings, generally, did not quarrel with the location of the language frontier. They accepted that an industrial French-language region to the south of Kortrijk become part of Hainaut with 60,000 inhabitants. In opposition, the Liégeois made the loss of 4,000 Flemish farmers to Limburg a political symbol of Flanders' oppression. The location of national institutions above the language border did, however, create some problem. Brussels' national airport, Zaventem, was threatened with unilingualism because it was located some three miles north of the border. Flemings permitted the Catholic University of Louvain to keep its French sections in Flanders, again fifteen minutes north of the language line, but it limited the privileges of French-speaking faculty members' families and of students in the City of Leuven. The problem of educational facilities at the international atomic centre of Mol is not either completely solved. But, altogether, if we disregard these local issues, it is because they are small in comparison to the problem created by the capital district of Brussels.

A Centralizing Capital

At the founding of Belgium, Brussels was of less importance than more ancient Antwerp, Brugge, Ghent and Liège. It was most suitably located, however, to become the country's capital. It was favoured by politicians whose conception of national planning was Napoleonic in spirit, thoroughly centralizing. Routes, railways, canals were made to converge on Brussels which fortunately lied in the path between industrial Hainaut and Liège, on the one hand, and sea transportation, on the other. Antwerp might have proven a better location in time but it was next door to Holland and the Dutch had control of her harbor's estuary. Being the seat of government, the hub of transportation in a bureaucratic society, Brussels soon attracted Belgian commercial and financial institutions. Accordingly, the capital grew faster than her less central rivals who had to be satisfied with specialized industrial and social roles. In linguistic matters, if French became the language of management in northern Flemish cities, it is not surprising that Brussels became more and more French at all social levels.

Suburban Expansion

But, as all large cities in the 20th century, Brussels saw her population leave the center of town to settle in suburbs. As this took place, the Flemish belt around Brussels became French in increasing proportions and the city just about made a junction with the Walloon Brabant at Waterloo. It was a check on this expansion that Flemings have attempted. On being refused facilities for Flemish migrants to the Walloon Brabant, the Flemings restricted the facilities to be offered in the future to French-speaking persons settling in the periphery of the capital.

Public Administration

The somewhat negative achievement of the Flemings in this regard was not their major one. In 1932, and more so thirty years later, they made the government acknowledge that they were not given a fair share of civil service employment, especially at high levels, and that the capital district did not welcome Flemings because it failed to provide them and their families with services in their mother tongue. Over the resistance of Brussels' population, the government gave Brussels a bilingual appearance after 1932 by providing everywhere signs in two languages. It accepted that services ought to be offered in both languages, but municipal authorities were slow in acquiescing especially in cases where the population was 85, 90 or 95 per cent French-speaking, while largely of Flemish background quite often.

Parity in representation in the central administration was accepted. Lower grade civil servants in direct contact with the public had to meet dual language requirements to serve in the capital district and, accordingly, came to be recruited increasingly in Brussels and Flanders. Upper grade positions which traditionnally had been in French hands were now to be assigned to each language group with equal quotas to fill. The question of language requirements for civil servants of administrative grades had to be settled. The Flemish association of civil servants expressed its members' acceptance of an exigency for knowledge of Dutch and French. The Walloon association said that bilingualism would not be accepted by its members. Accordingly, bilingualism is not required for either Dutch- or French-speaking civil servants. Each is now assured by law of the privilege of working in his own language and of being addressed in his own language by his superiors for matters of pay, discipline, promotion boards, etc. As a consequence of the adoption of parallel

structures, an increased proportion of Flemings have come into the public service since the 1932 and 1962-63 laws.

Flemings refused monetary inducements for bilinguals. This measure would have, they felt, limited their freedom to work only in Dutch and their bargaining power. They settled for the arrangement by which they would do their written work in Dutch but would consent understanding and speaking French with their superiors, colleagues and subordinates when in the mood to do so. A matter which has kept Flemish civil servants happy has been relatively rapid promotions to fill top jobs and the possibility of acting as linguistic assistants, with adequate promotion, to top civil servants who are unilingual. The 1932 laws began the reform of public administration, the more recent laws specified more exactly conditions for recruitment and promotion in each linguistic cadre. It is the language of higher studies pursued which determines allotment of a candidate to one side of the language line and this allocation is permanent so that bilinguals cannot change their linguistic identification in order to seek available jobs that are not on their groups' own roll call.

There is no doubt that, in recent years, Brussels' central administration has changed its linguistic character. Two languages are now used at will and nearly equally in ministries, whereas in the past Dutch was used only surreptitiously by civil servants of low ranks. French is used more than Dutch in small conferences or committee work because many Walloons do not understand Dutch. Recourse to simultaneous translation is general, however, in gatherings that have a formal character especially if they are large. A pattern which is growing, on the other hand, is the selection for high office in the government, political parties and labour unions of personnel who have at least a passive knowledge of both languages so that each one can use his own tongue and feel that he is understood. An informal preference of bilinguals among the Walloons tends to produce an increase in their numbers. In order to occupy important positions, Flemings still are expected to know French reasonably well and most of them do. But they are now in a social situation where they use Dutch quite liberally as their working language whereas, in the past, they were expected to function only in French because they were bilingual. This is no longer the case. They are aided in their valorisation of their language and its use by the fact that no legal obligation exists, by the will of the Walloons, to be bilingual in order to be a public servant.

The Community

At the community level, Brussels still is a French city. Municipal administrations largely neglected the principles which were adopted with the 1932 laws and the recent legislation created for them obligations to function just like the central administration in linguistic matters. Gains have been made by Flemings in education, the arts and cultural associations in Brussels. The 1962-63 laws foresee the creation of Dutch-language elementary schools even in districts that seem to have only a minimum requirement for them. All schools in Brussels impose second language instruction now in early elementary grades. In the rest of the country, this instruction is given only in high school and then as an option among modern languages. Over the last five years or so, large department stores, and now a growing number of exclusive shops, advertise in both languages and have bilingual clerks. The time is gone when talking Dutch in Brussels was the sign of low social status which permitted to laugh at the expense of country cousins. Nonetheless, French still is the language that nearly all residents of the capital can speak and do speak readily. A growing number of Flemings now insist on speaking Dutch first when they are clients. If Dutch is the home language of only a minority of residents, a great number of Flemings invade the city daily for work, shopping or pleasure. Some Bruxellois regret that these itinerants should attempt to change the city's character when they are not residents. The Flemish "patriots" of Brussels, the "Flamingants or Flemishers" as they are called, regret, on the other hand, that the capital's civil servants should live north of the language border instead of moving to Brussels with their cultural institutions.

PRIVATE ENTERPRISE, A COMPARISON BETWEEN FLANDERS AND BRUSSELS

Flanders

If concessions had to be made to the Flemings in public matters, private enterprise has been as conservative as possible in Flanders and in Brussels. Many large enterprises still are administered in French in Flanders and give a preference to bilinguals who are accomodating on the language question. Private enterprise regarded as unconstitutional the interference of the state into their language practices. Requiring that annual reports, financial statements, local legal matters and custom clearance formalities take place in Dutch was resented at first but finally accepted. Rotterdam offered

French-language facilities to importers and exporters soon after the language laws were passed but Rotterdam could not compete with Antwerp's advantages of government subsidies to Belgian railways and waterways.

Enterprises established in Flanders resented as an undue interference, however, the claim that an employer should communicate with his workers in their language. Here, the government was coming to grips with the problem of the language of work in a region: ought it to be that of employers or that of employees? Article 23 of the Constitution did not leave the government much freedom in this matter. This explains the government's expressed desire in 1964 and 1965 to amend Article 23 and, in part, the Liberal Party's strong defence of the Constitution and of freedom.

But other means than legal ones have simultaneously been used to transform Flanders' enterprises. Labour unions have obtained for unionized workers that they should use their own tongue. Persuasive measures have been employed by the central and local governments on the occasion of the establishment of new enterprises, or their enlargement, especially foreign ones. Loans, subsidies, access to natural resources have been accorded preferentially to managements that hired local Flemish cadres and that took to the policy of respecting the cultural character of the region.

It can thus be said that, if private enterprise remains in part a French dominion in Flanders, it has changed tremendously when public administration became Dutch locally and public opinions requested that the change come also to commerce and industry. Flemish bourgeois now are bilingual and use Dutch when they address their workers.

Management would agree to keep fewer personal privileges than in the past as, for instance, local bilingual schools. At present, this is not possible; people remember that the well-to-do often waited until the knife was under their throat. It is known that some prefer the French language and culture to the language and culture of the society in which they live. What matters, in a period of social transformation, is not that these people can speak both Dutch and French, as most educated Flemings can do, but that they drink their morning coffee at home in French. As a consequence, these people are labelled; they are barred from public office and, one might say rightly, they are disfranchised. Their minority votes count for nothing. Even as a temporary state of affairs, this is unfortunate on psychological grounds. But,

it is only indirectly consequential socially. It makes sure that a reaction is nearly impossible. It is an indication that, with time, enterprises of Flanders can move only in one direction, functioning in Dutch at all levels.

Brussels

Things are not so, however, in Brussels' bilingual arrangement. Here a person or a firm is free to take the language he or it prefers. Enterprises are generally French in Brussels. So, while public administration has opened its doors to Flemings in the capital, Brussels as a metropolis affords yet limited participation to Flemings in administrative and technical activities. Both language groups throughout the country are aware that competition for responsible employment is linked to mother tongue. As a consequence, both groups act as conservative majorities in some respects and as grieving minorities in others.

THE IDEOLOGICAL DEFINITIONS

Totalitarianism vs Democracy

Movements that plan on changing social arrangements and those that work for their maintenance have recourse to ideologies and political philosophies. Belgian's two main pressure groups, the Flemish Movement and, its younger counterpart, the Walloon Movement are no exception to this rule. The Flemings adopted ready-made a Germanic political philosophy proclaiming the rights of the fatherland as a territory with its institutions to be restored and preserved. The choice was useful, the theory being simple and categorical, for it favoured the adoption of resounding slogans which were stirring: Down with our fansquillon enemies, in Flanders, everything Flemish. The choice was a poor one, on the other hand, because it favoured extreme leaders and it gave priority to an end over the selection of means. In counterpart, the Walloons were given the opportunity to rise in defence of personal freedoms. In other words, at the ideological level, the Flemings presented poorly a just cause and the Walloons could cloak with respectability both just and unjust reactionary endeavours. Coming to the defence of liberty, the Walloons were not to state that they sought mainly their own liberty and laissez faire practices only when these were favourable to them.

Social Planning vs Laissez Faire

It does not seem that basically we are in the presence of a dual

between authoritarianism and democracy. It is rather a dual between social planning and laissez faire. It is of interest that it was the Catholic Party which fought for social planning and those more to the left who defended laissez faire. The Social Christian Party, between 1960 and 1965, had the support of the Socialist Party which, in a coalition accepted measures of control in linguistic matters for the Catholics' acceptance of economic planning. The coalition met liberal opposition, a party devoted to laissez faire ideals, and most markedly, as a matter of fact, when the government showed interest for controlling language practices in Belgian enterprises.

The State's Obligations

In the situation which I have described, is it possible to speak of a state's obligations rather than of citizens' privileges and territorial rights? I think of the state's obligation to provide her residents with the social framework that will permit in various regions the progress of the greatest number of them, individually and collectively, in the present. I do not believe that the modern state can let social forces have a free rein without taking account of present-day consequences. Belgian statesmen realized this fact when crises became so grave that they shook the nation dangerously. They adopted legal measures to take account of linguistic pluralism and introduced social controls in an area that, up to then, had been strictly competitive with unjust consequences.

These measures were unpopular: they were said not to go far enough and to go too far. Perhaps measures to attain equality are unavoidably unpopular and, perhaps as well, are they bound to arraign against them political forces. The turmoils that accompany profound changes are disquietening but, while they present dangers, they may be the price to pay for eventual progress. Who wants social tranquility for its own sake? There was no other direction for Belgium to take than that of attempting to reach, by trial and error, and to maintain precariously an ideal of social justice.

The Price of Progress in Justice

As those arrangements are put into effect, some traditional privileges are lost, new privileges are sometimes enjoyed in nouveau riche fashion and some struggle goes on to increase the spoils or limit the damages. The price of change is high even with careful planning when recognition of a problem comes late. But what is the cost of inappropriate arrangements that persist and

keep a large population less developed and less useful than it can be? Belgium allows us to measure that cost because the progress made by the Flemings, since they have had educational facilities, some 35 years ago, and social arrangements in which they could fit, is obvious.

A CANADIAN'S REFLECTIONS AND CONCLUSIONS

I have not yet reached many explicit conclusions from my study of Belgium and this is explainable by the fact that I returned less than two months ago. I can give you a few reflections, however.

The first one is that language is an important phenomenon. In view of this fact, arrangements have to be made in most countries of the world for taking into account that their nationals speak different languages. The one-language nation has been more or less achieved in many territories of Europe but these nations are the exception rather than the rule on our planet. Think of Africa, Eastern Europe and Asia and of the exceptions to unilingual countries in Europe, then North and South America. You will see that the problems of Belgium, Canada, Finland, South Africa and Switzerland, which we know better, are a prelude to more complex problems for the future in other parts of the world.

My second thought is that these problems become more acute as countries came to participate in the industrial age. Industrialization sets up a number of requirements for economical communication through the medium of a few languages over wide areas do not solve, however, those created by disregarding the fact that large population aggregates speak other languages. Soon or late, these populations realize that they are disadvantaged by the requirement of using another language than their own. Seldom does this mean that massively then quickly abandon their mother tongue. They seek rather to have social arrangements made that are adequate from their own viewpoint, even if this means at the beginning less economical operations for governments and enterprises. They think, if they have more political power than under-privileged immigrants, that governments are meant to set such things right. If their governments do not act, they feel justified in seeking even at high costs in other respects, a form of self-government that will do so. The Belgian case, added to many in the world today, shows as well that movements for cultural emancipation are irreversible.

I think, thirdly, that what we can learn from Belgium is general rather

than specific. Procedures employed in one country cannot necessarily be utilized as such in another. Some can be used and others not, in a different socio-historical context. General principles should be examined and adopted or rejected, however, but with some evaluation made of the consequences of their adoption or their rejection. We can ask what is the social cost of territorial unilingualism. It has changed little in Wallonia, a region which always had it as soon as it had absorbed local dialects. It has changed a great number of things in Flanders but generally for the better in a long-term perspective. The Flemings did not become less competent by using a less universal language than French. More became more competent than in general they were previously because they used now their own language. We can ask as well if equality under bilingualism is possible for more than small areas. And, ask if it can be realized without adopting strict control measures. The case of Brussels shows that, for some political goals that appear worthwhile, it may be necessary to impose arrangements that will gradually introduce some bilingualism where the local social forces alone would have prevented it from growing. Where is bilingualism better and possible becomes than a serious question with a difficult answer.

There are many people, in Belgium and outside, who consider that the Belgians have made a mess of everything because social legislation in linguistic matters has raised opposition and created dissensions. This this view is superficial is my fourth point. The Belgians have had to face real problems and have found political leaders who tried solving them by seeking agreement on general principles and, then, following those to their logical conclusions in practice. They did not do it with infused wisdom and they did not find perfect solutions. But, in her best political leaders, Flemings and Walloons, the country found men who defended, at personal risks for their careers, the pursuit of social justice through social planification. They showed as much enthusiasm in the pursuit, as did people of contrary opinions, those who wanted to go too far too fast and only for their own people and those who wanted to stop the clock or have its hands turn backwards. What social and political problems would not have Belgium faced if not one had taken up the language problems in the 1930's and the 1950's? Would they have been lesser than present unrest?

On returning from Europe to Canada, I cannot help thinking that our country faces now the dire need to consider novel social arrangements in

linguistic matters in many parts of her territory: in Quebec's urban centres, especially Montreal, in Eastern and Northern Ontario, especially in Ottawa, in New Brunswick, in Western Canada on a local basis for French Canadians and old communities of so called New Canadian alike. My last and most important point is that we have to be highly imaginative, liberal-minded and ethical in facing language facts here. We cannot be comforted by hanging on the assimilatory dream that twirls in the fumes of a huge melting pot nearby. Or soon we will be in the pot! without the possibility of arriving any better afterwards to social equality for our people. Those who would fall in would continue for generations, as long as they had another mother tongue than English, to be diminished individually and collectively, to be in some respects a burden rather than a maximum asset to the nation.

If, on the other hand in Canada, we recognize the need for bold social planning in regions where language differences are consequential and in all matters where these differences are pertinent, our immediate future shall not be rosy. We shall have to use tryingly means that forever will be imperfect, to encounter elements of the population who hope to have their turn soon in domineering positions and to bear a massive reaction from people in place whom *laissez faire* suits best.

So, in any event, whether we choose to enforce peace in our midst, to buy it a little at a time for daily needs or to attempt building a lasting peace by recognizing the existence of language question for which up-to-date social arrangements have to be set into place. I know that we have a long way to go before tranquillity returns. We will not soon have found our way out of the forest, whether now we just wait or take bold steps.

Is my ending note that of a pessimist or an optimist? The answer depends on whether you think that English-speaking Canadians will see the need to go somewhere the right way. Canada's "Flemings", the Québécois, are on the move in many directions. They will come out of the woods, willy nilly.

ANNEXE III-A-1

L'EVOLUTION DES EFFECTIFS DES SERVICES PUBLICS (1)

A. SERVICES PUBLICS

1. Nombre des ministères

Le nombre des ministères est passé de cinq à neuf entre 1830 et 1907. Il allait passer de onze à quatorze entre 1917 et 1940. En 1960, il s'établissait à vingt, dont trois ministres-adjoints.

On a cru nécessaire d'étudier la possibilité de désigner des sous-secrétaires d'Etat afin de ne pas augmenter ou même de réduire le nombre des ministres titulaires.

2. Evolution des effectifs

a) Remarque préliminaire, en guise d'avertissement

Surtout avant la Seconde Guerre mondiale, les données de base n'ont jamais été établies suivant des critères uniformes.

M. Raes, inspecteur des Finances et membre du Bureau de Programmation économique déclara en 1961 lors d'une conférence:

Ainsi il n'est pas possible, en Belgique, de trouver un chiffre absolument exact des dépenses et recettes de l'autorité publique. L'on ignore le nombre du personnel des services publics; on ignore encore plus quelle est la masse des salaires payés.

Le service officiel des statistiques est insuffisamment développé. Les renseignements sont fournis à titre d'information seulement.

b) De 1846 à la Première Guerre mondiale

Nombre des fonctionnaires, comprenant les ministères, le personnel enseignant de l'Etat, la magistrature, les Chemins de fer de l'Etat:

1855	14,497
1865	16,213
1876	22,133
1885	28,184
1897	33,647
1906	42,026
1911	50,039

(1) Sommaire de "L'évolution des effectifs du personnel dans les services d'autorité publique", de E. Van Leuven, Conseiller à l'Administration générale, une brochure préparée en néerlandais en 1963 et traduite en français au C.R.I.S.P. pour usage interne en 1965. La version française ronéotypée compte 45 pages.

Les chiffres fournis ci-haut ne sont pas comparables à ceux des secteurs publics tels qu'ils sont actuellement subdivisés. Les services publics n'avaient pas alors leur rôle actuel. La seule conclusion à tirer des chiffres indiqués se limite à reconnaître l'augmentation régulière des effectifs.

c) De 1914 à 1939

Nombre des fonctionnaires, comprenant les ministères, le personnel enseignant, y compris les écoles communales et froebeliennes, l'armée et la gendarmerie:

1914	96,716
1922	140,049
1925	140,736
1927	137,061
1929	143,426
1931	155,803
1932	156,343

En 1932, selon une étude du professeur Baudhuin, les fonctionnaires se divisaient ainsi:

Départements ministériels	37,354
Armée	31,986
Gendarmerie	6,426
Enseignants	41,377
Cultes	6,326
P.T.T.	32,874

Les causes principales de l'augmentation durant la période considérée se trouvent dans le corps enseignant, l'armée, la gendarmerie, la direction des postes et la régie des télégraphes et téléphones.

L'augmentation est donc due, en grande partie, à l'accroissement de divers services en raison du progrès social.

d) De 1939 à 1961

Un recensement eut lieu dans les ministères juste avant la guerre. Il donna les résultats suivants:

1^o Nombre de fonctionnaires selon leur statut

Définitifs	43,711	85.0%
Temporaires	7,518	14.4
En disponibilité	325	0.6
TOTAL	51,554	100.0

2^o Nombre de fonctionnaires selon la catégorie d'emploi

1 ^{re} catégorie	3,851	7.4%
2 ^e catégorie	9,261	17.9
3 ^e catégorie	9,200	17.7
4 ^e catégorie	29,126	56.8
Sans catégorie précise	116	0.2
TOTAL	51,554	100.0

3° Subdivision selon les ministères

Affaires économiques	675
Affaires étrangères	599
Agriculture	1,267
Colonies	399
Finances	15,071
Administration centrale de l'enseignement public	395
Intérieur	1,083
Justice	2,055
Santé publique	379
Communications	24,430
Travaux publics	4,393
Travail et sécurité sociale	802

Les quatre catégories de fonctionnaires correspondent aux quatre niveaux d'enseignement suivants: université, enseignement moyen supérieur, enseignement moyen inférieur et enseignement primaire.

La guerre a amené l'accroissement du personnel temporaire. Le statut de ces personnes, utilisées sans recours à des critères sévères de sélection, a été difficile à régulariser ensuite. L'administration a été blâmée, par la suite, des difficultés qu'elle rencontra à intégrer le nombreux personnel recruté de façon irrégulière du point de vue de l'application de critères.

Examinons l'évolution des chiffres de 1939 par rapport à des périodes subséquentes.

1° Nombre de fonctionnaires selon leur statut

	1945	1951	1953	1961
Définitifs	43,290	48,714	62,185	69,152
Temporaires	44,688	31,519	19,618	4,887
En disponibilité	3,470	889	1,991	19,015
TOTAL	91,448	81,122	83,794	93,054

2° Nombre de fonctionnaires selon la catégorie d'emploi

	1945	1951	1953	1961
1re catégorie	6,024	5,794	5,781	?
2e "	20,082	13,361	13,426	?
3e "	17,975	21,627	23,995	?
4e "	37,525	34,420	34,551	?
Sans catégorie	9,842	5,920	6,041	?
TOTAL	91,448	81,122	83,794	93,054

L'interdiction de recruter des fonctionnaires à titre définitif pendant la guerre exige ensuite de les absorber. Entre les années 1945 et 1955, on passe de 53 à 5% de fonctionnaires temporaires. Ce n'est que vers 1960 que le total de 1939 est à nouveau atteint pour l'ensemble de ces fonctionnaires. Le suremploi pendant l'occupation avait pour but de contrecarrer les dispositions ennemies quant au travail obligatoire.

Plusieurs fonctionnaires temporaires quittèrent le service de l'Etat dès la fin du conflit. Diverses réglementations successives permirent entre 1947 et 1953, d'autre part, la résorption d'environ 30,000 fonctionnaires dont le statut fut régularisé. On nota, par la suite, l'augmentation du personnel sans classe précise. Il s'est agi d'une mesure particulière au recrutement de personnel auxiliaire de la direction des postes et de personnel complémentaire à la Défense nationale. Dans un délai assez bref, ces exceptions structurales doivent aussi disparaître.

Par rapport à la population active du pays les fonctionnaires sont passés de 2.3 à 2.5% entre 1948 et 1960. L'accroissement proportionnel est de 100 à 111 entre l'année initiale, utilisée comme base, et l'année 1960.

Les ministères des Finances et des Communications demeurent les gros ministères: ils emploient à eux deux 59% du total des employés des ministères. Si l'on ajoute les Travaux Publics, l'on a à peu près les deux tiers du personnel des ministères.

Au sujet de la division des fonctionnaires en catégories, les deux catégories supérieures se sont stabilisées à 7 et 15% respectivement. La 3e a vu son importance croître de 18 à 27% entre 1939 et 1959. La 4e voit son importance relative décroître de plus de la moitié au tiers des fonctionnaires. En même temps, par ailleurs, la catégorie indéterminée monte vers 19% du total du personnel.

B. PROPORTIONS LINGUISTIQUES(1)

Un problème que nous aurions aimé examiner de plus près est celui des proportions linguistiques au sein de l'administration de l'Etat.

Hélas cela ne peut se faire avec une précision suffisante.

D'une part le dernier recensement effectué par l'Institut national de Statistique remonte à l'année 1953, de sorte que ces données ne sont pas actuelles; d'autre part, elles n'ont pas été élaborées suffisamment pour donner une idée exacte de la subdivision qualitative par rôle linguistique.

Ce serait en effet une erreur de s'appesantir sur les chiffres globaux par catégories. Si ceux-ci sont suffisants pour les 3e et 4e catégories du personnel de l'Etat, c'est-à-dire pour les fonctions subalternes, une ventilation adéquate s'impose sans doute pour la seconde, et certainement pour la 1ère catégorie qui englobe les fonctions d'étude et de direction.

Abstraction faite de la constatation que l'importance des différentes directions générales d'un département peut parfois fortement différer — ce qui constitue déjà un premier facteur pratique d'influence interne dans les ministères — il faut surtout veiller à une répartition justifiée des emplois supérieurs.

Nous ne sommes pas compétents pour nous prononcer au sujet des projets de loi Gilson, lesquels prévoient entre autres une réglementation pour l'administration centrale. Les techniciens en la matière et principalement les parlementaires devront assumer ici leurs responsabilités.

(1) La section (D) et le renvoi qui la termine seront cités textuellement.

En tout état de cause, il est évident qu'un inventaire statistique sérieux des proportions linguistiques par grade et par direction s'impose afin de pouvoir par après structurer les départements de manière telle qu'ils puissent assister objectivement les ministres dans la conduite d'une politique nationale.

Pour information, nous donnons ci-dessous en chiffres proportionnels, les données officielles concernant la répartition du personnel de l'Etat de la 1ère catégorie, telles qu'elles ont été fournies par l'Institut National de Statistique.

<u>Années</u>	<u>Rôle linguistique</u> <u>néerlandais</u>	<u>Rôle linguistique</u> <u>français</u>	<u>Total</u>
1939	39	61	100
1948	38.4	61.6	100
1949	39	61	100
1951	41.4	58.6	100
1953	43	57	100

Nous attirons l'attention sur le fait que ces pourcentages concernent uniquement le personnel des directions principales; en effet, la notion de "rôle linguistique" n'existe pas dans les soit-disants services extérieurs.

Dans ces derniers services, il y avait en 1953 grosso modo 80% des effectifs. Pour la 1ère catégorie, les chiffres étaient respectivement de 36% dans la direction principale et 64% dans les services extérieurs.

Les proportions linguistiques dans les directions principales sont cependant d'une importance capitale parce que les fonctionnaires de 1ère catégorie qui en font partie, aident à déterminer la politique de leur département.

L'influence des fonctionnaires des services extérieurs sur la politique nationale est beaucoup moins grande.

Mentionnons enfin que d'après un récent calcul effectué par le service de l'Administration Générale en collaboration avec le Ministère des Finances, il apparaît que les proportions pour les rangs supérieurs dans le monde des fonctionnaires au milieu de 1961 se présenteraient de la manière suivante (cette répartition a été faite d'après les groupes de traitement, les chiffres absolument exacts n'étant pas disponibles.

directeurs et assimilés (groupe barémique G):

rôle linguistique néerlandais : 40%

rôle linguistique français : 60%

fonctionnaires généraux (groupe barémique H):

rôle linguistique néerlandais : 46%

rôle linguistique français : 54%

Les dernières données, bien que suffisamment éloquentes, ne sont pas comparables avec les précédentes données fournies par l'Institut National de Statistique parce qu'elles ont trait à tout le personnel employé dans les ministères, depuis le grade de directeur et plus élevé, à l'exception cependant du corps diplomatique et consulaire.

Les éléments précédents, par contre, donnaient la situation pour les directions principales, sans qu'on puisse en extraire les proportions pour les fonctions supérieures, ce qui pourtant serait de la plus grande importance. (1)

C. EVOLUTION ET STRUCTURE DES CORPS SPECIAUX

Au 30 juin 1961, les corps spéciaux auraient compté les effectifs suivants à la charge de l'Etat:

Magistratures et police judiciaire	3,758
Conseil d'Etat	145
Personnel militaire	66,212
Gendarmerie	11,653
Personnel enseignant et scientifique de l'Etat	23,883
TOTAL	105,651

Les corps spéciaux mentionnés ci-haut sont passés de quelque 50,000 personnes en 1948 au chiffre de 105,000 en 1961. Les effectifs militaires et l'enseignement font que les corps spéciaux se sont accrus beaucoup plus que la fonction publique ministérielle.

D. EVOLUTION DES INSTITUTIONS D'UTILITE PUBLIQUE

Alors que l'Etat comptait en 1961 93,054 fonctionnaires ministériels, 105,651 salariés dans les corps spéciaux, les parastataux comptaient environ 116,000 salariés au même moment. Ce chiffre représente une diminution du nombre de ces employés allant de 145,519 en 1948 à 115,634 en 1962.

La transformation des effectifs des parastataux ne peut être évaluée très exactement à cause de changements dans les classifications au cours des ans. La diminution est cependant certaine. Si l'on ajoute aux chiffres de 1962 les effectifs de la Banque Nationale (2,600) et de la Sabena (9,400), le total s'élève à plus ou moins 128,000.

- (1) Au moment où cette étude était terminée nous avons obtenu les éléments suivants concernant les proportions linguistiques dans les directions centrales (au 31.12.1953):

	<u>Rôle français</u>	<u>Rôle néerlandais</u>
Secrétaire général	7	5
Directeur-général	24	24
Inspecteur-général	29	24
Directeur d'administration	16	16

Il n'existe pas de données officielles plus récentes et contrôlées à ce sujet.

Alors que le public est d'opinion contraire, les statistiques indiquent une tendance décroissante du personnel des institutions parastatales. La diminution est de l'ordre de 15% entre 1948 et 1960.

Les Communications, comprenant la Société Nationale des Chemins de Fer Belges, ont le gros des employés des institutions d'utilité publique, environ 68,000 en 1961.

L'augmentation des cadres parastataux s'est manifestée, en opposition à une diminution générale, dans quelques secteurs: il s'agit de ceux dépendant de la Santé Publique et la Famille, du Travail et de la Prévoyance sociale.

E. EVOLUTION GLOBALE DE TOUT LE PERSONNEL

De 1948 à 1960, la fonction publique -- ministères, corps spéciaux et institutions parastatales -- est passée de 277,259 à 318,019 personnes. Il s'agit d'une augmentation de 15% en 13 ans, soit une moyenne annuelle de 1.15%.

La division entre les ministères, les corps spéciaux et les institutions parastatales s'établit ainsi en pourcentages:

Année	Ministères	Corps spéciaux	Parastataux
1948	30	18	52
1953	28	28	44
1960	29	34	37

On doit noter que les données présentées ne comprennent pas les employés communaux, les employés provinciaux et le personnel de l'enseignement libre subventionné, au sujet de qui il n'existe pas de données précises.

F. CONCLUSIONS

Afin de se former une opinion sur le nombre des fonctionnaires et son accroissement on peut comparer l'évolution de la fonction publique avec des secteurs privés comparables, soit les employés par rapport à la population active ou le secteur tertiaire par rapport à la population active.

Cette comparaison s'établit, dans son premier membre, avec des chiffres qui indiquent que les employés sont passés de 1948 à 1960 de 10.6% à 13.2% de la population active. Exprimés sur une base commune pour l'année 1948, l'évolution comparée apparaît ainsi:

	<u>Employés</u>	<u>Personnel des ministères</u>
1948	100	100
1950	102.5	100
1952	106.5	101
1954	106	100
1956	113	100
1958	124	105
1960	126	111

Le tertiaire, pour sa part, est passé de 31 à 44% de la main-d'oeuvre entre 1910 à 1960 et de 40 à 44% entre 1948 et 1960. A partir d'une base commune de 100 pour 1948, l'évolution comparée apparaît ainsi:

	<u>Tertiaire</u>	<u>Ministères</u>
1948	100	100
1951	102	100
1953	102	100
1955	105	99
1957	107	102
1959	110	111
1960	113	111

Les parastataux ayant diminué leur personnel, l'augmentation dans les ministères a été seule retenue. Elle est plus limitée que celles des employés et à peu près semblable à celle du tertiaire considéré globalement.

Il ne semble pas que l'augmentation du nombre des fonctionnaires ait été exagérée, compte tenu de l'accroissement des tâches intellectuelles dans tout le travail humain.

Les propositions faites par l'auteur pour l'avenir concernent:
 1° L'amélioration de l'appareil public de statistique et 2° Une nouvelle répartition de la main-d'oeuvre dans les services publics.

ANNEXE III-A-2

L'INFLATION ADMINISTRATIVE:

33,000 FONCTIONNAIRES DE

PLUS EN HUIT ANNEES. (1)

L'Institut national de statistique publie, en s'appuyant sur les chiffres du ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique, une statistique du personnel de l'Etat au cours de ces dernières années.

Notons que cette statistique est incomplète, parce qu'elle ne comprend pas les fonctionnaires dépendant de la Cour des Comptes, de la Chambre des représentants et du Sénat, pas plus que les instituteurs communaux rémunérés par l'Etat. Néanmoins, on peut y voir la manifestation de l'inflation administrative, en dépit de certaines réductions qui ne sont pas toutes souhaitables.

Ainsi qu'on le verra plus bas, le nombre des fonctionnaires, y compris les corps spéciaux, c'est-à-dire la magistrature, la police, le personnel militaire appointé et la gendarmerie, de même que le corps scientifique et enseignant de l'Etat, s'élevait à 176,000 unités en 1956. En huit ans, il est passé à 209,000, ce qui représente une augmentation de 33,000 soit de 19 p.c.

Dans les départements ministériels

L'avance est importante dans le personnel administratif proprement dit, c'est-à-dire dans celui qui dépend des départements ministériels. Le total est passé de 82,000 à 99,000, ce qui fait une augmentation de 21 p.c., pendant que celle des "corps spéciaux" où figurent en ordre principal le personnel militaire appointé et le personnel enseignant, s'élève à 18 p.c.

D'où provient cette augmentation? Parmi les fonctionnaires des départements ministériels, elle est spécialement vive au ministère des Communications qui, ainsi qu'on le verra, est passé de 28,400 à près de

(1) Article publié dans le journal francophone bruxellois, La Libre Belgique, 6 février 1965.

37,000. Cette augmentation de 8,500 unités concerne surtout les Postes, où la réduction du temps de travail a provoqué une augmentation sensible des effectifs. Notons que ni la Régie des Télégraphes et Téléphones, ni les Chemins de fer ne sont compris dans ces chiffres.

On note, d'autre part, parmi les Départements ministériels, une augmentation sensible des services du Premier ministre, qui ont plus que doublé en huit ans, et d'Education nationale a presque doublé.

Quelques départements se "singularisent" par une progression beaucoup plus lente. C'est le cas de la Santé publique et de la Famille, passé de 2,000 à 2,200 en chiffres ronds. La Prévoyance sociale, de son côté, est monté simplement de 1,100 à 1,200.

Réduction d'effectifs aux Travaux publics

On constate, par ailleurs, une diminution singulière, celle des Travaux publics, qui reviennent de 9,323 à 8,260 unités. Voilà donc un département productif, dont le champ d'action s'est fortement développé au cours des dernières années, notamment par suite du programme routier. Or, on constate une diminution inexplicable à première vue.

En réalité, il semble que ce ministère ne parvient pas à recruter les techniciens nécessaires, ce qui a une fâcheuse influence sur la réalisation des travaux publics. Il faut savoir notamment que l'achèvement de l'autoroute d'Anvers à Aix-la-Chapelle a été retardé de deux ans au moins, non par le manque de ressources financières, mais par l'incapacité où se trouvait l'administration d'établir les plans nécessaires. C'est la raison pour laquelle, pour l'autoroute de Wallonie, on a eu recours à un autre système, celui des bureaux d'étude qui, pour un prix très élevé d'ailleurs, ont pris la place de l'administration déficiente.

Le personnel militaire

Parmi les Corps spéciaux, le personnel militaire est en réduction. On constate que, sans atteindre l'ampleur que l'on avait annoncée, la réorganisation y a tout de même eu certains résultats. L'effectif en est revenu de 62 à 57,000, pendant que le département de la Défense nationale, lui-même, revenait quelque peu en arrière.

On est néanmoins frappé par la proportion élevée du personnel militaire appointé, qui, en dehors des officiers (au nombre de 6,000, semble-t-il),

comporte avant tout les services d'administration et d'intendance, qui paraissent disproportionnés par rapport aux unités de combat proprement dites.

Gonflement du personnel enseignant de l'Etat.

Mentionnons, d'autre part, que si la gendarmerie demeure stationnaire, le corps scientifique et enseignant de l'Etat s'est fortement gonflé, en passant de 16,000, en 1956, à 37,000 en 1964. Notons que ceci ne comprend, nous le répétons, ni les instituteurs, ni l'enseignement libre.

L'augmentation du personnel enseignant est due en partie à l'accroissement de la population scolaire, résultant de la reprise de la natalité des années 1946-1947 et aussi de l'extension des études moyennes et supérieures. Il faut y voir aussi la conséquence du Pacte scolaire, qui n'a pas été sans provoquer des doubles emplois, ni une mauvaise utilisation des ressources en argent et en hommes.

Conclusions

Au total donc, dans l'accroissement de la population active au cours des huit dernières années, on peut considérer que l'Etat a pris une très large part, parmi les meilleurs éléments.

On observera, au surplus qu'il faudrait, pour dresser un tableau complet de la situation, connaître les chiffres des pouvoirs provinciaux et surtout communaux. Là également, il y a eu de très notables augmentations des effectifs, mais nous n'en sommes pas informés.

L'une des dernières statistiques date de 1960, et elle donnait comme personnel provincial 6,800 unités, et communal 107,000 unités, enseignants compris.

Compte tenu de l'accroissement des dernières années, on arrive à un total de 350,000 agents des pouvoirs publics. Ce chiffre ne contient ni le personnel de l'enseignement libre (en dehors des écoles agréées), ni les agents des chemins de fer et de la Régie des Télégraphies et Téléphones. Compte tenu de ces administrations, on arrive sans doute non loin de 500,000.

	1956	1964	Différence
Services Premier ministre	257	583	+ 326
Affaires étr. et Comm. ext.	2,214	2,691	+ 477
Intérieur et Fonction publ.	1,888	2,246	+ 358
Finances	19,520	22,047	+ 2,527
Justice	3,263	4,268	+ 1,005
Défense nationale	5,872	5,422	- 450
Education nat. et culture	4,020	7,563	+ 3,543
Affaires économiques	2,455	3,166	+ 711
Agriculture	1,906	2,346	+ 440
Santé publique et famille	2,083	2,226	+ 143
Emploi et Prév. sociale	1,111	1,289	+ 178
Travaux publics	9,325	8,260	- 1,065
Communications	28,392	36,820	+ 8,428
Classes moyennes	110	271	+ 161
Total ministères	82,416	99,198	+ 16,782
Magistrature civile	2,680	3,262	+ 582
Magistrature militaire	216	240	+ 24
Police judiciaire	621	689	+ 68
Conseil d'Etat	125	159	+ 34
Personnel militaire	61,943	56,977	- 4,966
Gendarmerie	11,811	11,956	+ 145
Corps enseignant	16,379	36,968	+ 20,589
Total corps spéciaux	93,775	110,251	+ 16,476
Total général:	176,191	209,449	+ 33,258

N.B. - Le ministère des Affaires étrangères a absorbé le ministère des Colonies: nous avons joint l'Emploi et Travail à la Prévoyance sociale.

NOMBRE D'AGENTS, PAR ANNEE

	Départ. ministériels	Corps spéciaux	Totaux
1956	82,416	93,775	176,191
1957	84,194	96,228	180,422
1958	87,379	96,819	184,198
1959	91,896	106,088	197,984
1960	9,653	108,457	200,120
1961	93,054	105,651	198,705
1962	95,211	109,845	205,056
1963	97,294	109,707	207,001
1964	99,198	110,251	209,449

N.B. - Non compris: les miliciens, l'enseignement libre, les chemins de fer et la Régie des Télégraphies et Téléphones.

ANNEXE III-B-1

FONCTION PUBLIQUE,

PROPORTION LINGUISTIQUE DU PERSONNEL

EN DATE DU 1er MAI 1963 ⁽¹⁾

A. SERVICES DU PREMIER MINISTRE

1. Aperçu général

Catégorie	Néerlandophones	Francophones	Total
1	60	60	120
2	66	51	117
3	62	70	132
4	34	32	66
Total	222	213	435

a) Services du Premier Ministre même

Catégorie	Néerlandophones	Francophones	Total
1	18	20	38
2	36	29	65
3	13	21	34
4	13	14	27
Total	80	84	164

b) Affaires Etrangères et Fonction publique

Catégorie	Néerlandophones	Francophones	Total
1	32	30	62
2	23	16	39
3	41	41	82
4	18	14	32
Total	114	101	215

c) Institut Belge d'Information et de Documentation

Catégorie	Néerlandophones	Francophones	Total
1	10	10	20
2	7	6	13
3	8	8	16
4	3	5	8
Total	28	29	57

(1) Document préparé par l'Association des Fonctionnaires Flamands, Verbond van het Vlaams Overheidpersoneel, en date du 6 juillet 1964.

2. Aperçu selon le rang. Catégorie 1 seulement

a) A l'exclusion du Conseil National de la Politique Scientifique

Titre	Néerlandophones	Francophones	Total
Directeur-général	3	4	7
Inspecteur général	1	2	3
Directeur d'administration	1	0	1
Conseiller juridique	0	1	1
Conseiller d'information	0	1	1
Conseiller d'admin. générale	1	6	7
Conseiller-chef de service	2	1	3
Cons., évaluation du travail	0	1	1
Conseiller	9	12	21
Directeur	1	3	4
Conseiller-adjoint	6	5	11
Chef de section	0	1	1
Traducteur en chef	1	0	1
Inspecteur des travaux	1	0	1
Secrétaire d'administration	11	11	22
Chef de Bureau	10	3	13
Traducteur-reviseur	1	0	1
Journaliste	2	2	4
Secrétaire du recrutement	1	0	1
Secrétaire-adj. du recrutement	0	1	1
Commissaire en chef	1	1	2
Documentaliste en chef	1	0	1
Autres commissaires	2	2	4
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
SOUS-TOTAL (a)	55	57	112

b) Au Conseil National de la Politique Scientifique

Titre	Néerlandophones	Francophones	Total
Président	1	0	1
Secrétaire-général	0	1	1
Secr.-gén. adjoint	1	0	1
Chercheur	1	1	2
Attaché	1	1	2
Maître général de stages	1	0	1
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
SOUS-TOTAL (b)	5	3	8
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
TOTAL (a) et (b)	60	60	120
	<hr/>	<hr/>	<hr/>

B. MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

1. Aperçu général

Catégorie	Néerlandophones	Francophones	Total
1	216	221	437
2	229	234	463
3	244	244	488
4	204	246	450
TOTAL	893	945	1,838

2. Aperçu selon le rang, Catégorie 1 seulement (1)

a) Administration centrale

Titre	Néerlandophones	Francophones	Total
Secrétaire-général	1	0	1
Directeur-général	3	4	7
Inspecteur-général	2	0	2
Directeur d'administration	0	2	2
Chef de division	0	1	1
Conseiller juridique	0	1	1
Conseiller-chef de service	4	5	9
Inspecteur en chef	1	2	3
Directeur	2	2	4
Chef de division adjoint	0	1	1
Chef de section provinciale	5	4	9
Directeur de l'école	1	0	1
Conseiller-adjoint	7	5	12
Inspecteur linguistique	1	1	2
Autre inspecteur conseiller	2	1	3
Traducteur en chef	1	0	1
Ingénieur	0	1	1
Inspecteur	5	6	11
Traducteur-reviseur	1	1	2
Secrétaire d'administration	8	13	21
Professeur	3	3	6
Chef de bureau	6	7	13
Chef de section provinciale adjoint	2	4	6
Inspecteur adjoint	1	1	2
Chef de ... [?]	0	1	1
SOUS-TOTAL (a)	56	66	122

- (1) Dans la partie B du document consulté, l'aperçu selon le rang était établi par ordre selon une gradation descendante mais sans division entre les catégories. Nous avons dû établir nous-même les divisions afin de ne traiter que de la première catégorie mais selon une approximation, qui nous a donné les mêmes totaux pour les sections 1 et 2 à une unité près. La section 1 indique que 216 fonctionnaires néerlandophones sont de la catégorie 1. Notre calcul selon le rang pour l'administration centrale, le Conseil d'Etat et les administrations provinciales établit ce total à 217. L'image d'une distribution paritaire se dégage clairement, néanmoins, en dépit d'erreurs possibles dans l'établissement de la borne entre les catégories 1 et 2 pour les effectifs sous l'autorité du Ministère de l'Intérieur.

b) Conseil d'Etat

Titre	Néerlandophones	Francophones	Total
Président	1	0	1
Conseiller de la Cour	5	7	12
Auditeur-général	0	1	1
Auditeur-général-adjoint	1	0	1
Auditeur	4	4	8
Substitut	15	16	31
Membre du bureau de cõordination	2	1	3
Greffier	1	0	1
Greffier-adjoint	2	2	4
Assistant	6	5	11
Chef du service de concordance	2	0	2
Chef-adjoint du service	1	0	1
Premier attaché	1	2	3
Attaché	1	2	3
Membre-adjoint, bureau de coordination	1	2	3
Secrétaire en chef	1	0	1
Secrétaire	2	0	2
SOUS-TOTAL (b)	46	42	88

c) Administrations provinciales

Titre	Néerlandophones	Francophones	Total
Gouverneur	4	5	9
Greffier	5	4	9
Commissaires d'arrondissement	17	19	36
Directeur	8	7	15
Chef de division	23	27	50
Chef de bureau	50	42	92
Secrétaire d'administration	8	9	17
SOUS-TOTAL (c)	115	113	228
TOTAL (a, b et c)	217	221	438

G. AFFAIRES ETRANGERES ET COMMERCE EXTERIEUR

1. Aperçu général

Catégorie	Néerlandophones	Francophones	Total
1	254	395	649
2	111	190	301
3	158	240	398
4	120	202	322
Total	643	1,027	1,670

a) Personnel de carrière dans l'administration centrale

Catégorie	Néerlandophones	Francophones	Total
1	71	79	150
2	51	87	138
3	107	157	264
4	47	52	99
	<hr/>	<hr/>	
Total	276	375	651

b) Service diplomatique à l'étranger

Catégorie	Néerlandophones	Francophones	Total
1	110	233	343

c) Personnel de chancellerie

Catégorie	Néerlandophones	Francophones	Total
1	11	24	35
2	16	53	69
3	0	17	17
4	1	4	5
	<hr/>	<hr/>	
Total	28	98	126

d) Ancien ministère des affaires africaines

Catégorie	Néerlandophones	Francophones	Total
1	26	22	48
2	21	25	46
3	24	35	59
4	34	35	69
	<hr/>	<hr/>	
Total	105	117	222

e) Service de collaboration pour le développement (institution parastatale)

Catégorie	Néerlandophones	Francophones	Total
1	12	16	28
2	7	9	16
3	12	12	24
4	6	7	13
	<hr/>	<hr/>	
Total	37	44	81

f) Service du commerce extérieur (institution parastatale)

Catégorie	Néerlandophones	Francophones	Total
1	24	21	45
2	16	16	32
3	15	19	34
4	5	10	15
Total	60	66	126

2. Aperçu selon le rang, Catégorie 1 seulement

a) Personnel de carrière dans l'administration centrale

Titre	Néerlandophones	Francophones	Total
Directeur général	2	0	2
Inspecteur général	0	2	2
Directeur d'administration	2	2	4
Juriste	1	0	1
Conseiller héraldique	0	1	1
Conseiller	0	3	3
Directeur	5	17	22
Archiviste	0	1	1
Conseiller-adjoint	17	14	31
Chef de division	2	0	2
Traducteur en chef	1	1	2
Bibliothécaire	0	1	1
Secrétaire d'administration	33	27	60
Chef de bureau	5	9	14
Traducteur-reviseur	3	1	4
SOUS-TOTAL (a)	71	79	150

b) Service diplomatique à l'étranger

Titre	Néerlandophones	Francophones	Total
Classe 1	3	9	12
Classe 2	15	72	87
Classe 3	28	61	89
Classe 4	33	64	97
Classe 5	13	11	24
Classe 6	13	10	23
Stagiaire	5	6	11
SOUS-TOTAL (b)	110	233	343

c) Personnel de chancellerie

Titre	Néerlandophones	Francophones	Total
Dir. de chancellerie, 1ère classe	1	3	4
Directeur de chancellerie	0	10	10
Chef de bureau de chancellerie	10	11	21
SOUS-TOTAL (c)	11	24	35

d) Ancien ministère des affaires africaines

Titre	Néerlandophones	Francophones	Total
Directeur général	0	1	1
Conseiller juridique	0	1	1
Directeur médical	1	0	1
Directeur	1	3	4
Directeur médical adjoint	0	1	1
Médecin	1	0	1
Pharmacien	0	1	1
Conseiller adjoint	5	2	7
Directeur de l'école de l'admin.	1	0	1
Chef de division	0	1	1
Bibliothécaire	0	1	1
Chef de bureau	6	4	10
Secrétaire d'administration	10	7	17
Archiviste	1	0	1
	<hr/>	<hr/>	
SOUS-TOTAL (d)	26	22	48

e) Service de collaboration pour le développement

Titre	Néerlandophones	Francophones	Total
Secrétaire général	1	0	1
Directeur d'administration	1	2	3
Conseiller	3	3	6
Conseiller-adjoint	0	1	1
Chef de division	0	1	1
Secrétaire d'administration	4	7	11
Secrétaire d'administration de la bibliothèque	0	1	1
Chef de bureau	2	1	3
Traducteur-reviseur	1	0	1
	<hr/>	<hr/>	
SOUS-TOTAL (e)	12	16	28

f) Service belge du commerce extérieur

Titre	Néerlandophones	Francophones	Total
Directeur général	0	1	1
Directeur général adjoint	2	0	2
Inspecteur général	0	1	1
Conseiller juridique	0	1	1
Directeur	3	2	5
Conseiller adjoint au chef de division	5	3	8
Traducteur en chef	0	1	1
Secrétaire d'administration	14	12	26
	<hr/>	<hr/>	
SOUS-TOTAL (f)	24	21	45
	<hr/>	<hr/>	
TOTAL (a) à (f)	254	395	649
	<hr/>	<hr/>	<hr/>

D. MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

1. Aperçu général

Catégorie	Néerlandophones	Francophones	Total
1	235	290	525
2	263	295	558
3	569	475	1,044
4	303	283	586
Total	1,370	1,343	2,713

a) Ministère proprement dit

Catégorie	Néerlandophones	Francophones	Total
1	198	238	436
2	230	241	471
3	526	428	954
4	253	230	483
Total	1,207	1,137	2,344

b) Parastataux divers, relevant du ministère

Catégorie	Néerlandophones	Francophones	Total
1	37	52	89
2	33	54	87
3	43	47	90
4	50	53	103
Total	163	206	369

2. Aperçu selon le rang, Catégorie 1, Ministère seulement

Titre	Néerlandophones	Francophones	Total
a) Personnel administratif			
Secrétaire général	1	0	1
Directeur général	2	7	9
Directeur général des mines	1	0	1
Directeur administratif	1	2	3
Inspecteur général	3	2	5
Inspecteur général des mines	0	2	2
Directeur de division des mines	3	6	9
Directeur et inspecteur en chef	1	0	1
Conseiller juridique	0	1	1
Conseiller, chef de service	5	4	9
Cons.-organisateur, chef de service	0	1	1
Conseiller	2	7	9
Conseiller-directeur	0	2	2
Directeur	11	8	19
Inspecteur, chef de service	1	0	1
Inspecteur-directeur	10	5	15
Conseiller juridique adjoint	2	1	3
Conseiller adjoint	23	15	38
Traducteur en chef	1	1	2

Attaché-économiste	3	2	5
Inspecteur-reviseur	1	0	1
Chef de division	2	1	3
Inspecteur	2	8	10
Inspecteur, E.A.I.	14	17	31
Inspecteur, administration	0	1	1
Commissaire spécial	1	1	2
Secrétaire administratif	10	8	18
Chef de bureau	14	8	22
Traducteur-reviseur	2	2	4
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
SOUS-TOTAL (a)	143	150	293

b) Personnel technique

Ingénieur en chef des mines	1	8	9
Ingénieur en chef, directeur	1	1	2
Météorologue en chef, directeur	1	0	1
Directeur de laboratoire	1	0	1
Actuaire	1	0	1
Météorologue	0	1	1
Ingénieur, directeur des mines	0	4	4
Ingénieur, chef de div. des mines	2	12	14
Statisticien	3	6	9
Statisticien-actuaire	2	0	2
Conseiller économique	3	4	7
Inspecteur d'actuariat	1	2	3
Ingénieur-inspecteur	4	4	8
Ingénieur-inspecteur	1	2	3
Inspecteur	4	5	9
Ingénieur minier	6	18	24
Ingénieur	0	1	1
Géologue	2	2	4
Météorologue	1	0	1
Chimiste	3	2	5
Mathématicien ou physicien	0	1	1
Statisticien, secr. d'admin.	11	10	21
Inspecteur d'assurances	4	3	7
Inspecteur des mesures	3	2	5
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
SOUS-TOTAL (b)	55	88	143
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
TOTAL (a) et (b)	198	238	436
	<hr/>	<hr/>	<hr/>

ANNEXE III-B-2

HAUTS FONCTIONNAIRES BELGES SELON LE

REGIME LINGUISTIQUE, 1963-1965

	1962		1963		1964		1965	
	Néer.	Franc.	Néer.	Franc.	Néer.	Franc.	Néer.	Franc.
Services du								
Premier Ministre	35	35	40	42	52	46	54	44
Classes moyennes	26	24	31	28	34	29	35	32
Intérieur	54	65	52	63	52	62	56	65
Commerce extérieur	--	--	--	--	--	--	--	12
Travail et emploi	40	36	44	38	50	42	53	48
Affaires économiques	167	174	158	179	166	182	190	185
Agriculture	67	63	76	73	82	78	81	77
Travaux publics	100	91	95	96	106	101	99	92
Santé	85	90	83	95	97	109	112	125
Justice	55	55	52	57	56	57	60	63
Affaires africaines	--	--	17	25	--	--	--	--
Finances	178	185	202	218	211	215	255	250
Communications	61	55	60	50	72	60	71	58
Postes	15	20	15	22	29	31	30	36
Télégraphe et								
Téléphone	--	--	--	--	--	--	80	71
Défense nationale	20	13	20	13	29	21	31	22
Education nationale	86	72	87	83	103	103	119	107
Sécurité sociale	30	33	34	34	33	35	30	36
TOTAL	1155	1320	1244	1447	1378	1511	1596	1675

Source: Publiés par l'ancien ministre Van Den Daele dans l'hebdomadaire De Nieuwe du 11 juin 1965, ces chiffres sont repris dans Van Haegendoren, M., Vlaanderen, Eisende Partij!!! Heideland, Hasselt, 1966, p. 77. Les chiffres ne représentent pas toute la première catégorie des fonctionnaires mais seulement ceux que l'auteur considère occuper des positions dirigeantes.

ANNEXE 1V-A-1

LA CONFEDERATION DES SYNDICATS

CHRETIENS DE BELGIQUE

1. Situation de la Confédération en Belgique.
- II. Historique:
 - a) Quatres périodes
 - b) L'origine et l'évolution de la C.S.C.
- III. Position d'idéologie et principes de la C.S.C.
- IV. L'organisation de la Confédération des Syndicats Chrétiens
 1. Organigramme de la C.S.C.
 2. L'organisation
 - A. Les instances dirigeantes
 - a. Le Congrès
 - b. Le Comité
 - c. Le Bureau
 - D. Le Bureau Journalier
 - B. Les services nationaux
 - C. Les Centrales professionnelles
 - D. Les Fédérations régionales
- V. Les effectifs de la C.S.C.
- VI. Les activités de la C.S.C.
- VII. La C.S.C. dans le monde.

LA CONFEDERATION DES SYNDICATSCHRETIENS DE BELGIQUE1. Introduction: Situation de la Confédération en Belgique. ⁽¹⁾

Les travailleurs chrétiens belges sont groupés en un mouvement ouvrier chrétien commun et national, le Mouvement Ouvrier Chrétien. ⁽²⁾ Celui-ci a pour but de promouvoir les intérêts des travailleurs en conformité avec la doctrine sociale chrétienne et les principes de la démocratie. Il comprend des organisations nationales spécialisées, les unes dans l'action économique, les autres dans l'action culturelle et éducative.

Parmi les organisations économiques, se rangent la Confédération des Syndicats Chrétiens, l'Alliance Nationale des Mutualités Chrétiennes et la Fédération Nationale des Coopératives Chrétiennes.

Parmi les organisations culturelles, on compte la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (masculine et féminine), les Ligues Ouvrières Féminines Chrétiennes et les Equipes populaires.

(1) Voir Confédération des Syndicats Chrétiens, édité à Bruxelles, 1958, révisé en 1964.

(2) Le M.O.C. est l'organisation sociale chrétienne des travailleurs de Belgique. Il assure l'unité du programme, la direction générale, la collaboration et l'ordre dans l'action de toutes les organisations qui le constituent.

Le M.O.C. n'est pas un parti politique et il n'est affilié à aucun parti politique. Il est toutefois représenté dans certaines commissions, par exemple des commissions d'étude du Parti Social Chrétien (P.S.C.) et tente d'influencer la direction de ce parti pour qu'il veille aux intérêts des travailleurs dans le cadre du bien commun. Il comprend actuellement les organisations nationales suivantes:

- La Confédération des Syndicats chrétiens (C.S.C.);
- L'Alliance Nationale des mutualités chrétiennes (A.M.C.)
- La Ligue Ouvrière féminine chrétienne (L.O.F.C.);
- Les Equipes populaires (E.P.);
- La Jeunesse Ouvrière Chrétienne (J.O.C. et J.O.C.F.);
- La Fédération nationale des Coopératives chrétiennes (F.N.C.C.)

La Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique (C.S.C.) est l'organisme national qui assume la direction des syndicats chrétiens dans tout le pays. Elle représente le syndicalisme chrétien dans ses rapports avec le gouvernement, les institutions officielles et parastatales, les organisations patronales nationales et l'opinion publique.

Dans la vie sociale et économique de la Belgique, deux grandes organisations syndicales, la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique (C.S.C.) et la Fédération générale du Travail de Belgique (F.G.T.B.) constituent un puissant instrument d'action professionnelle et de progrès social au profit des travailleurs. ⁽¹⁾

11. Historique

a) Quatre périodes

Le syndicalisme en Belgique, depuis l'indépendance en 1830, a déjà toute une histoire. Dans le syndicalisme belge et le syndicalisme chrétien on peut distinguer en général quatre périodes.

1. La première période va de 1830 à 1866 et pourrait s'appeler la période pré-syndicale: l'Etat réprime les coalitions et les associations des travailleurs et il n'est pas encore question de syndicats proprement dits. Au cours de cette période, le syndicalisme est combattu officiellement.

2. La deuxième va de 1866 à 1898. Les premiers syndicats apparaissent timidement et s'efforcent d'obtenir de-ci de-là quelques améliorations fragmentaires aux conditions de travail. Au cours de cette période, l'Etat tolère le syndicalisme avec méfiance.

3. Le troisième va de 1898 à 1921: les syndicats peuvent obtenir la reconnaissance légale; leur organisation progresse sans cesse, ils sont dotés d'une direction propre, de caisses de grève et de chômage et ils commencent à se centraliser tant sur le plan professionnel que sur le plan interprofessionnel.

(1) Pour être complet, il faut mentionner également l'existence de la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique (C.G.S.L.B.) qui est le troisième syndicat belge mais qui est, quant au nombre des membres, bien inférieur à la C.S.C. et la F.G.T.B.

4. La quatrième période débute en 1921: le syndicalisme obtient droit de cité dans la vie économique et sociale, il devient une force dans le pays avec des centrales et des fédérations régionales puissantes. Cette période, qui se poursuit, voit l'Etat collaborer avec les syndicats.

b) L'origine et l'évolution de la C.S.C.

Le premier syndicat chrétien de Belgique est fondé en 1886 et ne compte en effet que quelques membres.

Soixante-dix ans plus tard, le syndicalisme chrétien belge compte plus de 700,000 membres.

Dès 1857, s'était fondé à Gand, le Manchester flamand du XIXe siècle, un syndicat d'ouvriers d'usine. Celui-ci s'appelait de Broederlijke Wevers (les Tisserands fraternels) et n'avait aucune couleur ou tendance idéologique. La majorité des ouvriers belges, à l'époque, étaient croyants. Aussi le syndicat des tisserands gantois avait-il pour devise: God en de Wet (Dieu et la Loi). Mais après l'apparition du Marxisme en Belgique, entre 1867 et 1869, les Broederlijke Wevers passèrent sous contrôle socialiste. Le socialisme était alors fortement antireligieux et matérialiste. Par conséquent, beaucoup d'ouvriers se sont détournés des organisations socialistes naissantes, et même un des fondateurs des Broederlijke Wevers, Léo Bruggeman ⁽¹⁾ (1836-1911) fonda en 1886 un nouveau syndicat, la ligue Antisocialiste des Ouvriers du Cotton qui avait pour devise: Recht en Plicht (Droit et Devoir.)

A la fin du XIXe siècle et principalement à partir de 1891, date de la publication de Rerum Novarum, de petits syndicats chrétiens se constituèrent en ordre dispersé dans différentes villes belges.

(1) Un des fondateurs des Broederlijke Wevers était Léo Bruggeman, né à Avergem en 1836. Entré à l'usine à l'âge de sept ans, il ne fréquentait jamais l'école. Sa vie nous montre d'une manière efficace la misère et la pauvreté du siècle précédent. Il avait vingt ans en 1857, lorsqu'il collabora à la création du premier syndicat de la Belgique. Commencant comme fileur, il devient tisserand et ne gagne que 18 francs par semaine à l'époque de son mariage. Il ne conserva qu'un seul enfant sur les quatorze qu'il avait eus; après soixante-deux ans de travail, il était presque aveugle et réduit à la misère.

C'est pour grouper ces nouveaux syndicats et les établir sur une base solide ⁽¹⁾ que se créa en 1904, le Secrétariat Général des Associations Professionnelles Chrétiennes de Belgique, d'où sortit plus tard la C.S.C. Le siège du secrétariat fut fixé à Gand, qui fut le berceau du syndicalisme chrétien belge. En 1904, on comptait au total 14,759 syndiqués chrétiens. Cinq ans plus tard, en 1909, on s'estima suffisamment puissant pour constituer une organisation nationale: la Confédération nationale des Syndicats chrétiens et libres, qui réunissait presque 50,000 affiliées lors de sa fondation.

Au début de la Première Guerre mondiale, les effectifs syndicaux étaient passés à 123,000 et au début de la Seconde Guerre mondiale, les syndicats chrétiens atteignèrent un total de 350,000 membres.

De 1944 à la fin de 1955, la C.S.C. est passée à 681,790 membres. Maintenant, la C.S.C. compte plus de 800,000 membres comme nous le verrons plus loin encore de façon plus exacte.

III. Positions d'idéologie et de principes de la C.S.C. ⁽²⁾

Les syndicats chrétiens se définissent des organisations professionnelles qui travaillent librement et de façon indépendante, dans le cadre de la société démocratique, à la promotion de la classe ouvrière dans et par la vie professionnelle. Le syndicalisme chrétien voit dans le travailleur, l'homme avec ses droits, ses devoirs et sa dignité. Il voit dans les questions sociales plus qu'une question de salaire, plus qu'un règlement avantageux des conditions de travail, plus qu'un calcul d'utilité économique. Pour lui, la question sociale, c'est d'édifier progressivement un ordre social et économique caractérisé par la primauté de l'homme sur la matière. Cette primauté doit se fonder sur une répartition équilibrée des richesses.

(1) L'évolution rapide du syndicalisme chrétien fut en effet empêchée par la naissance et le développement du mouvement socialiste anti-catholique. Cf. De Volder, N., o.f.m., "Socialisme en Christelijke Arbeidsbeweging", (1830-1945). Sociale Geschiedenis van België, Tome II. Imprimerie St-François. Mechelen, 1965. p.440.

(2) Voir la Confédération des Syndicats Chrétiens, Bruxelles, 1964 et le rapport approuvé en 1951, par le XVII Congrès de la C.S.C. sous le titre: "Le Syndicalisme chrétien, sa nature et sa mission.

La C.S.C. se réfère à la doctrine sociale chrétienne, plus particulièrement à celle des encycliques pontificales. Celles-ci ne préconisent pas un système économique déterminé; elles proposent une éthique sociale générale touchant l'organisation économique et sociale de la société.

Dans cette perspective, la C.S.C. rejette les théories du marxisme, dont les thèses fondamentales sont incompatibles avec la doctrine sociale chrétienne. Ainsi, elle rejette la lutte des classes et la dictature du prolétariat. D'autre part, elle rejette également l'hégémonie de la recherche capitaliste du profit en tant que principe directeur dans la vie économique.

Quant aux relations entre la C.S.C. et le syndicalisme socialiste, (F.C.T.B.) la C.S.C. proclame qu'elle est prête à l'unité d'action, mais pour des objectifs définis et pour un temps limité.⁽¹⁾

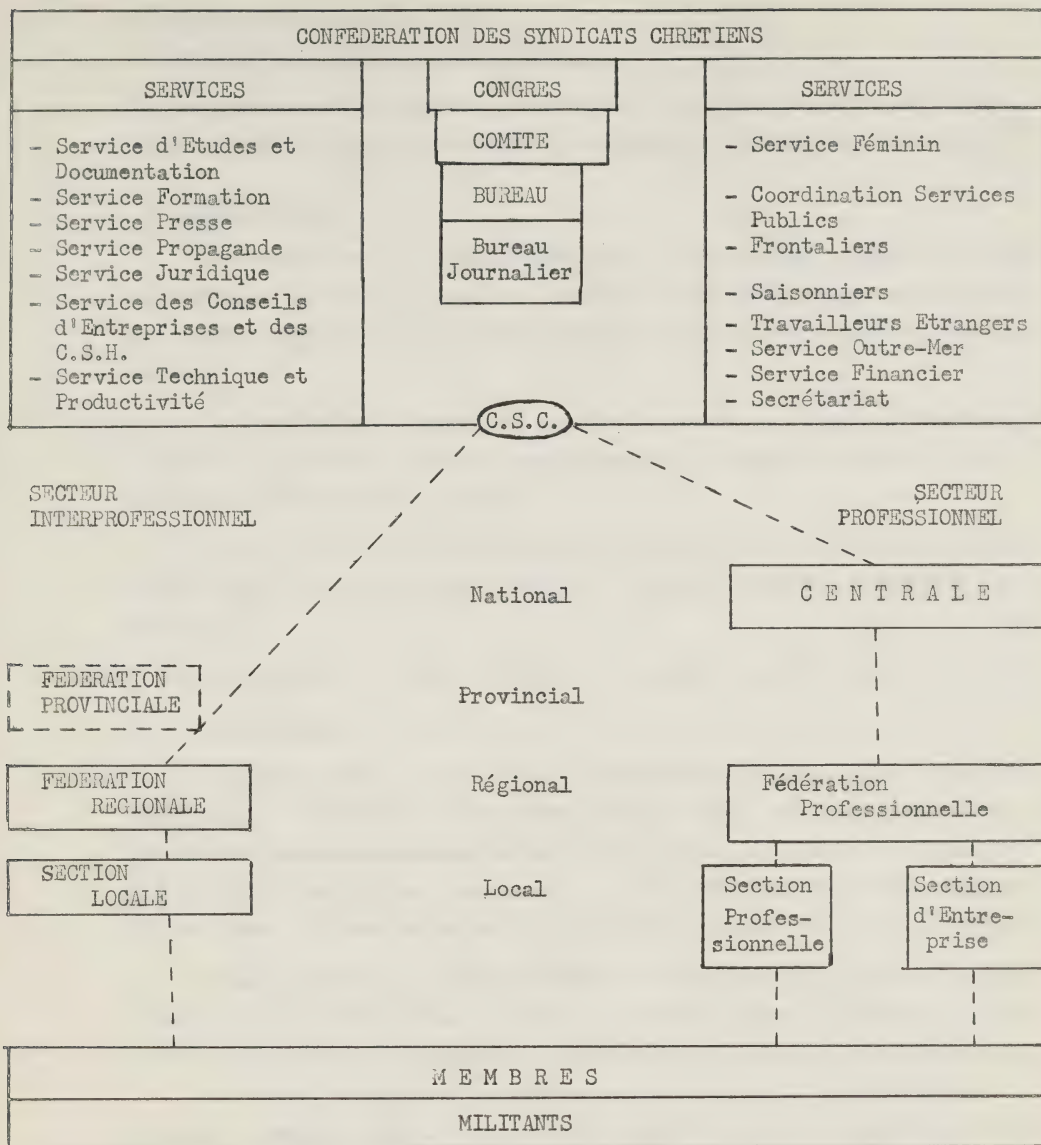
IV. L'organisation de la Confédération des Syndicats chrétiens.

1. Organigramme de la Confédération

L'organigramme ci-dessous permettra de mieux situer les nombreuses différentes instances au sein de la C.S.C.

(1) Le premier congrès tenu par la C.S.C. après la deuxième guerre en 1945 et le rapport approuvé en 1951 par le XVIIe Congrès de la C.S.C. sous le titre: "Le Syndicalisme chrétien, sa nature et sa mission", ont rejeté la fusion de deux confédérations syndicales.

STRUCTURE



2. L'organisation de la C.S.C.

A. Les instances dirigeantes nationales

Les instances dirigeantes nationales prévues par les statuts de la C.S.C. sont le congrès, le comité, le bureau et le bureau journalier. ⁽¹⁾

a. Le Congrès

Le congrès est l'assemblée générale, ordinairement biennale, de tout le mouvement chrétien. Tous les syndiqués chrétiens y sont représentés par leurs centrales et par leurs centrales et par leurs fédérations régionales.

Le congrès est l'instance suprême du mouvement syndical chrétien. Il fixe le programme général, les principes directeurs d'action et les grandes lignes de l'organisation.

Il se réunit tous les deux ans, chaque fois, un rapport d'activité concernant la période écoulée depuis le dernier congrès est présenté et discuté. ⁽²⁾

Le règlement d'ordre intérieur du Congrès est établi par le Comité.

b. Le Comité

Le comité est l'assemblée des représentants des organisations professionnelles (centrales professionnelles) et des circonscriptions territoriales ~~(fédérations régionales)~~ (fédérations régionales). C'est lui qui dirige la politique syndicale et en élabore concrètement les lignes directrices. Il est le corps législatif du mouvement syndical chrétien.

Chaque centrale et chaque fédération provinciale (groupant les fédérations régionales d'une province) a droit de vote au comité. La fédération provinciale se compose de fédérations régionales d'une province.

Le comité établit le budget annuel de la C.S.C. et approuve ses comptes annuels. Seul le comité peut engager la C.S.C. dans les matières sociales d'importance.

(1) Voir les Statuts de la C.S.C. en annexe IV-A-2.

(2) cf. les Résolutions du Dernier Congrès (1962-1964) dans le Rapport d'activité de la C.S.C., 1962-1964

c. Le Bureau

Le bureau est le pouvoir exécutif du mouvement syndical et il émane du du comité.

Il comprend vingt-quatre membres. Dix-sept sont élus par le comité dont dix représentants des centrales et sept représentants des fédérations régionales. (groupées par province) Cinq des six membres du Bureau journalier, à l'exclusion de l'aumônier, font partie d'office du bureau. Ces vingt-deux membres cooptent deux autres représentants des centrales professionnelles, de sorte que le Bureau comprend vingt-quatre membres.

Le Bureau exécute les décisions du comité et se réunit en général chaque semaine.

d. Bureau journalier

Le bureau journalier de la C.S.C. est un collège restreint qui assume la direction journalière. Il se compose actuellement de six membres: le président, le secrétaire-général et trois secrétaires-adjoints et l'aumônier général de la C.S.C. Le président du bureau journalier préside également les séances du bureau et du comité. Le secrétaire-général l'assiste dans l'exercice de ses fonctions et le remplace en cas d'absence.

L'aumônier général de la C.S.C. participe aux réunions de toutes les instances de la C.S.C. Il est ~~prêtre~~ nommé par l'autorité ecclésiastique. Il est un des six membres du Bureau Journalier. Il donne son avis sur les questions morales et spirituelles, mais il n'occupe pas un poste de direction et ne porte pas de responsabilité syndicale spécifique. Le bureau journalier assure la direction courante de la C.S.C. et veille à la bonne marche des services nationaux.

B. Les Services nationaux.

A mesure que les effectifs de la C.S.C. augmentaient, et que le syndicalisme était appelé à intervenir dans plus d'avis et de décisions relatifs à la vie professionnelle des travailleurs et au progrès social, l'administration syndicale s'est développée. Selon les besoins, se sont constitués, dans le cadre de la C.S.C., des services nationaux qui fonctionnent sous la direction et la responsabilité du bureau journalier et du bureau.

Par mi les services nationaux de la C.S.C., citons les services les plus importants.

a. Secrétariat

Une secrétaire dirige l'administration de la C.S.C.

b. Services d'études.

Le service d'étude doit préparer les notes sur les problèmes dont la direction nationale est appelée à s'occuper, rédiger les publications de la C.S.C. et administrer la bibliothèque. Il possède des facilités de traduction.

c. Service juridique

Le service juridique doit donner des avis et des informations juridiques et étudier les initiatives législatives qui touchent aux intérêts professionnels des travailleurs et à leur statut économique et social.

d. Service de formation

Le service de formation s'occupe de la formation des permanents et militants. Il dispose de la maison d'étude de "Ter Nood" située à Overijse, dans le voisinage de la capitale. A ce service est rattachée une section spéciale pour la formation des délégués aux conseils d'entreprises.

e. Service de propagande

Un service de propagande est à la disposition de tout le mouvement syndical chrétien pour lui apporter une aide technique en matière de propagande.

f. Service de la presse

Un service de presse assure le contact avec les journaux et publie des notes et des précis à l'usage des militants. Il fournit également la copie syndicale aux deux hebdomadaires: Au Travail, qui dépend de la C.S.C., et De Volksmacht, qui est édité par l'ensemble du Mouvement Ouvrier Chrétien.

g. Service financier

Un service financier s'occupe de la comptabilité et contrôle l'administration financière, la Caisse centrale de résistance et le Service central du chômage.

1o La Caisse centrale de résistance de la C.S.C. est le fonds de grève de tout le mouvement syndical chrétien; quand une centrale affiliée à la C.S.C. déclenche une grève, c'est par la Caisse centrale de résistance

que des indemnités sont payées à ses membres. Les membres des centrales ouvrières de la C.S.C. apportent solidairement leur contribution à cette caisse.

2o Le Service central du chômage est un organisme payeur reconnu par l'Etat. Il centralise le financement des allocations de chômage, fait le décompte des paiements effectués par les services régionaux et représente le syndicalisme chrétien à l'Office National de l'Emploi. ⁽¹⁾ Le Service central de chômage joue un rôle considérable dans la défense des intérêts des chômeurs, dans l'établissement et l'application de la réglementation en la matière.

h. Service féminin

Un service syndical féminin veille au recrutement et à la formation des militantes et il assure la défense des intérêts professionnels spécifiquement féminins.

i. Service de coordination des Services publics

Le service de coordination des Services publics assure le contact entre la C.S.C. et l'action syndicale des agents des services publics et paratataux, des chemins de fer et des différents secteurs de l'enseignement.

j. Service des travailleurs étrangers

Un service des frontaliers s'occupe des intérêts professionnels des travailleurs étrangers établis et occupés en Belgique.

k. Service des frontaliers.

Un service des frontaliers s'occupe des intérêts professionnels des travailleurs belges qui vont chaque jour travailler au-delà de la frontière, en Hollande ou en France.

l. Secrétariat des travailleurs saisonniers

m. Service technique et de productivité

La C.S.C. dispose d'un service pour la formation des spécialistes syndicaux en matière d'étude du travail, de relations humaines, de question de productivité, d'automation, etc. Il a été créé à la suite d'une "déclaration" commune sur la productivité, en mai 1954, par les organisations belges d'employeurs et de travailleurs.

n. Service des pays d'outre-mer

C. Les Centrales professionnelles

La C.S.C. se compose actuellement de dix-sept centrales professionnelles et de trente-trois fédérations régionales interprofessionnelles.

On appelle une centrale professionnelle un syndicat national de travailleurs d'une même industrie, d'une même profession ou d'un même service.

Les centrales chrétiennes affiliées à la C.S.C. sont les suivantes:

- Centrale nationale des employés;
- Centrale chrétienne des ouvriers des industries de l'énergie, de la chimie, du cuir et diverses;
- Centrale chrétienne belge des diamantaires;
- Centrale chrétienne des industries graphiques et du papier;
- Centrale chrétienne des travailleurs du bois et du bâtiment;
- Centrale chrétienne des métallurgistes;
- Centrale des francs mineurs
- Centrale chrétienne des Services publics;
- Fédération des instituteurs chrétiens;
- Centrale chrétienne des ouvriers de la pierre, du ciment, de la céramique et du verre;
- Syndicat chrétien du personnel des chemins de fer, P.T.T., marine aéronautique et Radio-Télévision Belge;
- Centrale chrétienne du personnel de l'enseignement technique;
- Centrale chrétienne des travailleurs du textile et du vêtement;
- Centrale chrétienne des ouvriers de transport;
- Centrale chrétienne des professeurs de l'enseignement moyen libre;
- Union chrétienne des professeurs de l'enseignement officiel.

En général, on peut dire qu'on s'était efforcé de créer autant que possible une seule centrale par industrie ou par groupe d'industries apparentées.

Les organes directeurs d'une centrale sont le Congrès, le bureau et le bureau journalier.⁽¹⁾

(1) Voir la Confédération des syndicats chrétiens, Bruxelles, 1958.

Les centrales professionnelles ont des sections provinciales, régionales et locales. Leur action professionnelle s'étend jusque dans les entreprises, grâce aux noyaux de militants, aux membres des conseils d'entreprises, aux délégations syndicales et aux membres des comités de sécurité et d'hygiène.

C'est donc la centrale qui a le secteur professionnel pour champ d'activité et qui y amène l'action syndicale, principalement par la conclusion de conventions collectives de travail. Elle dispose de la totalité de la puissance dans les limites de son champ d'action.

La création de syndicats nationaux et la centralisation de l'action professionnelle ont été rendues nécessaires par l'élargissement du champ d'action syndicale, qui ne s'étend guère plus seulement à des entreprises locales mais surtout à des professions organisées au plan national.

La plupart du temps, les salaires et les conditions de travail ne sont plus débattus avec des patrons spécifiques mais avec des délégations patronales au sein de commissions paritaires.⁽¹⁾

D. Les Fédérations régionales.⁽²⁾

Une fédération régionale est le groupement des sections syndicales locales de diverses professions et l'organisme rassemblant les services syndicaux d'une région déterminée.

-
- (1) Les commissions paritaires sont des réunions de représentants des employeurs et des travailleurs qui débattent et tranchent à l'égalité des voix, en présence d'un fonctionnaire de l'Etat, les questions relatives aux salaires et aux conditions de travail dans la profession. C'est normalement en commission paritaire que sont maintenant conclues les conventions collectives de travail. Ces commissions ont reçu un statut officiel par la loi du 9 juin 1945. L'arrêté du Régent du 15 octobre 1945, fixe leur composition et leur mode de fonctionnement. Les commissions sont extrêmement importantes. Quand la commission paritaire le demande à l'unanimité, ses décisions peuvent avoir force de loi par arrêté royal.

Voir - Syndical Recht: par le professeur F. Van Goethem (cours à l'univ. de Louvain), N.V. Standard - Boekhandel, 1956, p. 19 et suivantes.

- La réglementation conventionnelle des salaires en Belgique, Gembloers, 1936, par J. Mineur.

- Arbeiterkommissionen. Ihre Entwicklung und Bedeutung, unter besonderer Berücksichtigung der schweizerischen Verhältnisse, Basel, 1949, par Kellerhals, W.

- (2) Voir organigramme établi plus haut.

La fédération régionale est, sur le plan de la région, la réplique de la C.S.C. sur le plan national. A l'intérieur d'une région déterminée, elle coordonne les activités et services syndicaux qui intéressent en commun tous les affiliés, quelle que soit la profession à laquelle ils appartiennent. La dénomination complète d'un tel organisme porte d'ailleurs le nom de fédération régionale interprofessionnelle.

Il existe normalement une fédération régionale chrétienne par arrondissement administratif du Royaume, sauf pour quelques cas particuliers, notamment les fédérations régionales du Limbourg et du Luxembourg, qui s'étendent chacune à toute la province du même nom. Comme nous l'avons vu plus haut, on en compte trente-trois au total.

La cellule de base du syndicalisme est la section locale interprofessionnelle qui est dirigée par un comité local. La section locale est à la fédération régionale, ce que le noyau ou la section d'entreprise est à la centrale professionnelle. C'est dans le cadre de la section d'entreprise et de la section locale que s'établit et s'entretient le contact entre les permanents, les militants et les simples affiliés.

V. Les effectifs de la C.S.C.

Selon le dernier rapport officiel sur les activités de la C.S.C.,⁽¹⁾ nous citons les données statistiques suivantes sur la situation à la fin de 1964.

Les tableaux de ce rapport démontrent que le nombre des effectifs augmente sans cesse. Ce nombre, qui au 31 décembre 1962 était de 772,208, s'accrut de 40,049 unités en 1963, de sorte qu'au 31 décembre 1963, le total des ouvriers, employés, membres du personnel enseignant qui ont placé leur confiance dans le Mouvement syndical chrétien atteignait le nombre de 812,257. ⁽²⁾

(1) V: Rapport d'Activité de la C.S.C. 1962-1964, Confédération des Syndicats Chrétiens, Bruxelles, 1965.

(2) Le C.H. du C.R.I.S.P., no 244, indique que la C.S.C. avait obtenu en 1962, un taux de syndicalisation de 53.44 défini comme suit: 54.21% pour les effectifs ouvriers, 48.99% pour les effectifs du secteur des services publics et 57.82% pour le total des effectifs des employés.

Aussi bien en Flandre qu'en Wallonie, c'est dans les grands centres industriels qu'on relève le nombre le plus élevé d'inscriptions.

Quant aux centrales, la Centrale du bois et bâtiment compte plus de 150,000 membres et le nombre des affiliés à la Centrale des métallurgiste s'accrut de plus de 5,500 unités l'an, au cours des dernières années. Les employés ont augmenté de 11,000 membres à la date du 31 décembre 1964.

Voici les effectifs enregistrés par la C.S.C. au cours de quelques années depuis 1945: (1)

1945 - 342,500
 1950 - 567,387
 1952 - 625,011
 1954 - 645,192
 1956 - 669,284
 1960 - 761,705
 1962 - 772,208
 1963 - 812,257

Les effectifs selon les centrales se présentent comme suit:

Centrale	1961	1963
Chimie et cuir	42,444	43,811
Diamant	9,469	9,449
Métal	137,890	153,043
Bois et bâtiment	108,268	117,731
Mineurs	39,221	36,876
Papier et livre	12,121	13,034
Pierre et ciment	24,820	25,105
Textile	120,008	119,536
Transports	12,977	12,210
Alimentation	56,777	56,598
Employés	66,871	77,874
Sports	----	69
Services publics	45,506	47,652
Enseignement technique	10,166	13,559

(1) Rapport d'activité de la C.S.C., 1962-1964, p. 47.

Chemins de fer et P.T.T.	37,897	35,716
Instituteurs	40,318	41,429
Enseignement moyen officiel	2,503	2,533
Enseignement moyen libre	4,320	6,032
TOTAL	771,576	812,257

VI. Les activités

Nous nous limitons à indiquer les grandes questions sur lesquelles la C.S.C., en particulier, le comité national, s'est prononcé au cours de la période de 1962-1964. ⁽¹⁾

Le Comité dut prendre position sur les questions suivantes:

- politique familiale,
- salaire hebdomadaire garanti,
- double pécule et troisième semaine de vacances,
- abonnements à la Société Nationale des Chemins de Fer Belges,
- projets de loi concernant le maintien de l'ordre,
- programmation sociale,
- élections sociales,
- frontières syndicales.

Ces questions et évidemment nombre d'autres problèmes et sujets furent traités et expliqués d'une façon très détaillée dans le Rapport d'Activité de la C.S.C. dont nous ne pouvons même pas donner une idée de la multiplicité des différentes activités décrites dans les trois cent quarante pages sans risquer de dépasser les limites de ce rapport restreint sur la C.S.C.

VII. La C.S.C. dans le monde.

1. Sur le plan international, le mouvement syndical chrétien est représenté par la Confédération Internationale des Syndicats chrétiens (C.I.S.C.). ⁽²⁾

(1) Rapport d'activité de la C.S.C., p. 30.

(2) La C.S.C., constitué en 1920 à La Haye, est la confédération internationale des syndicats chrétiens nationaux et des syndicats internationaux professionnels chrétiens.

Elle a comme mission:

- d'imprégner la vie économique et sociale internationale des principes du christianisme, dans l'intérêt des travailleurs;
- de promouvoir le mouvement syndical chrétien international par la création et l'affiliation de syndicats chrétiens et internationaux professionnels, ainsi qu'en établissant une collaboration permanente entre ces organisme et la C.I.S.C.;
- de représenter et défendre les intérêts des travailleurs au Bureau International du Travail, dans les organismes économiques et sociaux des Nations Unies, leurs institutions spécialisées ainsi que dans d'autres organisations internationales.

2. En juin 1961, la C.S.C. a lancé une action de Solidarité Mondiale. Elle engloba très rapidement tout le Mouvement Ouvrier chrétien en Belgique. Fin 1961, furent créés dans beaucoup de pays, des "comités régionaux de solidarité mondiale" où étaient représentées toutes les organisations constitutives du Mouvement Ouvrier Chrétien.

Chaque année, une publication spéciale relative à l'Action Solidarité Mondiale est éditée. La journée du Rerum Novarum 1964 fut placée tout particulièrement sous le signe de la Solidarité Mondiale.

3. Il va de soi que la C.S.C., comme les autres syndicats belges, joue aussi un rôle dans le cadre de tous les organismes supra-nationaux de l'Europe. (1)

(1) 1. Rapport d'activité de la C.S.C., 1962-1964, p. 361.

2. Rapport d'activité de la C.S.C., 1960-1962, p. 307.

La C.S.C. et l'intégration européenne.

ANNEXE IV-A-2

LES STATUTS DE LA CONFEDERATION
DES SYNDICATS CHRETIENS DE BELGIQUE (1)

CHAPITRE I

INSTITUTION - DENOMINATION -BUT

ART. 1. - La "Confédération des Syndicats Chrétiens de Belgique" (C.S.C.) est constituée par:

1) DES SYNDICATS NATIONAUX (dénommés plus loin: Centrales Professionnelles) qui déclarent accepter les présents statuts;

2) LES FEDERATIONS REGIONALES SYNDICALES INTERPROFESSIONNELLES (dénommées plus loin: Fédérations Régionales) instaurées par la C.S.C. en vue de promouvoir dans les diverses régions la coordination entre les sections des Centrales Professionnelles.

L'affiliation des dites sections aux Fédérations Régionales est obligatoire. Afin de pouvoir assurer la représentation des Fédérations Régionales dans les organismes directeurs de la C.S.C., elles seront groupées par province en Fédérations Provinciales.

ART. 2. - La Confédération a spécialement pour but:

a) de concentrer le plus possible de forces syndicales chrétiennes, afin d'arriver à l'organisation de l'activité professionnelle et économique et à une société s'appuyant sur les principes chrétiens;

b) d'assurer la conduite de l'organisation syndicale chrétienne en Belgique et de maintenir l'unité dans son action et sa direction;

c) de favoriser l'extension et le développement des syndicats chrétiens en appuyant les organisations affiliées dans leur action professionnelle et dans la défense de leur programme, ainsi qu'en les aidant à créer de nouvelles sections.

ART. 3. - La C.S.C. est indépendante dans la fixation de son programme et des moyens propres à le réaliser.

(1) Ces statuts furent adoptés par le XVe Congrès Général de la C.S.C., les 10, 11 et 12 octobre 1947.

En vue de la réalisation du programme général des travailleurs chrétiens, la C.S.C. adhère au Mouvement Ouvrier Chrétien (en néerlandais: Algemeen Christelijk Werkersverbond). La forme et les conditions de cette adhésion seront déterminées par le Comité Confédéral.

ART. 4. - La C.S.C. atteindra spécialement ce but en:

a) tendant à obtenir une centralisation et un contrôle efficaces dans la Direction générale, l'administration et les finances du Mouvement Syndical Chrétien afin de pouvoir d'autant mieux décentraliser l'action et la propagande syndicales;

b) organisant des services communs à tout le Mouvement Syndical Chrétien, c'est-à-dire: Service d'Etude, Service Juridique, Service de Contrôle, Service de Propagande, etc.

c) organisant un service du personnel en vue de recrutement de permanents, de l'établissement et du respect d'un statut assurant au personnel, dans toutes les branches du Mouvement Syndical Chrétien, des conditions identiques en ce qui concerne l'application des barèmes de traitement, l'octroi des allocations familiales, les pensions et autres allocations;

d) entretenant une propagande régulière et en s'efforçant de développer sans cesse la vraie notion du Syndicalisme Chrétien;

e) se faisant représenter aux Congrès et assemblées importantes des Centrales;

f) encourageant, éventuellement par l'octroi de subsides spéciaux, les Centrales et les Fédérations Régionales;

g) préparant et organisant des assemblées syndicales, des journées d'études, des congrès, etc;

h) établissant des relations constantes avec les organisations similaires des autres pays, spécialement avec la Confédération Internationale des Syndicats Chrétiens;

i) intervenant auprès de pouvoirs publics ainsi que des mandataires politiques qui jouissent de la confiance du Mouvement Syndical Chrétien, pour défendre les intérêts des travailleurs qui relèvent de sa compétence et en appuyant les organisations affiliées dans leurs démarches;

j) instituant un conseil d'arbitrage pour trancher les différends ou conflits qui surgiraient au sein du Mouvement et auxquels une solution conciliatrice n'aura pu être donnée;

k) s'appliquant à réaliser les décisions prises par les congrès, et à accélérer ainsi la réalisation générale du programme syndical chrétien;

l) se faisant représenter directement aux assemblées des associations nationales ou internationales qui ont pour mission de travailler au relèvement des travailleurs.

ART. 5. - En dehors des services prévus par le par. b) de l'art. 4, la C.S.C. pourra organiser dans son sein tous les services de nature à favoriser le développement du syndicalisme chrétien, ainsi que toutes les institutions susceptibles de développer l'entraide et d'accroître la force et l'esprit de solidarité du Mouvement Syndical Chrétien.

ART. 6. - La C.S.C. est affiliée à la Confédération Internationale des Syndicats Chrétiens.

CHAPITRE II

L'ORGANISATION DU MOUVEMENT SYNDICAL CHRETIEN

ART. 7. - Le recrutement, la formation des membres, l'influence à exercer sur ceux-ci, la gestion des intérêts qu'ils confient au Mouvement Syndical Chrétien doivent s'effectuer sur un double plan: la paroisse ou la commune où le travailleur habite et l'entreprise où il est occupé.

En conséquence, le Mouvement Syndical Chrétien s'organise de la façon suivante:

1) du point de vue professionnel:

a) sur le terrain national en Centrales Professionnelles;

b) sur le terrain régional, en Fédérations Professionnelles régionales; comprenant toutes les sections d'entreprise d'une même profession; les frontières de cette fédération professionnelle seront celles du centre économique;

c) sur le terrain paroissial ou communal, en sections professionnelles locales; lorsque le nombre d'affiliés est insuffisant, en une section professionnelle;

d) sur le terrain de l'entreprise, en sections d'entreprises.

2) du point de vue interprofessionnel:

les sections professionnelles ou interprofessionnelles locales sont affiliées régionalement à la Fédération Régionale qui, en plus de ses autres activités, organise, gère et dirige tous les services administratifs à l'échelon régional.

CHAPITRE III

AFFILIATION - DEMISSION

EXCLUSION

ART. 8. - Une seule Centrale par profession peut être affiliée à la C.S.C. Le Comité pourra, dans des circonstances particulière, admettre des exceptions. Pour que celle-ci soient valables, il faut que les trois quarts des Centrales affiliées soient présentes au vote et que les deux tiers des suffrages émis se prononcent en leur faveur.

La proposition d'exception devra en outre figurer régulièrement à l'ordre du jour.

Pour être affiliées, les Centrales doivent:

- a) baser leur action syndicale sur les principes chrétiens et admettre sans réserve les présents statuts;
- b) être composées uniquement de salariés ou d'appointés;
- c) payer la cotisation fixée par le Comité;
- d) organiser, diriger et financer les Fédérations Professionnelles Régionales et les sections professionnelles prévues aux littéra b, c et d de l'art 7.

ART. 9. - Les Centrales Professionnelles sont indépendantes pour établir leur programme spécifique et déterminer les moyens propres à le réaliser. Cette indépendance ne leur est pourtant garantie que dans la mesure où elles respectent les statuts de la C.S.C., ainsi que les décisions des congrès et du congrès et du comité et qu'elles ne portent pas préjudices aux nécessités de l'intérêt général du Mouvement Syndical Chrétien.

ART. 10. - Chaque année, avant l'expiration du moins de novembre, les Organisations affiliées: Centrales Professionnelles et Fédérations Régionales, feront parvenir à la C.S.C. leur budget pour l'année suivante, et avant la fin du moins de mai leur balance annuelle. Elles y annexeront tous les do-

cuments et les statistiques se rapportant à leur activité.

ART. 11. - Seront déclarées exclues ou démissionnaires:

a) les Centrales Professionnelles qui refusent de se soumettre aux statuts de la C.S.C. et se mettent en opposition déclarée avec les décisions des Congrès ou du Comité;

b) les Centrales Professionnelles, qui seront en retard de plus de six mois dans le paiement de leurs cotisations, sauf autorisation du Comité.

ART. 12. - L'exclusion est prononcée par le Comité au vote secret. Pour que l'exclusion soit valable, il faut:

a) qu'elle figure régulièrement à l'ordre du jour de la réunion du Comité appelée à prononcer l'exclusion;

b) que les trois quarts des Centrales affiliées soient représentées à la séance et la décision prise par les deux tiers des votes émis.

Dans le cas où une première assemblée n'aurait pu rallier le nombre de présences requises, une deuxième réunion sera convoquée qui pourra décider, quel que soit le nombre de Centrales représentées.

ART. 13. - La décision d'exclusion est sans appel. La centrale exclue ou démissionnaire perd tous les droits ou avantages qu'elle ou ses membres se seraient acquis dans la C.S.C. ou les institutions constituées dans son sein.

CHAPITRE IV

CONGRES-COMITE-BUREAU

BUREAU JOURNALIER

ART. 14. - Le Congrès Général de la C.S.C. se réunit tous les deux ans aux dates et lieux fixés par le Comité.

Il a pour mission de déterminer le programme général de la C.S.C. et l'attitude du syndicalisme chrétien dans les questions importantes.

L'ordre du jour du Congrès sera arrêté par le Comité au plus tard dans le courant du mois de janvier précédant le Congrès.

Les conclusions des rapporteurs seront soumises aux Centrales affiliées et aux Fédérations Provinciales au moins un mois avant la date fixée pour le Congrès.

L'organisation du Congrès et le système de votation qui y sera appliqué sont déterminés par le règlement d'ordre intérieur.

Le Comité Confédéral pourra, en cas de nécessité, décider de la convocation de Congrès extraordinaires ou de Congrès restreints.

ART. 15. - La C.S.C. est dirigée par un COMITE composé comme suit:

- a) un délégué de chacune des Centrales affiliées;
- b) un représentant de chacune des Fédérations Provinciales prévues à l'art. 1 et à l'art.15.

Les membres du Bureau Journalier et un représentant de l'Autorité ecclésiastique, accepté par le Comité, sont adjoints au Comité en qualité de conseillers.

Le Bureau Journalier est composé conformément à l'art.31 des présents statuts.

ART. 16. - Les Fédérations Provinciales prévues à l'art. 1 se composent des diverses Fédérations Régionales syndicales ayant leur siège dans la province.

La désignation du représentant de la Fédération Provinciale au Comité de la C.S.C. aura lieu au cours d'une réunion composée des délégués des Fédérations Régionales de la Province à ce mandatés. Cette réunion sera présidée par un délégué de la C.S.C.

Ne pourront être élus comme représentants d'une Fédération Provinciale, les permanents des Centrales ou les membres du Comité de celles-ci.

La réglementation du vote pour la désignation de ce délégué sera déterminée de commun accord par les Fédérations Régionales de la province.

ART. 17. - Les Centrales ainsi que les Fédérations Provinciales ont le droit de se faire représenter au Comité par autant de délégués adjoints qu'elles disposent de voix. Celles-ci sont fixées par l'art. 19 des présents statuts. Ces délégués adjoints pourront participer aux discussions au même titre que les délégués effectifs.

ART. 18. - Le droit de vote au Comité est réservé aux délégués effectifs des Centrales et des Fédérations Provinciales. Les Centrales qui sont en retard de plus de trois mois dans le paiement de leurs cotisations, ne seront pas autorisées à émettre leurs votes. Cette mesure ne sera pourtant

pas appliquée quand le retard de paiement aura été admis par le Comité.

Les Centrales affiliées ainsi que les Fédérations Provinciales sont tenues de désigner un délégué suppléant qui remplacera le délégué effectif en cas d'absence justifiée de ce dernier.

ART. 19. - Le droit de vote est fixé comme suit:

- 1 voix pour les Centrales qui paient pour 1,000 membres et moins;
- 2 voix pour les Centrales qui paient pour 1,001 membres à 5,000;
- 3 voix pour les Centrales qui paient pour 5,001 membres à 10,000;
- 4 voix pour les Centrales qui paient pour 10,001 membres à 15,000;
- 5 voix pour les Centrales qui paient pour 15,001 membres à 20,000;

au-dessus de 20,000 membres, 1 voix en plus par 10,000 membres ou partie de ce nombre.

Le nombre de voix des délégués des Fédérations Provinciales au Comité est déterminé d'après les effectifs syndicaux de leur province et fixé comme suit:

1 voix jusqu'à 20,000 membres; au-dessus de ce nombre, une voix supplémentaire par 20,000 membres ou partie de ce nombre.

Dans les votes sur les questions financières n'ont droit qu'à une voix, sans qu'il soit tenu compte des effectifs;

- a) les Centrales qui paient à la C.S.C. une cotisation réduite;
- b) les Fédérations Provinciales.

ART. 20. - Le nombre de voix au Comité est fixé le 1er janvier de chaque année et ne subit pas de modification jusqu'au 31 décembre.

L'effectif à prendre en considération en vue de la fixation du nombre de voix, sera calculé pour les Centrales et les Fédérations Provinciales d'après le nombre moyen de cotisations payées durant une période de 12 mois qui se termine au 30 septembre de l'année précédant la fixation du nombre de voix.

ART. 21. - Le Comité constitue le pouvoir législatif de la C.S.C. Il a seul le droit de définir la politique de la C.S.C. et d'engager la responsabilité de celle-ci dans les matières importantes.

Le Comité a en outre la mission d'approuver le compte de recettes et dépenses et décide du Budget Confédéral. Il fixe également le règlement d'ordre intérieur.

ART. 22. - En principe, le Comité se réunit une fois tous les deux mois, et en tout cas aussi souvent que la situation l'exige.

Sauf stipulations contraires prévues par les présents statuts, des décisions du Comité sont prises à la simple majorité des voix.

Pour qu'une décision soit valable, il faut qu'elle ait figuré régulièrement à l'ordre du jour et que deux tiers au moins des Centrales soient représentées au vote.

Lorsqu'une Centrale ou une Fédération Provinciale en fera la demande par écrit, le Comité Confédéral sera convoqué au plus tard dans la quinzaine suivant le jour où la demande a été introduite. Pour être prise en considération cette demande doit être appuyée par une deuxième organisation, membre du Comité.

La raison pour laquelle une réunion du Comité est demandée devra figurer dans la demande.

ART. 23. - L'ordre du jour est arrêté par le Comité ou par le Bureau.

Les propositions de mise à l'ordre du jour introduites par une Centrale ou une Fédération Provinciale devront figurer à l'ordre du jour de la réunion suivante du Comité sous réserve toutefois que ces propositions parviennent à la C.S.C. au moins une semaine avant la séance du Comité.

En cas d'urgence, le Comité pourra décider au cours de la séance, de la mise d'un point nouveau à l'ordre du jour.

ART. 24. - Le BUREAU est élu par le Comité au scrutin secret parmi les membres effectifs ou adjoints du Comité. Il est composé de 14 membres se répartissant comme suit:

7 représentants des Centrales;

4 membres du Bureau Journalier;

3 représentants des fédérations provinciales au Comité.

La désignation de ces membres devra assurer la représentation de chacune des 2 régions linguistiques au Bureau.

Parmi les 7 membres des Centrales figurera de droit un représentant de l'organisation des employés.

Tous les membres du Bureau ont droit de vote.

ART. 25. - L'élection du Bureau se fait à la simple majorité des voix. En cas de parité des voix, le candidat dont l'organisation compte le plus de membres est déclaré élu.

ART. 26. - Le Bureau dirige la C.S.C. en s'inspirant des décisions des congrès et du Comité. Il a le droit, en cas d'urgence ou de force majeure, de prendre des décisions engageant la responsabilité confédérale.

Lorsque les décisions du Bureau concerneront une ou plusieurs Centrales, ces décisions seront susceptibles d'appel devant le Comité sauf dans le cas où le Bureau aurait agi sur mandat de ce dernier.

ART. 27. - Le mandat des membres du Bureau est d'une durée de deux ans.

Un membre élu en remplacement d'un membre, décédé ou démissionnaire, achève le mandat de ce dernier.

Le Bureau est renouvelable par moitié tous les ans, la première moitié étant désigné par le sort.

Les Centrales et les Fédérations Provinciales devront en être avisées au moins 1 mois avant cette réunion, de même que du nom des membres sortants.

ART. 28. - Les membres sortant sont rééligibles. Ils sont soumis d'office à réélection. Les candidatures nouvelles devront être communiquées par écrit au Président de la C.S.C. au moins 15 jours avant la séance qui devra procéder à l'élection.

Les noms des candidats nouveaux à l'élection du Bureau seront communiqués aux Centrales et aux Fédérations Provinciales 8 jours au moins avant la séance qui procédera à l'élection.

ART. 29. - Le Bureau se réunit d'une façon générale deux fois par mois et, en tout cas, aussi souvent que la situation l'exige.

Les frais de voyage et de séjour des membres du Bureau sont à charge de la C.S.C.

ART. 30. - Le Président de la C.S.C. est élu par le Comité pour une durée illimitée. Il est complètement au service de la C.S.C. Il a la Direction de la C.S.C. et de ses services. Il en est responsable devant le Bureau et le Comité.

ART. 31. - Le Secrétaire-Général est complètement au service de la C.S.C. Il aide le Président dans l'exercice de ses fonctions et le remplace en cas d'absence.

ART. 32. - Le Bureau Journalier se compose du Président, du Secrétaire Général, du Conseiller moral et des personnes désignées par le Comité ou le Bureau pour en faire partie.

Le Bureau Journalier a particulièrement pour mission d'assurer la Direction Générale de la C.S.C. en s'inspirant des décisions du Comité et du Bureau.

CHAPITRE V

CAISSE CENTRALE DE RESISTANCE

ART. 33. - Il est institué, au sein de la C.S.C., une Caisse Centrale de Résistance en vue de centraliser le pouvoir de résistance des Centrales Professionnelles affiliées à la C.S.C. et de reprendre les obligations de ces centrales en cas de grève et de lock-out, dans les limites de la réglementation déterminée par le Comité (comme prévu à l'art. 35.)

ART. 34. - La Caisse Centrale de Résistance est gérée par le Bureau de la C.S.C.

ART. 35. - Les cotisations et les avantages de la Caisse Centrale de Résistance sont fixés par le Comité de la C.S.C.

Le Comité détermine également les conditions dans lesquelles les membres peuvent prétendre aux indemnités de grève.

ART. 36. - Quoiqu'il incombe aux Centrales Professionnelles de juger de la légitimité d'une grève, elles tiendront la C.S.C. au courant des conflits sérieux ainsi que du déclenchement et du développement de toutes les grèves et lock-out dans lesquels elles sont impliquées. De même elles donneront leurs avis au sujet de l'indemnisation éventuelle des grèves déclenchées.

ART. 37. - Dans le cas où le Bureau de la C.S.C. décide, contrairement à l'avis de la Centrale, de ne pas indemniser une grève, la Centrale intéressée peut interjeter appel auprès du Comité de la C.S.C.

ART. 38. - L'avoir de la Caisse Centrale de Résistance est séparé de l'autre avoir de la C.S.C. et doit être disponible à tout moment.

CHAPITRE V.
MODIFICATIONS AUX STATUTS

DISSOLUTION

ART. 39. - Toute modification aux présents statuts ne pourra être adoptée que par le Comité Confédéral spécialement convoqué à cet effet.

Pour que le Comité puisse délibérer valablement, il faut:

- a) que la question ait été portée régulièrement à l'ordre du jour;
- b) que la proposition de modification ait été communiquée au moins deux semaines à l'avance aux Centrales Professionnelles affiliées et aux Fédérations Provinciales.
- c) que les $\frac{3}{4}$ au moins des Centrales affiliées soient représentées et que la décision recueille au moins les $\frac{2}{3}$ des suffrages représentés.

Dans le cas où une première réunion ne comprendrait pas le minimum de présences requises pour pouvoir se prononcer valablement, une deuxième séance sera convoquée qui pourra décider à la majorité des $\frac{2}{3}$ des voix, quel que soit le nombre de membres présents.

ART. 40. - La dissolution de la C.S. C. ne pourra être prononcée que dans les conditions prévues pour les modifications aux statuts. (art. 39.)

En cas de dissolution, le Comité décidera à la simple majorité des voix de la répartition, entre les Centrales affiliées, de l'actif ou du passif de la C.S.C. et des institutions établies dans son sein.

ART. 41. - Tous les cas non prévus par les présents statuts seront tranchés souverainement par le Comité Confédéral.

REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR

AFFILIATION - DEMISSION

ART. 1. - Les organisations qui désirent s'affilier à la Confédération, doivent en adresser la demande écrite au président. Elles y joindront une déclaration par laquelle elles s'engagent à respecter les statuts et les règlements de la Confédération, ainsi que tous renseignements et documents de nature à éclairer la Confédération sur leur organisation intérieure et leur activité syndicale, notamment:

- a) leur dénomination et leur siège;
- b) les noms, prénoms et adresse de leur président, secrétaire et autres membres du Comité;
- c) le nombre de sections qui les composent et leurs affectifs;
- d) deux exemplaires de leurs statuts et règlements;
- e) leurs tarifs de cotisations et d'avantages;
- f) leur plus récent bilan;
- g) les noms et adresse de leur délégué au Comité Confédéral et de son suppléant.

ART. 2. - L'admission est votée par le Comité, sur proposition de Bureau, à la simple majorité des voix.

Les propositions d'affiliation devront figurer régulièrement à l'ordre du jour du Comité, (art. 22 des statuts) et être communiquées au moins une semaine à l'avance aux Centrales Professionnelles affiliées et aux Fédérations Provinciales.

ART. 3. - Une centrale qui désire se retirer de la Confédération, doit en aviser le président par écrit.

La démission ne devient effective que trois mois après réception de cet avis.

ART. 4. - Les Centrales exclues ou démissionnaires pourront toujours, si elles en font la demande, être réadmissées dans la Confédération sous réserve de se conformer aux dispositions prévues par les statuts et par le règlement d'ordre intérieur.

FEDERATIONS REGIONALES

ART. 5. - Le ressort des Fédérations Régionales Syndicales Interprofessionnelles (Fédérations Régionales) dont question à l'art 1. des statuts est déterminé par la Confédération d'accord avec les Centrales Professionnelles et les sections locales.

ART. 6. - Les Fédérations Régionales ont spécialement pour mission:

- a) d'assurer une propagande syndicale active et efficace dans leur circonscription;

- b) organiser, gérer et diriger tous les services administratifs sur le plan régional et local, ainsi que régler les rapports des sections locales avec les centrales Professionnelles et les organismes officiels;
- c) de faciliter la défense des intérêts ouvriers en éclairant la Confédération et les Centrales intéressées sur la situation exacte des travailleurs dans la région ou dans l'industrie et en faisant connaître leurs desiderata;
- d) en répondant soigneusement et rapidement à toutes les demandes de renseignements émanant de la Confédération ou des Centrales;
- e) en veillant à ce que les règlements de la Confédération et des Centrales soient soigneusement observés et en restant en contact étroit avec ces organisations;
- f) en accord avec le service du personnel de la C.S.C. (litt. c), art. 4 des statuts) pouvoir à l'installation du personnel nécessaire à la propagande et à l'administration;
- g) prendre toutes les initiatives propres à inciter les membres à s'intéresser au programme, à l'action et au développement du mouvement syndical chrétien. C'est pourquoi il est nécessaire que le Bureau Fédéral se réunisse régulièrement et organise de fréquentes réunions des sections locales.

ART. 7. - Les Fédérations Régionales sont tenues à soumettre leurs statuts et règlements à l'approbation de la Confédération. Elles devront également se soumettre à toutes les mesures de contrôle édictées par la Confédération tant pour ce qui concerne leur activité syndicale proprement dite que pour leur organisation financière et administrative.

Elles se conformeront en outre aux directives et suggestions qui leur seront données par la Confédération.

ART. 8. - En cas de refus réitéré d'une Fédération Régionale de se soumettre aux dispositions de l'article précédent, la Confédération pourra recourir à des sanctions particulières, notamment à la suppression des subsides réguliers ou extraordinaires.

ADMINISTRATION FINANCIERE

ART. 9. - Le montant de la cotisation à payer par les membres est fixé par le Comité de la C.S.C. Cette cotisation doit être payée au moins une fois par mois.

Chaque mois la Fédération Régionale doit justifier à la C.S.C. la cotisation globale perçue, suivant une méthode établie par la C.S.C. Elle verse à cette dernière et aux Centrales Professionnelles les parts de la cotisation qui leur reviennent, et retient la part destinée à son activité régionale.

Des dérogations à la cotisation fixée par le Comité et aux dispositions précédentes pourront être accordées à certaines Centrales Professionnelles par le Comité à la majorité absolue des voix.

Les fonds du Mouvement Syndical Chrétien ne peuvent être utilisés qu'en vue de son organisation, de son action et de sa propagande.

ART. 10. - Chaque année et au plus tard pour le 15 novembre, le Bureau arrête le projet de budget pour l'année suivante. Ce projet sera adressé aux Centrales et aux Fédérations Provinciales au plus tard pour la fin du mois de novembre.

Le budget se fera par poste séparé d'abord, sur l'ensemble ensuite. Exception est faite pour le poste relatif aux traitements du personnel Confédéral qui sont fixés souverainement par le Bureau Confédéral.

Les décisions sont prises à la simple majorité des voix. Quand une centrale en exprimera le désir, le vote aura lieu au scrutin secret.

Les crédits prévus au budget ne pourront être dépassés sans l'autorisation du Comité.

ART. 11. - Chaque année et au plus tard le 30 novembre qui précède l'année budgétaire, les Centrales professionnelles et les Fédérations Régionales doivent présenter à la C.S.C. un projet de budget conforme au modèle établi par la C.S.C.

Ces budgets serviront de base pour la fixation des subsides éventuellement sollicités par les Centrales Professionnelles et les Fédérations Régionales.

Les organisations qui sollicitent des subsides doivent présenter leur projet de budget à la C.S.C. au plus tard le 31 octobre.

ART. 12. - L'administration financière de la Confédération est confiée au Bureau Journalier. Pour des décisions importantes le Bureau doit être consulté au préalable.

Le Bureau Journalier exerce un contrôle sur l'administration et les finances de toutes les organisations affiliées.

ART. 13. - Une commission de trois membres, désignés par le sort parmi les membres effectifs du Comité, sera instituée dans le but de procéder à la vérification de la comptabilité et des comptes de la Confédération.

Les membres de cette commission sont nommés pour un terme de trois années. Chaque année un membre sera sortant. Le remplacement du membre sortant aura lieu au cours de la séance du Comité qui aura à approuver les comptes annuels de la Confédération.

Le mandat du membre sortant est renouvelable.

Le bilan de la Confédération est arrêté annuellement au 31 décembre et transmis aux Centrales affiliées au cours du trimestre suivant. Dès que la Commission de contrôle l'aura vérifié et aura rédigé son rapport, il sera soumis à l'examen du comité.

L'approbation du bilan servira de décharge pour le Bureau Journalier et pour le Bureau.

La comptabilité de la Confédération est toujours à la disposition des contrôleurs. Cependant ceux-ci devront avertir la Confédération au moins trois jours avant leur visite et agir en qualité de commission de contrôle.

ART. 14. - Le personnel de la Confédération est nommé soit par le Comité, soit par le Bureau qui aura à mettre le Comité au courant de la décision prise.

Les traitements du personnel Confédéral sont fixés souverainement par le Bureau qui tiendra compte dans cette fixation de l'autorité, de la responsabilité, de la compétence et des années de service des intéressés.

Exception est faite pour le personnel subalterne dont les traitements seront déterminés par le président et le secrétaire général, qui auront toutefois à mettre le Bureau au courant de la décision qu'ils ont prise.

COMITE - BUREAU

ASSEMBLEES GENERALES DES PROPAGANDISTES -

CONGRES

ART. 15. - Les élections se font par scrutin secret.

Si de nouvelles candidatures ne sont pas présentées, les membres sortants sont déclarés élus d'office.

Dans le cas où une élection serait nécessaire, les membres du Comité recevront autant de bulletins de vote qu'ils ont de voix. Les candidats à l'élection figureront sur ces bulletins dans l'ordre alphabétique.

En cas de démission ou de décès d'un membre du Bureau, le Comité peut pourvoir à son remplacement. Le membre élu dans ces conditions achève le mandat de son prédécesseur.

ART. 16. - Tous les propagandistes du Mouvement Syndical Chrétien sont convoqués en Assemblée générale au moins une fois au cours de l'année où la Confédération tient un Congrès et deux fois les autres années.

La date et l'ordre du jour de ces assemblées seront fixés par le Comité ou par le Bureau et communiqués aux intéressés au moins deux semaines avant la réunion.

ART. 17. - Seront invités aux assemblées générales des propagandistes;

- a) les Centrales Professionnelles et leurs propagandistes;
- b) les Fédérations Régionales et leur propagandistes;
- c) les directeurs des Oeuvres Sociales.

Les frais de voyage et de séjour sont à charge des organisations respectives.

Le Bureau pourra décider de convoquer des assemblées des Fédérations Régionales auxquelles elles seront seules admises avec le Bureau.

ART. 18. - Seront invités au Congrès de la Confédération:

- a) les Centrales Professionnelles affiliées;
- b) les Fédérations Régionalisées;
- c) les organisations nationales qui s'occupent de la défense des intérêts ouvriers chrétiens;
- d) les Directeurs des Oeuvres Sociales;
- e) la Confédération Internationale des Syndicats Chrétiens, ainsi que les groupements et les personnalités que le Bureau ou le Comité estimerait utile d'inviter.

Les frais de voyage et de séjour des délégués ne sont pas à charge de la Confédération.

ART. 19. - Aux Congrès de la Confédération une voix sera exprimée pour chaque membre affilié.

Les voix seront divisées entre les Centrales Professionnelles et les Fédérations Provinciales. Le nombre de voix de chaque organisation est fixé comme suit: les Centrales Professionnelles voteront pour les 2/3 de leur nombre de membres; les Fédérations Provinciales pour 1/3 des leurs. Le nombre des membres est fixé comme il est dit à l'art. 19 des statuts.

ART. 20. - Le Comité pourra organiser des Congrès restreints qui seront composés de la même façon que les assemblées générales des propagandistes.

Le droit de vote du Congrès restreint est fixé de la même façon qu'aux Congrès réguliers ou extraordinaires.

ART. 21. - L'organisation intérieure du Congrès fera l'objet d'un règlement arrêté par le Comité Confédéral et qui sera transmis aux invités un mois avant l'ouverture du Congrès.

DISPOSITIONS DIVERSES

ART. 22. - Toute modification au présent règlement devra s'effectuer suivant la procédure établie pour les modifications aux statuts. (art. 39 des statuts).

ART. 23. - Tous les cas non prévus par le présent règlement seront tranchés souverainement par le Comité.

ANNEXE IV-B-1

LA FEDERATION GENERALE DU TRAVAIL DE BELGIQUE

I. MORPHOLOGIE DE LA FEDERATION GENERALE DU TRAVAIL DE BELGIQUE

- A. CREATION DE LA F.G.T.B.
- B. PRINCIPES DE STRUCTURES
- C. PRINCIPES STATUTAIRES DE LA F.G.T.B.
- D. PUBLICATIONS
- E. EFFECTIFS SYNDICAUX DE 1898 A 1964
- F. NOMBRE DE MEMBRES PAR CENTRALE MOYENNE 1964
- G. ACTIVITES DE LA F.G.T.B.

II. DIFFICULTES INTERNES DE LA FEDERATION GENERALE DU TRAVAIL DE BELGIQUE

- A. DEBUT DES DIFFICULTES - POSITIONS DIFFERENTES
- B. VERS UNE REFORME DES STATUTS
- C. POINT DE VUE DE LA COMMISSION DES DIX-HUIT

I. Principe de l'instauration de la parité linguistique dans tous les organes directeurs de la F.G.T.B. et son application.

A. Secrétariat:

- a) Composition
 - b) Election
 - c) Tâches
 - d) Présidence
- Secrétaires nationaux adjoints:
- a) Nombre
 - b) Nomination
 - c) Statuts et tâches
- Propagandistes:
- a) Nombre
 - b) Nomination

B. Bureau de la F.G.T.B.:

- a) Observation préalable
- b) Nombre de membres
- c) Elections des membres du Bureau
 - 1. Procédure pour l'instauration immédiate de la parité linguistique
 - 2. Procédure en cas de renouvellement total du Bureau
- d) Présidence du Bureau

C. Comité national de la F.G.T.B.:

- a) Principes
- b) Application immédiate de ces principes jusqu'au prochain congrès statutaire
- c) Procédure pour l'avenir
- d) Présidence

D. Congrès national de la F.G.T.B.

- a) Principes
- b) Procédure
- c) Présidence

II. Rapport représentation centrales et sections régionales dans les organes directeurs de la F.G.T.B.

III. Votes

- A. Comité national
- B. Congrès national

IV. Budget de la F.G.T.B.

V. Caisse de chômage

VI. Fonds national de résistance

VII. Presse

VIII. Sections régionales

D. ANNEE 1962 ET LA SUITE VERS UN ACCORD

I. Principes

- A. Parité linguistique
- B. Recherche du compromis
- C. Droit de tendance
- D. Affiliation collective
- E. Cumul

II. Gestion

- A. Presse syndicale
- B. Propagande, Information, Recrutement
- C. Formation, Education
- D. Jeunes
- E. Mesures d'exécution

III. Structure

- A. Bureau de la F.G.T.B.
- B. Secrétariat

IV. Conclusions

III. CONCLUSION

ANNEXE IV-B-1

LA FEDERATION GENERALE DU TRAVAIL DE BELGIQUE

F.G.T.B. (1)

I. MORPHOLOGIE DE LA FEDERATION GENERALE DU TRAVAIL DE BELGIQUE

A. CREATION DE LA F.G.T.B.

Les premiers syndicats socialistes furent créés dans la deuxième moitié du XIXe siècle. Il y avait plusieurs syndicats pour différents secteurs, comme par exemple pour les mineurs, les métallurgistes, les diamantaires, bois et bâtiments, etc. Ces syndicats existaient depuis longtemps indépendamment.

Ce n'est qu'en 1898, qu'on vit la naissance de la "Commission syndicale" qui s'occupa tout d'abord de créer ou de resserrer les liens entre les syndicats locaux de même profession ou de même industrie. Ce fut le premier pas vers l'unification de toutes les branches syndicales socialistes en une fédération générale. En 1898, les divers secteurs comptaient au total 13,727 membres. La Commission Syndicale avait été créée par le Parti Ouvrier.

Lors du Congrès syndical de 1907, on modifia le titre de l'organisme qui s'appela désormais "Commission Syndicale du Parti Ouvrier et des Syndicats Indépendants de Belgique". A ce moment-là, le syndicat avait déjà plus de 55,000 membres. Dès le début, la Commission a collaboré aussi étroitement avec les mutualités socialistes. Dans cette perspective, on pourrait se référer à des déclarations communes de la Commission Syndicale et de l'Union Nationale des Fédérations des Mutualités Socialistes.

En 1914, à la veille de la Première Guerre mondiale, le syndicat socialiste comptait déjà presque 130,000 membres.

Lors du Congrès National des 28 et 29 avril 1945, on unifia les différents organismes syndicaux socialistes (2) en une seule organisation dénommée finalement la Fédération Générale du Travail de Belgique.

(1) La F.G.T.B. est le syndicat socialiste belge.

(2) C'était l'union des organismes importants tels que: La Confédération Générale du Travail de Belgique, la Confédération Belge des Syndicats Uniques, le Mouvement Syndicat Unifié, le Syndicat Général Unifié des Services Publics.

Ce fut le 23 juin 1945, que le Bureau décida la publication d'un journal hebdomadaire qui parut pour la première fois sous le titre F.G.T.B. et le sous-titre Organe d'unité syndicale. Il y avait deux éditions distinctes: française et flamande. Au cours de cette année-là, plus de 500,000 membres furent affiliés au syndicat socialiste belge.

B. PRINCIPES DE STRUCTURE (1)

1. La Fédération du Travail de Belgique (F.G.T.B.) est le mouvement syndical belge qui se réclame de la lutte de classes.
2. Elle est composée de Centrales Nationales et elle se subdivise à l'échelle régionale en Sections régionales F.G.T.B.
3. La F.G.T.B. base le syndicalisme sur les industries, toutes les catégories de travailleurs étant groupées dans la même Centrale d'industrie. Les exceptions maintenues par l'usage ne peuvent être un obstacle à ce principe et il faut avoir recours dans ce cas à toutes les formes de coordination.
4. Les Centrales décident de leur organisation interne. Elles sont constituées par des sections régionales qui, à leur tour, sont constituées de sections d'entreprises ou locales.
Les Centrales déterminent si elles appliqueront l'un ou l'autre système, ou bien l'un ou l'autre, suivant les circonstances.
5. Les sections régionales des Centrales constituent les Sections Régionales F.G.T.B. La délimitation du territoire de ces dernières est de la compétence du Comité National de la F.G.T.B.
6. Les Sections régionales F.G.T.B. peuvent créer des services interprofessionnels, d'accord avec la F.G.T.B. nationale et les sections régionales des Centrales.
7. A tous les échelons de la F.G.T.B. et de ses Centrales, des commissions techniques peuvent être chargées d'étudier et d'établir les revendications communes des travailleurs d'une même catégorie.
8. Bien que les Centrales soient les seules organisations pouvant s'affilier à la F.G.T.B., les Sections régionales F.G.T.B. ont voix délibérante pour un tiers des votes au maximum dans les instances de la F.G.T.B. où leur représentation est admise.
9. Toute Centrale, pour être affiliée à la F.G.T.B., doit affilier ses sections régionales aux Sections Régionales F.G.T.B.

(1) Bondas, G., Un demi-siècle d'action syndicale, 1898-1948 - Histoire de la C.S. de la C.G.T.B. et de la F.G.T.B. Bruxelles, 1949. Annexe VI.

10. La F.G.T.B. et ses Centrales Nationales maintiennent la solidarité de classe entre les travailleurs de toutes les régions de la Belgique quels que soient leur langue et autres caractères ethniques. Elles veillent à ce que tous les travailleurs s'y sentent traités à ce sujet sur un pied d'égalité.

C. PRINCIPES STATUTAIRES DE LA F.G.T.B. (1)

- Même si une très bonne entente a toujours existé entre la F.G.T.B. et le parti socialiste belge, la F.G.T.B. affirme dans ses statuts que leur syndicat est indépendant à l'égard des partis politiques. Les membres des organisations syndicales ont cependant le droit d'appartenir au parti de leur choix à l'exception des partis "fascistes". Cette dernière restriction est une limitation qui fut insérée après la Seconde Guerre mondiale.
- Les ressources provenant des cotisations syndicales doivent servir principalement à soutenir l'action syndicale sur le plan professionnel et économique.
Le contrôle financier doit être assuré à tous les échelons par des commissions de contrôle élues par les assemblées générales auxquelles elles devront faire rapport.
- La démocratie interne la plus large est une règle absolue de l'organisation syndicale.
Tous les pouvoirs émanent des assemblées de syndiqués. Les syndicats sont tenus d'organiser régulièrement des assemblées générales. Un tiers des affiliés peut faire convoquer une assemblée générale.
- Tous les postes de responsabilité dans la F.G.T.B. doivent être attribués à des gens appartenant ou ayant appartenu à la profession organisée par le syndicat. Cependant, si dans cette profession un candidat adéquat ne peut être trouvé, on peut procéder à la désignation d'un candidat en dehors de la profession.
- Tous les postes permanents, rémunérés ou non par une instance supérieure, doivent être attribués par l'assemblée générale des affiliés ou par leurs délégués pourvus d'un mandat régulier et impératif.
- Tous les mandats doivent être confirmés ou renouvelés tous les deux ans.

(1) Bondas, G., Un demi-siècle d'action syndicale, 1898-1948 - Histoire de la C.S. de la C.G.T.B. et de la F.G.T.B. Bruxelles, 1949. Annexe V.

- Le mandataire rend compte de sa mission à ceux qui l'ont élu et aux instances supérieures statutairement constituées aussi souvent qu'on le lui demande.
- Le principe de l'indépendance des syndicats socialistes à l'égard des partis politiques n'exclut pas le droit pour les dirigeants aussi bien que pour les militants ou les membres d'une organisation syndicale, de briguer des mandats politiques.
Cependant, le travail syndical ne pouvant en quoi que ce soit souffrir de la double tâche acceptée par un mandataire syndical, le cumul des fonctions doit être soumis préalablement à la consultation de l'instance syndicale dont il relève. Les rémunérations ne peuvent être cumulées.
- La libre discussion est une règle générale dans les organisations syndicales socialistes. Toute tentative d'étouffer la liberté d'expression au sein des assemblées, est frappée de sanction.
- Tous les votes sont publics et la fréquentation des assemblées est obligatoire pour tous les membres. Les comités seront tenus de combattre l'absentéisme des membres par la pratique d'une parfaite solidarité d'action entre les organes de direction et les syndiqués eux-mêmes. Ils s'efforceront, d'autre part, de renforcer la solidarité entre les diverses catégories de travailleurs au sein d'une même entreprise.
- Les instances de décisions locales, régionales, provinciales ou nationales devront toujours comprendre une majorité de travailleurs exerçant encore leur profession.
Les instances d'exécution nationale (Comité Exécutif des Centrales et Bureau de la F.G.T.B.) seront composées de leurs présidents et secrétaires nationaux respectifs et de membres désignés par les assemblées compétentes.
- L'affiliation au syndicat ne pourra jamais être obligatoire. Mais aucun syndicat créé ou soutenu par les employeurs ne pourra, en aucun cas, prétendre à une représentation de travailleurs.

D. PUBLICATIONS (1)

La publication la plus importante est la presse syndicale qui paraît en deux langues: en français, sous le nom "Syndicat" et en néerlandais, sous

(1) Cf. Rapport Moral et administratif pour les années 1962, 63, 64, F.G.T.B.
Congrès statutaire, décembre 1965. pp. 791-796 et pp. 805 & 806.

le nom "De Werker" (le travailleur). Tandis que "De Werker" distribue 21 éditions, en moyenne sous cinq formes différentes, "Syndicats" publie 17 éditions sous trois à cinq formes différentes.

Les deux journaux suivent de près l'actualité économique et l'actualité parlementaire (Flashes sur le Parlement). Les lecteurs y trouvent des informations concernant l'organisation, le fonctionnement, et les activités de leur syndicat; on y introduit souvent un certain nombre de nouvelles intéressant l'évolution des communautés européennes. Il y a aussi des rubriques réservées aux jeunes, etc.

Quant au volume du journal, les hebdomadaires comptent habituellement entre 12 et 20 pages.

Outre les hebdomadaires qui sont publiés de façon régulière, la F.G.T.B. publie assez souvent des volumes, oeuvres qui ont un grand tirage.

A titre d'illustration, citons quelques exemples à partir de 1962:

	<u>Date</u>	<u>Tirage</u>
-- Historische Inleiding tot de Ekonomie (Introduction historique à l'économie politique)	Nov. 62	2,000 ex.
-- La réforme fiscale	Mars 63	3,100 ex.
-- De fiscale hervorming	" "	1,700 ex.
-- Le contrat de travail/Het Arbeidskortrakt	" "	7,000 ex.
-- Les conseils d'entreprise	" "	4,000 ex.
-- De Ondernemingsraden	" "	3,500 ex.
-- Sécurité et Hygiène	" "	9,000 ex.
-- Idem en néerlandais	" "	7,840 ex.
-- Ekonomie - Deel II Grandbegrippen (Economie - Partie II Elément de base)	Janv. 64	2,000 ex.
-- Comment remplir votre nouvelle déclaration d'impôt	Avril "	5,875 ex.
-- Idem en néerlandais	" "	3,500 ex.
-- Nouveau règlement général sur la protection du Travail	" "	2,500 ex.
-- Idem en néerlandais	" "	2,500 ex.
-- Les Vacances annuelles	Déc. "	4,000 ex.
-- Idem en néerlandais	" "	4,000 ex.

E. EFFECTIFS SYNDICAUX DE 1898 A 1964 (1)

1898:	13,727 membres
1899:	13,834
1900:	31,311
1905:	34,184
1910:	68,844
1914:	129,177
1919:	576,890
1920:	687,610
1925:	525,039
1930:	502,781
1935:	545,119
1939:	546,224
1945:	511,851
1946:	585,269
1947:	567,071
1962:	672,708
1964:	724,102

F. NOMBRE DE MEMBRES PAR CENTRALE MOYENNE 1964 (2)

Centrale générale	165,049 membres	
employés	61,279	
livre	12,783	
diamant	6,090	
chapeliers	108	
journalistes	132	
vêtements	12,173	
spectacles	689	
métal	146,863	
mineurs	20,327	
services publics	154,718	
pierre	7,732	
cadets	14,891	
textile	58,103	
transport	26,731	
tramwaymen	11,278	
alimentation	25,156	Total 724,102 membres.

(1) Bondas, G., Idem, Annexe II; Rapport Moral et administratif pour les années 1962, 1963, 1964, F.G.T.B., Congrès statutaire, décembre 1965, p. 805.

(2) Rapport Moral, idem.

G. ACTIVITES DE LA F.G.T.B.

Les activités du syndicat socialiste belge sont situées dans les mêmes domaines que les autres syndicats, telle la Confédération des Syndicats Chrétiens, etc. Nous n'examinerons pas les multiples champs de travail de la F.G.T.B. afin de pouvoir illustrer, plus en détail, quelques activités spécifiques concernant les problèmes internes et les problèmes linguistiques des dernières années.

II. DIFFICULTES INTERNES DE LA FEDERATION GENERALE DU TRAVAIL DE BELGIQUE

A. DEBUT DES DIFFICULTES - POSITIONS DIFFERENTES

Les difficultés internes de la F.G.T.B. eurent lieu en effet dans les années 1960-61, lors de l'élaboration d'un projet de loi d'expansion économique de 1959-60, qui a d'ailleurs fait coulé beaucoup d'encre et qui fut la cause de nombreux tumultes en Belgique. C'était sous le gouvernement Eyskens ⁽¹⁾ qu'on voulut créer une fameuse loi, officiellement appelée: "Projet de loi d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier". ⁽²⁾

Le Premier Ministre Eyskens aurait voulu que le Parlement vote le long projet de loi dans l'ensemble, comme un tout, donc à prendre ou à laisser comme tel. Cette loi fut appelée brièvement: loi unique. Etant donné qu'il s'agissait d'une réforme fiscale et financière et que ce plan était élaboré en outre par un gouvernement social-chrétien, ce projet de loi fut contesté, attaqué tout d'abord par toutes les couches inférieures et en particulier par les socialistes. Vu que les socialistes sont plus forts en Wallonie, la lutte contre la loi unique a aussi éclaté d'abord à Liège, la ville la plus importante du pays wallon. Cette lutte se traduisit par une grève presque générale ⁽³⁾ qui fut stimulée et encouragée, en premier

(1) Gaston Eyskens, professeur en sciences économiques à l'Université catholique de Louvain, a occupé à plusieurs reprises des postes ministériels et la position de Premier Ministre. Il est toujours considéré comme un des meilleurs économistes de la Belgique. Le projet de loi pour le redressement financier de la Belgique en 1959-60 était en effet largement le travail et la création de Eyskens lui-même.

(2) Document de la Chambre, no. 649. Session 1959-1960 portant la date du 4 novembre 1960.

(3) Certainement "générale" dans le monde socialiste dans le pays wallon.

lieu, par la Fédération Générale du Travail de Belgique et, en particulier, par M. André Renard, secrétaire général adjoint de la F.G.T.B. En réalité, un premier élément de tension connu son origine dans la crise charbonnière qui eut un rebondissement en octobre 1960, à la veille du dépôt du projet de loi unique. Tous les bassins charbonniers y étaient sensibilisés et c'était principalement au Borinage (en Wallonie), bassin le plus éprouvé, que la tension était très aiguë. (1)

Dans son opposition à la loi unique, M. André Renard expliquait dans un interview pour une revue bruxelloise, Pourquoi Pas?: (2)

La loi unique est un barrage élevé contre toute réforme économique profonde; elle constitue un point de passage obligé si l'on veut atteindre les objectifs réels... Le rejet de la loi unique devra être interprété comme la possibilité d'une nouvelle politique économique.

La déclaration faite par M. Renard, le 22 décembre 1960, nous donne une idée très claire de la portée de l'action déclenchée à travers les mouvements contre la loi unique:

Notre objectif immédiat, c'est le retrait de la loi unique, ce qui ne veut pas dire que nous n'aurons pas les réformes de structure immédiatement après. Mais il faut comprendre que le mouvement déclenché est une véritable épreuve de force. Le gouvernement ne pourrait rester au pouvoir s'il retirait la loi unique. Dites-vous bien que vous allez basculer un gouvernement et le régime qu'il représente. Ce gouvernement a été celui de la chance. Il a eu toutes les chances et n'en pas profité. Il a même raté toutes les occasions. (3)

La F.G.T.B., qui naturellement regroupe aussi dans son sein des ouvriers flamands, se réjouissait de voir que même des syndiqués flamands assistaient à la grève. Cette assistance flamande était pourtant de nature plutôt restreinte de sorte qu'il y avait quand même un grand danger de malentendu entre les Flamands et les Wallons à l'intérieur de la F.G.T.B.

(1) C.R.I.S.P., La décision politique en Belgique. Le Pouvoir et les groupes. Cahier de la Fondation Nationale des Sciences Politiques. Librairie Armand Colin. Paris, 1965. p. 223.

(2) Pourquoi Pas? No. 2196, 30 décembre 1960.

(3) La Wallonie. 23 décembre 1960.

A la fin du mois de décembre 1960, la grève avait pris une telle importance que le Cardinal Van Roey, Primat de Belgique, faisait un appel à ses compatriotes pour terminer la grève qu'il trouvait injuste:

Je ne suis pas un homme de parti. Je suis archevêque, c'est-à-dire pasteur des âmes et guide des consciences. Dans les circonstances que nous traversons en ce moment, je crois de mon devoir pastoral, de m'adresser à tous nos compatriotes et de leur dire:

Dimanche, fête de Noël, nous commémorons la venue sur terre de l'Unique rédempteur des hommes, de celui qui est venu apporter aux hommes de bonne volonté la seule paix véritable.

Cet anniversaire nous incite à nous rappeler que tous les actes qui tendent à désorganiser la vie nationale et à paralyser les organes essentiels de la collectivité doivent être dénoncés comme gravement coupables en conscience, étant donné les incalculables dommages qui en résultent pour le pays et le tort qu'ils causent à tous les citoyens.

Par conséquent, les grèves désordonnées et déraisonnables auxquelles nous assistons à présent doivent être réprouvées et condamnées par tous les honnêtes gens et tous ceux qui ont encore le sens de la justice et du bien commun.

Les ouvriers, les employés et les fonctionnaires, en raison de leur dévouement à leur tâche journalière, méritent l'estime de tous. Ils ne sont évidemment pas partisans du désordre ni de l'anarchie, et ils ne peuvent se laisser entraîner par des fauteurs de troubles. Qu'ils reprennent conscience de leurs devoirs et se remettent au travail sans plus tarder.

Que les organisations professionnelles et les syndicats, au lieu d'inciter ou de collaborer à la grève, ramènent leurs affiliés dans le droit chemin et à une meilleure compréhension de l'intérêt de tous. (1)

Dans ce même cadre, il est important de signaler que c'était également à cette époque qu'il y avait de plus grandes différences de points de vue entre la Confédération des Syndicats Chrétiens et le Syndicat socialiste. (2) En général, la C.S.C. désapprouvait les méthodes mises en oeuvre

(1) Cf. Courrier Hebdomadaire du C.R.I.S.P., no. 91, p. H, I.

(2) Au sujet du début de différences de points de vue entre le syndicat chrétien et le syndicat socialiste, le lecteur trouvera en annexe VI-B-2 la lettre d'André Renard de la F.G.T.B. adressée à M. Cool, président de la C.S.C. et la réponse de M. Cool relative à sa position vis-à-vis la fameuse loi unique.

qui, non seulement ruinaient l'économie du pays, selon la C.S.C., et mettaient en danger la situation sociale des salariés, mais portaient atteinte en même temps aux institutions démocratiques, fondement de toute liberté et, par conséquent, du mouvement syndical libre. Via son président, la C.S.C. apportait des précisions sur sa position le 27 décembre 1960.

La C.S.C. constate que le mouvement en cours est exclusivement d'ordre politique et n'a rien à voir avec les intérêts professionnels des travailleurs que le mouvement syndical a comme mission de défendre.

Le Comité de la C.S.C. condamne l'abus dont les travailleurs sont une fois de plus les victimes et qui consiste à les faire descendre dans la rue pour des fins uniquement révolutionnaires.

Le Comité se réjouit de résultats obtenus par la C.S.C. grâce à ses pourparlers avec le gouvernement.

Le Comité de la C.S.C. fait appel à tous les syndiqués chrétiens et à tous les travailleurs pour qu'ils ne se laissent pas entraîner dans cette aventure dont ils seraient les premières victimes.

Il remercie et félicite les travailleurs qui sont restés au travail. Il donne mandat à ses organisations régionales de prendre toutes mesures que la situation commande. (1)

B. VERS UNE REFORME DES STATUTS

Par l'activité d'André Renard, qui défendra plus tard avec emportement la théorie du fédéralisme à l'intérieur de la F.G.T.B. d'abord et puis le fédéralisme à l'intérieur du pays, les difficultés à l'intérieur du syndicat socialiste belge s'accumulèrent assez vite.

Dans un communiqué d'un Comité de coordination des régionales wallonnes, daté du 21 janvier 1961, pour la première fois, il est fait allusion à la réforme des statuts de la F.G.T.B.

Etant donné qu'il s'agit principalement de relations entre les Flamands et les Wallons au sein de la F.G.T.B., nous citons ici quelques extraits du texte de ce comité: (2)

(1) Courrier Hebdomadaire du C.R.I.S.P., no. 91, p. I et J.

(2) Courrier Hebdomadaire du C.R.I.S.P., no. 115, p. 2.

Les participants à la séance du comité de coordination des régions wallonnes de la F.G.T.B. du 21 janvier 1961 estiment que le moment est venu de poser le problème des structures internes du mouvement syndical. (1)

Soucieux de maintenir l'union indispensable entre les travailleurs flamands et wallons, se prononcent personnellement pour un système confédéral, tant sur le plan interprofessionnel que professionnel, c'est-à-dire pour la transformation de la F.G.T.B. en une confédération syndicale belge basée sur une fédération flamande, une fédération wallonne et, éventuellement, une fédération brabançonne.

Souhaitent que les organisations consultent leurs instances responsables.

Se prononcent pour la constitution d'une commission composée paritairement (de Flamands et de Wallons) chargée d'examiner ces problèmes de structure afin que les modifications puissent s'accomplir dans la compréhension mutuelle. (2)

Il semble que le problème de la Réforme des statuts de la F.G.T.B. ait déjà été soulevé avant la grève au sein de ce comité, mais qu'on ait retardé la publication des propositions pour ne pas affaiblir la grève. (3) Quant à ces réformes, il y avait surtout une tension entre le secrétaire général, Louis Major, et le secrétaire général adjoint, André Renard. Ces tensions avaient des aspects multiples qu'il est assez difficile d'isoler: il est évident qu'outre la question de tempéraments entre les deux leaders de la F.G.T.B., il existait principalement des différents points de vue quant à la place du syndicalisme dans la société, quant aux objectifs de la politique syndicale, quant aux rôles et fonctions des centrales syndicales, etc.

Il faut souligner ici que ces tensions ne s'étaient cependant jamais ouvertement exprimées sous forme d'antagonisme entre Flamands et

(1) Dans l'introduction du Courrier Hebdomadaire du C.R.I.S.P., on souligne l'importance de ces changements syndicaux et le reflet sur l'opinion publique syndicale depuis la grève du début de cette année, les problèmes de structure interne à la F.G.T.B. défrayent les chroniques des journaux et, de débats internes, sont progressivement devenus discussions publiques. Courrier Hebdomadaire du C.R.I.S.P., no. 115, p. 2.

(2) Le Peuple, 23 janvier 1961.

(3) Courrier Hebdomadaire du C.R.I.S.P., no. 115, p. 3.

Wallons, cela pour des raisons de fédéralisme. C'était le leader liégeois, Renard, et ses partisans (la dite aile renardiste) qui s'exprimaient et défendaient avec force le fédéralisme.

Dans ce cadre-ci, il est intéressant de référer à la lettre officielle de démission de Renard:⁽¹⁾

... car si je continue à croire que le fédéralisme est le seul moyen d'assurer une véritable union entre Flamands et Wallons, il apparaît impossible de réaliser cette formule au sein du mouvement syndical dans les circonstances présentes.⁽²⁾

Etant donné que le problème de la modification des statuts de la F.G.T.B. était posé, le "Bureau" de la F.G.T.B. a finalement décidé de réunir en son sein une commission spéciale connue sous le nom de "Commission des dix-huit".⁽³⁾ La commission débuta d'abord ses activités par l'examen des propositions fédéralistes de Renard,⁽⁴⁾ avec lesquelles elle ne pouvait pas être d'accord. Ce fut peu de temps après que Renard donna sa démission.

Après le rejet du projet de Renard, la commission spéciale se pencha alors sur une proposition de "Parité linguistique" faite par H. Castel, député socialiste et secrétaire régional de la F.G.T.B. Le point de vue de Castel servit en effet de point de départ aux discussions de la Commission spéciale. Dans une lettre publiée par La Gauche du 1er avril 1961, dans un article de Jacques Jerna, Castel commençait sa lettre par les idées suivantes:

C'est le 28.1.61 que le Congrès de la Régionale F.G.T.B. de Namur votait une résolution par laquelle il se prononçait pour la transformation de la F.G.T.B., organisme interprofessionnel, en une confédération syndicale coiffant les fédérations wallonne, flamande et, éventuellement bruxelloise et invitait les instances habituelles de la F.G.T.B. à installer sans retard, une commission composée paritairement de responsables flamands et wallons chargés d'examiner les problèmes de la revision des structures syndicales dans un esprit de compréhension et de fraternité réciproques.

(1) Cf. Annexe IV-B-3.

(2) Combat, 2 mars 1961.

(3) Une commission constituée par 18 membres dirigeants principaux de la F.G.T.B.

(4) Cf. Annexe IV-B-4.

[Le Congrès de Namur estimait en outre] indispensable de reviser les structures des organisations professionnelles sur une base fédéraliste similaire.

Si l'on s'en tient à une structure inchangée des Centrales, on arrive logiquement à une impasse, car l'organisation fédérative du mouvement interprofessionnel est difficilement conciliable avec le maintien de la structure unitaire des organisations professionnelles.⁽¹⁾

Selon les types de problèmes, on pouvait discerner les différents organes du syndicalisme socialiste belge. Sur la nécessité du fédéralisme au sein de la F.G.T.B., il faut signaler surtout une quantité d'articles dans Combat et un certain nombre de publications dans La Gauche en Wallonie. Dans un sens "unitaire" il faut mentionner principalement les articles parus à ce moment-là dans Syndicats, articles qui provoquèrent des réponses très violentes dans Combat sous la plume d'André Renard.⁽²⁾

Suite à la grève et suite à ces débats, il faut signaler que le débat sur le fédéralisme a aussi eu des répercussions au sein du Parti Socialiste, qui collabore en général très étroitement avec le syndicat de même opinion et tendance idéologiques. Il appert cependant que, dans les circonstances politiques de ce jour-là, la direction du Parti Socialiste Belge cherchait de toutes ses forces à éviter une discussion publique sur ce point. La remise, à une date ultérieure, du congrès des élus socialistes paraît un signe d'une telle attitude.⁽³⁾

Puis, la création du Mouvement Populaire Wallon, qui devenait extrêmement fort dans la région liégeoise, des prises de position très dure sur des sujets tels que l'implantation d'un complexe sidérurgique

(1) La Gauche, 1er avril 1961.

(2) Courrier Hebdomadaire du C.R.I.S.P., no.115, p.6.

(3) Idem.

puissant ⁽¹⁾ en Flandre, ont débordé évidemment le problème institutionnel interne de la F.G.T.B. tout en augmentant chez elle un climat de tension. ⁽²⁾

C. POINT DE VUE DE LA COMMISSION DES DIX-HUIT

Etant donné l'importance des propositions de réforme de la F.G.T.B. et vu qu'il s'agit en réalité de nouvelles dispositions pour les deux communautés linguistiques, nous reproduisons in extenso, les conclusions définitives de la Commission des Dix-Huit de la Fédération Générale du Travail de Belgique, telles qu'elles sont énumérées dans le Courrier Hebdomadaire du Centre de Recherche et d'Information Socio-Politiques du 16 juin 1961:

I. Principe de l'instauration de la parité linguistique dans tous les organes directeurs de la F.G.T.B. et son application.

A. Secrétariat:

a) Composition

Le secrétariat est composé de quatre secrétaires nationaux, dont deux appartiennent au rôle français et deux au rôle flamand.

L'un des secrétaires est nommé secrétaire général par le Comité national, un second, appartenant à l'autre rôle linguistique, est nommé secrétaire général adjoint.

b) Election

Les secrétaires de la F.G.T.B. sont élus par le congrès de la F.G.T.B., sur présentation des centrales et des sections régionales.

(1) Il s'agit ici de l'instauration du complexe sidérurgique à Zelzate dans la Flandre occidentale dont on prévoyait que cette nouvelle création industrielle pourrait produire 15% de la production actuelle de la Belgique et du Luxembourg réunis. Cf. La décision politique en Belgique: le Pouvoir et les groupes. C.R.I.S.P., Librairie Armand Colin, Paris, 1965. p. 287. "La création d'un complexe sidérurgique intègre à Zelzate à proximité de la Mer." En réalité, il y avait beaucoup de Flamands et de Wallons qui étaient d'avis que l'installation du plus grand complexe sidérurgique belge en Flandre signifierait l'écrasement définitif de l'hégémonie économique de la Wallonie. C'était surtout du côté socialiste (P.S.B., F.G.T.B.) qui est le plus fort en Wallonie, qu'une grande opposition éclatait contre ce projet. Idem, p. 299.

(2) Courrier Hebdomadaire du C.R.I.S.P., no. 115, p. 6.

c) Tâches

Le Bureau répartit les tâches entre les secrétaires nationaux.

d) Présidence

Le secrétaire général préside les réunions du secrétariat.

Le président des assemblées du Congrès, du comité national et du Bureau de la F.G.T.B. prend part aux réunions du secrétariat de la F.G.T.B.

Secrétaires nationaux adjoints:

a) Nombre

Deux secrétaires nationaux adjoints sont désignés, l'un du rôle linguistique français, l'autre du rôle néerlandais.

b) Nomination

Les deux secrétaires nationaux adjoints sont nommés par le Bureau de la F.G.T.B. Les membres du Bureau du groupe linguistique français présentent la candidature du secrétaire national adjoint de ce groupe; les membres du Bureau du groupe linguistique néerlandais présentent la candidature du secrétaire national adjoint du groupe linguistique néerlandais.

c) Statut et tâches

Le statut des secrétaires nationaux adjoints, de même que les tâches qui leur incombent, sont fixés par le Bureau de la F.G.T.B.

Les secrétaires nationaux adjoints prennent part aux réunions du Bureau avec voix consultative.

Propagandistes:

a) Nombre

Voir ci-dessus - secrétaires nationaux adjoints.

b) Nomination

Idem.

B. Bureau de la F.G.T.B.:

a) Observation préalable

On part du principe que:

1° pour obtenir la parité linguistique,

2° pour pouvoir conserver la proportion de 2/3 des membres des centrales et 1/3 des membres des sections régionales,

les membres du Bureau actuellement élus conservent leur mandat.

b) Nombre de membres

Se référant aux principes énoncés et compte tenu de l'observation ci-dessus, le nombre des membres du Bureau doit être porté de 18 à 24, soit 16 membres (dont 8 du rôle français et 8 du rôle néerlandais) des centrales et 8 membres (dont 4 du rôle français et 4 du rôle néerlandais) des sections régionales.

c) Election des membres du Bureau

1. Procédure pour l'instauration immédiate de la parité linguistique

Les membres du Bureau actuellement élus restent en fonction.

Afin de pouvoir arriver à la parité linguistique en maintenant la proportion de $\frac{2}{3}$ de membres des centrales et $\frac{1}{3}$ de membres des sections régionales, 6 nouveaux membres sont élus, de sorte que le Bureau se composera de 12 membres du groupe linguistique français et de 12 membres du groupe linguistique néerlandais, chacun de ces groupes linguistiques comprenant 8 membres des centrales et 4 des sections régionales.

2. Procédure en cas de renouvellement total du Bureau

Les membres du Bureau sont élus par le Congrès national de la F.G.T.B., sur une seule liste de candidats.

Les candidats sont répartis en 4 groupes sur cette liste:

- 1) candidats appartenant aux centrales et au groupe linguistique français;
- 2) candidats appartenant aux centrales et au groupe linguistique néerlandais;
- 3) candidats appartenant aux sections régionales F.G.T.B. et au rôle linguistique français;
- 4) candidats appartenant aux sections régionales F.G.T.B. et au rôle linguistique néerlandais.

Tout délégué avec voix délibérative au congrès doit émettre son vote sur:

- 1) 8 candidats - centrales - rôle français;
 - 2) 8 candidats - centrales - rôle néerlandais;
 - 3) 4 candidats - sections régionales - rôle français;
 - 4) 4 candidats - sections régionales - rôle néerlandais,
- soit au total sur 24 candidats (ni plus ni moins).

Toute autre façon de voter est nulle.

Ne peuvent jamais être élus plus de 8 membres centrales dans chaque groupe linguistique et 4 membres sections régionales dans chaque groupe linguistique, de sorte que les candidats élus sont ceux qui, dans chaque groupe, ont recueilli le plus grand nombre de voix.

Si dans l'un ou plusieurs des 4 groupes n'est présenté que le nombre exact de candidats à élire, ceux-ci sont déclarés élus sans scrutin.

d) Présidence du Bureau

Le Bureau est présidé par le président ou, en son absence, par le vice-président du Congrès de la F.G.T.B.

C. Comité national de la F.G.T.B.:

a) Principes

1. Le Comité national se compose de:

2/3 de représentants des centrales,

1/3 de représentants des sections régionales.

2. Les sections régionales F.G.T.B. sont représentées par un nombre égal de délégués des groupes linguistiques français et néerlandais.

3. Les représentants des centrales sont en nombre égal pour chacun des rôles français et néerlandais.

b) Application immédiate de ces principes jusqu'au prochain congrès statutaire

--- Le nombre de délégués des sections régionales flamandes est réduit de 3;

--- Le nombre de délégués des centrales - groupe linguistique français - est augmenté de 3.

c) Procédure pour l'avenir

Les centrales et les sections régionales remettent, conformément aux statuts de la F.G.T.B., la liste de leurs représentants au secrétariat de la F.G.T.B.

Les centrales font en sorte que, dans la mesure de leurs possibilités, leurs représentants soient désignés en fonction du nombre de membres appartenant à l'un ou l'autre rôle linguistique.

Si après le dépôt des listes des représentants, l'on constate que la parité linguistique n'a pas été atteinte, le secrétariat de la F.G.T.B. se concerta avec les organisations intéressées, afin d'établir effectivement cette parité.

d) Présidence:

La présidence du Comité national est assumée par le président ou le vice-président du Congrès de la F.G.T.B.

D. Congrès national de la F.G.T.B.:

a) Principes

Ils sont les mêmes que ceux énoncés pour le Comité national.

b) Procédure

Trois semaines avant le Congrès, les centrales et les sections régionales de la F.G.T.B. remettent au secrétariat de celle-ci la liste de leurs délégués, répartis en représentants du rôle français et en représentants du rôle néerlandais.

Dans la mesure de leurs possibilités, les Centrales veillent à désigner leurs représentants sur la base de leurs membres appartenant à l'un et l'autre groupe linguistique.

Si l'on constate que la parité linguistique n'est pas atteinte, le secrétariat se consulte avec les organisations intéressées, afin d'établir effectivement cette parité. A cette fin, un nombre complémentaire de mandats peut être accordé aux organisations en fonction du nombre de membres affiliés, à condition toutefois que la proportion 2/3 Centrales - 1/3 Sections régionales soit respectée.

c) Présidence

La présidence du Congrès national est assumée par le président ou le vice-président désigné chaque année par le Bureau.

II. Rapport représentation centrales et sections régionales dans les organes directeurs de la F.G.T.B.

En ce qui concerne la représentation des centrales et des sections régionales au Bureau, au Comité national et au Congrès national, le groupe de travail est d'accord de la maintenir sur la base actuelle, soit 2/3 de membres des centrales et 1/3 de membres des sections régionales.

III. Votes

A. Comité national

1. Le vote a lieu à main levée ou par appel nominal (art. 30, par. 2 des statuts).
2. Lors d'un vote à main levée, une décision est prise valablement à la majorité simple des voix des délégués présents.
3. Vote par appel nominal:
 - a) Les centrales et les sections régionales votent en fonction du nombre de mandats dont elles disposent au Comité national (donc pas sur la base du nombre de membres affiliés à la centrale ou à la section régionale).
 - b) Lorsqu'elles émettent leur vote, les centrales et les sections régionales doivent obligatoirement exprimer la majorité - minorité - abstention au vote, exprimée dans leur organisation et, ainsi qu'il a été dit, non pas sur la base de leurs effectifs, mais sur celle du nombre de mandats accordés.
 - c) Une décision est prise valablement à la majorité simple des voix émises sur la base du nombre de mandats.
4. Déclenchement d'une grève générale:

En cas de vote sur le déclenchement d'une grève générale, la décision doit être prise à la majorité des 2/3 des voix calculée sur la base du nombre de mandats.

B. Congrès national

- a) Par vote à main levée, une décision est prise valablement à la majorité simple des voix des délégués présents.
- b) Vote par appel nominal: les mêmes modalités que pour le Comité national.
- c) Déclenchement d'une grève générale: les mêmes conditions que pour le Comité national.
- d) Modification aux statuts:

L'actuel article 58 des statuts est maintenu. Ce qui implique:

 1. qu'une décision n'est valable que lorsqu'au moins 2/3 des délégués sont présents au Congrès national;
 2. qu'une modification aux statuts n'est adoptée que lorsqu'elle recueille 2/3 des voix;

3. que le vote a lieu non pas en fonction du nombre de mandats, mais sur la base du nombre de membres de chaque organisation.

e) Moment des votes:

La date et l'heure où les votes auront lieu au Congrès national seront portées à la connaissance des congressistes, afin

1. de permettre aux organisations de fixer leur attitude à l'égard d'un problème déterminé sur lequel il y a lieu de voter;
2. d'éviter que le vote ne se déroule dans le désordre ou qu'il n'ait lieu en l'absence d'un grand nombre de congressistes.

Le président du congrès fixera la date et les heures d'un commun accord avec le Bureau du Congrès.

IV. Budget de la F.G.T.B.

Chaque année est établi un seul budget général de la F.G.T.B., lequel est soumis au Bureau.

Ce n'est qu'en ce qui concerne la propagande, la presse, la jeunesse, la formation des cadres, les services éducatifs et culturels, que le budget est scindé en deux volets: l'un relatif au groupe linguistique français, l'autre au groupe linguistique néerlandais.

Le secrétariat est chargé de l'exécution du budget général, y compris les volets cités à part.

V. Caisse de Chômage

Une administration spéciale est prévue pour la caisse de chômage.

Cette caisse est gérée par un conseil d'administration composé de représentants du Bureau et des sections régionales.

La composition du conseil d'administration est paritaire au point de vue linguistique: un nombre égal de représentants pour chaque groupe linguistique.

VI. Fonds national de résistance

Les activités du Fonds national de résistance ont été suspendues par décision du comité exécutif de ce fonds.

Cette suspension ne peut être levée que par décision des organes directeurs compétents du fonds.

Toute modification à la structure du Fonds national de résistance ne peut avoir lieu que sur décision du Comité national de la F.G.T.B.

VII. Presse

La ligne politique des journaux Syndicats et De Werker doit être la même, c'est-à-dire la politique de la F.G.T.B. arrêtée par les organes directeurs compétents de celle-ci.

Le secrétariat de la F.G.T.B. veille à ce que cette ligne politique soit respectée.

L'un journal ne peut être la traduction de l'autre, ce qui n'exclut pas que certains articles et rubriques, intéressant l'ensemble des travailleurs, paraissent dans les deux journaux.

En rédigeant les articles et les rubriques, lors de la mise en page des deux journaux, il faut se laisser guider par la mentalité et les conceptions des lecteurs auxquels le journal est destiné.

VIII. Sections régionales

L'ensemble du problème des sections régionales F.G.T.B., leur rôle, leurs finances, leur fonctionnement, leur action et le contrôle qu'il y a lieu d'exercer sur elles, sera examiné ultérieurement, en assemblée spéciale, par le Comité national de la F.G.T.B.

*

* *

A titre d'information, il est nécessaire de mentionner que le Comité National de la Fédération Générale du Travail de Belgique ne pouvait pas prendre immédiatement des "décisions définitives"; les propositions devaient en réalité encore être approuvées par le Congrès de la F.G.T.B. qui, comme n'importe quel syndicat en Belgique, forme l'autorité suprême.

Par le rejet du projet Renard et par le projet de parité linguistique qui fut présenté au dit Comité National "élargi" de la F.G.T.B.,⁽¹⁾ "l'aile renardiste" comme on l'appelait, a quitté alors la direction de la F.G.T.B., cela tant au Secrétariat qu'au Bureau.

(1) En date du 27 juin 1961.

Le Comité National décidait en même temps, d'organiser un Congrès extraordinaire à la fin de l'année 1961, pour conclure les modifications dans le sens de la parité linguistique. Mais, étant donné qu'on devait obtenir les deux tiers des voix pour chaque proposition et que l'opposition wallonne (renardiste) était encore très forte, aucune proposition de la Commission des Dix-Huit ne fut votée. Le Congrès en effet avait été retardé en vue de permettre l'aboutissement de différentes tentatives de négociations (interventions multiples du président du Parti Socialiste Belge, M. Léo Collard, etc.).⁽¹⁾ Ce fut aux environs de 60% que se situaient, pour les différents votes, les voix obtenues par les propositions de parités linguistiques.⁽²⁾

Après ce congrès — plutôt, sans les résultats escomptés — le Secrétaire Général Louis Major donnait comme interprétation publique, que la F.G.T.B. s'était exprimée en voulant maintenir toutes les structures unitaires telles qu'elles existaient. Pour l'opposition renardiste, au contraire, les résultats restreints étaient évidemment interprétés comme l'expression d'une minorité suffisamment importante pour faire échouer toutes les tentatives.

D. ANNEE 1962 ET LA SUITE VERS UN ACCORD

L'année 1962 est caractérisée pour la F.G.T.B. d'abord comme une année très importante parce qu'elle était d'une signification décisive dans le cadre de la réforme de la F.G.T.B. Mais pour la Belgique, en général, l'année 1962 était très importante également étant donné que ce fut en 1962 qu'on vit voter une nouvelle série de lois linguistiques.

C'est surtout dans cette dernière perspective qu'il faut placer aussi les difficultés à l'intérieur des syndicats socialistes belges. Le Mouvement Populaire Wallon, qui était largement constitué de socialis-

(1) Courrier Hebdomadaire du C.R.I.S.P., no. 203, p. 4, 1963.

(2) Courrier Hebdomadaire du C.R.I.S.P., idem.

tes wallons, étant devenu une grande puissance, s'est occupé en particulier du problème des Fourons. ⁽¹⁾

Les Congrès des socialistes wallons qui s'occupaient des problèmes linguistiques proprement dits et particulièrement de la question des Fourons, ont renforcé encore la position du Mouvement Populaire Wallon, cela d'ailleurs seulement jusqu'au moment de la mort inopinée d'André Renard qui a frappé de stupeur l'ensemble des mouvements. A la fin de l'année 1962, ⁽²⁾ la F.G.T.B. organisait alors, avec plus de chance de succès, un autre congrès au cours duquel on aboutit à un projet de compromis, qui fut soumis pour la dernière fois au Congrès Extraordinaire de la F.G.T.B. des 21 et 22 juin 1963. Nous nous permettons de reproduire ci-dessous les résolutions apportées au cours de ce congrès sur les principes, la gestion, la structure et les conclusions: accord sur un régime transitoire permettant de déroger temporairement aux statuts. ⁽³⁾

I. Principes

A. Parité linguistique

Pour éviter qu'un groupe linguistique ne soit "minorisé", le principe de la représentation paritaire est introduit au Secrétariat et au Bureau.

Remarque: La parité n'est pas introduite au Comité National et au Congrès, dans le cadre du présent accord, compte tenu de la faculté de recourir au vote par appel nominal.

B. Recherche du compromis

Chaque fois que, lors d'un vote nominal, il apparaît que dans le Congrès ou le Comité National, deux groupes s'opposent, un compromis doit être recherché.

(1) Par les nouvelles lois linguistiques, on prévoyait maintenant que la région des Fourons, qui était avant 1962, attachée à la province wallonne, Liège, devenait alors un territoire flamand et les six communes qui constituent la région des Fourons furent attachées à la province flamande de Limbourg. Cf. La loi du 3 novembre 1962, modifiant les limites des provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932, sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932, concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen.

(2) Rapport moral et administratif pour les années 1962, 63- 64. F.G.T.B., Bruxelles, 1965, p. 38.

(3) Courrier Hebdomadaire du C.R.I.S.P., no. 203, pp. 14-17.

Il y a opposition:

- a) lorsqu'il y a rupture entre le vote des Centrales ou des Régionales;
- b) lorsque le vote se divise entre Wallons et Flamands.

Une première indication peut être trouvée dans le vote des Régionales.

Un compromis sera recherché s'il appert des votes portant sur une question importante, que les majorités suivantes ne sont pas réalisées:

- 1°) 2/3 des votes du Congrès ou du Comité National;
- 2°) si ce quorum n'est pas atteint, la décision, pour être valable, doit recueillir 50% des voix exprimées:

- par les régionales d'expression française,
- par les régionales d'expression flamande,
- par les centrales.

Lorsqu'elles émettent leur vote, les Centrales et les Sections Régionales doivent obligatoirement exprimer les votes pour - contre et abstention émis dans leur organisation.

Le Congrès ou le Comité National sont saisis de la nécessité de rechercher le compromis à la demande de la partie la plus diligente, à l'initiative, soit d'une centrale, soit d'une régionale.

C. Droit de tendance

Le droit de tendance est permis à l'intérieur de l'organisation, à condition:

- 1° que les décisions des organes de la F.G.T.B. soient respectées;
- 2° qu'il ne conduise pas à la constitution de groupes de pression organisés au sein de la F.G.T.B.;
- 3° que les statuts de la F.G.T.B. et le présent accord soient respectés.

D. Affiliation collective

- 1° La collaboration et l'affiliation collective à d'autres groupes sont permises pour autant que l'organe habilité en ait pris la décision et que ce ne soit pas en contradiction, ni avec les statuts, ni avec la "Déclaration de Principe" de la F.G.T.B., ni avec le présent accord et pour autant que ces groupes ne s'immiscent d'aucune manière dans la conduite de l'action syndicale.

2° De toute façon, l'affiliation collective ne peut constituer une obligation individuelle pour les membres, ni les autoriser à se prévaloir au sein de ces groupements de l'appartenance à la F.G.T.B. ou à ses Centrales et Régionales.

E. Cumul

Tenant compte de ce que des Centrales et des Régionales ont déposé des résolutions relatives à ce problème, la Commission de Contact estime qu'il appartiendra au Congrès de se prononcer.

II. Gestion

A. Presse syndicale

La politique générale syndicale est déterminée par les instances nationales du mouvement et doit être commune à l'ensemble du pays et se refléter dans la presse syndicale des deux expressions linguistiques.

En outre, les situations particulières et des régions requièrent le recours à des formes différentes de propagande, de formation et d'information.

B. Propagande, Information, Recrutement

Les mêmes considérations valent pour la propagande, l'information, le recrutement.

C. Formation, Education

Mêmes principes.

D. Jeunes

Mêmes principes.

E. Mesures d'exécution

Le Secrétaire chargé de l'exécution de ces missions sera aidé par un comité représentatif de sa région linguistique.

Les deux comités se réuniront régulièrement pour coordonner et définir la propagande générale pour laquelle il s'impose de tenir compte de l'aspect national.

Le financement de ces activités se fera en fonction des principes mentionnés ci-dessus.

III. Structure

L'élection du secrétariat étant de la compétence du Congrès, ce dernier se prononcera sur les candidatures, en tenant compte de la nécessité de rechercher l'équilibre et l'harmonie au sein du mouvement syndical. A cet effet, les candidats doivent être parrainés par la majorité de leur groupe linguistique. Il est bien entendu que le nombre de candidats peut être supérieur au nombre de sièges à pourvoir. Il en sera de même pour les membres du Bureau représentant les régionales.

A. Bureau de la F.G.T.B.

La proportion 2/3 Centrales, 1/3 Régionales étant maintenue, le Bureau se composera de 18 représentants des Centrales et de 9 représentants des Régionales dans la proportion:

- 4 pour la région flamande,
- 4 pour la région wallonne,
- 1 pour la région bruxelloise.

Pour assurer l'équilibre linguistique au Bureau, ce nombre sera complété par des membres désignés par le Comité National.

B. Secrétariat

Le Secrétariat est composé de quatre secrétaires (deux d'expression flamande et deux d'expression française) dont un secrétaire général et un secrétaire général-adjoint, d'expressions linguistiques différentes.

IV. Conclusions

En adoptant ce protocole d'accord, le Congrès engage les affiliés de la F.G.T.B. à veiller à son exécution loyale.

Le Congrès proclame que cet accord est de nature à rétablir la cohésion du mouvement syndical dans le cadre duquel **chacun** doit pouvoir s'exprimer librement.

Toute manifestation qui se placera en dehors des statuts et de l'esprit du présent accord sera condamnable.

★

★ ★

Ce protocole de compromis relatif aux structures internes de la F.G.T.B., qui était approuvé finalement avant le Congrès de 1963 par la Commission de contact — qui regroupait toutes les tendances —, par le Bureau de la F.G.T.B. et aussi par la Commission Syndicale du Mouvement Populaire Wallon, a obtenu son approbation par une très large majorité au "Congrès extraordinaire de la F.G.T.B. du 21 juin 1963, consacré aux structures internes".⁽¹⁾ Depuis ce congrès, la F.G.T.B. a retrouvé en effet son équilibre d'antan à l'intérieur de son organisme. La mort du grand leader wallon, André Renard, a sans doute influencé le courant de l'évolution des choses d'abord au sein de la F.G.T.B. même, et également de la relation entre les Flamands et les Wallons de la Belgique en général. Les tendances fédéralistes du côté wallon (M.P.W.) sont sans doute devenues moins fortes. Le fait que les lois linguistiques aient été admises et qu'elles dussent déjà être appliquées au cours des années 1963, 64 et 64 a occasionné moins de querelles que par le passé.

III. CONCLUSION

Nous avons examiné, un peu plus profondément cette fois, un organisme syndical et cela pour plusieurs raisons. Tout d'abord, il fallait que nous examinions un peu plus en détail un des trois grands syndicats de Belgique en tant qu'exemple d'un groupe de pression dans l'exécution du pouvoir dans le pays. Nous avons étudié principalement la F.G.T.B., étant donné que c'était le Syndicat socialiste belge qui fut confronté avec des problèmes linguistiques à l'intérieur de son sein.

Si l'on pouvait pousser cette étude plus loin, on pourrait dans cette optique, étudier la relation entre les partis politiques proprement dite et les syndicats, par exemple la relation entre la F.G.T.B. et le P.S.B. Cette relation est en effet toujours très étroite et les points de vue sur la plupart des problèmes importants étaient généralement les mêmes entre le parti et le Syndicat socialiste belge. Comme nous le faisons pour la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique et le Parti de la Liberté et du Progrès, relativement à leur position vis-à-vis les problèmes linguistiques en Belgique, nous nous limitons à reproduire plus

(1) Courrier Hebdomadaire du C.R.I.S.P., 5 juillet 1963.

loin, le point de vue de la section flamande du Parti socialiste belge sur la question flamande et wallonne telle qu'elle est vue par son vice-président actuel. ⁽¹⁾ Nous terminons donc sur ce point, cet aperçu sur le Syndicat socialiste belge.

(1) Annexe IV-B-5: Le point de vue flamand du P.S.B. sur les relations culturelles et linguistiques en Belgique, par J. Van Eynde, Vice-Président du P.S.B., Membre de la Chambre des Représentants.

ANNEXE IV-B-2

LETTRE d'ANDRE RENARD de La Fédération Générale du Travail
de Belgique adressée à M. AUGUSTE COOL, président de La
Confédération des Syndicats Chrétiens et LA REPONSE de M.
A. COOL, relative A SA POSITION vis-à-vis LA LOI UNIQUE.

I. LETTRE OUVERTE de M. A. RENARD à M. A. COOL.

Monsieur le Président,

J'ai quelque peine à utiliser cette formule (Monsieur le Président), car d'habitude nous nous interpellons d'une manière beaucoup plus familière. Mais comme je m'adresse beaucoup plus à une fonction qu'à un homme, je suis bien obligé d'y recourir.

Vous avez donc, Monsieur le Président, l'habitude de parler clair: c'est en tout cas ce que j'ai pu souvent constater. Mais je l'avoue à l'heure actuelle, je ne comprends pas fort bien votre langage. Je ne dois pas être seul dans mon cas: puisque l'on vous prête des intentions que, j'en suis convaincu, vous n'avez pas.

On laisse croire, dans certains milieux, que vous seriez d'accord avec le projet de Loi Unique. Cet accord me paraît tellement contraire à l'attitude que je vous ai vu adopter en diverses circonstances, que je me permets de vous demander, si vous m'y autorisez, quelques explications.

Vous ne pouvez pas être insensible à la réduction des dépenses prévues dans le secteur social. Et ce qui m'étonnerait, c'est que vous acceptiez une aggravation d'une certaine fiscalité: je veux parler des impôts indirects. Vous avez, à plusieurs reprises, mis en évidence le triste privilège de la Belgique d'être le pays d'Europe ayant le plus fort pourcentage d'impôts indirects. Vous avez dit et répété que cette forme de l'impôt était la plus injuste parce qu'elle frappait surtout les travailleurs. Or, dans le projet de Loi Unique, sur les quelque six milliards (ne discutons pas sur les miettes des millions) d'impôts indirects dus à l'augmentation de la taxe de transmission, selon nous, quatre milliards seront pris dans la poche des travailleurs.

En effet, cette augmentation de la taxe de transmission frappera surtout les consommateurs; les travailleurs représentant 70% de la population belge, à plus ou moins long terme, ils sont appelés à supporter 70% de la charge totale. Cela c'est pour une partie de l'aspect social.

Il est incontestable qu'il existe aussi un danger d'ordre économique. Augmenter de 1% la taxe de transmission, c'est finalement faire augmenter, sans aucun contrepartie, nos prix. La hausse des prix amènera, tôt ou tard, un ajustement des salaires. C'est bien d'ailleurs là-dessus que comptent ceux qui disent que les travailleurs ne seront pas fatalement les victimes de ces hausses de prix. Mais en attendant cette augmentation des salaires, les travailleurs verront leur pouvoir d'achat amputé, pendant des mois et des mois, de 1%, 1,25%, 1,50%, etc...

Cette hausse fatale de nos prix de revient ne peut pas vous laisser insensible. Comme moi, vous savez combien notre économie est dépendante de nos exportations. Celles-ci sont soumises à la dure loi de la concurrence. On peut difficilement admettre que le moment soit bien choisi pour nous handicaper encore sur les marchés d'exportation.

Nous en sommes tellement convaincus que nous avons fait des efforts en vue d'améliorer notre productivité et dans divers milieux, on se félicite d'ailleurs de cette hausse de productivité de notre main-d'oeuvre. Eussiez-vous été d'accord pour promouvoir cette augmentation de productivité si vous aviez su qu'elle servirait uniquement à trouver une issue momentanée à une difficulté financière dans laquelle se trouve l'Etat? Nous avons toujours pensé "consommateurs" quand nous parlions productivité et nous nous sommes toujours méfiés et de l'Etat et des patrons. Nous sommes sans doute d'accord pour dire qu'il faut trouver le moyen de rendre les gouvernements plus indépendants sur le plan financier et le rapport économique de la F.G.T.B. de 1954, le disait déjà fort clairement. Mais je suppose que nous ne pouvons accepter ni les moyens ni la méthode qui nous sont proposés.

Ne préféreriez-vous pas plutôt une réduction massive de notre budget de la Défense Nationale de quelque dix milliards et en même temps, une répression de la fraude fiscale? (10 milliards, selon M. LEFEVRE, à Charleroi le 20.11.60). Ne croyez-vous pas que l'on pourrait de la sorte trouver, sans guère porter atteinte au standard de vie des travailleurs, les vingt milliards considérés comme nécessaires?

Vous avez d'autre part entendu comme moi, tout récemment, que la véritable solution se trouvait dans un essor nouveau de notre économie. Croyez-vous que c'est dans le cadre vétuste de notre système économique, que l'on puisse trouver cet essor? Ne pensez-vous pas plutôt que c'est à travers des modifications fondamentales de nos structures qu'il faut chercher les solutions?

Je vous prête le même sentiment que le mien et c'est pour cela que je serais vraiment surpris d'apprendre que, malgré tout, vous êtes d'accord avec le projet de Loi Unique.

En tout cas, dans toute la Wallonie, vous allez assister à une énorme réaction ouvrière le 14 décembre. Dans d'autres régions, des mouvements sont également en cours. A cela non plus, vous ne pouvez rester insensible.

Je vous connais assez pour pouvoir dire que vous n'êtes pas passif devant ce qui est en train de se passer: mais je me demande tout de même si cette espèce d'expectative dans laquelle vous restez ne renforce pas vos adversaires qui sont aussi les nôtres.

J'aimerais beaucoup réentendre parler haut et clair le Président de la C.S.C. et c'est pourquoi je lui en offre l'occasion. Vous ferez ce que dictera votre conscience, mais j'ai cru de mon devoir de vous parler très franchement.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de sentiments... que vous connaissez bien.

André RENARD.

(La Wallonie; 9.12.1960)

II. LETTRE-REPONSE de M. A. COOL à M. A RENARD.

Mon cher André,

Ma réponse à ta lettre ouverte du 9 décembre s'adresse plus à la personne qu'à la fonction. Tu ne m'en voudras donc pas si je m'adresse à toi en des termes qui nous sont familiers.

Le ton de ta lettre me réjouit. Jeudi soir, le Président de l'Association des Banques a prononcé un discours à l'occasion de la célébration

du 25ème anniversaire de la Commission bancaire; il a parlé également de ladite loi unique. Vendredi matin, ta lettre est publiée, et inconsciemment je me suis fait la réflexion suivante: en voilà deux qui s'opposent à la loi unique, le banquier et le syndicaliste-F.G.T.B. mais je préfère le ton du syndicaliste à celui du banquier. Le ton de ta lettre ne m'a nullement surpris, mais bien celui du banquier qui doit en vouloir à la loi unique. En effet, nous ne sommes pas habitués à un pareil langage de sa part.

Mais nous avons assez parlé de banquiers et de syndicalisme; abordons le fond du problème.

Tu me reconnais la qualité de parler un langage clair et net, cela me fait plaisir. J'essayerai de faire preuve de la même qualité dans ma réponse. Tu me demandes si je suis pour ou contre la loi unique.

Ma réponse à cette question ne sera pas "je suis pour ou je suis contre", parce que je suis d'avis que quiconque considère objectivement les choses, sans perdre de vue les intérêts des travailleurs, ne peut donner pareille réponse.

On ne peut rejeter ni approuver ce projet de loi dans son entièreté. Ni toi, ni moi ne pouvons rejeter les mesures prévues en ce qui concerne l'Expansion Economique, le Plein Emploi, l'Assainissement de nos Finances Publiques.

Ni toi, ni moi ne pouvons rejeter les mesures qui sont prévues entre autres à l'art. 16 tendant à mettre fin au scandale des licenciements arbitraires et au régime de chômage partiel. On pourrait citer pas mal d'autres exemples, mais je préfère m'en abstenir parce que tu es certainement de ceux qui ont lu et étudié la loi, contrairement à beaucoup d'autres qui se prononcent pour ou contre elle sans en connaître la teneur.

Tout l'exposé des motifs que les articles du projet proprement dit contiennent beaucoup de choses que le mouvement syndical a demandées depuis des années.

Le projet contient également des choses que nous ne pouvons admettre, par exemple les mesures relatives au contrôle des chômeurs, les deux périodes d'indemnisation prévues dans l'exposé des motifs, les dispositions faisant l'objet des titres IV et V relatives aux agents de l'Etat, des provinces, des communes et au personnel enseignant.

Enfin, en ce qui concerne l'assurance-maladie, nous appuyons les propositions faites par l'Alliance des Mutualités Chrétiennes.

Nous avons encore quelques mots à dire au sujet des mesures fiscales, mais nous y reviendrons.

Nous faisons donc la distinction entre le bon grain et l'ivraie, nous acceptons ce qui est bon dans le projet, mais nous rejetons ce qui est mauvais. Nous l'avons dit très clairement et nous agissons en conséquence.

Des négociations sont en cours sur tous les points qui n'ont pas recueilli l'unanimité. Nous espérons arriver à un accord; si elles aboutissent à un échec, le gouvernement nous trouvera sur son chemin et nous emploierons des moyens efficaces pour imposer une solution.

J'espère que cette réponse est claire et nette. Mais qu'il me soit permis de poser une question à mon tour: N'avez-vous pas la conviction que, quel que soit le gouvernement qui vienne au pouvoir demain et qui se propose d'assainir véritablement la situation du pays, il devra reprendre 70 à 80% des idées contenues dans ladite loi unique?

Pourquoi donc condamner tout en bloc, même des choses que, demain vous serez peut-être amenés de défendre.

Il y a une autre ombre au tableau, à savoir la fiscalité, et tu ne m'en voudras pas, André, si je te dis qu'ici il m'est impossible de te suivre. Il va de soi que je préférerais que l'on diminue le budget de la Défense nationale de 10 milliards et que l'on obtienne encore 10 milliards en réprimant la fraude fiscale, comme je préférerais un peu plus de soleil et un peu moins de pluie en Belgique. Seulement, pour en arriver là, tu sais aussi bien que moi qu'il ne suffit pas de souhaiter, ni même de vouloir quelque chose pour en voir la réalisation; entre les deux il y a de la marge!

Prenons l'armée. Tu sais et tu admetts avec moi, que l'actuel gouvernement a proposé pour la première fois une réduction importante de ce budget pour 1961. Penses-tu que, compte tenu de nos obligations internationales, il soit possible d'aller encore plus loin et, dans la négative, n'est-il pas dangereux d'employer le slogan de 10 milliards auquel on ne croit pas soi-même, mais qui donne des illusions à l'homme de la rue. De plus, je fais abstraction de l'incidence économique que pourrait avoir

pareille mesure, entre autres pour la métallurgie. Récupérer 10 milliards en réprimant la fraude fiscale - tout à fait d'accord - avec cette différence que tu combats les mesures qui doivent mettre fin à cette fraude, alors que ces mesures sont pour moi parmi les plus importantes de la loi.

Ici nous devons être clairs et nets. Pour la première fois en Belgique, depuis l'existence des gouvernements de coalition, il y a un gouvernement qui attaque la fraude fiscale à la racine par le fameux article 130 de la loi unique qui prévoit le précompte.

Je suis toujours à l'aise, lorsqu'à l'occasion d'une prise de position, on m'attaque à l'extrême gauche et à l'extrême droite (par extrême gauche, je ne vise naturellement ni "La Wallonie", ni "La Gauche"). Cela me donne l'impression d'être engagé dans la bonne voie. Es-tu dans le même cas? Dans l'affirmative, ne constates-tu pas avec inquiétude que, dans l'offensive antifiscale, "La Libre", "L'Echo de la Bourse", "La Meuse" et d'autres journaux de droite et financiers font chorus avec "Le Peuple" et "La Wallonie".

En effet, nous nous trouvons ici devant un problème que nous devons juger en conscience et alors je te dis que le précompte prévu dans la loi unique est une des mesures les plus importantes pour rétablir dans ce pays l'honnêteté fiscale.

Tu comprends très bien que l'opposition des journaux d'extrême droite et des milieux financiers au précompte est moins dirigée contre le montant de l'impôt - les 10% - que contre le fait que l'on met le doigt sur la plaie et, qu'une fois cette mesure prise, la réforme fiscale sera complète et inéluctable.

Mais il reste alors, en effet, la majoration des impôts indirects et principalement la taxe de transmission qui est portée de 5 à 6%, et ce pendant deux ans.

Ici également, je désire être clair. Je regrette que nous en soyons arrivés là, c'est la rançon que nous devons payer pour éviter le pire.

Faut-il que je m'explique? Au même moment, nous avons reçu le même document, à savoir le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1961.

A la page 5, nous lisons que la dette publique s'élevait en septembre 1960 à 389 milliards, contre 318 milliards en 1956. Cela nous coûte au minimum 15 milliards par an en intérêts. Nous lisons également que la dette flottante à l'étranger s'élevait en septembre 1960 à 20,3 milliards, et nous faisons abstraction de la dette flottante de 123,7 milliards à l'intérieur du pays, parce que tu sais aussi bien que moi quel danger représentent les 20,3 milliards.

En examinant la situation hebdomadaire de la Banque nationale, nous constatons que la semaine qui suit la souscription du dernier emprunt ou approchait du plafond de 10 milliards. Nous savons que suite à la question congolaise et à la situation de nos finances publiques, notre crédit à l'étranger diminue sensiblement; cette situation explique également pourquoi le gouvernement actuel aussi bien que le gouvernement précédent se voit contraint de s'adresser à la haute finance pour pouvoir poursuivre son petit jeu magique dans le domaine financier. Tout cela, nous le savons, de même que nous connaissons les dangers qui peuvent en résulter.

Danger que le gouvernement perde son autonomie et finisse par dépendre des groupes financiers.

Danger qui appelle des mesures urgentes si on veut éviter que le pays ne revive le drame de 1925. En effet, une seule opération financière suffirait à porter une atteinte telle au niveau de vie des travailleurs que tous les fantômes réels ou imaginaires qu'on agite actuellement disparaissent dans le néant.

Tel est le problème devant lequel nous nous trouvons, telle est la catastrophe que nous devons éviter pour nos travailleurs, car ce sont eux qui en seraient les premières victimes.

Et les réformes de structure dont tu parles? Ne pourrais-tu me dire d'une manière explicite, sans avoir recours à des slogans quelles sont les mesures concrètes à prendre: pour économiser 10 milliards sur le budget de l'armée, pour augmenter les recettes de 10 milliards en éliminant la fraude fiscale, pour promouvoir l'expansion économique de manière à résorber le chômage structurel, etc..., etc...; de grâce, des propositions concrètes!

Tu sais que je ne suis pas un doctrinaire et que je suis toujours disposé à examiner n'importe quelle proposition concrète. Tu as déjà

compris que notre position actuelle s'inspire des intérêts des travailleurs et de rien d'autre. Qu'il me soit permis de profiter de cette réponse pour répéter à certains milieux de droite et pour dire encore une fois au gouvernement qu'il n'y aura plus moyen de discuter avec la C.S.C. si on ne réalise pas la réforme fiscale fondamentale.

Enfin, car ma lettre devient trop longue, il est profondément regrettable que la F.G.T.B. n'ait jamais répondu à la lettre par laquelle la C.S.C. le 5 novembre 1959, proposait l'unité d'action à la F.G.T.B.

Cela aurait permis de discuter entre organisations les problèmes qui sont soulevés actuellement et qui doivent faire l'objet de lettres ouvertes. Cela n'a pu se réaliser à cause de la F.G.T.B.; j'ai le sentiment que toi-même tu aurais voulu qu'il en fût autrement. Ce qu'il faut regretter dans tout cela, c'est que l'on oublie parfois ce qui est en jeu, à savoir l'intérêt des travailleurs.

Tu as parlé franchement et ouvertement, je t'en remercie. Je sais que tu ne m'en voudras pas d'avoir suivi ton exemple.

Puisse cette franchise profiter aux travailleurs et à toute la communauté.

Tu connais mes sentiments, je connais les tiens, en attendant, je te prie d'agréer.....

(La Cité; 13.12.1960)

ANNEXE IV-B-3

LETTRE DE DEMISSION

D'ANDRE RENARD, SECRETAIRE

GENERAL ADJOINT DE LA FEDERATION

GENERALE DU TRAVAIL DE BELGIQUE. (1)

23 février 1961.

Aux Membres du Bureau de la F.G.T.B.,

42, rue Haute,

BRUXELLES.

Chers Camarades,

J'avais indiqué lors d'une séance du Bureau que je démissionnerais le jour où je considérerais qu'il existe une incompatibilité entre les positions que j'ai défendues et la fonction que je suis appelé à remplir.

Cette incompatibilité existe aujourd'hui, car si je continue à croire que le fédéralisme est le seul moyen d'assurer une véritable union entre Flamands et Wallons, il apparaît impossible de réaliser cette formule au sein du mouvement syndical dans les circonstances présentes.

Je maintiens cependant, que, loin de diviser les travailleurs, un système confédéral les unirait davantage.

J'espère toutefois, que les travaux entrepris par la commission créée au sein du Bureau conduiront à des modifications de structure allant dans le sens de l'établissement de l'égalité de droit des deux communautés et de la décentralisation fonctionnelle.

D'autre part, je considère qu'il faut enlever à d'aucuns l'argument selon lequel les difficultés actuelles dans notre mouvement sont dues à des "problèmes d'hommes" et afin d'améliorer en partant de ce qui précède et autant que possible le climat qui doit régner dans cette commission, je vous prie de prendre note de ma démission formelle de mon mandat de secrétaire F.G.T.B.

(1) Lettre publiée dans "Combat", le 2 mars 1961.

Je n'abandonne pas pour autant mon action militante. Je désire au contraire retrouver toute ma liberté pour combattre en faveur de deux grandes idées qui sont miennes depuis de nombreuses années: réformes des structures économiques et fédéralisme.

Je souhaite que la compréhension réciproque permette à notre mouvement syndical de se renforcer encore dans l'avenir et vous prie de croire à mes sentiments fraternels.

André RENARD.

ANNEXE IV-B-4
LE PROJET RENARD RELATIF
A LA STRUCTURE INTERNE
DE LA FEDERATION GENERALE
DU TRAVAIL DE BELGIQUE. (1)

Principe:

Pour assurer le maintien de l'union des travailleurs flamands, wallons et bruxellois, le système confédéral apparaît comme le plus adéquat.

Ce système sera fondé sur l'existence de trois fédérations:

- 1 fédération flamande,
- 1 fédération wallonne,
- 1 fédération bruxelloise.

Objectifs:

Les objectifs de la Confédération sont ceux repris dans la Déclaration de Principe de 1945.

Organes de la Confédération:

- congrès confédéral,
- comité confédéral,
- bureau confédéral,
- secrétariat confédéral permanent.

Congrès confédéral.

Compétence:

- Organe de direction de la Confédération.
- Fixe les lignes générales en matière de politique économique, sociale et extérieure.
- Les décisions sont prises, soit à l'unanimité, soit à la majorité - à condition qu'il existe une majorité dans les trois fédérations.

(1) Extrait du Courier Hebdomadaire du C.R.I.S.P., N° 115, p. 7-10.

Composition:

Le congrès confédéral sera composé dans les proportions de 4/9 flamands, 4/9 wallons et 1/9 bruxellois. La représentation pour chaque fédération sera composée par moitié de représentants de centrales et par moitié de représentants des fédérations.

Comité confédéral.

Mêmes dispositions que pour le Congrès.

Il est l'organe directeur de la Confédération entre deux congrès.

Bureau confédéral.Composition:

Il pourrait être composé de 27 membres dont:

- 12 représentants de centrales,
- 6 représentants de la fédération flamande,
- 6 représentants de la fédération wallonne,
- 3 mandats de la fédération bruxelloise devant comprendre au moins un représentant de centrale.

Il est bien entendu que dans cette formule, la parité linguistique doit être respectée.

Les représentants de centrales seront désignés par un collège de centrales, les représentants de fédérations seront désignés par les fédérations elles-mêmes, ces désignations étant ratifiées par le congrès.

Le bureau confédéral se réunira au moins deux fois par mois.

Compétence:

Le Bureau confédéral assure la politique journalière de l'ensemble de la confédération, les revendications générales, la représentation dans les organes de programmation et de planification, à l'O.B.A.P., dans les organismes nationaux, notamment au Conseil Central de l'Economie, au Conseil National du Travail, au Comité National d'Expansion économique.

Il assure les rapports avec le gouvernement, avec l'Action Commune Nationale, de même qu'avec les organismes internationaux: Commission Economique Européenne, C.E.C.A., O.E.C.D., C.I.S.L., B.I.T.

Ces représentations se feront compte tenu de l'équilibre indispensable entre les fédérations.

Secrétariat confédéral.

Composition:

En principe 5 secrétaires: 2 flamands, 2 wallons et 1 bruxellois.

Les secrétaires confédéraux sont désignés par un congrès confédéral sur présentation des centrales et des fédérations mais il est bien entendu que chaque groupe linguistique élit ses (ou son) secrétaire(s) seulement.

Les secrétaires confédéraux font partie du secrétariat de leur fédération.

Compétence:

Le secrétariat confédéral assure la gestion journalière de la Confédération et exécute les décisions du Bureau confédéral.

Caisse de chômage.

Caisse unique au niveau de la Confédération, gérée par un Conseil paritaire composé de représentants des fédérations. Ce Conseil de gestion est compétent pour toutes questions intéressant l'administration du chômage.

L'exécution des décisions de ce Conseil est assurée par le secrétaire confédéral, qui a le chômage dans ses attributions.

Caisse de réassurance grève.

Caisse unique au niveau confédéral gérée par un Conseil composé par moitié de représentants des centrales et par moitié de représentants des fédérations.

Ressources:

Les cotisations pour l'administration de la Confédération sont payées par les fédérations suivant un taux fixé par le congrès confédéral.

Les cotisations pour la Caisse de réassurance grève sont également fixées par le congrès confédéral et payées à l'intervention soit des centrales, soit des fédérations.

Les Fédérations.

Les organes des fédérations sont:

- le congrès fédéral,
- le comité fédéral,
- le bureau fédéral,
- le secrétariat fédéral.

Les régionales interprofessionnelles sont maintenues dans leur forme actuelle.

Congrès fédéral.

Organe de direction de la fédération, le congrès fédéral est composé de représentants des régionales. Il est compétent pour toutes questions intéressant la vie de la fédération et des travailleurs qu'il représente.

Comité fédéral.

Assure la direction de la fédération entre deux congrès. Il est également composé par moitié de représentants de centrales et par moitié de représentants des régionales.

Bureau fédéral.

Composé de représentants des régionales - minimum un par régionale + un représentant par tranche assez large (20.000 environ par exemple).

Compétence:

Administration de la fédération aussi large que possible afin de laisser le maximum de moyens pour l'action sous toutes ses formes.

Administration des régionales:

- propagande générale,
- information générale,
- éducation,
- presse,
- cotisations - timbres,
- services d'études, de propagande, des conseils d'entreprise, des comités de sécurité et d'hygiène, des jeunes.

Ressources:

Les ressources sont assurées par des cotisations payées par l'intermédiaire des régionales et fixées par le congrès fédéral en fonction des nécessités du budget de la fédération.

Secrétariat fédéral.

En ce qui concerne la fédération wallonne, en vue d'assurer un contact permanent du secrétariat fédéral avec les régions, la Wallonie pourrait être subdivisée comme suit:

- 1) Province du Hainaut.
- 2) Namur - Brabant-wallon - Luxembourg.
- 3) Province de Liège.

Les secrétaires fédéraux, au nombre de 3 - (1 pour chacune de ces grandes régions) seront élus par un congrès fédéral, chaque secrétaire s'occupera plus particulièrement d'une des grandes régions prémentionnées compte tenu cependant des spécialisations indépendantes.

Les secrétaires pourront être assistés dans leurs tâches par des commissions ou des groupes de travail.

Presse.

Les fédérations disposeraient d'un organe fédéral bimensuel alternant avec les organes professionnels qui pourraient être également bimensuels.

ANNEXE IV-B-5

LE POINT DE VUE FLAMAND SUR

LES RELATIONS CULTURELLES ET

LINGUISTIQUES EN BELGIQUE. (1)

Le parti Socialiste Belge, dont j'ai honneur d'être le vice-président depuis plus de huit ans, est un parti unitaire.

Son président, mon ami Léo Collard, a rappelé dans un article, paru il y a à peine quelques semaines, que notre mouvement est bâti sur l'association, la cohésion et la solidarité de tous les travailleurs...comme le disent nos statuts "sans distinction de race, de sexe, de langue, de croyance religieuse ou philosophique".

Monsieur Collard a ajouté: "S'il en était autrement, le Parti cesserait d'exister, ou, en tout cas, d'être socialiste".

C'est sur la base de cette unité, correspondant à celle du pays, que le Parti Ouvrier Belge s'est formé il y a trois quarts de siècle. Il est né de l'unification de divers groupements politiques et syndicaux, existant fort longtemps avant cette période et notamment d'un Parti Socialiste Flamand, relativement important à Gand et à Anvers, tous les deux opposés aux tendances anarchistes, qui avaient, si j'ose m'exprimer ainsi, leur capitale à Verviers.

Cette unité ne peut être reniée, comme le souligne le président Collard, sans renoncer en même temps aux conceptions socialistes en matière de lutte de classes et d'action internationale des travailleurs.

Feu Auguste Vermeylen, premier recteur de l'Université flamande de Gand et sénateur coopté socialiste, a résumé, de façon saisissante, la différence entre les conceptions socialistes et les diverses conceptions nationales et nationaliste, en disant: "Le socialisme, c'est l'organisation horizontale des moins-nantis dans toutes les nations contre les classes possédantes dans toutes les nations. Le nationalisme, c'est l'organisation verticale, qui réunit toutes les classes d'un peuple contre toutes les classes d'un autre peuple".

(1) Exposé de M. Jos Van Eynde, Vice-Président du P.S.B., Extrait de la revue Res Publica; Vol. V, no 1 - 3-20, 1963, p.3-8.

Transposé sur le plan belge et dans notre actualité, cela signifie qu'aux yeux de tout socialiste logique avec la doctrine de son parti, le travailleur flamand, par ses intérêts, ses aspirations et ses convictions, doit se trouver plus près du travailleur wallon que du capitaliste flamand, même si ce dernier - ce qui souvent n'est pas le cas! - parle la même langue que lui.

Pour des centaines de milliers de socialistes belges, ceci est un article de foi et je vous prie de croire qu'ils restent rêveurs devant certaines réactions nationalistes et chauvines qui se sont fait jour récemment dans quelque milieux wallons. C'est d'ailleurs dans cette foi que, dans les moments difficiles que traverse la Belgique et qui ont une influence sur tous nos partis nationaux, le P.S.B. entend trouver la force nécessaire au maintien de sa cohésion! A la direction du Parti on est fermement décidé, pour employer un terme qui nous est familier, mais alors avec une autre signification, à ne pas nous laisser "nationaliser" en un parti national-socialiste wallon et un parti national-socialiste flamand. National-socialiste, quelle horreur!

Le P.S.B. est organisé sur la base de sections locales et de fédérations d'arrondissement qui correspondent uniquement aux circonscriptions électorales, telles qu'elles existent dans notre Belgique de suffrage universel et de représentation proportionnelle. Il n'y a pas de liens organiques, soit entre les fédérations des arrondissement wallons, soit entre celles des arrondissements flamands. Le P.S.B. n'a pas d'ailes linguistiques, comme le P.S.C., ni d'organisations plus ou moins autonomes comme le Liberaal Vlaams Verbond au sein du P.L.P. Dans nos statuts, la dualité de notre population ne trouve un reflet que dans trois articles: primo, le président et le vice-président représentent les deux groupes linguistiques du pays, mais ils peuvent être proposés par toutes les fédérations et sont élus par le congrès national; secundo, le Bureau est composé de telle façon qu'une proportion équitable, mais pas nécessairement la parité, revient à chaque groupe linguistique, mais il est élu, lui aussi, par tout le congrès, fédérations flamandes, wallonnes et bruxelloises, mêlant leurs votes; tertio, les fédérations wallonnes et flamandes peuvent respectivement et séparément se réunir en congrès avec

leurs sections, dans les formes prévues par les statuts et sous le contrôle du Bureau. Leurs résolutions sont transmises au Bureau. Mais - ceci est très important, eu égard au retentissement de certaines assises tenues récemment et des notions qui y ont été votées - ces résolutions ne lient en aucune façon le P.S.B. aussi longtemps qu'un congrès national ne s'est prononcé. Ce qui me permet de dire que le déféralisme n'est pas inscrit au programme du Parti Socialiste Belge et j'ai de bonnes raisons de douter qu'il le soit jamais.

Permettez-moi, pour conclure sur ce point, de souligner encore qu'un heureux hasard a fait que tant au point de vue des voix qu'ils apportent au Parti qu'au point de vue du nombre des membres, les effectifs flamands et wallons sont presque à égalité. La composition du P.S.B. est plus harmonieuse que celle des autres partis nationaux: il est très fort tout en n'étant pas majorité absolue en Wallonie, fort à Bruxelles et, bien qu'étant minorité, avec 30% de votes, encore relativement fort en pays flamand. Ceci a permis d'établir une parité de fait dans nos organismes directeurs. Quant aux congrès régionaux, ils ont été peu nombreux à travers notre histoire: cinq pour les fédérations wallonnes, deux pour les fédérations flamandes, espacés sur une période de plus d'un quart de siècle.

Tout ceci veut-il dire que le P.S.B. s'intéresse moins que les autres partis aux questions linguistiques et culturelles ou qu'il est moins touché par les remous que celles-ci causent dans la vie politique belge?

Non, évidemment.

Je veux dire simplement que, de tous temps, les socialistes - y compris les socialistes flamands - ont estimé que ces questions, pour être intéressantes et même vitales, ne peuvent réclamer notre attention totale, ni reléguer au second plan les problèmes d'ordre économique et social.

Pour revenir à Auguste Vermeylen: nous estimons avec lui, qu'il est exagéré de prétendre, comme le font certains hérauts de la langue flamande, que la langue est tout le peuple, de taal is gans het volk. Ceci est vrai, si l'on entend par là que, parlant de façon globale le peuple se trouve reflété dans sa langue, mais ce n'est plus vrai, si l'on considère la langue comme le facteur principal, déterminant tout le bien-être

matériel et spirituel d'un peuple. Il est certain qu'un flamand se sentira plus libre et plus fort et plus digne s'il lui est donné de se mouvoir dans une atmosphère sociale qui est flamande. Mais il est certain que l'homme flamand n'est pas libre, s'il est exploité en néerlandais au lieu de l'être en français.

Cette conception de base a très souvent opposé les socialistes flamands aux flamingants d'autres partis, tant catholiques que libéraux. Le reproche, adressé au père Edouard Anseele, de poursuivre une politique matérialiste, qualifiée de "politique du bifteck" y trouve son origine. L'injure a été inventée par quelqu'un qui en voulait au tribun gantois, pourtant co-signataire de la première proposition de création d'une université flamande, de ne pas mettre le combat linguistique loin au-dessus de la lutte pour les revendications destinées à améliorer immédiatement le sort des classes déshéritées et au-dessus de la campagne pour le suffrage universel.

Je crois qu'il subsiste quelque chose de cette différence d'approche ou d'évaluation des urgences jusqu'à nos jours. Mais que ceci ne trompe personne sur les sentiments des socialistes flamands en ce qui concerne le respect et l'égalité qu'ils réclament pour la langue qu'ils parlent et pour la partie de la population belge qu'ils représentent.

Les partis socialistes existant en Belgique avant la fondation du P.O.B. ont toujours été des champions de l'égalité des langues. Les fondateurs de notre Parti, s'ils pouvaient revenir parmi nous, seraient très étonnés d'entendre certaines outrances et certains propos méprisants, adressés aux flamands, à leur idiome et à leur culture, jusque dans quelques milieux socialistes de Bruxelles et de Wallonie, qui sacrifient aux vieux préjugés de leur bourgeoisie.

Pour un Moyson, un Van Beveren, il était tout naturel de prendre la défense de la langue flamande. Ils voulaient l'émancipation du peuple et sur une grande partie du territoire national le flamand était - et est! - la langue du peuple. Comment auraient-ils pu hésiter? Ils le pouvaient d'autant moins, qu'à l'oppression sociale et économique s'ajoutait, en pays flamand, cette terrible barrière des langues, dressée entre le peuple et la classe possédante, par la bourgeoisie, maîtresse absolue du pays sous le régime censitaire, qui vit moins de 50,000 électeurs, à peu près tous francophones, disposer du sort de plus de 5 millions d'habitants, même alors déjà en majorité flamands!

Un socialiste qui n'était ni flamand ni flamingant, César De Paepe, a écrit à l'aube du P.O.B.: "Nous autres, internationalistes, nous saluons le mouvement flamand comme un des aspects du progrès matériel et intellectuel et comme une revendication de justice et d'égalité."

Anseele ne séparait jamais la lutte pour la langue du peuple de celle pour le suffrage universel: "Si nous obtenons le suffrage universel, de grandes transformations se feront jour en pays flamand. Dans de nombreux conseils communaux, les hobereaux seront remplacés par des petits propriétaires et des fermiers; les industriels par des ouvriers et des employés; des fransquillons par des flamingants; des catholiques par des libre-penseurs. Et si certains grands veulent garder leur place, ils ne le pourront qu'en s'alliant aux petites gens et sur un programme qui est favorable à celles-ci." Voilà comment il s'est exprimé au cours d'un débat, en 1911.

Ceci explique qu'on a toujours trouvé des socialistes - et pas seulement des socialistes flamands et nous nous en félicitons! - parmi les tenants du courant égalitaire et démocratique qui devait aboutir, le suffrage universel et la démocratie politique une fois établis en Belgique, à la reconnaissance des droits des flamands, aux diverses lois linguistiques - somme toute assez récentes encore - sur l'emploi des langues dans l'administration, à l'armée, en matière judiciaire, dans l'enseignement, etc., et à la création d'un enseignement supérieur en langue néerlandaise, exigé aussi bien par les socialistes Anseele et Camille Huysmans, que par le catholique Van Cauwelaert et le libéral Louis Franck.

C'est ici, je pense, qu'il est indiqué de dire combien ce courant, intimement lié aux conceptions démocratiques et encouragé, sinon suscité par le suffrage universel, était éniévitable et est irréversible. Il est temps, pour la Belgique et en premier lieu, me semble-t-il, pour Bruxelles, de s'en rendre compte. Je ne dis pas que la Belgique et sa capitale, qui est la nôtre au même titre qu'elle est celle des Belges d'expression française, doivent vivre selon la volonté de la majorité de la population belge. Mais je dis qu'ils doivent apprendre à vivre avec cette majorité, c'est-à-dire avec bientôt dix millions de compatriotes. C'est là une adaptation nécessaire et à laquelle on n'échappera pas. Ceci m'amène aussi

à souligner que de plus en plus la langue flamande s'identifie avec le néerlandais, par le même phénomène qui, en Wallonie, a substitué le français aux dialectes locaux. Je ne nie pas que l'évolution n'est pas terminée. Mais les journaux, les livres, la radio et la TV aidant, elle s'accélère et bientôt cette intégration linguistique - et probablement aussi culturelle, mais à un moindre degré, car l'histoire a laissé des traces profondes - sera complète. Nos compatriotes des provinces du nord parlent une langue qui est celle de 17 millions de Beneluxiens. Est-ce négligeable? Ne vaut-il pas la peine, pour des Belges qui ont des contacts quotidiens avec d'autres Belges d'expression néerlandaise et avec leurs voisins néerlandais, de l'apprendre et de l'estimer?

Notez que dans tout ce que je viens de dire, vous ne trouverez aucune trace d'hostilité envers le français.

Je suis fils d'ouvrier et je l'ai appris. Je l'admire. Des dizaines et des centaines de milliers de flamands, de toutes les classes, partagent cette admiration et se trouvent enrichis de cette connaissance, tout en restant fidèles à leur propre langue et en exigeant qu'elle soit traitée, dans les limites de la Belgique, en égale et plus en parent pauvre. Ces flamands-là sont en général de meilleurs amis de la culture française que certains de ses soi-disant admirateurs et zélateurs qui, en proclamant partout sa supériorité et en ensevelissant sous leur dédain tout ce qui n'est pas français, risquent de lui causer un tort énorme. Je puis vous assurer qu'en matière linguistique les socialistes flamands n'ont aucun fanatisme. Ils ont horreur de certains coupeurs de cheveux en quatre. Ils ne se sont jamais associés aux excités qui viennent crier sur les boulevards de la capitale: "Bruxelles flamand!", mais ils estiment que ceux qui y crient: "Bruxelles français!" sont tout aussi inconscients des réalités et des nécessités belges.

L'énoncé de nos griefs ne sera pas très différent - si même il l'est! - de celui de M. De Saeger et de M. Van der Poort. Laissez-moi dire, tout d'abord, que si je parle de griefs, j'arrive personnellement à peine à adresser des reproches à quiconque. Les générations qui nous ont précédés étaient des enfants de leur époque. Ils ont agi avec les idées, les conceptions et les préjugés de leur temps. Je ne vais pas les trafter en

criminels pour cela. Je me rends compte aussi, qu'il faut beaucoup de temps pour établir une situation juste et équitable, là où surtout les circonstances historiques sont à l'origine du contraire.. J'appartiens à une génération qui, quoi qu'en disent certains extrémistes et quelques nihilistes, a vu s'accomplir des progrès immenses. J'habite une grande métropole qui, tout en étant extrêmement cosmopolite, n'en est pas moins la ville la plus naturellement flamande du pays. Tout ceci m'amène à ne pas me perdre dans les détails et à ne pas me préoccuper de certains aspects dont les feuilles extrémistes se nourrissent. J'ai plus de confiance dans la force et le dynamisme flamands que ces gens-là. Mais en même temps je dis, avec mon ami Crommen, vice-président du Sénat, que j'en ai assez d'être flamingant et qu'il est temps qu'en assurant enfin, dans l'unité du pays, l'égalité pour tous les citoyens, on nous libère du devoir de lutter encore et toujours pour les obtenir. Je le répète: le pays doit apprendre à vivre avec nous ou bien il s'exposera à de graves dangers!

Au point de vue culturel, nous nous plaignons d'un retard considérable dans les enseignements moyen et universitaire, de l'infériorité de l'enseignement en langue néerlandaise dans l'agglomération bruxelloise, de l'absence de bilinguisme véritable dans la capitale, du manque de protection suffisante de l'intégrité culturelle de la Flandre. Au point de vue économique, d'abord d'un mépris assez général du néerlandais dans la direction des affaires, ensuite d'un chômage plus important et d'une industrie trop lente dans nos provinces, ainsi que d'une mobilité trop grande et trop fatigante, imposée à notre main-d'oeuvre. L'implantation d'une industrie lourde a été exigée depuis de nombreuses années. Du point de vue administratif, nous tombons d'accord avec nos compatriotes wallons pour estimer que la centralisation des services de l'Etat à Bruxelles est devenue excessive et nous dénonçons un manque d'équilibre, surtout aux échelons supérieurs, entre les rôles linguistiques des fonctionnaires, ainsi qu'une répugnance évidente de certaines administrations à traiter des affaires en néerlandais.

Dans les résolutions des deux congrès des socialistes flamands, tenus en 1937 à Anvers et en 1951 à Malines, je retrouve cinq constantes que je vais brièvement énumérer:

En premier lieu, la fixation de la frontière linguistique. Nous n'étions pas seuls à la réclamer. Nos compatriotes wallons l'ont fait avant nous. Je n'aurai pas la cruauté de citer des discours de Jules Mathieu, de Destree et de bon nombre de Wallons, par ailleurs excellents Belges, qui ont insisté sur la protection de l'homogénéité linguistique des provinces wallonnes et qui ont dénoncé le soi-disant danger d'îlots flamands, là où des travailleurs ou des fermiers flamands venaient se fixer. Ils exigeaient leur assimilation rapide et complète et ce n'est pas du côté flamand qu'est venu, en général, le refus de tout bilinguisme. C'est feu Emile Vandervelde, qui disait en 1932 que les limites administratives des provinces devaient être adaptées à la frontière linguistique, afin d'éviter que sept de nos neuf provinces soient obligées de rester bilingues pour une minorité souvent insignifiante. Je me permets de dire qu'on n'a rien fait d'autre au Parlement en l'an 1962. Les cris poussés au sujet des Fourons me semblent tout à fait excessifs, surtout quand on sait qu'il s'est agi d'une mesure générale, comprenant d'autres localités, à population beaucoup plus importante et qui passent d'une province à une autre, sans récriminations ni révolte. D'ailleurs, pour nous la fixation de la frontière linguistique est surtout une mesure administrative et rationnelle, permettant à des communes et des provinces unilingues d'être administrées en leur langue et de communiquer dans cette langue avec le pouvoir central. C'est d'ailleurs l'aboutissement, le point final d'une évolution. Ceux qui y voient un tremplin pour une politique impérialiste se trompent. Telle politique n'aurait jamais l'appui des socialistes flamands et sans nous une majorité flamande devient impossible.

Deuxième constante: l'application loyale des lois linguistiques à Bruxelles. La capitale doit devenir un point de rencontre et de liaison pour tous les Belges. Bruxelles vit par le pays tout entier et elle doit vivre pour le pays tout entier. A part cela, les socialistes flamands ne réclament rien à la capitale. Ils ne veulent ni lui donner un statut spécial, ni la priver de certains droits, ni l'offrir en cadeau à quiconque, comme on vient de le proposer au congrès du Mouvement Populaire Wallon. Si Bruxelles a une vocation européenne, nous nous en réjouissons, mais il importe que d'abord elle découvre et remplisse sa vocation belge.

Troisième constante des rares congrès des socialistes flamands: l'autonomie culturelle. Là, je suis obligé de vous avouer que les premières applications nous ont cruellement déçus, tant à la radio qu'à la TV et au Conseil culturel flamand. M. De Saeger ne m'en voudra pas, si je lui dis que tout cela a bien entendu été radicalement flamandisé et chaussé sur un pied autonome, mais que nous avons surtout assisté à la mainmise de la majorité catholique flamande et - le mot est à la mode - à une minorité scandaleuse de l'élément non-catholique. Ici se pose aussi la terrible question des deux réseaux scolaires et je dis tout net que les socialistes flamands ne sont pas disposés, sous prétexte d'autonomie culturelle, à livrer l'enseignement officiel en Flandre à ceux qui en restent des adversaires décidés. Je touche, de façon plus générale, à la protection des minorités idéologiques et tout le monde devra avouer qu'on n'est pas très près de prouver les garanties pourtant indispensables. Et ceci prouve, si c'était nécessaire, que les familles spirituelles ont d'autres limites, en Belgique, que la frontière linguistique et qu'il y a d'autres soi-disant communautés que la flamande et la wallonne.

Quatrième constante: le besoin d'industrialisation. J'ai l'impression que la situation est en train de s'améliorer nettement.

Enfin, cinquième constante: les socialistes flamands sont opposés au fédéralisme. Ils l'ont été, de tout temps, contre les fédéralistes flamands, aussi bien ceux du Frontpartij, relativement démocratique, que ceux du V. N.V. fasciste et pro-Hitlérien, et, à nos jours, de la Volksunie. Notre attitude ne change pas et ne changera pas alors que les propositions fédéralistes viennent de Wallonie et même de socialistes.

Nous sommes contre le fédéralisme comme socialistes, comme Flamands, comme Belges et il me semble que je le serais même si j'étais Wallon.

Comme socialiste, parce que le fédéralisme risquerait de disloquer notre mouvement et laisserait la classe ouvrière affaiblie et presque désarmée devant les forces capitalistes, qui ne connaissent ni frontières linguistiques, ni frontières nationales.

Comme Flamand - entendez par là, socialiste flamand - parce que le Fédéralisme nous pousserait dans une position de minorité, culturelle, phi-

losophique, à tous égard, dont nous ne pourrions nous libérer avant des décades.

Comme Belge, parce que nous estimons qu'un petit pays comme le nôtre, acculé nécessairement à un fédéralisme à deux, c'est-à-dire avec une minorité et sans arbitre, situation qui n'existe nulle part au monde et dont l'histoire ne fournit aucun exemple, serait condamné sous peu à la séparation totale. Et si, par impossible, nous accédions aux désirs insensés de certains, consistant à voir octroyer de larges pouvoirs économiques et financières tellement compliquées, aurait besoin de plusieurs années pour les désenchevêtrer! Quelle immense et peut-être mortelle perte de temps, surtout à une époque où nos voisins et partenaires européens n'auraient à s'occuper que de leur expansion, qui en maints domaines dépasse déjà la nôtre.

Et même si j'étais Wallon, je craindrais terriblement de me couper dans ma chair en démolissant l'état unitaire dont la Wallonie, le sénateur Henri Janne vient encore de le prouver, chiffres et statistiques à l'appui, n'a vraiment pas à se plaindre outre-mesure. L'amère Belgique, c'est un calembour facile, mais depuis notre indépendance elle n'a pas été tellement amère pour nos concitoyens du sud. Si j'étais Wallon, je commencerais par me demander si isolé, je parviendrais encore à nourrir ma population vieillissante, à résoudre mon problème démographique, à compléter et à renouveler mon infrastructure, à attirer des investissements et à m'opposer à l'exode de mes industries vers des régions plus riches en main-d'oeuvre et en jeunesse. Tout cela, on y pense trop peu, pendant l'élaboration de résolutions de congrès, mais ceux qui ont le devoir de veiller sur l'existence du pays et qui sont comptables de son avenir ne peuvent négliger ces données économiques et sociales.

Voilà, résumées très brièvement, les objections des socialistes flamands aux idées fédéralistes. Nous ne perdons pas l'espoir de convaincre nos amis de Wallonie. Au contraire, nous avons presque la certitude, que nous réussirons à nous entendre sur des solutions qui laissent intactes l'unité de notre mouvement et du pays. J'ai lancé le slogan "Egalité dans l'unité". Il doit y avoir des moyens de répondre aux inquiétudes wallonnes et au désir d'égalité des Flamands, sans déchirer la patrie et sans

toucher au suffrage universel et à notre forme de démocratie. Nous nous employons à les trouver. Nous essayons, au sein du P.S.B., comme d'ailleurs au sein des deux autres partis nationaux, à mobiliser toutes les bonnes volontés qui, quoi qu'on en dise, dépassent de très loin les forces destructrices.

Les socialistes flamands ont de tout temps été persuadés que le hasard et l'histoire ont assez bien arrangé les choses en Belgique. N'y ont-ils pas distribué les populations et les forces politiques de telle façon, qu'une forte minorité socialiste flamande peut préserver la Wallonie de toute velléité de minorisation politique, économique et sociale, alors que les socialistes wallons sont capables, dans l'état unitaire, de fournir un contre-poids empêchant toute minorisation idéologique et philosophique de leurs camarades flamands dans la partie du pays qui est à prépondérance catholique... dans le sens politico-religieux, surtout.

Pour maintenir cela, il faudra sauvegarder l'unité et la cohésion de notre mouvement et de la Belgique. C'est la tâche historique, devant laquelle le Parti Socialiste Belge, un des piliers sur lesquels repose le pays, se trouve actuellement placé. Les socialistes flamands sont décidés à faire leur part et davantage. Notre bonne volonté ne sera pas trouvée en défaut.

ANNEXE IV-C-1

LA CENTRALE GENERALE DES SYNDICATS LIBERAUX

DE BELGIQUE

C.G.S.L.B.

- I. Création et évolution
- II. Idéologie
- III. Fonctionnement de l'Organisation
 - A. Organes de direction
 - 1. Le congrès
 - 2. L'Assemblée générale
 - 3. Le Conseil Général ou Comité National
 - 4. Le comité directeur
 - 5. Le comité exécutif
 - B. Organes administratifs
 - 1. Secrétariat
 - 2. Services confédéraux
 - 3. Service de la formation
 - 4. Publications
- IV. Effectifs de la C.G.S.L.B.
- V. Représentations extérieures européennes
- VI. Le syndicat libéral et les problèmes des deux grandes communautés linguistiques du pays.

CENTRALE GENERALE DES SYNDICATS LIBERAUXDE BELGIQUEC.G.S.L.B.I. Création et évolution

Le syndicat libéral en Belgique fut fondé en 1889 par Isidore Colle à Gand. Après cette date, d'autres syndicats, s'inspirant de l'idéologie libérale, furent créés d'abord dans la province de la Flandre orientale, puis en 1902 à Anvers et à Malines. A la veille de la Première Guerre mondiale, de nombreuses villes avaient déjà leur syndicat libéral. La grande majorité des syndicats furent fondés d'abord en Flandre. Par la création, en 1920, d'une "Caisse unique de Résistance" de tous les syndicats libéraux du pays, on a commencé la procédure d'unification. Entre les deux guerres mondiales, et surtout vers 1930, une deuxième étape d'unification fut accomplie par l'intermédiaire d'Alphonse Colle qui fondait la "Centrale Nationale des Syndicats Libéraux de Belgique". Finalement, vers la fin de la Seconde Guerre mondiale en 1944, lorsque l'organisation syndicale libérale reprit ses activités, elle s'appelait dorénavant la "Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique". Elle fondait à ce moment-là une caisse unique de solidarité s'occupant du paiement d'indemnités en cas d'accident du travail, de primes de naissance, de mariage et de retraite, d'allocations en cas de décès. La Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique ou C.G.S.L.B. dont le siège social est dans l'agglomération bruxelloise a son siège administratif dans la ville de Gand. (1)

II. Idéologie

Dans les statuts, nous soulignons principalement les précisions insérées dans l'article 3 des statuts relatifs à l'objet de l'organisation:

- contribuer par tous les moyens légaux, sur le plan national et international, au progrès social, à la défense des droits de l'homme et à celle des intérêts moraux et matériels de tout preneur de travail, tout salarié appointés et pensionnés.
- fonder l'entente entre preneurs et donneurs de travail sur le respect mutuel des droits et des devoirs réciproques, conformément aux principes

(1) Cf. Article 2 des Statuts de la C.G.S.L.B.

libéraux essentiels de liberté, de solidarité, de progrès, de justice et de paix sociales.

Dans le cadre de l'idéologie du syndicalisme libéral, il y a lieu de mettre en relief certains aspects primordiaux comme la conception particulière de la priorité des moyens de production. Cette priorité est quelque chose d'intangible selon la C.G.S.L.B., c'est un droit naturel inhérent à l'existence même de l'être humain. C'est un corollaire immédiat de la liberté individuelle et aisé à justifier de droit et de fait, quand on admet le principe de l'initiative personnelle et autonome en matière économique. D'après le Syndicat libéral belge, il faut considérer la propriété privée comme un outil, un stimulant et une garantie de la liberté essentielle de la personnalité humaine.

Cette idéologie attache également une grande valeur à la famille qui demeure un des fondements essentiels de la société occidentale: en tant que base de l'éducation, de la protection et de la formation de la jeunesse. Cette idée centrale sur la famille, comme milieu naturel, fut très clairement accentuée lors du dernier congrès en 1965. ⁽¹⁾ Ce congrès était d'ailleurs extrêmement important dans l'optique de l'idéologie et les théories du syndicalisme libéral belge en général: les problèmes suivants y furent traités:

1. Démocratie et syndicalisme sont étroitement solidaires.
2. La démocratie se réalise par étapes: la démocratie politique,
la démocratie économique,
la démocratie sociale.
3. La société idéale suppose la réalisation de cette triple démocratisation. Elle n'exclut ni la propriété individuelle, ni la différenciation sociale. La démocratie libérale se distingue du marxisme.
4. Dans la démocratie libérale, l'évolution du syndicalisme prouve son intégration dans la société.
5. La doctrine et la forme de la C.G.S.L.B. répondent le mieux aux exigences posées au syndicalisme dans l'avenir.

(1) Nous référons ici au texte "Le Syndicalisme libéral dans le monde d'aujourd'hui et de demain", publié lors du congrès de la C.G.S.L.B. le 15 novembre 1965 à Liège. Le lecteur trouvera ce texte in extenso, en annexe IV-C-3.

III. Fonctionnement de l'organisation

A) Organes de direction:

1. Le congrès

Le congrès a pour tâche d'élaborer, de revoir et de compléter le programme social et économique de la C.G.S.L.B.

2. L'Assemblée Générale

L'Assemblée Générale et le Congrès représentent la plus haute autorité au sein de la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique (Cfr. art. 15 des statuts).

L'Assemblée Générale a pour tâche d'approuver les rapports moraux et financiers annuels, de nommer les membres du Conseil Général ou Comité National.

3. Le Conseil Général ou Comité National

Le Conseil Général ou Comité National veille à l'exécution des résolutions prises par le Congrès, il donne son avis sur tous problèmes de direction générale de la C.G.S.L.B., décide la convocation des Assemblées Générales et des Congrès, il exerce la surveillance sur les placements de fonds; il discute les problèmes d'actualité sociale et économique, désigne les vice-présidents, les secrétaires du Bureau, les délégués provinciaux, membres du Comité directeur, donne avis au sujet de propositions des Commissions Consultatives.

Les membres du Conseil Général ou Comité National sont les mandataires de leurs provinces respectives. Toutefois, des personnalités connues pour leur science ou pour leur compétence dans un domaine particulier peuvent être adjointes à titre consultatif au Conseil Général ou Comité National.

4. Le Comité Directeur

Le Comité Directeur de la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique se compose selon l'organigramme suivant: (1)

(1) Cfr. Rapport Moral - Bilan d'Activité 1959-1963, 1, de l'Assemblée Générale 1964 de la C.G.S.L.B.

PRESIDENT NATIONAL

DIRECTEUR GENERAL

VICE-PRESIDENTS

Partie flamande du pays	Partie wallonne du pays	Brabant
-------------------------	-------------------------	---------

SECRETAIRES DU BUREAU

Partie flamande du pays	Partie wallonne du pays
-------------------------	-------------------------

DELEGUES PROVINCIAUX

Fl. Occ.	Fl. Or.	Anv.	Brab.	Limb.	Haihaut	Namur	Liège-Dux.
----------	---------	------	-------	-------	---------	-------	------------

L'article 37 de la C.G.S.L.B. précise en neuf points les différents domaines de sa compétence. (1)

5. Le Comité Exécutif

Le Comité Exécutif se compose du Président National et de deux directeurs de la C.G.S.L.B. Le Comité est compétent pour toutes affaires relatives à la gestion journalière et dispose en effet de tout ce que les statuts ne déclarent pas expressément être la compétence de l'Assemblée Générale, du Congrès, du Conseil Général ou Comité National et du Comité Directeur.

B) Les organes administratifs:

1. Secrétariat

Citons seulement que le service du secrétariat se subdivise dans les sections suivantes:

- le secrétariat de direction,
- le secrétariat administratif,
- le classement général,
- les archives,
- le service de photocopies,
- le service de traduction.

(1) Cfr. Annexe IV-C-2, art. 37. des Statuts de la C.G.S.L.B.

2. Des services confédéraux

-La C.G.S.L.B. dispose à Gand d'un service de documentation et d'une bibliothèque qui sont à la disposition des autres services auxquels ils fournissent les éléments de leur travail.

Dans ce cadre, il est intéressant de mentionner ici que la bibliothèque de la C.G.S.L.B. est très bien spécialisée dans les disciplines économiques et sociales et que la consultation du fichier est réservée aux membres et aux chercheurs ayant obtenu une autorisation préalable. ⁽¹⁾ Alors que les deux grandes organisations syndicales, le syndicat social chrétien et le syndicat socialiste belge, possèdent, l'un et l'autre des Centrales syndicales disposant de facilités d'étude et de bibliothèque, la C.G.S.L.B. a centralisé de tels services vu les dimensions sensiblement plus restreintes de ses effectifs globaux.

C'est dans ce phénomène qu'il faut chercher la différence d'ampleur entre les services centraux du syndicat social chrétien et du syndicat socialiste belge, d'un côté, et de la C.G.S.L.B., de l'autre.

Quant à ce service, citons les chiffres suivants: ⁽²⁾

100,000 membres

20,000 volumes

465 périodiques et journaux

360,000 fiches réparties en 9,200 rubriques.

- Salaires et comités paritaires: Les membres de ce service assistent aux réunions de ces différentes commissions et rédigent des rapports et notes sur les modifications des salaires et des conditions de travail.
- Le service juridique: s'occupe essentiellement d'assistance juridique aux affiliés, dans le cadre de l'exécution de contrat de travail et de la législation sociale.

(1) Quant au centre de documentation de la C.G.S.L.B., les étudiants universitaires de l'Université de Gand désirant se documenter ont facilement accès aux documents.

(2) C.G.S.L.B., Rapport Moral - Bilan d'activité, 1959-1963 "Activités du Service de Documentation".

- Service d'études sociales: Ce service s'occupe principalement d'enquêtes et de contentieux.
- Service économique: Le service économique étudie et examine les problèmes de l'heure en fonction de leurs répercussions sociales.
- Service d'action sociale: Cette action est exercée en ordre principal par les secrétaires de section assistés, en cas de conflit, par un représentant de la Centrale générale.
- Service pour les frontaliers et les ouvriers saisonniers: La C.G.S.L.B. a organisé un service pour les frontaliers et les saisonniers: elle informe ceux-ci de leurs droits et procède à des enquêtes.

3. Service de la formation

Ce service pour la formation des techniciens syndicaux en productivité, ou Ecole de Cadre, a été inauguré en 1960.

Le premier cycle de trois années, 1960-62, comprenait deux centres à Gand, deux centres à Bruxelles, un à la Louvrière et un à Courtrai. Il totalisait 271 inscriptions.

Le deuxième cycle, 1962-1965, permettait plus de 800 inscriptions dans quatorze centres de langue néerlandaise et sept centres de langue française.

4. Publication de la C.G.S.L.B.

Les publications de la C.G.S.L.B. commencèrent par la parution en 1922 des revues mensuelles "Le Syndicaliste libéral" et "Liberale Syndikalist". La publication de ces revues mensuelles comptait à son origine un tirage de 40,000 et de 90,000 exemplaires, respectivement en français et en néerlandais.

Depuis novembre 1961, la C.G.S.L.B. publie aussi mensuellement des feuillets s'adressant aux employés des services publics. Les éditions française et néerlandaise furent d'abord tirées à 20,000 exemplaires. L'année suivante, on produisait aussi mille exemplaires en langue allemande.

La C.G.S.L.B. publie régulièrement des brochures de propagande et de doctrine, parmi lesquelles il y a lieu de mentionner:

- 1959: par Armand Colle: L'habitation des travailleurs
(en français et en allemand).
- 1958: Les problèmes du syndicalisme d'inspiration libérale
(Armand Colle).
- 1960: La déclaration commune sur la productivité.
- 1961: La formation professionnelle.
Les bases du syndicalisme libéral.
L'action syndicale devant l'opinion politique et syndicalisme.
- 1962: Instructions concernant les congés des agents de l'Etat.
- 1962: Inventaire des réalisations de l'industrie électrique depuis
1955.
- 1961: Rapport au congrès statutaire, doctrinal, économique et social
des 28, 29, 30 septembre 1962.
1. La doctrine syndicale libérale
 2. L'expansion économique
 3. Réformes de structure: la cogestion, le secteur de l'énergie, le secteur financier, les organes paritaires.
 4. La programmation économique et sociale.
 5. La politique familiale et démographique.
 6. La réforme administrative.
- 1964: Rapport moral et bilan d'activité (1959-63) à l'Assemblée Générale du 20 décembre 1964.
Ce document de 700 pages en trois volumes constitue un véritable compte-rendu de l'action syndicale libérale.
Ces publications existent également en néerlandais, et aussi pour la plupart des publications citées précédemment.

IV. Les effectifs de la C.G.S.L.B.

L'évolution des effectifs cotisants de la C.G.S.L.B. s'est développée de la façon suivante depuis le début du siècle:

- en 1919, la C.G.S.L.B. est repartie à zéro
- en 1920, la C.G.S.L.B. comptait 12,000 membres
- en 1940: 100,000 membres
- en 1960: 111,407 "
- en 1962: 119,012 " .

V. Représentations extérieures européennes

Sur le plan international et particulièrement sur le plan européen, la C.G.S.L.B. exerce ses activités au sein de l'Union mondiale des Organisations syndicales sur Base économique et sociale libérale fondée à Zurich en 1948 et qui se réunit chaque année.

Sont représentées en son sein, les organisations nationales syndicales de tendances libérales - de Belgique

- de Suisse

- d'Italie

- de la République fédérale allemande

- d'Autriche

- du Congo ex-belge.

Jusqu'à 1960, la C.G.S.L.B. a exercé une grande activité syndicale au Congo belge et au Ruanda-Urundi.

En 1960, au moment de la déclaration d'indépendance du Congo, la C.G.S.L.B. a patronné la création d'une organisation-soeur, l'Union Congolaise des Syndicats Libres, qui a adhéré à l'Union mondiale.

Depuis 1960, M. Armand Colle, président national de la C.G.S.L.B., est secrétaire de la Commission sociale de l'Internationale libérale.

Quant aux activités européennes, nous relevons l'habitation des travailleurs dans les pays du Conseil Economique Européen (1953), le Marché Commun et l'Euraton (1957), l'expansion économique en Europe (1962).

VI. Le syndicat libéral et les problèmes des deux grandes communautés linguistiques du pays.

A l'intérieur de son organisme, le syndicat libéral belge utilise en principe les trois langues nationales: le néerlandais, le français et l'allemand. En réalité, ces trois langues sont principalement employées dans les services d'études et l'administration de la C.G.S.L.B., comme en font foi d'ailleurs les publications mentionnées déjà.

Etant donné que la C.G.S.L.B. regroupe dans son organisation très centralisée, des membres des deux grands groupes linguistiques de la Belgique, le syndicat libéral ne s'occupe pas directement des problèmes linguistiques proprement dits.

Ses publications et spécialement la formulation des résolutions des congrès annuels le prouvent. Quant aux problèmes économiques, démographiques, sociaux et politiques, la C.G.S.L.B. traite généralement ces questions d'un point de vue national. A titre d'illustration, citons un exemple de résolutions de la C.G.S.L.B. lors du Congrès du 29 septembre, 1962.

Exemple relatif aux problèmes démographiques:

Une politique démographique doit, dans ses moyens les plus directs, être instaurée sur le plan national; la situation dans certains secteurs répartis dans tout le pays, est toutefois telle que des mesures complémentaires s'imposent.

Pour obtenir un résultat rapide et vraiment efficace, une politique de natalité doit être basée sur la situation économique et sociale et sur les conceptions morales qui existent au moment de son instauration. (1)

Dans toutes ses publications, la C.G.S.L.B. est assez prudente et n'utilise pas facilement les notions de Flandre, de Wallonie, etc. La terminologie est toujours très générale, de sorte qu'on peut difficilement analyser l'attitude à l'endroit des problèmes linguistiques entre les Flamands et les Wallons. A l'intérieur de l'organisme, il ne se produit pas de problèmes sérieux; le personnel de cadre est supposé avoir une connaissance des deux langues, néanmoins le siège administratif est situé dans le pays flamand.

Il faut souligner finalement qu'il y a collaboration assez étroite et bonne entente entre le syndicalisme libéral belge et le parti libéral, "le Parti de la Liberté et du Progrès" pour de nombreux problèmes sauf lors des dernières années. L'attitude du P.L.P. à l'endroit des questions linguistiques, par exemple, est beaucoup plus précisée et connue. Il est fort étonnant, mais dans le courant des dernières années le Parti Libéral s'est montré parfois un peu anti-syndicaliste, cela, principalement à l'occasion des campagnes électorales. Cela se manifestait très clairement en 1961 lors des troubles sociaux dans le pays par la grève générale causée par le syndicat socialiste en décembre 1960 et janvier 1961. (1) Dans ce temps, à la tribune syndicale libre de la Radio-Télévision Belge, le président national, M. Armand Colle a précisé le 11 avril 1961 son point de vue sur les réactions du Parti Libéral: (2)

(1) Nous référons ici à l'Annexe IV-B-I: La Fédération Générale du Travail de Belgique: Difficultés internes de la F.G.T.B.

(2) Rapport Moral-Bilan d'Activité de la C.G.S.L.B. 1959-1963; p. IX/9-IX/10.

Le Parti Libéral a cru devoir se faire l'interprète d'un courant d'opinion hostile aux syndicats, à la suite des troubles sociaux qui ont accompagné les récentes grèves, en plaçant sa campagne électorale sous le signe de la lutte contre les syndicats, dans lesquels il voit avant tout des groupes de pression. L'opinion a cru pouvoir en conclure que le parti libéral est opposé au syndicalisme en tant que tel..

Ensuite le président national établit nettement la position de la C.G.S.L.B. à l'égard du Parti Libéral:

Comme cela a toujours été le cas dans le passé, l'organisation syndicale libérale restera fidèle, dans l'avenir, à la véritable idéologie libérale qui, loin d'exclure le syndicalisme, au contraire, le préconise. Et elle ne faillira pas davantage à sa tâche essentielle qui est la défense des intérêts professionnels de ses affiliés et des travailleurs en général. Jamais nous n'accepterons qu'il soit porté atteinte aux droits acquis des travailleurs et nous continuerons à lutter par tous les moyens, pour le progrès social.

A ce point de vue, nous nous déclarons solidaires avec la Confédération des Syndicats Chrétiens et la Fédération Générale du Travail de Belgique en vue de constituer un front commun contre les menaces dont les avantages acquis pourraient faire l'objet.

La classe ouvrière a tout intérêt à ce que la solidarité syndicale se dresse en face de la solidarité patronale.

Je me rends parfaitement compte que cette attitude est de nature à faire surgir, dans un proche avenir, certains heurts et des divergences d'opinion entre le Parti Libéral et de C.G.S.L.B. et cela principalement dans l'hypothèse où le Parti Libéral déciderait de s'écarter des objectifs progressistes qui se trouvent à sa base, dès l'origine, et se prononcerait, au contraire, ouvertement en faveur d'une idéologie conservatrice.

Si cette dernière hypothèse devait se réaliser, la question se poserait de savoir lequel des deux est resté fidèle aux principes fondamentalement libéraux de liberté, de solidarité et de paix sociale. (1)

En réalité le parti libéral, et en particulier son président national M. Omer Vanaudenhove, a essayé de rendre le syndicalisme inoffensif. Il était d'avis que les syndicats étaient trop puissants. Il ne faisait donc même pas

(1) Auparavant déjà, le président national avait exposé les mêmes idées dans un interview accordé au journal La Dernière Heure le 6 avril 1961, et elles devaient l'être plus tard, consécutivement à l'assemblée générale extraordinaire du Parti Libéral, du 6 mai 1961, dans des interviews du journal bruxellois Le Soir et la revue bruxelloise Pourquoi Pas?

exception pour la C.G.S.L.B. Il précisait, lors des congrès annuels et extraordinaires du P.L.P., que ce n'était plus nécessaire qu'un syndicat dispose d'une caisse de résistance ou de moyens d'action directe en cas de conflit. Il va de soi que les rapports entre le P.L.P. et l'organisation syndicale libérale s'annonçaient dans ce temps difficiles. Cette perspective s'est d'ailleurs encore confirmée au cours des années 1962 et 1963. En effet, à plusieurs reprises, la C.G.S.L.B. a été amenée à adapter alors des positions à l'égard de problèmes économiques et sociaux, sans pouvoir tenir compte du point de vue du parti sur ces mêmes problèmes. Dans ce sens il est bien compréhensible que le P.L.P. a joué d'autre part toujours un rôle indépendant dans sa politique relative aux problèmes linguistiques en Belgique.⁽¹⁾ Cependant le P.L.P., tout comme les syndicats en général et les autres partis politiques, était également un partisan et défenseur de l'union des Belges au sein d'une patrie.⁽²⁾ Quant au malentendu entre le P.L.P. et la C.G.S.L.B. créé par les troubles sociaux dans le pays, on peut constater qu'actuellement des divergences semblables ne se manifestent presque plus et que les contacts entre le parti et le syndicat libéral sont de nouveau plus fréquents et plus nombreux.

-
- (1) Cela se manifesta très explicitement lors des derniers projets de révision constitutionnelle (voir l'annexe II-A-2: Du rôle des partis politiques dans la révision des institutions).
- (2) A titre d'information, nous présentons en annexe IV-C-4 un article de presse relatif au programme linguistique du Parti de la Liberté et du Progrès élaboré lors du 6^e Congrès du P.L.P. le 29 mars 1965 à Bruxelles.

ANNEXE IV-C-2

LES STATUTS DE LA CENTRALE GENERALE

DES SYNDICATS LIBERAUX DE BELGIQUE (1)

I. DENOMINATION - SIEGES - OBJET:

A. DENOMINATION:

ART. 1.- La dénomination de l'organisation est: "Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique". - La dénomination en abrégé est: "C.G.S.L.B."

B. SIEGES:

ART. 2. - Le siège social de la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique est établi dans l'agglomération bruxelloise et le siège administratif à Gand.

En cas de danger imminent d'invasion du territoire national et dans tous les cas de force majeure, le Comité Directeur peut décider le transfert provisoire de l'un ou des deux sièges, en l'endroit qu'il jugera convenir le mieux pour la sauvegarde des intérêts généraux de la C.G.S.L.B.

C. OBJET:

ART. 3. - L'objet de l'organisation est:

- 1.- de représenter le mouvement syndical libéral, tant en Belgique qu'au Congo Belge et dans le Ruanda-Urundi, ainsi qu'à l'étranger;
- 2.- de développer le mouvement syndical libéral, par la création de sections de la C.G.S.L.B. en Belgique, au Congo Belge et dans le Ruanda-Urundi;
- 3.- de participer au mouvement syndical libéral international et de collaborer à son développement et à son progrès;
- 4.- sur le plan national et international, de contribuer, par tous ces moyens légaux, au progrès social, à la défense des droits de l'homme et à celle des intérêts moraux et matériels de tous preneurs de travail, tant salariés qu'appointés et pensionnés;

(1) Ces statuts révisés et complétés ont été approuvés et votés par le Congrès Extraordinaire le 4 mai 1952.

- 5.- de se livrer à toute activité touchant directement ou indirectement à l'assurance-chômage;
- 6.- de se livrer, en faveur des preneurs de travail, à toute activité touchant directement ou indirectement au placement;
- 7.- de créer et de gérer toutes caisses de solidarité, dont obligatoirement la Caisse de Résistance;
- 8.- dans les limites des lois en vigueur, de participer à la vie sociale et économique de la Belgique, du Congo Belge et du Ruanda-Urundi;
- 9.- de créer et de gérer toutes oeuvres de prévoyance sociale, de tourisme populaire, d'éducation familiale, de loisirs et de bien-être de tous salariés,
- 10.- de fonder l'entente entre preneurs et donneurs de travail sur le respect des droits et devoirs réciproques, conformément aux principes libéraux essentiels de liberté, de solidarité, de progrès, de justice et de paix sociales.

II. ORGANISATION:

Art. 4.- La Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique est subdivisée en sections.

Tous les services de la C.G.S.L.B. constituent le Secrétariat Central.

Chaque section, même lorsqu'elle porte le titre de fédération ou de confédération, doit porter la dénomination de: "Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique - section" complétée par le nom de la ville ou de la commune où est établi le siège du secrétariat de la section.

Art. 5.- Les sections choisissent elles-mêmes leur Comité, ceci conformément à un règlement d'ordre intérieur rédigé en concordance avec les statuts de la C.G.S.L.B.

Art. 6.- Tous les membres du comité d'une section sont solidairement responsables de la gestion de leur section, ainsi que de toutes autres affaires relatives aux relations entre leur section et la C.G.S.L.B., de même que celles touchant au respect des statuts et règlements.

Ils ont la gestion des fonds appartenant en propre à la section. Par "fonds appartenant en propre" il faut entendre l'avoir net de la caisse locale de la section.

Cette gestion est assurée conformément au règlement d'ordre intérieur de la section et aux résolutions de ses assemblées générales régulièrement votées en concordance avec le dit règlement d'ordre intérieur et avec les statuts de la C.G.S.L.B.

III. AFFILIATIONS INDIVIDUELLES ET COLLECTIVES:

A. AFFILIATIONS INDIVIDUELLES:

Art. 7.- En principe, pour chaque salarié ou appointé qui sollicite son affiliation à la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique, la seule section compétente de la C.G.S.L.B. est celle de son domicile légal.

Lorsqu'il n'existe pas de section de la C.G.S.L.B. dans l'endroit du domicile légal, la section compétente est celle à laquelle appartient le territoire dans lequel est situé le lieu du domicile légal.

Dans tous les autres cas, la section compétente est celle prévue à l'art. 10.

Des exceptions individuelles peuvent être accordées par le Comité Exécutif ou Comité de Gestion Journalière de la C.G.S.L.B.

Art. 8.- Pour faire partie de la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique, la personne qui sollicite son affiliation doit le faire par l'entremise de la section compétente de la C.G.S.L.B. et elle doit signer la carte ou le livret de membre émanant de la C.G.S.L.B., se soumettant ainsi aux statuts, à la réglementation et aux décisions de la C.G.S.L.B.

Le membre ainsi affilié ne peut prétendre aux avantages prévus, que pour autant que sa cotisation due ait été versée à la C.G.S.L.B.

Le membre de la C.G.S.L.B. ne peut être affilié à aucune autre organisation syndicale. Toute infraction volontaire à cette interdiction est sanctionnée par la démission d'office.

Art. 9.- Il ne peut exister en Belgique qu'une seule section de la C.G.S.L.B. dans une même ville ou commune.

Art. 10.- Toutes personnes domiciliées dans une ville ou commune où il n'existe pas de section de la C.G.S.L.B. et qui n'est pas située dans le territoire attribué à une section, peuvent également s'affilier à la C.G.S.L.B. En ce cas, l'affiliation a lieu dans la section désignée par le Secrétariat Central de la C.G.S.L.B., et pour autant que les conditions prévues à l'art. 8 soient remplies.

Art. 11.- Les membres qui changent de domicile légal ont l'obligation d'en avertir le secrétaire de leur section. Ce secrétaire est tenu d'en aviser immédiatement le Secrétariat Central de la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique.

Par les soins du Secrétariat Central de la C.G.S.L.B., les membres ayant changé de domicile sont transférés avec tous leurs droits acquis dans la section compétente aux termes de l'art. 7.

Art. 12.- Les dispositions contenues dans les art. 7 à 11 inclus sont exclusivement applicables au secteur privé.

Pour le secteur public, le régime des affiliations individuelles est déterminé par un règlement approuvé par le Comité Directeur de la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique.

B. AFFILIATIONS COLLECTIVES:

Art. 13.- Tous groupements professionnels d'ouvriers ou d'employés appartenant au secteur privé, ainsi que tous groupements de fonctionnaires ou d'agents des services publics et organismes parastataux peuvent introduire auprès de la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique une demande tendant, soit à leur fusion au sein de la C.G.S.L.B., soit à l'affiliation de leurs membres à la C.G.S.L.B.

Pour être recevable, pareille demande doit être adressée au Comité Exécutif ou Comité de Gestion Journalière de la C.G.S.L.B. et transmise par celui-ci au Comité Directeur qui décide.

Cette demande doit émaner des dirigeants responsables du dit groupement professionnel, après que les membres de ce groupement réunis en assemblée générale, en auront exprimé la volonté.

Au moment de la transmission de la demande par le Comité Exécutif ou Comité de Gestion Journalière au Comité Directeur de la C.G.S.L.B., celle-ci doit être accompagnée d'une déclaration écrite signée par les dirigeants responsables du groupement dont émane la demande. Dans cette déclaration, les dirigeants responsables du groupement, après avoir certifié, au nom de leurs membres, avoir pris connaissance des statuts de la C.G.S.L.B. et des conditions auxquelles doivent répondre tous règlements d'ordre intérieur, s'engagent à :

1.- se conformer strictement, tant aux statuts qu'aux conditions auxquelles doivent répondre tous règlements d'ordre intérieur;

2.- se soumettre à tous égards aux instructions et décisions émanant de la C.G.S.L.B.;

3.- collaborer loyalement à la réalisation de l'objet de la C.G.S.L.B., tel qu'il est déterminé à l'art. 3;

4.- communiquer et fournir à tout moment, comme n'importe quelle section de la C.G.S.L.B., tous renseignements demandés et transmettre ponctuellement aux dates fixées les cotisations ainsi que tous documents et comptes réclamés par la C.G.S.L.B.;

5.- tenir, conformément aux instructions en vigueur, la comptabilité, les registres et fichiers et les produire à l'occasion de chaque contrôle.

IV. ASSEMBLEE GENERALE ET CONGRES - CONSEIL GENERAL OU COMITE NATIONAL - COMITE DIRECTEUR- COMITE EXECUTIF ou COMITE DE GESTION JOURNALIERE:

Art. 14.- Au sein de la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique existent:

- a) l'Assemblée Générale et le Congrès,
- b) le Conseil Général ou Comité National,
- c) le Comité Directeur,
- d) le Comité Exécutif ou Comité de Gestion Journalière.

A. ASSEMBLEE GENERALE ET CONGRES:

Art. 15.- L'Assemblée Générale et le Congrès représentent la plus haute autorité au sein de la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique.

Sauf cas de force majeure, le Comité Directeur convoque au moins tous les deux ans, soit une Assemblée Générale ordinaire, soit un Congrès ordinaire.

La convocation d'Assemblées Générales extraordinaires et de Congrès extraordinaires peut à tout moment être décidée par le Conseil Général ou Comité National.

A titre exceptionnel, dans tous les cas d'urgence, le Comité Directeur peut décider la convocation d'une Assemblée Générale extraordinaire ou d'un Congrès extraordinaire.

Lorsque, par requête motivée adressée au Président National de la C.G.S.L.B., un tiers des sections de la C.G.S.L.B. sollicite une Assemblée Générale extraordinaire ou un Congrès extraordinaire, cette réunion est convoquée par le Comité Exécutif ou Comité de Gestion Journalière, en tenant compte des délais prévus aux art. 24 et 25. En pareil cas, toutes difficultés ou contestations relatives à l'ordre du jour sont transmises pour

décision au Comité Directeur.

Art. 16.- Le Congrès a pour tâche d'élaborer, de revoir et de compléter le programme social et économique de la C.G.S.L.B.

Art. 17.- L'Assemblée Générale a pour tâche de discuter et d'approuver les rapports moraux et financiers annuels, de nommer les membres du Conseil Général ou Comité National et de remplir toutes tâches spéciales réservées à l'Assemblée Générale par les dispositions statutaires.

Art. 18.- Les Assemblées Générales ordinaires et les Congrès ordinaires se tiennent dans la ville ou la commune désignée par la précédente Assemblée Générale ordinaire ou par le précédent Congrès ordinaire.

Le Conseil Général ou Comité National désigne la ville ou la commune où se tiennent les Assemblées Générales extraordinaires et les Congrès extraordinaires, lesquels sont fixés obligatoirement dans la ville ou la commune du siège social ou du siège administratif de la C.G.S.L.B.

A défaut de la désignation prévue aux par. 1 et 2 du présent article, le Comité Directeur désigne la ville ou la commune où se tiennent les Assemblées Générales et les Congrès. De même, le Comité Directeur désigne la ville ou la commune dans le cas prévu par le par. 4 de l'art. 15.

Art. 19.- Font partie des Assemblées Générales et des Congrès:

- 1) les membres du Bureau
- 2) les délégués régulièrement désignés par les sections qui sont en règle vis-à-vis de la C.G.S.L.B.

Le Comité Directeur détermine ce qu'il faut entendre par les mots "être en règle".

Art. 20.- Le Comité Directeur siège comme Bureau pour toutes Assemblées Générales de tous Congrès.

Art. 21.- La représentation des sections aux Assemblées Générales et aux Congrès se fait de la manière suivante:

les sections comptant de	100 à 250 membres:	1 délégué;
les sections comptant de	250 à 500 membres:	2 délégués;
les sections comptant de	500 à 750 membres:	3 délégués;
les sections comptant de	750 à 1000 membres:	4 délégués;
les sections comptant de	1000 à 1250 membres:	5 délégués;

Pour chaque fraction additionnelle d'au moins 250 membres, les sections dont l'effectif est supérieur à 1250 membres obtiennent chaque fois un délégué supplémentaire.

Pour la détermination du nombre de délégués auquel a droit une section, il est uniquement tenu compte des chiffres accusés par la statistique du mouvement des membres basée sur le fichier central de la C.G.S.L.B. à la date du 1 janvier de l'année en cours.

Art. 22.- Pour pouvoir être valablement désigné comme délégué par une section, il faut être âgé de 21 ans, être belge ou naturalisé, être affilié à la C.G.S.L.B., depuis au moins deux années entières consécutives et faire partie d'une section qui, aux termes des art. 19 et 21, a droit d'être représentée et qui ne tombe pas sous l'application du par. 2 de l'art. 68.

Art. 23.- Le nombre des délégués avec un maximum de trois à cinq, dont les frais de voyage et de déplacement tombent à charge de la C.G.S.L.B., ainsi que le montant des dites indemnités, sont déterminés par le Comité Directeur.

Art. 24.- Au moins un mois avant la date de l'Assemblée Générale ou du Congrès, le Comité Exécutif ou Comité de Gestion Journalière de la C.G.S.L.B. doit être mis en possession par les sections, de la liste définitive des délégués.

Art. 25.- Au plus tard deux mois avant la date de l'Assemblée Générale ou du Congrès, l'ordre du jour est communiqué aux sections.

Les sections qui désirent voir ajouter d'autres points à l'ordre du jour, doivent faire connaître par écrit ces points, avec rapport motivé, au Comité Exécutif ou Comité de Gestion Journalière, au moins un mois et demi avant la date de l'Assemblée Générale ou du Congrès.

Au plus tard un mois avant la date de l'Assemblée Générale ou du Congrès, les demandes visées au par. 2 du présent article sont soumises au Comité Directeur qui statue sur la recevabilité et le bien-fondé de ces demandes.

En cas de rejet par le Comité Directeur, la décision est communiquée dans la huitaine à la section intéressée.

Si le Comité Directeur décide de porter à l'ordre du jour les points pour lesquels une demande a été formulée, l'ordre du jour complété, ainsi que tous rapports concernant l'un ou l'autre point à traiter, sont communiqués aux sections au plus tard quinze jours avant la date de l'Assemblée Générale ou du Congrès.

Dans tous les cas d'urgence extraordinaire, tous les délais prévus par l'art. 24 et par le présent article peuvent être réduits ou même, en cas de nécessité, partiellement ou complètement supprimés par le Comité Directeur.

Art. 26.- Les votes émis par les Assemblées Générales et les Congrès lient toutes les sections, tous les groupements ainsi que tous les membres de la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique.

Chaque section a droit à un nombre de voix égal à celui de ses délégués, même lorsque la délégation présente en séance n'est pas complète.

En conséquence, les votes ont lieu à la majorité absolue des membres de l'Assemblée Générale ou du Congrès.

Au cas où cette majorité absolue des membres n'est pas atteinte, un deuxième vote a lieu dans les mêmes conditions.

Si ce deuxième vote n'atteint pas encore la même majorité absolue des membres alors a lieu un troisième vote à la majorité ordinaire des membres faisant partie de l'Assemblée Générale ou du Congrès et, en cas de parité, avec voix prépondérante du Président.

B. CONSEIL GENERAL OU COMITE NATIONAL

Art. 27.- Les membres du Conseil Général ou Comité National sont désignés par les sections de la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique et, par la suite, conformément à l'art. 17, sont nommés par l'Assemblée Générale.

Une section comptant au moins 500 membres a droit à un délégué.

Une section comptant plus de 2,000 membres a droit à deux délégués.

L'effectif des membres des sections d'une même province lesquelles, à défaut d'avoir 500 membres, n'obtiennent pas de représentation, peut être groupé. Si par l'effet de ce groupement, le minimum requis de 500 membres est atteint, un délégué est désigné de commun accord pour les sections intéressées.

Pour la détermination du nombre de délégués, l'effectif des sections est calculé ainsi qu'il est prévu au dernier par. de l'art. 21.

Entre la désignation régulière par les sections et la nomination par l'Assemblée Générale, les membres du Conseil Général ou Comité National peuvent valablement siéger pour délibérer, mais ne peuvent toutefois pas voter valablement, ni procéder aux désignations prévues aux numéros 6,7 et 8 de l'art. 32.

Art. 28.- Les membres du Conseil Général ou Comité National sont les mandataires de leurs provinces respectives et ne représentent en conséquence aucunement une section déterminée au sein du Conseil Général ou Comité National, dont la tâche doit être accomplie en dehors de tout esprit local ou régional.

Toutefois, lorsqu'après la désignation prévue à l'art. 27, les dispositions du par. 2 de l'art. 68 sont appliquées à une section, les membres du Conseil Général ou Comité National désignés par cette section sont suspendus dans l'exercice de leur mandat pendant la durée des mesures prises conformément à l'art. 68.

Art. 29.- Des personnalités connues pour leur science ou pour leur compétence dans un domaine particulier peuvent être adjointes à titre consultatif au Conseil Général ou Comité National par l'Assemblée Générale ou par le Congrès.

Dans les limites fixées par le Comité Directeur et pour autant que ce dernier le juge souhaitable, ces personnalités sont convoquées aux séances du Conseil Général ou Comité National pour y être entendues.

Art. 30.- Tous les deux ans, dans le courant du premier trimestre, et pour la première fois en 1952, a lieu la revision des sièges à conférer au sein du Conseil Général ou Comité National.

Au cours de la période de revision, les sections qui ont droit à un ou deux délégués sont invitées à procéder à la désignation prévue par l'art. 27. Les délégués régulièrement désignés sont soumis à la nomination par la première Assemblée Générale qui suit la désignation.

De même, au cours de la période de revision, les sections qui n'ont plus droit qu'à un délégué au lieu de deux, sont invitées à désigner le délégué qui disparaît et qui ne fera plus partie du Conseil Général ou Comité National, avec effet rétroactif au premier janvier de l'année de revision.

En outre, au cours de la période de revision, les sections qui n'ont plus droit à représentation en seront avisées et leur délégué ou leurs délégués ne fera ou ne feront plus partie du Conseil Général ou Comité National avec effet rétroactif au premier janvier de l'année de revision.

Enfin, au cours de la période de revision, les sections désigneront leurs délégués en remplacement des délégués décédés, démissionnaires, révoqués ou ne remplissant plus l'une ou l'autre des conditions prévues à l'art. 22. Pareilles désignations ne peuvent être faites que pour la durée du mandat restant à courir.

Sous réserve des dispositions figurant aux par. 3, 4 et 5 du présent art., la durée normale du mandat des membres du Conseil Général ou Comité National désignés par les sections est de quatre ans, à dater de la nomination par l'Assemblée Générale.

Art. 31.- Pour pouvoir être valablement désigné comme délégué par une section et nommé par l'Assemblée Générale comme membre du Conseil Général ou Comité National, les conditions prévues par l'art. 22 doivent être remplies.

Art. 32.- Le Conseil Général ou Comité National a la compétence suivante:

- 1) il veille à l'exécution des résolutions prises par les Congrès;
- 2) il donne son avis sur tous les problèmes de direction générale de la C.G.S.L.B.;
- 3) il décide la convocation des Assemblées Générales et des Congrès, ainsi qu'il est prévu au par. 3 de l'art. 15;
- 4) il exerce la surveillance sur le placement des fonds;
- 5) il discute tous les problèmes d'actualité sociale et économique;
- 6) il désigne les vice-présidents de la C.G.S.L.B.;
- 7) il désigne les secrétaires du Bureau;
- 8) il désigne les délégués provinciaux-membres du Comité Directeur;
- 9) il donne son avis au sujet des propositions et rapports des Commissions Consultatives;
- 10) il prononce l'exclusion de tous groupements dont les membres sont affiliés à la C.G.S.L.B. conformément au par. 1 de l'art. 13;
- 11) il remplit toutes tâches spéciales réservées au Conseil Général ou Comité National par les dispositions statutaires.

Art. 33.- Le Conseil Général ou Comité National vote à la majorité absolue des membres présents.

Au cas où cette majorité absolue des membres présents n'est pas atteinte, un deuxième vote a lieu dans les mêmes conditions.

Si ce deuxième vote n'atteint pas encore la même majorité absolue des membres présents, alors a lieu un troisième vote à la majorité ordinaire des membres présents et, en cas de parité, avec voix prépondérante du Président.

Art. 34.- Le Conseil Général ou Comité National est convoqué aussi souvent que cela paraît souhaitable et, en principe, une fois par trimestre.

Les réunions se tiennent de préférence le dimanche.

Les frais de déplacement des membres sont à charge de la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique.

Le Comité Directeur de la C.G.S.L.B. en fixe le montant.

Art. 35.- Le Bureau du Conseil Général ou Comité National de la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique se compose des personnes suivantes:

- 1) le Président National de la C.G.S.L.B.,
- 2) les trois Vice-Présidents de la C.G.S.L.B.,
- 3) les deux Directeurs de la C.G.S.L.B.,
- 4) les deux Secrétaires du Bureau,
- 5) un rapporteur choisi par le Comité Exécutif ou Comité de Gestion Journalière, parmi les membres du personnel de la C.G.S.L.B.

C. COMITE DIRECTEUR:

Art. 36.- Le Comité Directeur de la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique se compose de:

- 1) les membres du Bureau,
- 2) les délégués provinciaux prévus sous le no 8 de l'art. 32.

Les membres du Bureau sont:

- 1) le Président National de la C.G.S.L.B.,
- 2) les trois Vice-Présidents de la C.G.S.L.B.,
- 3) les deux Directeurs de la C.G.S.L.B.,
- 4) les deux Secrétaires du Bureau.

Les membres qui représentent les provinces de Belgique au sein du Comité Directeur sont désignés, par province, par et parmi les membres du Conseil Général ou Comité National.

Chaque province belge a droit à un représentant. Provisoirement, les provinces de Liège et du Luxembourg n'ont droit ensemble qu'à un seul représentant. Le Comité Directeur peut à tout moment mettre fin à cette exception.

Les six provinces du Congo Belge ainsi que les territoires du Ruanda - Urundi peuvent obtenir chacun droit à un représentant, à condition que l'activité de la C.G.S.L.B. se soit étendue à ces territoires et que le Conseil Général ou Comité National ait émis un avis favorable.

Le Comité Directeur peut faire appel à une ou plusieurs personnalités connues pour leur science ou pour leur compétence dans un domaine particulier. Ces personnalités sont adjointes au Comité Directeur, comme prévue pour le Conseil Général ou Comité National.

Art. 37.- Le Comité Directeur de la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique a la compétence suivante:

- 1) il veille à l'exécution des résolutions prises par les Assemblées Générales;
- 2) il délibère au sujet des avis émis par le Conseil Général ou Comité National relativement aux affaires de direction générale de la C.G.S.L.B.;
- 3) il exerce collectivement une surveillance sur tous les services, tant au sein du Secrétariat Central que dans les sections;

- 4) il procède collectivement à la vérification annuelle des rapports financiers de la C.G.S.L.B. et exerce un contrôle sur la comptabilité des sections;
- 5) il délibère au sujet de tous les problèmes qui lui sont soumis par le Comité Exécutif ou Comité de Gestion Journalière;
- 6) il prononce l'exclusion de toute personne non rémunérée appartenant tant au Secrétariat Central qu'aux sections, lorsqu'un préjudice a été causé à la C.G.S.L.B. ou à une de ses sections, ou bien lorsque des actes ont été commis qui ont atteint ou compromis le prestige ou la bonne réputation de la C.G.S.L.B.;
- 7) dans les cas prévus sous le no 6 du présent art., il décide le dépôt des plaintes auprès des autorités compétentes et l'intentement de toutes actions judiciaires ou administratives;
- 8) il remplit toutes tâches spéciales réservées au Comité Directeur par les dispositions statutaires;
- 9) il décide sans appel toutes questions de principe qui n'ont pas un caractère d'urgence et qui ne sont pas prévues par les statuts.

Art. 38.- Lorsqu'au sein du Comité Directeur de la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique ont lieu des discussions directement ou indirectement en relation avec la situation matérielle des Directeurs ou de n'importe quel membre du Comité Directeur qui bénéficie d'un traitement, d'une indemnité ou d'un subside, ces derniers ne peuvent pas y prendre part.

Art. 39.- Au cas où, à titre exceptionnel, il est procédé à un vote au sein du Comité Directeur, celui-ci a lieu à la majorité absolue des membres du Comité Directeur, avec application des par. 4 et 5 de l'art. 26.

Art. 40.- Le Comité Directeur est convoqué par le Comité Exécutif ou Comité de Gestion Journalière, aussi souvent que cela paraît souhaitable et, en principe, une fois par mois.

Les frais de voyage et de déplacement des membres sont à charge de la C.G.S.L.B.

Art. 41.- Le Bureau du Comité Directeur de la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique se compose des personnes suivantes:

- 1) le Président National de la C.G.S.L.B.,
- 2) les trois Vice-Présidents de la C.G.S.L.B.,
- 3) les deux Directeurs de la C.G.S.L.B.,
- 4) les deux Secrétaires du Bureau.

Le Président National de la C.G.S.L.B. est désigné par une Assemblée Générale.

Les trois Vice-présidents de la C.G.S.L.B. sont désignés par le Conseil Général ou Comité National, ainsi qu'il est prévu sous le no 6 de l'art. 32. Ces désignations se font obligatoirement comme suit:

- un Vice-Président pour la partie flamande du Pays,
- un Vice-Président pour la partie wallonne du Pays,
- un Vice-Président pour le Brabant (bilingue).

Les deux Secrétaires du Bureau sont désignés par le Conseil Général ou Comité National, ainsi qu'il est prévu sous le no 7 de l'art. 32. Ces désignations se font obligatoirement comme suit:

- un Secrétaire pour la partie flamande du Pays,
- un Secrétaire pour la partie wallonne du Pays.

Même lorsqu'un des membres du Comité Directeur est affilié à une des sections d'une province déterminée, cette province conserve son droit à un délégué provincial, ainsi qu'il est prévu à l'art. 36. En pareil cas, le délégué provincial désigné parmi les membres du Conseil Général ou Comité National doit appartenir à une autre section de la même province.

D. COMITE EXECUTIF OU COMITE DE GESTION JOURNALIERE:

Art. 42.- Le Comité Exécutif ou Comité de Gestion Journalière de la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique se compose des personnes suivantes:

- 1) le Président National de la C.G.S.L.B.,
- 2) les deux Directeurs de la C.G.S.L.B.

Art. 43.- Le Comité Exécutif ou Comité de Gestion Journalière siège aussi souvent que cela paraît souhaitable et, en principe, au moins une fois par semaine.

Art. 44.- Le Comité Exécutif ou Comité de Gestion Journalière est compétent pour toutes affaires se rapportant directement ou indirectement à la gestion journalière, pour autant que celles-ci ne soient pas expressément réservées aux Directeurs par les statuts.

Le Comité Exécutif ou Comité de Gestion Journalière décide et dispose en outre de tout ce que les statuts ne déclarent pas expressément être de la compétence de l'Assemblée Générale, du Congrès, du Conseil Général ou Comité National et du Comité Directeur.

Dans toutes affaires offrant un caractère d'urgence exceptionnelle, le Comité Exécutif ou Comité de Gestion Journalière a pouvoir d'agir et de prendre des décisions provisoires, à condition que, dans le délai le plus court, ces affaires soient soumises à l'Assemblée Générale, au Congrès, au

Conseil Général ou Comité National, ou au Comité Directeur en vue d'une décision définitive, chaque fois que ces affaires relèvent de la compétence d'un de ces quatre organes.

V. PRESIDENT NATIONAL - DIRECTEURS - COMMISSIONS:

A. PRESIDENT NATIONAL:

Art. 45.- Le Président National de la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique convoque et préside l'Assemblée Générale, le Congrès, le Conseil Général ou Comité National, le Comité Directeur et le Comité Exécutif ou Comité de Gestion Journalière.

En cas d'empêchement, d'absence ou de maladie, le Président National désigne un des Vice-Présidents ou, à défaut de ces derniers, un des Directeurs, pour convoquer et présider les réunions en ses lieu et place.

En cas de décès ou de démission définitive du Président National, celui-ci sera remplacé à titre intérimaire par celui des Vice-Présidents comptant le plus grand nombre d'années de fonctions, pour autant qu'il soit bilingue.

Si le Vice-Président comptant le plus grand nombre d'années de fonctions, n'est pas bilingue, il sera fait appel successivement aux deux autres Vice-Présidents et celui des deux comptant le plus grand nombre d'années de fonctions et qui est bilingue, exercera à titre intérimaire les fonctions de Président National jusqu'au moment où l'Assemblée Générale aura désigné le nouveau Président National, conformément aux dispositions du par. 2 de l'art. 41.

En cas de décès ou de démission définitive du Président National, le Comité Directeur se réunit endéans les 5 jours et constate quel est le Vice-Président qui, conformément aux dispositions du présent article, a la priorité pour exercer à titre intérimaire les fonctions de Président National, et il l'invite immédiatement à exercer les dites fonctions. Au cours de la même réunion du Comité Directeur, doit être fixée la date de l'Assemblée Générale extraordinaire qui devra se tenir au plus tard endéans les trois mois pour désigner le nouveau Président National.

Art. 46.- Le Président National veille à la stricte observation des statuts, règlements et résolutions.

Il élucide les statuts et en donne la juste interprétation, en vue de leur application.

Pour l'interprétation des statuts, il peut faire appel indifféremment soit au texte flamand, soit au texte français.

Tous les cas non prévus par les statuts et non réservés au Comité Directeur de la C.G.S.L.B. par le no. 9 de l'art. 37 sont décidés sans appel par le Président National, comme affaires urgentes.

A défaut des Directeurs, en cas d'empêchement, d'absence ou de maladie de ceux-ci, les opérations prévues sous le no. 6 de l'art. 49 peuvent être effectuées provisoirement par le Président National de la C.G.S.L.B. ou par un porteur de procuration désigné par lui.

Le Président National de la C.G.S.L.B. signe avec un des Directeurs toutes procurations aux représentants responsables de la C.G.S.L.B. dans les sections.

En cas d'empêchement, d'absence ou de maladie du Président National, les pouvoirs prévus par les par. 5 et 6 du présent article sont exercés par un Vice-Président de la C.G.S.L.B. désigné par le Président National.

B. DIRECTEURS:

Art. 47.- En vue d'assurer un caractère permanent à l'organisation générale de la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique, la direction de tous les services prévus sous le no. 3 de l'art. 37, est confiée à un ou deux Directeurs, qui contrôlent le travail du personnel rémunéré.

Lorsqu'il y a deux Directeurs en fonction, celui comptant le plus grand nombre d'années de service au Secrétariat Central de la C.G.S.L.B. porte le titre de Directeur Général.

Les Directeurs sont nommés par le Comité Directeur et leurs fonctions sont rémunérées.

Art. 48.- Les Directeurs exécutent les résolutions et décisions des Assemblées Générales et Congrès, du Conseil Général ou Comité National, du Comité Directeur et du Comité Exécutif ou Comité de Gestion Journalière.

Art. 49.- Les Directeurs ont, chacun en ce qui le concerne, notamment, la compétence et les pouvoirs suivants:

- 1) ils dirigent l'organisation générale;
- 2) ils ont la charge de la correspondance, de la rédaction des rapports de toutes réunions et sont spécialement délégués pour signer le courrier, pour accepter et signer seuls pour décharge toute correspondance, notamment les lettres recommandées, assurées et express, ainsi que les colis postaux, ou pour donner à cet effet procuration à un membre du personnel

de la C.G.S.L.B.;

- 3) ils ont la garde de tous documents et pièces ainsi que du mobilier, du matériel et des bâtiments mis à la disposition du Secrétariat Central de la C.G.S.L.B. ou appartenant à cette dernière;
- 4) ils dirigent le personnel et, en vue de l'intérêt général de la C.G.S.L.B., prennent toutes mesures utiles à la bonne marche des services;
- 5) ils rédigent les rapports ou données à caractère financier destinés respectivement à l'Assemblée Générale, au Conseil Général ou Comité National et au Comité Directeur, conformément aux dispositions prévues à l'art. 17, sous le no. 4 de l'art. 32 et sous le no. 4 de l'art. 37;
- 6) ils signent toutes pièces concernant les opérations de banque, de l'Office des Chèques Postaux et de toutes institutions similaires et sont habilités pour introduire toutes demandes auprès de l'Office des Chèques Postaux, de la Régie des Télégraphes et Téléphones et de toutes autres administrations publiques, tant en Belgique qu'au Congo Belge et dans les territoires du Ruanda - Urundi;
- 7) dans le cadre de la gestion journalière, ils représentent la C.G.S.L.B. auprès de toutes autorités supérieures et de tous organismes officiels ou privés;
- 8) ils représentent la C.G.S.L.B. en justice, tant en défendant qu'en demandant, mais ne peuvent toutefois transiger que moyennant autorisation préalable du Comité Directeur. Les actions judiciaires et administratives sont intentées à la requête des Directeurs, agissant au nom du Comité Directeur de la C.G.S.L.B., poursuites et diligences de ces derniers.

Art. 50.- Les Directeurs sont, chacun en ce qui le concerne, spécialement habilités pour:

- 1) poursuivre le remboursement de toutes créances, y compris les créances hypothécaires, et ce par la voie parée, et à remplir à cette fin toutes formalités requises;
- 2) prendre valablement hypothèque sur tous biens immobiliers, y compris ceux de tous débiteurs de la C.G.S.L.B., et recevoir en gage de ces derniers tous biens mobiliers;
- 3) donner mainlevée de tous commandements, oppositions, saisies, inscriptions et transcriptions quelconques, ainsi que de toutes inscriptions privilégiées et hypothécaires prises d'office ou autrement;
- 4) renoncer à tous privilèges, droits d'hypothèques et actions résolutoires ainsi qu'à tous autres droits réels quelconques;
- 5) dispenser les conservateurs des hypothèques de prendre inscription d'office, le tout avant comme après paiement;
- 6) donner valablement quittance et décharge pour toutes sommes reçues en paiement;
- 7) représenter la C.G.S.L.B., ses membres ou l'un quelconque de ceux-ci devant toutes juridictions judiciaires et administratives, tant civiles que militaires, constituer avoué, comparaître, plaider et conclure en première instance, faire opposition à tous jugements rendus par défaut, comparaître sur opposition avec les mêmes pouvoirs, interjeter appel et signer tous actes d'appel, comparaître en degré d'appel avec les mêmes pouvoirs qu'en

première instance, se pourvoir en cassations, se constituer partie civile au nom de la C.G.S.L.B., de ses membres ou de l'un quelconque de ceux-ci devant les tribunaux de police et correctionnels, comparaître, plaider et conclure en cette qualité devant les dits tribunaux ainsi que devant les Cours d'Appel et la Cour de Cassation.

Art. 51.- Lorsque deux Directeurs sont en fonction, un règlement d'ordre intérieur détermine le partage de leurs attributions respectives ainsi que les modalités d'exercice individuel ou en commun des pouvoirs qui leur sont attribués par les statuts, chacun en ce qui le concerne.

Lorsqu'il n'y a qu'un Directeur en fonction, il exerce seul les pouvoirs prévus aux art. 47 à 50 inclus.

C. COMMISSIONS:

Art. 52.- Le Conseil Général ou Comité National et le Comité Directeur peuvent être assistés dans leur tâche par des Commissions Consultatives créées suivant les nécessités.

Ces commissions dont l'organisation est déterminée par le Comité Directeur et dont la tâche est également précisée par ce dernier, sont présidées par le Président National de la C.G.S.L.B., avec application du par. 2 de l'art. 45.

Un des Directeurs de la C.G.S.L.B. fait partie de droit de ces Commissions.

Un membre du personnel du Secrétariat Central de la C.G.S.L.B. est désigné par le Comité Exécutif ou Comité de Gestion Journalière en qualité de rapporteur dans chacune des Commissions.

Art. 53.- Toutes propositions et tous rapports des Commissions sont soumis au Conseil Général ou Comité National ou au Comité Directeur par un des Directeurs de la C.G.S.L.B.

Art. 54.- Les Commissions suivantes peuvent être créées:

- une commission de presse et de propagande,
- une commission de prix et salaires,
- une commission d'action syndicale,
- une commission de contrôle financier,
- une commission de contrôle sur toutes les activités des sections.

VI. AVOIR - RESSOURCES - OPERATIONS FINANCIERES - COTISATIONS ET AVANTAGES -
 SUBSIDES - DEDOMMAGEMENT:

A. AVOIR

Art. 55.- L'avoir de la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique est indivisible.

Ni les sections dont question au par. 1 de l'art. 4, ni les groupements mentionnés à l'art. 13, ni les membres, ni les ayants droit ou les créanciers des uns ou des autres ne peuvent prétendre à une part quelconque de cet avoir, ni exiger le remboursement de sommes versées, ni faire apposer des scellés, ni exiger inventaire ou règlement de compte.

Les dispositions du par. 2 du présent article concernent aussi bien les ayants droit et les créanciers d'un membre décédé que d'un membre encore en vie.

B. RESSOURCES:

Art. 56.- Les ressources de la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique se composent principalement de:

- 1) les cotisations des membres,,
- 2) les subsides de l'Etat, de tous pouvoirs subordonnés, de toutes autres administrations ou institutions publiques.

C. OPERATIONS FINANCIERES:

Art. 57.- Par la voie du Secrétariat Général, tous fonds de la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique sont placés par les Directeurs, au nom de la C.G.S.L.B., en un compte, soit à l'Office des Chèques Postaux, soit dans une banque ou plusieurs banques ayant fait l'objet d'une désignation par le Comité Directeur.

Les fonds qui se trouvent dans les sections doivent être versés en un compte ouvert au nom de la section, soit à l'Office des Chèques Postaux, soit dans une banque, soit à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

Chaque section est en tout cas obligée d'avoir un compte de chèques postaux ouvert en son nom.

Toutes opérations concernant les fonds destinés à l'assurance-chômage doivent avoir lieu, tant au Secrétariat Central que dans les sections de la C.G.S.L.B. conformément aux instructions du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale ainsi que de l'Office National du Placement et du Chômage.

Art. 58.- Les Directeurs de la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique ont le pouvoir de procurer aux sections les avances de fonds nécessaires.

Toutes les opérations financières entre la C.G.S.L.B. et ses sections doivent avoir lieu par l'entremise de l'Office des Chèques Postaux ou d'une banque.

Dans des cas exceptionnels, le Secrétariat Central de la C.G.S.L.B. peut déroger à l'obligation prévue au par. 2 du présent article. En pareil cas, l'opération financière est confirmée par écrit dans les 48 heures.

Art. 59.- Le versement des cotisations et celle de toutes autres sommes dues par les sections doivent être effectués à la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique, par l'entremise de l'Office des Chèques Postaux ou d'une banque.

Art. 60.- Tous paiements effectués par la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique, à l'aide de fonds de l'une quelconque des caisses de solidarité, y compris la Caisse de Résistance, le sont conformément aux dispositions réglementaires régissant les dites caisses.

Toutefois, en cas de grève générale dans toutes les industries ou en cas de grève générale dans une ou plusieurs industries déterminées, ainsi que dans tous les cas de lock-out, le paiement des indemnités de grève ne peut avoir lieu qu'après que le Comité Directeur de la C.G.S.L.B. aura approuvé la grève et décidé dans quelle mesure les indemnités de grève seront payées.

En cas de grève dans une branche d'industrie, dans un groupe d'entreprises, dans une ou plusieurs entreprises, le paiement des indemnités de grève ne peut avoir lieu qu'après que le Comité Exécutif ou Comité de Gestion Journalière de la C.G.S.L.B. aura approuvé la grève et décidé dans quelle mesure les indemnités de grève seront payées.

D. COTISATIONS ET AVANTAGES:

Art. 61.- Dans les sections dont question au par. 1 de l'art. 4 et dans les groupements mentionnés à l'art. 13, les cotisations payées par les membres sont perçues au nom de la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique.

Art. 62.- Un règlement spécial arrêté par le Comité Directeur détermine le régime des cotisations et avantages ainsi que la quote-part des cotisations que la C.G.S.L.B. laisse dans les sections et groupements mentionnés à l'art. 61 pour couvrir leurs frais généraux et autres besoins, conformément aux dispositions de leur règlement d'ordre intérieur.

Art. 63.- Les sections dont question au par. 1 de l'art. 4 de même que les groupements mentionnés à l'art. 13 sont tenus de verser régulièrement, dans les délais prévus, au Secrétariat Central de la C.G.S.L.B., toutes sommes dues et notamment le montant des cotisations, sous déduction de la quote-part qui est laissée dans les sections aux fins précisées à l'art. 62.

Art. 64.- Toutes modifications au régime des cotisations et avantages en vigueur pour les affiliés du Secteur Privé sont décidées par le Comité Directeur, après avis du Conseil Général ou Comité National de la C.G.S.L.B.

Art. 65.- Le régime des cotisations et avantages applicable aux membres appartenant au Secteur Public est déterminé conformément aux dispositions de l'art. 80.

Pour les groupements mentionnés à l'art. 13 qui n'ont pas fusionné au sein de la C.G.S.L.B. et dont les membres sont affiliés à la C.G.S.L.B. ou sollicitent leur affiliation, le régime des cotisations et avantages ainsi que toutes questions non prévues par l'art. 80 font l'objet d'un règlement élaboré par le Comité Exécutif ou Comité de Gestion Journalière de la C.G.S.L.B.

E. SUBSIDES:

Art. 66.- A titre exceptionnel et dans les seuls cas où l'intérêt général de la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique justifie la mesure, le Comité Directeur peut accorder des avantages financiers ou autres, de caractère temporaire ou définitif, à une section ou à un groupement qui en a fait la demande par écrit.

Le Comité Exécutif ou Comité de Gestion Journalière exécute les décisions prises par le Comité Directeur conformément aux dispositions du par. 1 du présent article, négocie et détermine les modalités de tous accords.

Art. 67.- Le Comité Directeur de la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique détermine la quote-part des subsides de l'Office National du Placement et du Chômage versée aux sections et groupements, par l'entremise du Secrétariat Central de la C.G.S.L.B., aux fins précisées à l'art. 62.

F. DEDOMMAGEMENT:

Art. 68.- Tout dommage causé à la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique ou aux membres d'une section ou d'un groupement, par le comité ou par un membre du comité d'une section ou d'un groupement ou par un membre du personnel salarié de la section ou du groupement, à la suite de négligences, de la non-observation des instructions émanant de la C.G.S.L.B. et de l'Office National du Placement et du Chômage, de malhonnêtetés ou de fraudes, doit être réparé par la section ou par le groupement intéressé.

Toutes mesures destinées à assurer le dédommagement et à prévenir tout nouveau préjudice sont déterminées et prises par le Comité Exécutif ou Comité de Gestion Journalière de la C.G.S.L.B., en ce compris la suspension provisoire des avantages prévus aux articles 19, 21, 27, 30, 62, 63, 66 et 67.

VII. DEMISSIONS ET SANCTIONS:

Art. 69.- Les membres et groupements démissionnaires ou exclus ne peuvent prétendre à des droits acquis et perdent, à l'égard de la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique, tous droits, notamment ceux sur toutes sommes versées.

Art. 70.- Sont d'office considérés comme démissionnaires et ne font plus partie de la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique, les membres qui pendant 13 semaines consécutives n'ont pas versé leurs cotisations.

Cette démission a lieu avec effet rétroactif au premier jour du délai de 13 semaines au cours duquel les cotisations ne furent plus payées.

Art. 71.- Sont également considérés comme démissionnaires et comme ne faisant plus partie de la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique:

- 1) les membres qui, en violation de l'art. 11 n'avertissent pas le secrétaire de leur section de leur changement de domicile légal ou qui ne se présentent pas, endéans les deux mois, auprès du secrétaire de la section compétente pour leur nouveau domicile légal. Cette démission a lieu avec effet rétroactif à la date du changement du domicile légal, ainsi que cette date résulte des registres de l'état civil;
- 2) les membres qui tombent sous l'application du par. 3 de l'art. 8.

Art. 72.- En l'absence d'une fusion au sein de la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique, les groupements dont question à l'art. 13 qui désirent mettre fin à l'affiliation de leurs membres doivent, par lettre recommandée adressée à la C.G.S.L.B. en son siège administratif, donner un préavis de trois mois à compter à partir du premier du mois qui suit celui au

cours duquel le préavis est donné.

Les cotisations des membres des groupements doivent être versées jusqu'au jour où la démission des membres est acceptée par la C.G.S.L.B.

Cette démission n'est acceptée qu'après paiement de toutes sommes dues à la C.G.S.L.B., en ce compris les cotisations dues jusqu'au dernier jour du préavis de trois mois.

Art. 73.- Sans préjudice aux dispositions figurant sous le numéro 6 de l'art. 37, le Comité Directeur de la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique peut exclure tous groupements mentionnés à l'art. 13 ainsi que toutes personnes, empêcher les uns et les autres de jouer un rôle quelconque au sein de la C.G.S.L.B. ou d'y remplir n'importe quel mandat ou fonction, dans les cas suivants:

- 1) lorsque les statuts de la C.G.S.L.B. sont volontairement et méchamment violés;
- 2) lorsque l'intérêt général de la C.G.S.L.B., d'une de ses sections ou d'un de ses groupements est délibérément contrecarré;
- 3) lorsque systématiquement ou intentionnellement les délibérations ou instructions de la C.G.S.L.B. ne sont pas respectées ou observées;
- 4) lorsque des décisions sont prises ou des actes posés qui sont de nature à causer un dommage à la C.G.S.L.B., à une de ses sections ou à un de ses groupements.

A l'exception de l'exclusion que le Comité Directeur a seul le droit de prononcer dans les cas prévus sous les numéros 1 à 4 inclus du présent article, toutes autres mesures sont prises par le Comité Exécutif ou Comité de Gestion Journalière.

VIII. DIFFERENDS:

Art. 74.- En principe, le Comité Exécutif ou Comité de Gestion Journalière de la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique est compétent pour examiner et résoudre tous différends.

En cas de différends entre des sections ou entre des groupements de la C.G.S.L.B., à défaut d'un règlement à l'amiable, la décision du Comité Exécutif ou Comité de Gestion Journalière, sera rendue exécutoire, mais celle-ci pourra néanmoins, à la demande d'une des parties en cause, être soumise en degré d'appel au Conseil Général ou Comité National. Pour être recevable, l'appel doit être adressé au Directeur Général de la C.G.S.L.B. par lettre recommandée motivée, endéans le délai de 8 jours à compter de la date de la notification de la décision.

Dans le cas prévu au par. 2 du présent article, le Conseil Général ou Comité National désigne en son sein un collège arbitral composé du Président National de la C.G.S.L.B. et de deux arbitres. Le Président National est de droit président du collège arbitral, avec application éventuelle du par. 2 de l'art. 45. Les deux arbitres désignés parmi les membres du Conseil Général ou Comité National ne peuvent ni appartenir à une des section entre lesquelles existe le différend, ni avoir été désignés en qualité de membres du Conseil Général ou Comité National par une de ces sections.

Le collège arbitral prévu au par. 3 du présent article prononce dans le mois une sentence définitive et sa décision est communiquée dans la huitaine à chacune des parties en cause.

Sans préjudice aux dispositions du par. 1 du présent article, tous autres différends graves ne relevant pas de la gestion journalière et soulevant une question de principe liée à la structure même de la C.G.S.L.B. sont décidés en dernière instance par le Comité Directeur de la C.G.S.L.B.. En pareil cas, la section ou le groupement en cause fait connaître son point de vue dans une note écrite et peut être entendu par le Comité Directeur si ce dernier en décide ainsi. Dans ce dernier cas, la section ou le groupement en cause désigne une délégation de trois membres pour fournir verbalement au Comité Directeur toutes explications complémentaires en rapport avec la note écrite.

IX. DISSOLUTION - LIQUIDATION:

A. DISSOLUTION:

Art. 75.- L'Assemblée Générale de la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique est seule compétente pour décider la dissolution de la C.G.S.L.B.

Cette dissolution ne peut toutefois être valablement décidée aussi longtemps qu'au moins trois sections s'y opposent.

B. LIQUIDATION:

Art. 76.- En cas de dissolution décidée conformément aux dispositions de l'art. 75, l'Assemblée Générale de la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique détermine l'affectation de l'avoir de la C.G.S.L.B., lequel doit en tout cas être attribué, après paiement de toutes dettes et des frais de liquidation, à une ou plusieurs oeuvres sociales libérales, avec obligation d'accorder la préférence à une ou plusieurs des oeuvres sociales libérales mentionnées sous le numéro 9 de l'art. 3, pour autant que ces oeuvres aient été créées

à l'intention des membres de la C.G.S.L.B. et que leur siège soit établi au siège administratif de la C.G.S.L.B.

A défaut par l'Assemblée Générale de s'être prononcée sur l'affectation de l'avoir de la C.G.S.L.B., le Comité Directeur est compétent pour prendre pareille décision dans les limites indiquées au par. 1 du présent article.

Art. 77.- En cas de dissolution de la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique, le Comité Exécutif ou Comité de Gestion Journalière est chargé de toutes opérations de liquidation.

X. DISPOSITIONS GENERALES:

Art. 78.- Seule l'Assemblée Générale de la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique est compétente pour modifier les statuts.

Toutes modifications aux statuts sont votées conformément aux dispositions de l'article 26.

Art. 79.- Un exemplaire flamand et un exemplaire français des statuts de la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique doivent se trouver en permanence dans les bureaux du secrétariat de chaque section et de chaque groupement et y être tenus à la disposition de tous les membres de la C.G.S.L.B. et de toutes personnes qui sollicitent leur affiliation à la C.G.S.L.B., les uns et les autres ayant en tout temps, pendant les heures d'ouverture des bureaux, le droit de les consulter sur place.

Art. 80.- Au sein de la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique, le Secteur Public jouit d'un régime particulier pour les questions suivantes:

- 1) son organisation interne,
- 2) les affiliations,
- 3) sa représentation dans les organes prévus sous les litt. A, B et C du chapitre IV,
- 4) le régime des cotisations et avantages,
- 5) le règlement des différends tant entre ses sections qu'entre ces dernières et l'organe principal du Secteur Public,
- 6) la dissolution et la liquidation.

Le régime particulier pour l'ensemble du Secteur Public dont question au par. 1 du présent article est déterminé dans un règlement général élaboré par le Comité Exécutif ou Comité de Gestion Journalière de la C.G.S.L.B. après consultation des dirigeants du Secteur Public.

Des règlements particuliers concernant une ou plusieurs catégories de fonctionnaires ou d'agents des Services Publics et d'organismes parastatux affiliés dans les sections du Secteur Public de la C.G.S.L.B., peuvent

être élaborés comme prévu au par. 2 du présent article, en vue de régler un ou plusieurs des questions prévues sous les numéros 1 à 6 inclus.

Dans tous les autres cas concernant les fonctionnaires ou agents des Services Publics et d'organismes parastataux non affiliés dans les sections du Secteur Public de la C.G.S.L.B., des règlements particuliers peuvent être élaborés par le Comité Exécutif ou Comité de Gestion Journalière de la C.G.S.L.B.

Au nom du Comité Directeur de la C.G.S.L.B.,

pour copie conforme:

Le Directeur-Général,

Le Président National,

Alphonse COLLE.

Adolphe VAN GLABBEKE.

Ces statuts révisés et complétés ont été approuvés et votés à la majorité absolue des membres par le Congrès Extraordinaire le 4 mai 1952 avec comme Bureau, le Comité Directeur de la C.G.S.L.B. composé comme suit:

MM. Adolphe VAN GLABBEKE,
Victor SABBE,
Alphonse COLLE,
Armand COLLE,
René KENNES,
Louis CLUKKERS,
Emile SIRLEREAU,
André VANDEN OUDENHOVEN,
Urbain DARDENNE.

ANNEXE IV-C-3

LE SYNDICALISME LIBERAL DANS LE MONDE D'AUJOURD'HUI ET DE DEMAIN. (1)

I. Démocratie et syndicalisme sont étroitement solidaires. Les deux se complètent. Bien plus, l'exercice de l'action syndicale sera d'autant plus efficace que la démocratie est plus libérale.

Le libéralisme est une forme de la démocratie, mais la démocratie libérale n'est pas la seule forme de la démocratie. Il y en a d'autres, par exemple, les démocraties populaires, qui sont en réalité totalitaires.

Voici la différence entre ces deux aspects de la démocratie:

- dans une démocratie populaire, l'individu est fonction de l'Etat, la collectivité est fin et l'individu, moyen;
- dans une démocratie libérale, l'Etat est fonction de l'individu, l'individu est fin et la collectivité moyen.

La démocratie libérale implique donc la primauté de l'individu. Or, cette primauté implique à son tour une liberté et une dépendance dont l'exercice ne peut avoir d'autres limites que l'exercice de la liberté d'autrui.

Car l'homme vit en société.

De ce fait, tout droit a pour contre-partie des devoirs, notamment le devoir de solidarité. Une société idéale serait une société où l'équilibre serait total et parfait - à tout moment - entre l'ensemble des droits et l'ensemble des devoirs.

Pareille société n'existera probablement jamais, mais il faut tendre à s'en rapprocher le plus possible.

Dans le domaine particulier des rapports entre donneurs et preneurs de travail - une des expressions essentielles de la vie en société moderne - les syndicats ont pour mission d'aider à réaliser cet équilibre et d'en assurer le maintien.

(1) Texte publié lors des congrès de la Centrale Générale des Syndicats libéraux de Belgique, le 14 novembre 1965, à Liège.

En effet, les syndicats constituent l'organisation permanente et volontaire des salariés et appointés, dans le but de leur assurer une position équitable en tant que preneur de travail, de préserver celle-ci et de sauvegarder la dignité et la valeur de leur personnalité humaine.

Ce qui conclut, selon une tradition solidement établie, de la part de la C.G.S.L.B., un respect absolu des convictions philosophiques et religieuses de ses membres, la défense de leurs intérêts professionnels étant son objectif essentiel et permanent.

II. La démocratie se réalise par étapes.

Dans l'état actuel des choses, on constate trois stades de démocratisation:

politique,
économique,
social.

La démocratie politique, qui aboutit à l'exercice de la liberté politique dans le cadre de l'égalité politique, a été atteinte par l'octroi du suffrage universel.

La démocratie politique a ouvert la voie à la démocratie économique et sociale. C'est ce qui explique l'orientation prise à leurs débuts par les organisations syndicales.

Mais celles-ci se rendent compte, de plus en plus, qu'elles risquent de compromettre leur tâche essentielle, en édifiant la démocratie économique et sociale, dans le sillage des partis politiques. Et nous assistons, pour le moment, de la part des syndicats, à un désengagement progressif dans ce domaine.

La démocratie économique et la démocratie sociale sont en train de se faire. Elles sont la raison d'être capitale et constante du mouvement syndical, qui tend à faire accorder au facteur "travail" - élément premier du processus de production - la juste part des avantages résultant du progrès technique et de l'expansion économique, en réalisant ensemble la justice sociale et le progrès social.

Le jour où les fruits de l'activité économique seront équitablement partagés, il importera moins de savoir qui est propriétaire des moyens de production ou qui assure les services: la collectivité ou des particuliers.

Ce qui écarte, d'une part, les nationalisations et, d'autre part, l'étatisation des services, sauf dans le cas où l'initiative privée se révélerait insuffisante pour répondre aux services qu'on attend d'elle.

- III. La société idéale suppose la réalisation de cette triple démocratisation.
Elle n'exclut ni la propriété individuelle
ni la différenciation sociale.

La démocratie libérale se distingue du marxisme:

- A. Le milieu naturel de l'individu est la famille, comme sa condition normale est le travail.

L'homme travaille d'abord pour satisfaire les besoins présents de sa famille. S'il produit davantage, il a le droit absolu et imprescriptible d'accumuler le résultat de ce travail, sous forme de biens, pour faire face aux besoins futurs. Ainsi donc, la liberté de l'individu, inhérente à la démocratie libérale, et l'existence d'une famille, justifient le droit à la propriété, quitte à en régler, le cas échéant, les abus dans le sens de la solidarité.

Pour réprimer ces abus, l'action des syndicats semble potentiellement suffisante à l'heure actuelle.

Dans une société, d'où seraient exclus l'exercice de la liberté individuelle et la propriété privée, tout progrès fondé sur l'initiative personnelle deviendrait impossible, faute d'intérêt.

- B. Le marxisme repose sur la collectivisation des moyens de production et la lutte des classes.

Or, dans une société dont l'économie se caractérise essentiellement par une concentration et une automatisation industrielles croissantes, la part et le rôle des travailleurs qualifiés, des techniciens, des cadres, tend à s'accroître de plus en plus.

L'accroissement des responsabilités reposant sur des aptitudes et des connaissances plus poussées ou plus spécialisées, implique un état d'exception, qui aboutit fatalement à des différenciations sociales plus ou moins marquées.

Il devient utopique de prêcher une société sans classes, ou d'essayer de la réaliser par la lutte des classes, puisque les impératifs de l'économie doivent engendrer de nouvelles classes par un phénomène de génération spontanée.

Par conséquent, il faut substituer à la lutte des classes, la collaboration des classes, entre autre, en facilitant, par tous les moyens, le passage d'une classe à l'autre.

Cette ascension - qui n'inclut pas les possibilités de déchéance - peut être facilitée par différents facteurs et notamment en favorisant l'égalité des chances à chacun au départ.

IV. Dans cette démocratie libérale, envisagée sous l'angle politique, économique et social, où la primauté de l'individu irrémédiablement solidaire avec sa famille justifie l'existence de la propriété privée, les syndicats apparaissent, dans le cadre de l'indispensable solidarité qui doit régir la société, comme le moyen adéquat pour défendre les intérêts professionnels des travailleurs contre les abus, qu'ils soient le fait du prince ou découlent de l'attitude du patronat.

L'évolution du syndicalisme prouve son intégration dans la société et confirme les syndicats dans l'exercice d'une fonction de contrôle plus étendue dans l'avenir.

Dans le passé, le rôle des syndicats a été essentiellement revendicatif et il le restera aussi longtemps que n'aura pas été atteint l'objectif final de la démocratie sociale: la justice sociale, qui implique entre autres le droit au travail. Quoique cette justice sociale n'ait pas encore été réalisée totalement dans les pays industrialisés, il importe de l'introduire et de la stimuler dans les pays en voie de développement, condition "sine qua non" de la paix dans le monde.

Mais ce n'est là qu'un aspect de la mission qui incombe au syndicalisme d'aujourd'hui et de demain. Celui-ci se doit d'être aussi un gardien attentif et vigilant, chargé de la défense des droits acquis, du respect des conventions librement consenties, du maintien effectif des avantages du progrès social.

Or, ces objectifs ne peuvent être atteints que moyennant la permanence du plein emploi, qui dépend des orientations données à l'économie, de sorte que les syndicats, s'ils veulent défendre à cent pour cent les intérêts des travailleurs dans la société de demain, devront être associés plus étroitement encore à la recherche de la solution des problèmes économiques.

En raison de l'automation et des autres nécessités de l'expansion individuelle, le syndicalisme devra répondre aux aspirations nouvelles des travailleurs, dont une qualification de plus en plus poussée réclamera un plus haut degré de technicité.

Les nouvelles conditions de travail exigeront, par conséquent, une formation et une éducation plus adéquates de la jeunesse, une humanisation plus poussée du travail, le développement des relations humaines au sein de l'entreprise et une préoccupation constante du problème des loisirs.

Enfin, on a pu constater, au cours des dernières années, une tendance de plus en plus accentuée vers des rencontres au sommet entre représentants des syndicats et des organisations patronales, avec ou sans les pouvoirs constitués, afin de résoudre des conflits sociaux, ou simplement de les prévenir et d'assurer la paix sociale.

De sorte que l'on peut prévoir une espèce d'institutionnalisation des organisations syndicales, de manière à en accentuer le caractère d'interlocuteurs valables et permanents, qui réaliseront, au-delà de la coexistence actuelle, une véritable collaboration économique-sociale.

V. Compte tenu des différents éléments qui détermineront la physionomie et l'action des syndicats dans la société de demain, il paraît évident que ce sont la doctrine et la formule, adoptées par la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique, qui répondent le mieux aux exigences posées au syndicalisme dans l'avenir.

En effet, au cours de leur évolution les syndicats libéraux ont:

- témoigné leur attachement sans réserves à la primauté de l'individu et de la famille;
- insisté sur le rôle d'une indispensable solidarité dans l'édification d'une société idéalement structurée, en respectant les options philosophiques et

religieuses de leurs membres;

- défendu le droit d'association et le libre choix de l'organisation syndicale;
- considéré que les sphères d'action des partis politiques et des syndicats doivent être distinctes, les deux ayant une existence propre et pouvant agir en indépendance totale;
- contribué à la réalisation de la démocratie sociale, notamment en préconisant l'entente entre preneurs et donneurs de travail, basée sur le respect mutuel des droits et devoirs réciproques;
- milité en faveur de la réalisation de la démocratie économique, notamment en réclamant une participation active et équitable des syndicats à l'organisation effective de l'économie;
- souhaité et préconisé la paix universelle dans le monde, notamment par l'élimination du problème de la faim et la mise hors la loi de l'armement nucléaire.

Ce sont là autant de facteurs qui nous permettent d'affirmer notre conviction profonde que, dans l'avenir comme dans le passé, la doctrine sur laquelle se base le syndicalisme libéral, restera valable pour la réalisation intégrale de la démocratie économique et sociale.

ANNEXE IV-C-4

LE PROGRAMME LINGUISTIQUE DU

PARTI DE LA LIBERTE ET DU PROGRES,

LORS DE SON SIXIEME CONGRES A BRUXELLES. (1)

Répondant au reproche selon lequel "le P.L.P. est le parti le plus divisé sur les problèmes touchant aux relations entre nos deux communautés", M. Vanaudenhove affirme qu'il n'en est rien:

- Bien sûr, dit-il, nous sommes un parti d'hommes libres et nous ne désirons pas empêcher un P.L.P. de Liège de s'intéresser plus particulièrement aux Fourons, à un Bruxellois de penser à l'avenir de Bruxelles, à un Flamand d'estimer que le système de la triple majorité constitue une mesure peu démocratique.

Ceci dit, le président rappelle que le P.L.P. a quitté la Table ronde parce qu'il ne pouvait "accepter l'institutionnalisation des lois Gilson-Larock" et souhaite un climat de sérénité pour résoudre les problèmes linguistiques. Il déclare que la position à cet égard du P.L.P. tient en peu de mots: "Liberté d'abord et concessions réciproques là où elles sont indispensables." Il assure que le P.L.P. entend participer à la "commission permanente pour l'amélioration des relations communautaires" et y défendra les idées suivantes:

1) Nous rejettons toute mesure qui nous ferait faire un pas vers une forme quelconque de fédéralisme-séparatisme, qu'il soit politique, économique ou administratif. Plus que n'importe quel autre parti, nous sommes attachés à l'union des Belges au sein d'une patrie que nous désirons plus unie que jamais.

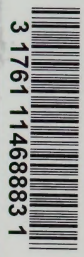
2) Nous voulons créer et favoriser dans le pays, par tous les moyens qui sont à notre disposition un véritable "climat d'accueil" franc, loyal et sincère. C'est pour cela qu'il faut encourager l'étude de la seconde langue nationale.

3) En tant que parti de la liberté, nous défendons toutes les libertés, et, nous désirons que les minorités, qu'elles soient philosophiques ou linguistiques soient protégées. Il est évident que cela implique la réciprocité et que ce qui se fait pour les francophones en Flandre doit se faire pour Flamands en Wallonie.

(1) Article du journal bruxellois francophone "La Libre Belgique", 29 mars 65.

4) En ce qui concerne Bruxelles, qui est la capitale du pays tout entier, celle-ci doit être accueillante à tous les Belges quelle que soit la langue qu'ils parlent et nous désapprouvons formellement toute initiative qui ira à l'encontre de cette nécessité impérieuse. En ce qui concerne l'agglomération bruxelloise, il convient d'éviter que les passions linguistiques puissent être régulièrement réanimées. Nous estimons qu'il est très possible d'accorder dans les communes que nous appelons la "zone de rencontre" des facilités aux minorités linguistiques quelles qu'elles soient. Mais la réalisation de cette mesure de bon sens ne sera possible, une fois de plus, que dans la réciprocité: les facilités que l'on accorderait aux minorités francophones des communes flamandes devraient aussi être accordées aux minorités flamandes des communes francophones et wallonnes.

5) En ce qui concerne les Fourons, je voudrais rappeler que c'est sur proposition de députés socialistes liégeois, que la commission de l'Intérieur a voté, à l'unanimité moins une voix, leur passage à la province de Limbourg. Les élections communales ont établi la volonté de la majorité de la population des Fourons. Toutefois, ce problème fait partie d'un ensemble il doit recevoir une solution dans le contexte qui sera élaboré par la commission permanente pour l'amélioration des relations communautaires et qui sera donc aussi bien acceptable pour les Flamands que pour les Wallons et les Bruxellois.



3 1761 1146883 1